

20 janvier 2023 (Le Point)

https://www.lepoint.fr/economie/reforme-des-retraites-il-faudra-y-revenir-c-est-certain-19-01-2023-2505434_28.php

Réforme des retraites : « Il faudra y revenir, c'est certain »

Pour les Gracques, think tank social-libéral, la réforme est indispensable, mais ne suffira pas. En outre, elle sacrifie les jeunes et n'abolit pas les privilèges.

Par les Gracques



Rebelote. Fin 2019-début 2020, déjà, les cheminots avaient manifesté en nombre contre la réforme des retraites, qui prévoyait notamment la suppression des régimes spéciaux. La grève fut longue et très suivie.

Publié le 19/01/2023 à 14h00 - Modifié le 19/01/2023 à 14h02

À peine la réforme des retraites présentée, la France se prépare déjà à une nouvelle crise sociale dont notre pays est coutumier. L'ensemble de la gauche, l'extrême droite et les huit principaux syndicats sont vent debout contre un projet dont ils prétendent ne pas voir l'utilité. Il y a déjà plus de trente ans, Michel Rocard écrivait dans son *Livre blanc sur les retraites* qu'« une démocratie comme la nôtre doit être capable de débattre à temps de ses problèmes et d'en traiter sereinement ». Il doit aujourd'hui se retourner dans sa tombe en regardant ce qui reste du Parti socialiste plaider pour un retour de l'âge légal de départ à 60 ans. Depuis 1981, l'espérance de vie à la naissance a pourtant augmenté de huit ans... **Le déni des corps intermédiaires est d'autant plus préoccupant que la nécessité d'une réforme des retraites n'a jamais été aussi manifeste.**

Sur le plan de l'équité, **notre système de retraite fait aujourd'hui reposer la charge des ajustements à venir sur les prochaines générations.** Ce que les jeunes qui défilent contre la réforme ne semblent pas avoir compris, c'est que plus le système est déséquilibré, plus ils seront mis à contribution en tant qu'actifs - et ensuite pénalisés en tant que retraités ! **Sans réforme générant des recettes, c'est la dette qui financera le niveau de vie anormalement élevé des retraités actuels, alors que s'organise déjà le décrochage de la retraite future des cotisants d'aujourd'hui. Sans réforme, les jeunes générations seront donc doublement perdantes : parce qu'elles auront à payer la dette à venir en tant qu'actifs et contribuables ; et parce que leurs retraites, quand elles arrêteront de travailler, auront décroché. Corriger cette injustice en faisant dès à présent contribuer toutes les classes d'âge est la justification principale de la réforme, celle que le gouvernement aurait dû mettre en avant dès le début.**

Un autre symptôme de notre difficulté à regarder les réalités en face, et de les « traiter sereinement », est évidemment la dimension budgétaire. Comment nier qu'il y a un problème ? Il suffit de se comparer : chez nos voisins, les dépenses de retraite sont en moyenne inférieures de 2 points de PIB, soit 50 milliards d'euros. Dans un contexte démographique qui au surplus se dégrade, **la préférence française pour les retraites ne peut que produire des déficits** : sans surprise, aucun des huit scénarios élaborés par le Conseil d'orientation des retraites ne prévoit de retour à l'équilibre de notre système de retraite avant 2039. **Avec 7 % de chômage et 1,3 % de croissance, les déficits accumulés d'ici à 2070 seraient compris entre 25 et 41 points de PIB** - soit aujourd'hui l'équivalent de 600 à 1 000 milliards d'euros de dette mis à la charge des générations futures, qui les paieront sous forme d'impôts, de baisses des pensions ou de réductions des services publics !

Dans une démocratie qui fonctionne, nous aurions donc dû débattre depuis longtemps des moyens les plus adaptés pour combler le déficit des retraites et restaurer l'équité entre les générations. Essayons-nous à l'exercice. Après la présentation de la réforme, nous avons un souhait, un avertissement et un regret. **Notre souhait, c'est que le débat parlementaire permette de mieux concilier responsabilité économique et justice sociale.** La majorité a fait un premier pas important en renonçant au report de l'âge légal à 65 ans, qui risquait d'épargner largement les cadres. Ces derniers commencent généralement à travailler tardivement et partent donc déjà au-delà de l'âge légal pour bénéficier d'un taux plein. **Pour les cadres, c'est donc la durée de cotisation et non l'âge légal qui compte.** La solution retenue par le gouvernement, combinant augmentation de l'âge légal et accélération de la hausse de la durée de cotisation requise pour le taux plein, est donc plus juste. Les Gracques avaient d'ailleurs plaidé pour cette solution dans leur livre-programme* publié dans le cadre de la présidentielle. Il faudra aller plus loin. La Première ministre a déjà ouvert la voie à une revalorisation des petites pensions des retraités actuels - et non uniquement des futurs retraités. Mais le diable se niche dans les détails, et on sera attentif au mode de revalorisation et au traitement des salariés ayant travaillé à temps partiel ou avec des carrières incomplètes. Un avertissement, ensuite : **les Français ne pourront accepter cette réforme que s'ils ont le sentiment que personne ne bénéficie d'un traitement de faveur.** Or le gouvernement semble déterminé à payer le prix fort du renoncement pour s'acheter un espoir de paix sociale. D'abord en fermant uniquement une partie des régimes spéciaux - et seulement pour les nouveaux entrants (clause dite du « grand-père »). **La perspective dans laquelle le gouvernement a annoncé la fin des régimes spéciaux nous renvoie ainsi à... 2065, soit d'ici à neuf élections présidentielles !** Mieux encore : il fait semblant d'appliquer la réforme aux bénéficiaires actuels des régimes spéciaux, dont les règles de calcul héritées d'un autre temps sont beaucoup plus favorables que celles du régime général. Certes, il a annoncé que l'augmentation de l'âge légal et l'accélération de la hausse de la durée de cotisation seront transposées aux régimes spéciaux. Mais il a également indiqué que l'âge d'annulation de la décote restera inchangé, alors que c'est ce paramètre qui est le plus déterminant pour les bénéficiaires des régimes spéciaux. **En l'état, la réforme restera donc largement indolore pour ces derniers... qui seront pourtant au premier rang des manifestations ! Pour l'abolition des privilèges, on repassera.**

Terminons par un regret. Le gouvernement a exclu de mettre à contribution les retraités actuels, qui bénéficient pourtant d'un niveau de vie supérieur au reste de la population. **Une situation pratiquement sans équivalent à l'échelle internationale !** Le contexte y invitait pourtant, alors que le pays s'est arrêté pour sauver ses aînés pendant la crise sanitaire et que le choc inflationniste réduit les salaires des actifs. **De notre côté, nous avons plaidé pour mettre à contribution les retraités aisés par la désindexation partielle et temporaire de leurs pensions.** La moitié des économies pourrait être réinvestie dans la revalorisation des petites pensions des retraités actuels, qui n'est aujourd'hui pas financée dans le projet gouvernemental. L'autre moitié

pourrait être affectée au financement de la dépendance, qui reste un autre impensé de cette réforme. **Ces deux mesures permettraient d'introduire dans la réforme une dimension de solidarité au sein de la génération des retraités. Ces débats évités sur l'équité et la solidarité entre les générations en disent long sur l'incapacité de notre pays à conduire des réformes dans la sérénité.** Gouvernement, syndicats, partis : il reviendra à chacun de faire son examen de conscience et d'en tirer les leçons sur le plan institutionnel. Ce qui a été possible à l'Agirc-Arrco, où syndicats patronaux et salariés trouvent régulièrement des accords courageux pour sauver les retraites complémentaires, doit l'être pour le pays et pour la future réforme des retraites. Car assez de finasseries : il faudra y revenir, c'est certain, et sans doute avant la fin du prochain quinquennat. **Alors que les taux d'intérêt remontent, que l'environnement se dégrade et que la guerre a fait son retour en Europe, notre pays ne peut plus se permettre de céder aux affrontements stériles, à la démagogie et à l'immobilismes**

·« Le Manifeste de la dernière chance » (Albin Michel, 360 p., 19,90 €).

Pourquoi les futures retraites de nos jeunes vont décrocher

Aujourd'hui, le niveau de vie des retraités est supérieur de 1,5 % à celui de l'ensemble de la population... et même de 7,8 %, si l'on tient compte du fait qu'ils sont souvent propriétaires de leur logement. Mais ça ne va pas durer ! Les retraites ne sont plus indexées sur la croissance des salaires mais sur l'inflation, tant pour le calcul des droits que pour la revalorisation des pensions. Comme les salaires évoluent plus vite que les prix, ce mécanisme caché est très puissant : il conduira mécaniquement à un décrochage massif du niveau de vie des futurs retraités. Il ne représentera plus, en 2070, que 80 % de celui de l'ensemble de la population, d'après le Conseil d'orientation des retraites.

20 janvier 2023 (Le Point)

https://www.lepoint.fr/debats/retraite-des-fonctionnaires-le-grand-tabou-et-l-enorme-trou-20-01-2023-2505519_2.php

Retraite des fonctionnaires : le grand tabou et l'énorme trou

CHRONIQUE. Avec sa réforme, le gouvernement ne s'attaque toujours pas au dispendieux régime des agents de l'État. Jusqu'où irons-nous dans l'aveuglement ?

Par Pierre-Édouard du Cray*



Manifestation intersyndicale pour la retraite à 60 ans à Perpignan (Pyrénées-Orientales), le 29 septembre 2022. © Jc Milhet/Hans Lucas via AFP

Publié le 20/01/2023 à 10h00

C' est reparti ! Tout ce que la France compte encore de syndicats bat le pavé pour que l'on ne touche pas au totem de l'âge légal de la retraite. D'un côté, le gouvernement veut le reculer de 62 à 64 ans ; de l'autre, **des syndicats rêvent même de le ramener à 60 ans.** Mais derrière ce sujet de l'âge légal se cache un **véritable tabou** : les agents publics n'ont pas de régime de retraite à proprement parler, mais un régime de rémunération à vie, que leurs syndicats veulent conserver coûte que coûte. Or l'administration entretient le plus grand silence à ce sujet.

À lire tous les rapports officiels publiés sur les retraites – Conseil d'orientation des retraites, Direction de la sécurité sociale, jaune budgétaire du ministère des Finances, etc. –, **la vulgate est toujours la même : les fonctionnaires y sont présentés comme affiliés à de véritables régimes de retraite.**

Des régimes qui répondraient à une logique de sécurité sociale : chaque affilié verserait des cotisations, celles-ci ouvriraient des droits à la retraite et les régimes seraient gérés en répartition, comme dans la plupart des régimes de droit commun.

Autrement dit, des cotisations financeraient les retraites des pensionnés du moment, comme dans le régime général des salariés (Cnav) ou les régimes complémentaires (Agirc-Arrco) ou, encore, les régimes des professions libérales (CNAVPL). **Or ce n'est pas du tout le cas.**

«Tout est régi par le statut »

De fait, la fonction publique d'État n'a même pas de caisse de retraite. Les cotisations qui figurent sur les bulletins de paie des agents sont fictives. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, aucun prélèvement n'est réellement opéré et l'augmentation toute théorique des cotisations n'a, jusqu'à preuve du contraire, aucun impact sur le revenu net des actifs.

Les pensions sont considérées, en droit, comme des rémunérations stricto sensu (art. 1^{er} du Code des pensions civiles et militaires), **et non pas comme des prestations sociales, contrepartie de cotisations versées.** En clair, il n'existe aucune logique assurantielle comme dans les régimes de droit commun. **Tout est régi par le statut. Tout est au débit du Budget, financé par l'impôt des Français et, à défaut, par l'emprunt public, pour près de 60 milliards d'euros par an.**

Conséquence : lorsque l'État recrute un agent dont les revenus sont garantis à vie, il engage le budget pour trois quarts de siècle : quarante-trois ans de carrière, vingt-cinq ans de pension et sept ans de réversion. Cela, quel que soit l'état de nos finances publiques et, surtout, quelle que soit l'ampleur du choc démographique.

La dépense est fixée à l'avance, partant du principe que les recettes suivront à tout prix. **Or les seuls engagements de l'État pour les pensions de ses fonctionnaires, en activité ou retraités, s'élèvent à 2 534 milliards d'euros, ce qui est considérable puisque cela représente quasiment l'équivalent de la dette publique, qui est elle-même abyssale – près de 3 000 milliards d'euros.**

Endettement public

Le régime des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers (CNRACL) ainsi que les autres régimes spéciaux des agents sous statut (SNCF, RATP, industries électriques et gazières, etc.) fonctionnent sur le même principe. Certes, ces régimes disposent bien de caisses de retraite, ce qui pourrait laisser supposer le contraire, mais ce serait se méprendre.

Dans leur cas, la simulation est juste poussée encore un peu plus loin... Le Code des pensions civiles et militaires s'applique en effet également aux fonctionnaires territoriaux et la réglementation des régimes des entreprises publiques est calquée sur celle des fonctionnaires civils de l'État, à laquelle s'ajoutent, souvent, quelques extras.

Là aussi, ces régimes fonctionnent selon une logique rétributive, et non pas contributive, et ce sont les fonds de l'employeur en situation de monopole qui sont censés équilibrer les comptes via l'impôt, des tarifs réglementés ou l'endettement public.

Pendant longtemps, la vraie nature de ces régimes ne faisait pas mystère. Mais, avec l'avènement de l'État-providence, ces régimes ont singé ceux d'assurance obligatoire, puis de sécurité sociale, qui ont été peu à peu institués, jusqu'à leur ressembler à s'y méprendre.

Clause du grand-père

En effet, au fur et à mesure que l'État rendait obligatoire l'affiliation aux régimes de retraite, et qu'il prenait le contrôle de ces régimes en ne cessant de renforcer sa tutelle, il devenait difficile de maintenir ses propres agents en dehors du système et de ses contraintes.

Plutôt que d'affilier son personnel à ces régimes de sécurité sociale, la politique de l'État a toujours consisté, dans ce domaine, à imiter. En clair, à simuler les apparences pour préserver, coûte que coûte, le système de rémunération à vie tout droit hérité de l'Ancien Régime. Et cette simulation est de plus en plus amplifiée à mesure qu'il exige des Français des efforts importants dans le cadre des réformes.

C'est particulièrement le cas **dans le cadre de la réforme actuelle puisque le projet du gouvernement ne prévoit pas de réforme de fond des régimes des fonctionnaires** et que les autres régimes spéciaux, de taille beaucoup plus modeste, devraient être impactés dans la limite de la fameuse clause du grand-père. C'est-à-dire que seuls les nouveaux embauchés devraient être affiliés aux régimes de droit commun.

Pour faire passer cette pilule, le Conseil d'orientation des retraites (COR) a publié toute une série de travaux à la fin de l'année afin d'accréditer la thèse selon laquelle les régimes des fonctionnaires seraient de véritables régimes de retraite, comme les autres... Un comble !

Et un gâchis, car, dans un souci d'efficacité et d'équité, toute politique des retraites sérieuse devrait donc commencer par une affiliation des agents publics à de vrais régimes de retraite, sainement gérés et structurellement à l'équilibre. À quand un rapport du COR sur la question ?

* **Pierre-Édouard du Cray**, de l'association Sauvegarde Retraites, est consultant en finances publiques et fiscalité.

20 janvier 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/charles-jaigu-rien-ne-va-plus-et-pour-longtemps-20230118>

Dette, inflation, climat: Nouriel Roubini, l'économiste qui annonce la fin du monde

Par [Charles Jaigu](#)

Publié le 18/01/2023 à 18:57, mis à jour hier à 18:38



Nouriel Roubini, Éditions Buchet-Chastel, 268 p., 23,50 €. *Buchet Chastel*

CHRONIQUE - Le dernier livre de Nouriel Roubini, économiste star, se lit comme un roman d'épouvante. Bienvenus dans le siècle des catastrophes!

Comment traduire dans la langue respectable des économistes l'expression chiraquienne «*les emmerdes, ça vole en escadrille*»? Traduire «*emm...*» par catastrophes? «*Le mot "polycrise", ou celui de "confluence de calamités", employé par [Kristalina Georgieva, patronne du FMI, au début du mois de janvier reflètent bien la préoccupation du moment](#)*», nous dit Nouriel Roubini, lui-même auteur de *Mégamenaces*, livre où il en énumère dix: hyperdettes, crédit facile, vieillissement démographique, destruction d'emploi par l'intelligence artificielle, États-providence à l'agonie, changement climatique, risques pandémiques accrus, guerre froide sino-américaine. Si vous échappez à l'une, vous êtes rattrapé par l'autre. Peine perdue, [les jeux sont faits](#).

Roubini a 64 ans, un accent rocailleux qui signale son éducation italienne. Le jeune migrant juif a débarqué avec sa famille à Milan après quelques tribulations pour quitter l'Union soviétique. Il vit aujourd'hui à New York, et nous le voyons à Paris après son passage par Israël, où vivent ses parents. Roubini est l'un de ces turbo-économistes toujours entre deux vols, qui font le tour du globe de conférence en conférence. Il s'est très jeune fait une spécialité des crises régionales qui frappent ici et là sur la planète (Argentine en 1982 et 2001, thaïlandaise en 1997, russe en 1998). Ces effondrements étaient à chaque fois causés par des dettes d'État excessives et en devises étrangères, ou des crédits toxiques. Il s'est exercé à détecter les signaux faibles des effondrements boursiers.

Il y a quelques années, un astucieux et agile intellectuel libanais, Nassim Nicholas Taleb avait écrit un livre sur le cygne noir, métaphore de ces catastrophes qu'on ne voit jamais venir. Le cygne noir est rarissime - sauf en Australie - et donc il est naturel qu'on ne s'attende pas à le voir glisser sur les eaux d'un lac. Il en va de même de nombreux risques que nos cerveaux optimistes minorent. Qui a vu venir les emprunts toxiques en 2008? Qui a vu venir les printemps arabes en 2010? Qui a vu venir la

pandémie de 2020? Roubini fait partie des rares qui ont eu raison contre tout le monde en prévoyant l'effondrement du marché de l'immobilier américain dès 2006. Il avait vu juste. Il n'était pas le seul. Le Prix Nobel d'économie, Robert Shiller, théoricien de l'exubérance irrationnelle, avait prévenu la Fed que tout ça allait mal finir. *«Je suis juste un expert parmi tant d'autres, et mes inquiétudes ne changeront pas la face du monde, je souhaite avoir tort»*, nous dit Roubini. La situation est néanmoins différente cette fois-ci: Nouriel Roubini n'est plus le seul à crier dans le désert. Il n'est pas question de cygne noir ni de signaux faibles mais d'un éléphant dans la pièce que tout le monde voit. La dette mondiale est égale à trois fois le PIB de la planète, l'inflation peut mener à la grande stagnation, les crises géopolitiques sont des fruits mûrs sur le point d'exploser.

À Davos, où il a rendez-vous après Paris, il ne sera question que de cela. **Roubini a néanmoins une obsession: la dette privée et publique n'a jamais été aussi insoutenable, en temps de paix. C'était déjà ce que nous disait en septembre dernier l'ex-directeur de la Banque de France, Jacques de Larosière. Tout le monde voit l'éléphant, mais le déni s'est déplacé sur la manière de s'en débarrasser. La plupart des économistes et des politiciens font comme s'il était possible de le faire sortir par la porte ou par la fenêtre sans pulvériser la façade et tout l'édifice. Pas Nouriel Roubini, qui ne croit pas aux coups de baguette magique. «La pandémie du Covid-19 nous a poussés au bord du gouffre, le prochain choc risque de nous faire basculer dans le vide»**, écrit-il dans son excellent livre. Ce gouffre est celui formé par le **«piège de l'endettement»**. **Relever les taux d'intérêt permettrait de stopper la course à l'emprunt, mais cela déclencherait une récession sévère, dont personne ne veut. Les banques centrales, sous pression politique, ne savent pas, ne peuvent plus, faire autre chose que faciliter un endettement plus important encore.**

La pandémie du Covid-19 nous a poussés au bord du gouffre, le prochain choc risque de nous faire basculer dans le vide

Nouriel Roubini

Telle est la matrice des mégamenaces à venir. Un piège dont les banquiers centraux ne savent plus comment sortir. *«Il est déjà trop tard pour corriger l'emballement»*, constate Roubini. Nous lui posons donc la question. Que vaut-il mieux pour diminuer l'emprise des dettes: se résoudre à l'inflation qui réduira la valeur de l'argent ou écraser cette inflation par une franche hausse des taux d'intérêt en assumant la récession capable d'assommer même un éléphant? *«L'inflation n'est pas la solution car elle ne sera pas suffisante pour faire fondre nos dettes, et elle étouffera la croissance: ce sera la stagflation. La solution la moins mauvaise est donc de remonter les taux, aussi désagréable que cela puisse être, mais cela ne se produira pas.»*

Le seul banquier central qui s'y soit risqué est **Paul Volker** au début des années 1980. Mais c'était une autre époque. Roubini nous rappelle comment il avait remonté les taux de vingt points, à la stupéfaction de Ronald Reagan lui-même, qui venait d'arriver au pouvoir dans une Amérique embourbée dans la stagflation. *«Reagan voulait le virer, mais Volker a tenu bon, et il leur a demandé d'être patients.»* L'inflation a effectivement été domptée, et le monde a connu quarante ans de **«grande modération»**. Ce furent des années de croissance stable, d'inflation faible et de taux faibles, moins glorieuses que les trente précédentes, car il y avait un certain nombre d'inconvénients: l'argent facile s'est détourné des investissements de long terme dans l'industrie, et la mondialisation a déshabillé l'Europe et les États-Unis pour habiller le reste du monde. *«La méthode Volker était encore possible à l'époque, mais elle serait fatale aujourd'hui compte tenu du piège de l'endettement dans lequel nous sommes.»*

En Europe, la zone euro éclaterait probablement, l'Italie menant la danse, et la France juste derrière. Nous sommes donc à un stade très désagréable où il n'y a rien à faire qu'attendre de se laisser étrangler par le nœud coulant de la stagflation, qui combinera l'inflation avec une quasi-récession. *«D'une manière ou d'une autre, nous ne pourrions pas éviter l'atterrissage brutal, on ne sait pas exactement quand, mais il aura lieu»*, nous dit-il en annonçant déjà *«une récession d'ici à 2024»*. Un seul espoir, mais il relève de la pure superstition: cette fois-ci,

Roubini n'est pas un Cassandre, car tout le monde l'écoute et opine du chef. Or Cassandre n'a raison que contre tous. Donc les prévisions de Roubini ne se réaliseront peut-être pas...

20 janvier 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/religion/remi-brague-et-richard-malka-l-islam-peut-il-etre-tolerant-20230120>

Rémi Brague et Richard Malka: «L’islam peut-il être tolérant?»

Par [Alexandre Devecchio](#) et [Pierre-alexis Michau](#)

Publié il y a 4 heures, mis à jour il y a 22 minutes



Rémi Brague et Richard Malka. *Frédéric STUCIN*

GRAND ENTRETIEN - Dans son *Traité sur l'intolérance*, l'écrivain et avocat de *Charlie Hebdo* oppose un islam des lumières et un islam des ténèbres. Une distinction que le philosophe **Rémi Brague**, membre de l'Institut et auteur de *Sur l'islam* réfute, convaincu que le Coran est immuable, ce qui rend, selon lui, la frontière entre islam et islamisme difficile à tracer.

LE FIGARO MAGAZINE. - Rémi Brague, vous commencez votre livre en analysant le concept d'**islamophobie**. Que signifie-t-il?

Rémi BRAGUE. - **Cette notion en tant que telle ne signifie rien. C'est avant tout une insulte, et comme toutes les insultes elle n'a pas de solidité sémantique très forte.** Nous savons maintenant, grâce à deux chercheurs du CNRS, **qui a employé en français pour la première fois ce terme d'islamophobie.** C'est un administrateur colonial français qui s'appelait Alain Quellien, et qui a écrit en 1910 un livre selon lequel la colonisation française n'a pas à avoir peur de l'islam, parce que les musulmans acceptent finalement assez bien la présence française. Il est très intéressant de voir que ce livre fait preuve d'une sorte de paternalisme envers les populations colonisées. Quellien fait une comparaison entre l'islam et le christianisme, il dit que ce dernier est trop compliqué pour les Africains, et que par conséquent l'islam est bien pour «ces gens-là». **Il y avait donc derrière son anti-islamophobie, une vraie condescendance coloniale.**

Et c'est important de rappeler cela, car on a parfois l'impression que dans certains cercles intellectuels, germanoprats et autres, il y a une attitude qui relève de ce paternalisme colonial. Ils affirment «nous autres, Européens, nous sommes libérés sexuellement, nous sommes capables de critiquer toute chose, nous sommes très intelligents, en revanche pour les musulmans, il faut les laisser mariner dans leur jus traditionnel culturel, car ils ne sont pas aussi malins que nous». **Donc les «bien-pensants», sous couvert de bonne conscience, ont préservé des réflexes coloniaux.**

Richard MALKA. -J'adhère totalement à l'idée de Rémi Brague. **En 2007, je plaidais déjà pour Charlie Hebdo, et affirmais que les véritables racistes étaient ceux qui nous accusaient**

d'islamophobie. Parce que nous, à *Charlie Hebdo*, on traitait toutes les religions de la même manière. Alors que ceux qui nous incriminaient, considéraient que les musulmans n'étaient pas capables d'avoir du recul par rapport à leur religion, n'avaient pas d'humour, et qu'il fallait donc les traiter à part. Ils voulaient une loi pour limiter la liberté d'expression spécifiquement s'agissant de l'islam. C'est le vrai racisme, c'est extrêmement paternaliste.

Évidemment, comme l'a dit Salman Rushdie, l'islamophobie est une arme de censure pour que les aveugles le restent, pour empêcher toute critique de l'intégrisme, du fanatisme, de l'islamisme, des Frères musulmans... **C'est une arme de l'idéologie victimaire pour culpabiliser l'autre en permanence et le faire taire.**

Richard Malka, on entend très souvent que l'islamisme représente une petite minorité qui n'a rien à voir avec l'islam. Est-ce le cas et faut-il faire la distinction entre islam et islamisme?

Richard MALKA. -Pour reprendre les mots de mon défunt ami Abdelwahab Meddeb, l'islamisme est le cancer de l'islam. Il faut dire les choses telles qu'elles sont. **Depuis les débuts de l'islam, il y a toujours eu deux visions qui se sont affrontées.** Il y a une vision plaçant la liberté de l'homme et la raison au centre de la religion, c'est l'islam des premiers siècles, du savoir, de la connaissance, des grands philosophes, pendant que l'Occident était, lui, dans l'obscurantisme. Mais il y a aussi un islam littéraliste, qui refuse l'interprétation des textes et pense que le Coran est incréé, qu'il s'agit des paroles de Dieu lui-même et non de son Prophète et dans ce cas, c'est une parole figée à tout jamais. C'est un islam de la soumission, de l'obéissance, du refus de la raison... **Il y a toujours eu un mouvement de balancier entre les deux.** Malheureusement, **l'islam radical est financé partout dans le monde par la vision sectaire wahhabite depuis des décennies.** L'inquiétude, c'est que ce courant-là devienne l'orthodoxie.

Ce n'est pas forcément le courant le plus important en nombre, mais c'est celui qu'on entend le plus. C'est le plus revendicatif, le plus militant, le plus financé. L'autre courant, pour lequel la religion se vit tranquillement, n'a pas nécessairement envie de s'exprimer. Il y a donc un déséquilibre et une pression qui s'exerce.

Rémi BRAGUE. - Je dois avouer un certain agacement lorsque l'on me dit «il n'y a pas un quelque chose, mais des quelque chose», c'est une manière de botter en touche et de se permettre un choix là où les choses sont bien plus compliquées. Si l'on parle des philosophes, c'est quand même Averroès qui a écrit «il faut tuer les hérétiques», et pas dans une œuvre juridique mais philosophique. Ibn Arabi semble partager dans ses écrits la vision édulcorée de l'islam que Richard Malka décrit, mais lorsqu'il est consulté en tant que juriste, il insiste pour que l'on applique de manière très stricte des règles qui ont explicitement pour but de maintenir les communautés non musulmanes vivant en territoire musulman dans une sorte d'humiliation permanente. **Il n'y a donc pas deux conceptions hétérogènes.**

L'islamisme est un islam impatient, et l'islam un islamisme patient. Mais je me demande si le but dernier ne serait pas le même pour les deux

Rémi Brague

La différence est assez difficile à tracer entre islam et islamisme, c'est une différence de degré plutôt que de nature. L'islamisme est un islam impatient, et l'islam un islamisme patient. Mais je me demande si le but dernier ne serait pas le même pour les deux. La véritable différence n'est pas entre islam et islamisme, mais entre la religion islam/islamisme, et les musulmans de chair et d'os qui ont envers l'islam une attitude qui peut varier, de l'adhésion sans réserve à un vague sentiment d'appartenance.

Richard Malka, pourquoi faites-vous la distinction entre deux islams?

Richard MALKA. -Il me paraît compliqué de dire qu'il y a d'un côté la religion qui n'est pas tolérante en soi, et de l'autre côté les musulmans qui, eux, pourraient l'être. Parce qu'une religion n'est que ce qu'en font les hommes. Je ne crois pas du tout que ce soit le texte du Coran qui pose problème

plus qu'un autre. Si l'on prend le christianisme, c'est une religion beaucoup plus pacifique que les deux autres monothéismes ; la Bible est un texte de paix et d'amour. Sauf que ça a quand même donné l'Inquisition, les guerres de Religion, l'évangélisation forcée... en partant d'un texte pacifique. De même pour la Torah, qui est le texte religieux le plus rude des trois, car écrit mille ans avant le Coran, cela n'a pas empêché l'évolution du judaïsme par ses réinterprétations constantes. Le judaïsme d'aujourd'hui n'a ainsi quasiment plus rien à voir avec le judaïsme des origines. Donc je ne suis pas convaincu que la question des textes soit si importante. Tout n'est pas figé, il peut y avoir une évolution positive ou négative.

Rémi Brague, êtes-vous d'accord avec cette idée que les religions ne sont pas figées par les textes et sont ce que les hommes en font?

Rémi BRAGUE . -Jusqu'à un certain point, je partage ce qu'a dit Richard Malka, mais avec certaines retenues. Je suis évidemment un homme des textes, c'est mon travail. On peut aisément montrer que l'inquisiteur Torquemada a trahi l'Évangile, mais bien moins facilement que Daech trahit le Coran. Et il faut voir la difficulté qu'ont eue les gens d'al-Azhar à émettre une condamnation envers les djihadistes, parce que Daech leur disait «lisez la biographie du Prophète, c'est exactement ce que nous faisons». On peut citer l'exemple du malheureux pilote jordanien qui a été brûlé vif par Daech, et là il y a eu une discussion avec les gens d'al-Azhar qui ont dit «non, il fallait juste lui couper une main et un pied, seul Dieu brûle les pécheurs en enfer». Daech a donc répondu qu'un compagnon du Prophète avait brûlé vif ses adversaires, et que ça ne pouvait donc pas être entièrement mauvais.

Au contraire, il est bien plus difficile de justifier les croisades par l'Évangile. De plus, les croisades sont un fait historique daté, alors que le djihad est une obligation permanente, qui n'est pas située dans le temps et peut prendre différentes formes, pacifiques ou non. C'est une obligation qui est censée venir de Dieu, car le Coran, pour les musulmans, a pour auteur Dieu.

Richard MALKA .-Vous mettez le doigt sur une controverse fondamentale, entre ceux qui considèrent que le Coran est immuable et ceux qui se laissent une marge d'interprétation. Les hanbalites, qui ont enfanté des wahhabites et des salafistes, avaient une conception figée des écritures saintes, alors que la première école de l'islam, les mutazilites, refusait de considérer le Coran comme incréé, puisque passé par la médiation d'un homme, Mahomet. Nous ne sommes jamais sortis de cette discorde initiale.

Il y a deux Coran, un Coran libéral, celui de La Mecque, et un plus belliqueux, celui de Médine

Richard Malka

Concernant le djihad comme obligation, il faut bien rappeler que le Coran dit tout et son contraire, et assume ces contradictions. Certes, il y a le verset de l'épée, mais il est aussi écrit «il n'y a nulle contrainte en religion» et «si Dieu avait voulu que tout le monde croie, tout le monde aurait cru, qui es-tu, toi, pour contraindre les gens à croire?». Il y a donc deux Coran, un Coran libéral, celui de La Mecque, et un plus belliqueux, celui de Médine. Ce sont les hommes qui, par l'interprétation, font le choix de l'un ou de l'autre car ils sont radicalement contradictoires. Lors de la construction de l'Empire abbasside, on s'est demandé comment résoudre tout cela.

Des juristes se sont réunis et ont décidé de l'abrogation de la partie pacifique au profit de la partie belliqueuse, parce qu'ils avaient besoin d'un texte plus agressif pour l'expansion de l'Empire. Tandis que le théologien Mahmoud Mohamed Taha, au XX^e siècle, considérait que c'est la deuxième partie du Coran, celle de Médine, qu'on devrait laisser de côté, car ce n'est qu'un texte de gouvernement à un moment donné, à Médine, et que la partie universelle du Coran est la première, libérale. Le choix dépend bien des hommes et des situations. Malheureusement, Mohamed Taha a été pendu.

Rémi BRAGUE . -Richard Malka, vous dites que le Coran assume lui-même ses contradictions, pourtant on lit à la sourate 4 verset 84: «S'il y avait des contradictions dans le Coran, cela prouverait qu'il ne vient pas de Dieu» Deuxièmement, pour répondre aux contradictions du Coran, on peut

appliquer la théorie de l'abrogation qui donne l'avantage au verset révélé le plus tard. Donc l'existence de ces ambivalences ne pose aucun problème aux musulmans, il suffit d'appliquer ce principe. Il y a un verset qui dit «ce n'est pas bien de boire, ne venez pas ivre à la prière», un deuxième affirme «vous devriez ne pas boire», et enfin un troisième proclame «il est interdit de boire». Et c'est le dernier verset qui fait force de loi, les musulmans ne boivent pas d'alcool.

Il faut préciser que les mutazilites n'étaient pas non plus des enfants de chœur, ils étaient partisans de la liberté métaphysique pour que l'homme puisse être récompensé et condamné justement. Mais ils n'hésitaient pas à envoyer les CCS, les compagnies califales de sécurité contre leurs adversaires. L'islamologue Ignác Goldziher disait que ce fut une chance pour l'islam qu'il n'y ait eu que trois califes qui ont soutenu les mutazilites.

Quant à la situation actuelle, il y a effectivement quantité de musulmans qui regardent leur propre islam avec des yeux qui ne sont pas ceux de Chimène, et qui n'hésitent pas à critiquer les dérives radicales. Seulement, il faudrait que des non-musulmans les soutiennent au lieu de se taire par crainte d'être traités d'islamophobes. La balle est dans notre camp.

Richard Malka, vous dites dans votre livre qu'il y a la possibilité d'un islam des lumières...

Richard MALKA. -C'est un espoir et il ne faut jamais abandonner l'espoir. Il s'est passé au début du XX^e siècle en France, une rencontre entre al-Afghâni et Mohamed Abdou. Et de cette rencontre est née «la Nahda», un mouvement de modernisation de l'islam. Notre pays a la plus grande communauté musulmane d'Europe et nombre, au sein de cette communauté, sont acquis aux valeurs républicaines. Des millions de musulmans ne se sentent pas représentés dans cet islam littéraliste, rigoriste, des Frères musulmans ou des salafistes. On peut espérer, en France, pays universaliste et républicain, une petite étincelle qui réinventerait l'islam. Il suffit de choisir une autre lecture du Coran, comme beaucoup le font déjà.

20 janvier 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/guerre-en-ukraine-les-allemands-vivent-un-changement-reel-de-paradigme-20230119>

Guerre en Ukraine: «Les Allemands vivent un changement réel de paradigme»

Par [Laure Mandeville](#)

Publié hier à 19:37, mis à jour hier à 19:37

ENTRETIEN - Pour Jeffrey Gedmin, directeur du site d'information American Purpose et ancien président de Radio Free Europe, l'Allemagne est en pleine mutation stratégique, même si des résistances sont palpables, notamment dans les milieux économiques, où certains rêvent d'un retour au statu quo ante avec Moscou.

LE FIGARO. - Le feu et le fer que Poutine a déchaînés contre l'Ukraine ont stupéfié tout l'Occident. Mais que représente l'agression russe pour l'Allemagne, qui avait tant misé sur la Russie?

Jeffrey GEDMIN. - Je pense que les Allemands - les élites comme le pays plus large - ont été sincèrement choqués. Par la violation éhontée du droit international. Mais aussi par les atrocités, qui ont stupéfié l'opinion. Car il n'y a pas eu juste des actes de violence solitaires liés à la guerre, mais un ciblage systématique des civils. C'est cela que les Allemands ont trouvé profondément dérangeant. La destruction des écoles, des hôpitaux et des maternités. Souvenez-vous que Berlin avait pensé pendant longtemps que Vladimir Poutine était un partenaire de la sécurité européenne. Cela donne à réfléchir en Allemagne. **Est-ce pour autant un vrai mea culpa? Ce serait beaucoup demander. Je dirais plutôt que Berlin est lancé dans une course destinée à accommoder une dure réalité. Nous sommes au début d'une réévaluation. C'est un processus, pas un événement.**

Le blocage sur les chars Leopard vient de ce que Berlin s'en remet à Washington. Tant que les États-Unis hésitent, l'Allemagne hésitera

Dans un récent article, vous affirmez qu'une révolution stratégique a vraiment commencé en Allemagne. Certains observateurs ne sont pas si convaincus et notent que les Allemands sont toujours en état de désarroi stratégique, peinant à comprendre ce qui se passe. Le gouvernement allemand de Scholz a-t-il compris pleinement la nature du danger russe?

La situation actuelle comporte d'énormes défis, mais aussi des opportunités. **Il faut voir «le changement d'ère», le «Zeitenwende» dont a parlé Olaf Scholz comme un changement de paradigme.** D'autres basculements d'orientation exigent du temps pour être intériorisés et rendus opérationnels. **Ne soyons pas naïfs. Il y a toujours un lobby russe en Allemagne. Les instincts visant à accommoder et apaiser Moscou sont toujours là. Mais il faut comparer ce que l'on voit à la situation d'il y a un an. Quand la guerre a commencé, l'Allemagne était mariée aux vieux slogans du type: «Nous ne transférons pas d'armes dans les zones de conflit».**

À l'époque, elle avait promis, de manière embarrassante, 5000 casques à l'Ukraine, et c'était tout! Depuis, les Allemands ont fourni 28.000 casques, 100.000 grenades, des munitions, des missiles Iris-T, des lance-missiles, des obusiers, des charges explosives, des mines antichars, des canons antiaériens, des missiles antibunkers, des véhicules blindés, des véhicules blindés de dépannage, des transporteurs de troupes et des drones de reconnaissance. **Ils promettent des véhicules de combat d'infanterie Marder et pourraient même annoncer la livraison de chars Leopard.** Ce n'est pas assez. **Mais en onze mois, quel chemin!** Il faut juger les choses au-delà des livraisons elles-mêmes ; les attitudes sur

la défense et la dissuasion changent. **Un politicien du SPD m'a dit: «S'il n'y avait pas l'Otan, Poutine serait en Pologne.»** Je dirais que le verre est plus qu'à moitié plein.

Vous évoquez des divisions persistantes sur la Russie. Surtout dans l'industrie?

C'est toute la difficulté. Les transformations prennent du temps. **Sans vouloir offenser mes amis allemands, les cultures stratégiques sont bien plus profondes en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis. N'oublions pas que l'Allemagne a été divisée pendant la guerre froide et manquait de souveraineté. L'Allemagne de l'Est était un satellite de l'URSS. L'Allemagne de l'Ouest était un «partenaire junior» en Occident, avec une marge de manœuvre limitée pour la défense et la politique étrangère.**

Contrairement à la France, elle ne possédait pas d'armes nucléaires. L'Allemagne réunifiée a continué à se définir essentiellement comme «une puissance civile». Et voilà qu'arrive ce moment brutal défini par la force militaire, qui change le statu quo et oblige à la réflexion. Alors oui, bien sûr, je le répète, certains pensent encore que l'apaisement résoudra le conflit d'Ukraine. *«Donnons des territoires à la Russie et espérons la paix»*, telle est leur logique. Certains, dans la banque et l'industrie, aimeraient sans aucun doute retourner commercer en Russie. Il incombe aux leaders politiques d'approfondir la discussion stratégique.

La société allemande est-elle prête? La peur d'un retour du militarisme et du nationalisme pèse-t-elle?

La société allemande n'est pas encore tout à fait prête, mais je ne pense pas qu'elle craigne le militarisme chez elle. **Je ne vois pas une situation du type: «Arrêtez-nous avant que nous tuions à nouveau.» Tout cela a disparu. L'Allemagne est une vraie démocratie, stable et fiable. Le problème est de nature différente.** Malgré des progrès réels, du soutien allemand aux guerres des Balkans à son engagement en Afghanistan après le 11 Septembre, **les muscles stratégiques sont atrophiés. Changer prendra du temps, il faudra du temps pour moderniser la Bundeswehr.** Mais il y a une nouvelle urgence, une nouvelle énergie. **Je vois des signaux encourageants pour l'augmentation de l'aide à l'Ukraine.**

Qui bloque la livraison des chars Leopard?

Dans les cercles du Parti social-démocrate tout particulièrement, il y a des craintes d'escalade. Le problème de cette vision, c'est qu'elle doit être mise en balance avec les coûts de l'inaction. Si l'Occident refuse à l'Ukraine les armes dont elle a besoin pour repousser les forces russes hors de son territoire, la probabilité d'une guerre qui dure menant à un conflit potentiellement gelé augmente. Dans un tel scénario, des civils innocents continueront de souffrir et nous offrirons une pause tactique au régime poutinien, la chance de se regrouper et de réarmer.

Il faut comprendre que le blocage des Leopard vient aussi du fait que les Allemands s'en remettent à Washington. Tant que les États-Unis hésitent, l'Allemagne hésitera aussi. L'Administration Biden pourrait faire plus, en donnant l'exemple. Nous aurions dû livrer nos batteries antimissiles Patriot, nos chars Abrams et nos véhicules de combat Bradley, qui sont actuellement en route, il y a des mois. Ce qui manque aussi, dans l'approche de Biden, c'est de définir ce que gagner veut dire. Le président Zelensky a été clair. Toutes les forces d'invasion et d'occupation doivent quitter l'Ukraine. Mais nous, sommes-nous clairs? Si nous sommes clairs dans nos objectifs, il deviendra beaucoup plus facile d'avoir une conversation sur les ressources.

La propagande poutinienne semble jouer sur la nostalgie de l'ère communiste en Allemagne de l'Est. Est-ce un danger pour la cohésion allemande?

Oui. Poutine a servi en Allemagne de l'Est comme officier du KGB. C'est un manipulateur brillant. Il sait que la cohésion interne peut devenir une vulnérabilité allemande. Comme pour l'Europe dans son ensemble, il veut une Allemagne faible, divisée et dépendante.

La vision d'Olaf Scholz révèle un prisme très centre-européen et peu d'intérêt pour le maintien d'un couple franco-allemand essentiel. Selon maints observateurs, ce couple est moribond depuis des années, sauf dans la tête des diplomates français. Qu'en pensez-vous?

Ce noyau requiert beaucoup d'attention. Il est vrai que la guerre et le rôle de la Pologne ont donné à certains l'impression que le centre de gravité se déplaçait vers l'est. **Mais il ne peut y avoir de choix binaire dans cette affaire. Berlin doit avoir une relation forte et stable avec Paris et Varsovie. La sécurité européenne dépend de cet équilibre et de cet alignement.** C'est d'autant plus essentiel dans l'ère post-Brexit.

Un camp de la fermeté a émergé en Europe, autour de la Grande-Bretagne, de l'Europe centrale, des Baltes et de la Scandinavie. L'Allemagne ne suscite pas de confiance particulière, à cause de son lien russe, notamment en Pologne.

C'est un vieux problème historique. C'est dû aussi à sa taille, même si le cadre de l'UE et de fortes relations transatlantiques aide à réduire les inquiétudes. L'aide qu'apportera l'Allemagne à l'Ukraine pour gagner la guerre jouera aussi. Pour l'instant, l'Ukraine se dit qu'il «faut faire confiance, mais en vérifiant». Kiev est très reconnaissant de l'aide allemande, mais attend de nouveaux matériels pour gagner en 2023. La victoire changera aussi radicalement la dynamique. Pour les Ukrainiens et pour la sécurité européenne.

La révolution stratégique allemande touchera-t-elle sa relation avec la Chine?

C'est le prochain défi, mais il est énorme pour nous tous. Le modèle d'une Chine partie prenante responsable à l'ordre mondial a vécu. Mais le découplage total ne marchera pas non plus. **Nous devons trouver un nouvel équilibre, fait de force et de pragmatisme sans naïveté.** Dans le cas des Allemands, leurs intérêts commerciaux puissants poussent à s'accrocher au statu quo. Cela changera graduellement. **Le modèle industriel allemand sera réexaminé, l'idée de la politique étrangère se réduisant à une politique commerciale, remise en question.** Mais voyons aussi ce qui se passera en Chine. Ce moment est d'une fluidité exceptionnelle.

20 janvier 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/europe-l-islam-face-a-l-entrisme-des-freres-musulmans-20230120>

Europe: l'islam face à l'entrisme des Frères musulmans

EXCLUSIF - Dans *Le Frérisme* et ses réseaux, l'enquête, dont nous publions des extraits en avant-première, l'anthropologue Florence Bergeaud-Blackler révèle comment les Frères musulmans, la plus secrète des organisations islamistes, ont réussi à faire de l'Union européenne la base avancée de leur projet de conquête du monde.

Par [Judith Waintraub](#)

Publié il y a 3 heures, mis à jour il y a 1 heure



De la décapitation de Samuel Paty à la sortie de son collège aux manifestations proburkini dans les piscines, en passant par la marche contre l'islamophobie à Paris, leur ombre plane sans que jamais leur implication soit établie. Le déferlement de haine sur les réseaux sociaux contre le prof « coupable » d'avoir montré à ses élèves les caricatures de *Charlie Hebdo* a-t-il été orchestré par des Frères musulmans ? Rien ne permet de l'affirmer. Les militantes de l'Alliance citoyenne, qui veulent imposer la mode « *pudique* » dans les établissements municipaux, réfutent toute accointance avec l'internationale frériste. De même que le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), aujourd'hui dissous, à l'origine de la manifestation de 2019.

L'immense mérite de l'enquête que publie Florence Bergeaud-Blackler est de montrer que ces événements sans lien tangible les uns avec les autres servent un même objectif : soumettre l'Europe aux normes du fondamentalisme islamique, par la terreur, la pression ou la persuasion. Comme son précédent ouvrage, *Le Marché halal ou l'Invention d'une tradition*, le nouveau livre de cette chargée de recherche au CNRS éclaire dans sa totalité un tableau dont l'actualité quotidienne ne révèle que les détails les plus saillants.

Elle expose ce qu'elle appelle le « *système-islam* » en partant de ses textes fondateurs, de véritables plans d'action où les maîtres à penser des Frères musulmans ont décrit par le menu des méthodes aujourd'hui à l'œuvre en Europe. Décortiquant la nébuleuse frériste, elle recense les organisations et associations qui en sont des émanations directes, mais aussi celles qui en sont devenues des relais d'influence grâce à l'entrisme des membres de la confrérie. Ils ne peuvent agir à visage découvert : les Frères musulmans ont mauvaise presse en Europe et sont interdits car considérés comme terroristes dans la plupart des pays arabes, y compris en Égypte où ils sont nés.

Soumission

Florence Bergeaud-Blackler consacre également plusieurs chapitres aux complices de l'internationale islamiste, au sein des institutions européennes, en France et aussi en Belgique, où elle se rend souvent. Elle montre comment **la capitale belge est devenue « le califat de Bruxelles », grâce à « une entreprise de noyautage des Frères musulmans dans les médias, les institutions et le monde associatif »**. Et grâce, aussi, à la lâcheté et à la soumission de la plupart des acteurs du monde politico-médiatique belge.

Avec sa collègue anthropologue Fadila Maaroufi, elle a monté en 2020, à Bruxelles, l'Observatoire des fondamentalismes. « Sa création a pas mal bousculé le petit monde des associations laïques belges, qui ne parlait jamais de ces sujets », se réjouit-elle. Dans le cadre d'un master sur l'endoctrinement des femmes à Bruxelles, Fadila Maaroufi, née en Belgique de parents marocains, s'est infiltrée pendant trois ans dans une mosquée tenue par des fondamentalistes.

Ensemble, elles ont aussi ouvert à Bruxelles le **Café Laïque, un café-restaurant où des auteurs de renom viennent donner des conférences, sur les atteintes à la laïcité et sur le wokisme dans ses multiples expressions**. Le 15 décembre, elles avaient invité Caroline Eliacheff et Céline Masson, respectivement pédopsychiatre et psychanalyste, qui ont coécrit *La Fabrique de l'enfant transgenre* (2), pour alerter sur les ravages de la promotion du changement de sexe chez les enfants. Des militants encagoulés ont fait irruption dans le café en hurlant pour y déverser des excréments. Aucun des grands médias belges n'a mentionné cette agression.

Le combat culturel des Frères musulmans

Le travail de subversion du droit international peut être illustré par la très explicite stratégie de l'Isesco (Islamic Educational, Scientific and Cultural Organization), qui doit beaucoup aux directives de Qaradâwî. La technique d'usure des démocraties séculières par les Frères s'élabore autour du « *droit à la différence* », un droit qui n'existe nulle part en tant que tel mais qu'ils font dériver du principe de non-discrimination présent dans la charte des Nations unies. Pour les Frères, nous l'avons vu, la puissance technologique et économique rend improbable la réussite d'une conquête militaire sur l'Occident : c'est par l'éducation et la culture (le domaine de l'Isesco) que les démocraties occidentales céderont comme le monde musulman a cédé au XVIII^e.

Vers la fin des années 1980, les Frères européens ont rédigé une stratégie pour renforcer le sentiment d'appartenance à l'umma des communautés musulmanes installées en Occident. Elle a été publiée au Qatar, l'un des principaux bailleurs de fonds de la mouvance frériste dans le monde, par l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (Isesco), créée sur le modèle de l'Unesco pour l'Organisation de la coopération islamique (elle-même créée comme une copie de l'ONU), sous le titre *L'Action islamique culturelle à l'extérieur du monde islamique*. Il s'agit de donner corps à l'ambition suprémaciste des Frères en élaborant un programme destiné à empêcher les minorités musulmanes d'adopter les lois locales et les principes issus de la déclaration universelle des droits de l'homme.

Dans le document, publié en anglais et en français, **les Frères proposent d'« édifier la - personnalité de l'être musulman »**, afin qu'il s'engage dans la vie quotidienne « *à respecter les commandements d'Allah, ses prohibitions, se parer de l'éthique islamique généreuse et tolérante, fondée sur le bien, le droit, l'équité, le devoir, à agir dans le cadre de la charia qui repose sur deux principes : ordonner le bien, prohiber le blâmable* ». La stratégie doit assurer une protection contre « *l'invasion et l'aliénation culturelles* », « *garantir la sécurité culturelle et l'immunité nécessaire au développement de la personnalité du musulman* ».



Le marché de la gare du Midi, au centre de Bruxelles. Gaël Turine pour «Le Figaro Magazine»

Le document de l'Isesco est un texte d'une centaine de pages, confus, désordonné et répétitif. Il n'est pas signé, mais certains passages assez précis relatifs à la France suggèrent une proximité avec les textes des Frères musulmans de l'IESH (Institut européen des sciences humaines) de Château-Chinon. Le document se concentre sur l'éducation des jeunes générations nées en Occident que l'islam ne doit pas perdre, car ils seront ces messagers qui répandront la religion des élus partout dans le monde. Les Frères y expliquent que les musulmans ne sont pas « *assimilables* », qu'ils n'apporteront aux Occidentaux que des problèmes si ces derniers persistent à ne pas prendre en compte leur besoin spécifique d'être guidés par l'islam (un argument que développait également le roi du Maroc souhaitant garder sous son contrôle la diaspora marocaine en Europe). Du fait de leur spécificité de musulmans, ils « *continuent de souffrir des humeurs racistes, notamment à l'occasion de l'exercice de certaines pratiques religieuses et de l'observance des préceptes religieux* ». Ils sont alors victimes de « *préjugés* » lorsqu'ils sont tenus pour responsables des attaques terroristes, ces « *pratiques déshonorantes et isolées auxquelles (l'islam) est tout à fait étranger* ». L'enseignement de la laïcité à l'école est une entrave au développement équilibré de l'enfant musulman auquel ont été inculquées les valeurs occidentales et les coutumes locales : « *Certains problèmes dont souffrent les enfants d'immigrés [...] dans les pays occidentaux sont en partie dus aux programmes scolaires qui sont destinés aux musulmans et aux Occidentaux de manière égale, et qui ont essentiellement un caractère laïque. En effet, il est difficile pour un enfant qui a reçu une éducation occidentale laïque de s'en départir, tant il en a été imprégné. De fait, ces enfants et jeunes musulmans se voient inculquer les valeurs occidentales et ancrer le modèle de pensée et les coutumes locales.* » Il faut donc mettre en œuvre en Occident – et voilà la stratégie – « *une éducation islamique appropriée et saine, des programmes judicieusement élaborés ayant pour objet la conscientisation, l'acculturation, l'orientation, la protection sociale (des musulmans), suivant la lettre et l'esprit de l'Islam* ». La finalité est de « *parvenir à un développement culturel durable des sociétés islamiques au sein des pays non musulmans* ». Il s'agit, en résumé, de protéger la personnalité musulmane des valeurs locales afin de développer un écosystème islamique durable dans les pays non musulmans. Il faut même l'immuniser contre son environnement immédiat : « *le protéger de l'invasion et de l'aliénation culturelles, garantir la sécurité culturelle et l'immunité nécessaire au développement de la personnalité du musulman en le formant aux principes de l'islam et de la culture islamique* ». Frères exigent le respect de la sacralité de l'islam aussi bien par les musulmans que par les non-musulmans. C'est pourquoi, nous l'avons vu avec la promotion du concept flou d'islamophobie, l'interdit du blasphème reste une pierre angulaire de leur plan

L'Isesco appelle les pays islamiques à maintenir des liens avec les minorités musulmanes notamment par les technologies de communication en faisant « *usage de toute la gamme des moyens médiatiques afin d'assurer [...] des relations et une communication, permanentes, durables et fructueuses* ». [...] Le secteur des médias halal éducatifs développé depuis les années 2010 est l'un

des résultats de cette stratégie. Sous prétexte d'assurer aux musulmans « *une image positive de soi, inspirée de la spiritualité de l'Islam* », les Frères exigent le respect de la sacralité de l'islam aussi bien par les musulmans que par les non-musulmans. C'est pourquoi, nous l'avons vu avec la promotion du concept flou d'islamophobie, l'interdit du blasphème reste une pierre angulaire de leur plan. Ainsi la stratégie subvertit-elle les principes des droits universels pour revendiquer la nécessité de s'en séparer (*notamment pour la jeunesse, NDLR*) « *pour la prémunir contre toute fusion dans le milieu ambiant et permettre de la sorte, à cette jeunesse, de conserver sa spécificité culturelle dans le cadre du droit à la différence, lequel droit est devenu un élément fondamental des droits de l'homme et un pilier de la diversité culturelle qui compte aujourd'hui parmi les bases du droit international, par référence à la Charte des Nations unies* » (sic).

La stratégie préconise enfin le développement de l'enseignement islamique pour favoriser « *l'enseignement des valeurs et de l'éthique islamique aux côtés d'une formation scientifique et cognitive* ». Car seul l'enseignement islamique peut « *concevoir et [...] élaborer des visions et des méthodes éducatives à même d'épargner aux enfants de se heurter à des problèmes caractéristiques de la vie en milieu occidental et de les libérer de cette scission culturelle dont ils souffrent* ». [...]

L'Open society de Soros et la lutte contre l'islamophobie

Dès le début des années 2000, l'ONG du milliardaire américain George Soros a joué un rôle déterminant dans la dissémination du terme islamophobie dans les milieux académiques et éducatifs. L'Open Society European Policy Institute, la branche du réseau Open Society Foundations basée à Bruxelles, a financé de larges études sur le « *problème musulman* » destinées à conseiller les politiques européennes pour une société plus « *inclusive* ». [...]

Le rapport signé Tufyal Choudhury, conseiller de l'Open Society UK de 2006 à 2015, s'apparente à un véritable manuel frériste. Ce chercheur sur les questions de sécurité nationale s'est spécialisé dans la lutte contre la radicalisation djihadiste en proposant des programmes de réinsertion des djihadistes et de défense des droits humains. Il fait partie de ces activistes qui ont pu disséminer via l'Open Society la théorie selon laquelle si les musulmans ne coupèrent pas davantage contre l'islamisme, c'est que les forces de polices antiterroristes ne sont pas dignes de confiance. Il a ainsi pu proposer « ses solutions » donnant plus d'autonomie politique aux musulmans, soit précisément ce que veulent les Frères. On y trouve une série de recommandations comme accroître la participation des musulmans, tant au niveau national que local, sur les questions de politique et de pratique éducatives. Les autorités éducatives locales sont invitées à explorer la possibilité de fournir une éducation non mixte comme option offerte aux parents dans les territoires à forte population musulmane. Il est suggéré d'établir « *des procédures de diffusion des bonnes pratiques pour répondre aux besoins des élèves - musulmans* », et également de remplacer les écoles anglicanes par des écoles musulmanes là où les musulmans sont nombreux.

Il est conseillé de faciliter les pratiques islamiques dans l'espace public et en particulier dans les lieux d'éducation : « *Le gouvernement devrait mettre en place un système de prêts étudiants qui n'implique pas que les étudiants musulmans de l'enseignement supérieur soient tenus d'agir contre les règles islamiques sur le paiement et la perception des intérêts.* »[...]« *Les universités et autres établissements d'enseignement inférieur et supérieur devraient veiller à ce que des installations de prière (y compris les installations sanitaires nécessaires) soient mises à la disposition des musulmans sur tous les campus ; que des aliments conformes aux exigences diététiques islamiques soient disponibles dans les réfectoires des étudiants ; et qu'aucun étudiant musulman ne soit obligé de porter des vêtements qui contreviennent aux règles musulmanes en matière de modestie et de décence.* [...] *Les universités et autres établissements d'enseignement inférieur et supérieur devraient élaborer des politiques - officielles sur l'islamophobie dans le cadre de leurs politiques d'égalité des chances et de*

relations raciales, et devraient élaborer des procédures sensibles pour signaler les incidents de harcèlement religieux et de discrimination à la fois sur le campus et hors du campus. [...] Les écoles devraient prendre toutes les mesures possibles pour vérifier l'exactitude factuelle des représentations de l'islam dans les manuels et les livres de bibliothèque qu'elles utilisent, et pour vérifier qu'elles incluent des photos d'élèves musulmans de manière dépourvue de portée symbolique (non tokenistic way) dans les manuels pour toutes les matières. [...] Les autorités éducatives locales et les écoles devraient veiller à ce que là où la citoyenneté est enseignée en tant que matière scolaire, elle soit enseignée d'une manière qui soit sensible aux problèmes particuliers auxquels sont confrontés les musulmans en tant que citoyens britanniques. Cela peut nécessiter l'élaboration de matériels spécifiques relatifs aux - musulmans et à la citoyenneté que les écoles peuvent utiliser à la fois avec les élèves musulmans et dans le contexte du développement de la compréhension et du respect interculturels. [...] . »

Dans un autre rapport, Choudhury (2017) explique que les musulmans ont été dénigrés et dominés, et qu'en conséquence un activisme islamique est une étape vers l'intégration civique. Il explique que les musulmans s'identifient en partie à l'islam en réaction au milieu qui les rejette, que les hommes musulmans ont été dominés, qu'ils réagissent donc en mobilisant une identité forte, voire radicale. Pour lui, l'identité musulmane peut jouer un rôle dans la - définition du sens de la masculinité chez les jeunes hommes musulmans, qui peuvent ainsi construire une identité musulmane « forte » pour résister aux stéréotypes de faiblesse ou de passivité. Autrement dit, il faudrait accepter la violence des hommes, s'ils sont musulmans, si l'on ne veut pas qu'ils se sentent humiliés et deviennent violents : « L'activisme pour des causes ethniques et islamiques, même lorsqu'il a été conflictuel, a accéléré l'intégration musulmane.

Une telle participation permet de s'engager dans d'autres formes de participation civique et politique. Alors que la politique identitaire musulmane peut être un déclencheur important pour la mobilisation et la participation, le processus de participation est en soi transformateur et les individus sont alors plus susceptibles de s'engager dans des processus plus larges d'engagement civique. » Il en conclut ainsi que le salut du Royaume-Uni réside dans la religion, que les autorités religieuses peuvent résoudre le problème de la radicalisation : « La qualité et la confiance du leadership religieux sont essentielles parce que le succès de la lutte contre la radicalisation consiste à fournir aux musulmans les connaissances et les idées nécessaires pour affronter les groupes extrémistes. »

Il peut ainsi sans fin allumer l'incendie en prétendant l'éteindre.

Florence Bergeaud-Blackler



Le frérisme
et ses réseaux,
l'enquête

Préface de Gilles Kepel



L'enquête de Florence Bergeaud-Blackler. *Éditions Odile Jacob.*

19 janvier 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/olivier-babeau-la-vraie-injustice-les-retraites-de-demain-seront-pauvres-20230118>

«La vraie injustice: les retraités de demain seront pauvres»

Par [Olivier Babeau](#)

Publié hier à 18:56, mis à jour hier à 22:10



Olivier Babeau. *Jean-Christophe MARMARA/Le Figaro*

TRIBUNE - Le débat sur la réforme des retraites passe sous silence l'évolution très défavorable du rapport entre les cotisations payées et les pensions perçues, argumente Olivier Babeau, le président de l'Institut Sapiens (think-tank), soulignant que les jeunes actifs sont les grands perdants du système par répartition.

Le dossier des retraites a **ses évidences mille fois ressassées**: dans les années 1960, on comptait quatre cotisants pour un pensionné. Aujourd'hui, ce rapport est de 1,7 pour un ; il sera presque de un pour un en 2070. La fin du baby-boom déséquilibre les comptes d'un système où l'argent des actifs va directement dans les poches des retraités. **En 2030, le déficit du système serait autour de 25 milliards d'euros. Une somme qu'il faudrait financer par l'impôt ou la dette, qui n'est qu'un impôt différé.**

En 1945, la retraite avait été fixée à 65 ans, mais l'espérance de vie des ouvriers était inférieure: **elle était seulement un filet de sécurité pour ceux qui avaient la chance de vivre plus longtemps que les autres.** La retraite est désormais l'espoir d'une seconde vie. **Presque la seule qui vaille aux yeux de certains, et que beaucoup attendent avec impatience.** En 1983, on vivait 12 ans à la retraite en moyenne. Désormais, c'est 22 ans. On peut s'en réjouir, mais notre système n'était pas conçu pour cela.

L'explosion du prix des logements depuis vingt ans a accentué l'inégalité, les anciens bénéficiant souvent d'importantes plus-values alors que les plus jeunes ont de moins en moins les moyens de devenir propriétaires

Le dossier a aussi ses contre-vérités répétées à l'envi: **non, tout ne commence pas avec le Conseil national de la Résistance en 1945 ; c'est au régime de Vichy que revient la paternité de la mise en place du principe de la retraite par répartition**, ce dernier abolissant le fonctionnement par capitalisation, qui préexistait. Moins chic, évidemment.

Les retraites, ce sont aussi, au-delà de toute l'encre que le projet de réforme fait couler, des points essentiels presque jamais évoqués. **Il existe deux logiques possibles pour un système de retraite.** Il peut d'abord être **«contributif»**, c'est-à-dire que les pensions versées sont strictement

proportionnelles aux cotisations acquittées. C'était l'idée sous-jacente à la retraite par points, où l'actif accumule des points qui sont autant de droits à versements futurs. Seconde logique possible: un système **redistributif**. Les pensions sont alors déterminées sans référence stricte aux cotisations, notamment pour donner accès à des prestations minimales. **Cette seconde logique a phagocyté la première.**

Dans l'esprit initial des premières caisses de retraite, il s'agissait d'une sorte d'assurance sur la vieillesse qui devait résoudre le problème de ce que les économistes appellent «les préférences intertemporelles»: l'actif aura tendance à vouloir profiter tout de suite de ce qu'il a et ne mettra pas assez de côté pour ses vieux jours. Le système est donc une épargne obligatoire. Le cotisant espère récupérer au moins l'équivalent de ce qu'il a cotisé. Et plus, si par bonheur la somme a été judicieusement placée. **Or, que voyons-nous lors des débats récents?** Il n'est, semble-t-il, question que des avantages particuliers que chacun espère capter lors de sa retraite, indépendamment de ses contributions. **Les régimes spéciaux en sont l'illustration:** pour financer les (pas si) vieux jours de quelques catégories professionnelles qui ont su habilement fixer les règles et maintenir des âges de départ sans rapport avec la pénibilité réelle, **nous payons collectivement 10 milliards par an.** Un **privilège** est un avantage injustifié payé involontairement par d'autres. Nous y sommes.

Le régime de retraite des fonctionnaires est une autre anomalie insuffisamment relevée: l'État doit ajouter chaque année un versement d'une trentaine de milliards au titre des pensions publiques. Une somme qui s'ajoute au déficit et donc à la dette collective.

Mais le plus grand scandale que nos dirigeants passent sous silence est ailleurs. C'est le secret que l'on s'efforce de cacher à nos jeunes: l'évolution très défavorable du taux de récupération, c'est-à-dire du rapport entre les cotisations payées et les pensions perçues. Après avoir versé 26 % de son salaire total au titre de ses cotisations, le Français né en 1990 (qui est donc aujourd'hui dans la vie active) gagnant en moyenne 39.000 euros par an cotisera 430.000 euros environ. Une fois parti à la retraite, compte tenu de son espérance de vie, il n'en touchera en revenus que 380.000. **Autrement dit, le taux de récupération sera de 87 % seulement. La retraite est un bas de laine percé. Les générations d'avant ont bénéficié de conditions plus favorables: la cohorte 1940 aura touché 200 % de ses cotisations, la cohorte 1960 (qui part en retraite maintenant) peut s'attendre à un taux de retour encore correct de 160 %.**

Un impénétrable maquis

C'est ensuite, donc, que les choses se gâtent. La fête aura battu son plein pendant un demi-siècle. **Les travailleurs nés après-guerre et partant à la retraite actuellement auront bénéficié de conditions uniques comparées à celles du futur: cotisations limitées, taux de remplacement important, durée de pension étendue par une espérance de vie en constant allongement.** C'est ce qui explique que **le niveau de vie des retraités soit aujourd'hui 5 % plus élevé que celui des actifs.** Entre 1970 et 2013, le revenu moyen par unité de consommation des 60-69 ans aura crû de 152 % ; 3 % seulement pour les 20-29 ans. L'explosion du prix des logements depuis vingt ans a accentué l'inégalité, les anciens bénéficiant souvent d'importantes plus-values alors que les plus jeunes ont de moins en moins les moyens de devenir propriétaires.

On est loin d'un simple système d'épargne pour ses vieux jours. **Le génie français a fait de la retraite non seulement un impénétrable maquis d'avantages particuliers, où son aspect contributif disparaît, mais aussi un instrument inique de transferts entre générations.** La réforme actuelle, c'est le secret parmi les secrets, n'empêchera pas la baisse tendancielle du **taux de remplacement**, c'est-à-dire du rapport entre le dernier salaire et la pension. **Il est aujourd'hui en moyenne de 54 % ; il devrait baisser continûment pour atteindre 36 % en 2070. Les retraités de demain seront pauvres.** Alors que faire? Seule l'introduction d'une partie significative de **retraite par capitalisation** permettrait au système de continuer à offrir le juste repos d'une vie de labeur.

19 janvier 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/jean-pierre-le-goff-la-societe-de-consommation-et-de-loisirs-a-bouleverse-le-rapport-au-travail-20230118>

Jean-Pierre Le Goff : «La société de consommation et de loisirs a bouleversé le rapport au travail»

Par [Vincent Trémolet de Villers](#)

Publié hier à 18:07, mis à jour hier à 19:28



Jean-Pierre Le Goff. *Frédéric STUCIN*

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Pour le sociologue et philosophe, l'importance accordée à la retraite dans le débat public s'inscrit dans un changement de notre relation au travail, et traduit en creux une dévalorisation, mais aussi une déshumanisation de celui-ci.

Jean-Pierre Le Goff est l'auteur de nombreux ouvrages salués par la critique, tels «Mai 68, l'héritage impossible» (La Découverte, 1998), «La Fin du village. Une histoire française» (Gallimard, 2012), prix Biguet de l'Académie française et prix Montaigne, «Malaise dans la démocratie» (Stock, 2016) et «La France d'hier. Récit d'un monde adolescent, des années 1950 à Mai 68» (Stock, 2018), prix du livre de l'histoire contemporaine et prix Pétrarque de l'essai. Dernier livre paru: «La Société malade. Comment la pandémie nous affecte (Stock, 2021).

FIGAROVOX. - La réforme des retraites divise, en apparence, la société tout particulièrement sur la question de l'âge de départ. C'est le motif déclencheur mais n'est-ce pas aussi l'illustration d'un bouleversement en profondeur dans notre rapport au travail ?

Jean-Pierre LE GOFF. -Cette réforme entend répondre à la nécessité incontournable du financement et présente des dimensions sociales qui ne sont pas négligeables comme la revalorisation des petites retraites et la prise en compte des carrières longues et de la pénibilité. Reste, notamment, la question de **l'emploi des seniors à qui il est paradoxal de demander de travailler plus longtemps alors qu'ils risquent de perdre ou de ne pas retrouver un emploi**. Mais ces dimensions pour importantes qu'elles soient ne sont pas seules en cause.

Les oppositions à cette réforme et les passions qu'elle suscite comportent une dimension culturelle dont on parle peu : elles sont symptomatiques d'une évolution historique marquée par un changement du rapport au travail et l'importance prise par le «temps libre» et les loisirs dans les sociétés démocratiques modernes. Cette évolution ne date pas d'aujourd'hui.

L'importance accordée au temps libre et à la retraite (y compris chez les étudiants et les lycéens) fait apparaître en contre-point une dévalorisation du travail dans la hiérarchie des activités sociales.

Jean-Pierre Le Goff

Auparavant, le temps consacré aux loisirs était moindre et ceux-ci étaient liés à des appartenances collectives, à des catégories sociales et professionnelles ayant leur propre culture et tradition dont les fêtes anciennes portent encore témoignage. **Le développement de la société de consommation et des loisirs dans la seconde moitié du XXe siècle s'est accompagné d'une réduction progressive du temps de travail et de nouvelles activités de loisirs** (cinéma, télévision, tourisme...) marquées par un rapport plus individualisé au « temps libre », une évasion et un détachement plus grands vis-à-vis des contraintes et des obligations de la vie collective. Les engagements sacrificiels passés, la centralité accordée au travail dans la société se sont trouvés interpellés par ce **nouvel hédonisme inséparable des loisirs modernes** (Cf. le numéro de la revue *Esprit* «Le Loisir», publié en juin 1959). **La façon dont est aujourd'hui perçue la retraite me paraît inséparable de cette nouvelle situation sociale-historique.**

En quoi cette nouvelle demande de bonheur ou d'épanouissement individuel est-elle problématique ?

On ne reviendra pas en arrière et **cette demande n'est pas illégitime**. Elle participe d'un changement des mentalités et des mœurs qui constitue une nouvelle donne civilisationnelle, mais **on est en droit de s'interroger sur son évolution et ses effets sur la façon de concevoir la vie individuelle et collective.**

L'importance accordée au temps libre et à la retraite (y compris chez les étudiants et les lycéens) fait apparaître en contre-point une dévalorisation du travail dans la hiérarchie des activités sociales. Un renversement a pu s'opérer **amenant certaines catégories sociales et de nouvelles générations à considérer le « temps libre » des loisirs comme le pôle central de l'existence, au détriment du travail réduit à une activité contraignante voire insupportable, liée à la seule nécessité de gagner sa vie.**

C'est toute une façon de vivre qui valorise l'effort, l'affrontement au réel, l'entraide et la solidarité qui se trouve dépréciée au profit d'un individualisme dans un monde de rêve aseptisé.

Jean-Pierre Le Goff

Il ne s'agit pas de nier les contraintes inhérentes au travail, mais de mettre en question un déséquilibre qui peut aller jusqu'à considérer la « vraie vie » sur le modèle des grandes vacances. C'est alors toute une façon de vivre qui valorise l'effort, l'affrontement au réel, l'entraide et la solidarité qui se trouve dépréciée au profit d'un individualisme dans un monde de rêve aseptisé.

Les luttes sociales créent une sorte de continuum entre le Front populaire, l'apparition des club med dans les années 60 et les 35 heures. N'est-ce pas tout confondre ?

Alors que la gauche s'est construite historiquement en accordant une place centrale au travail et à la classe ouvrière, son évolution l'a amenée vers d'autres horizons.

En 1983, le passage de l'âge légal de la retraite de 65 ans à 60 ans alors que l'espérance de vie ne cessait de progresser, a non seulement contribué à déstabiliser financièrement le régime des retraites, mais a renforcé l'idée d'un développement exponentiel du « temps libre » et des loisirs. L'instauration des 35 heures supposée créer de l'emploi est allée dans le même sens. Elle s'est traduite par une réorganisation et une intensification du travail dans nombre d'entreprises et une **désorganisation au sein des hôpitaux.**

L'instauration de la retraite à 60 ans a été présentée dans la droite ligne des acquis sociaux et des congés payés de 1936, dans le même temps où était créé un éphémère **« ministère du temps**

libre » qui avait manifestement quelques difficultés à définir ce dont au juste il était question et à meubler le « temps libre » en question.

On a vu fleurir **au sein de la gauche une littérature annonçant la «fin du travail»** et préconisant des activités et des animations culturelles censées «recréer du lien social» sur fond de chômage de masse déstructurant. Le mode de vie axé sur le **«temps libre»** et les loisirs propres à certaines catégories sociales **a été érigé en nouveau modèle du «vivre ensemble»** avec la multiplication des stages de bien-être, des voyages en tout genre et des événements festifs comme moments fusionnels.

L'utopie stérile de la « fin du travail » a creusé les fractures sociales et culturelles, favorisé le développement du désarroi dans les milieux ouvriers et populaires qui se sont sentis abandonnés par la gauche au profit des « bobos ».

Jean-Pierre Le Goff

Nombre de promoteurs du «temps libre» sont souvent eux-mêmes des individus fortement impliqués dans leur travail, perpétuellement débordés et stressés, accordant une place centrale dans leur vie à leur carrière et saturant le temps qui leur reste avec de multiples activités censées leur «vider la tête».

L'utopie stérile de la «fin du travail» a creusé les fractures sociales et culturelles, favorisé le développement du désarroi dans les milieux ouvriers et populaires qui se sont sentis abandonnés par la gauche au profit des «bobos».

Pourquoi le travail vous paraît-il si important dans la vie en société ?

Le travail est une activité par laquelle les individus sont amenés à mettre en pratique leurs capacités et leurs compétences, à se forger une identité professionnelle et sociale dans le cadre de collectifs de production de biens et de services utiles à la société. Cette dimension anthropologique du travail est constitutive de l'estime de soi. Prétendre qu'on pourrait se passer du travail au profit d'un temps consacré à son seul «épanouissement personnel», c'est faire fi de l'importance que le travail revêt dans la structuration identitaire, individuelle et sociale.

Qu'en est-il aujourd'hui de l'activité de travail ?

La valorisation des loisirs et de la retraite renvoie en creux à une **déshumanisation du travail** qu'on ne peut ignorer. La question des salaires n'est pas seule en cause ; l'intensification et les conditions de travail méritent d'être pareillement prises en compte. Depuis plus de trente ans, les changements opérés dans l'activité et les rapports de travail donnent lieu à des discours et à des **pratiques managériales modernistes et confuses qui font fi du bon sens.** L'intensification du travail alliée à la langue de bois managériale et son «parler creux sans peine», l'inflation des boîtes à outils et des «usines à gaz», les évaluations individuelles des compétences dans une logique fantasmatique de la performance sans faille... **ont déstabilisé les collectifs de travail et fait peser sur salariés des pressions difficilement supportables, engendrant un mal-être au travail dont le stress et le harcèlement sont les signes manifestes.** On comprend dans ces conditions qu'on puisse souhaiter quitter le travail au plus tôt.

Une partie de l'opposition à la réforme des retraites retrouve et combine les aspects d'une lutte de classes sous des formes qui s'apparentent au passé avec une nouvelle mentalité consumériste et hédoniste.

Jean-Pierre Le Goff

Je ne prétends pas ce faisant dresser un tableau d'ensemble de ce qui se passe dans les entreprises, les services publics et les administrations, mais souligner le fait qu'on ne saurait exiger que l'on travaille plus pour payer les retraites et assurer la solidarité entre générations sans se pencher également sur ces questions.

Une atmosphère de lutte des classes et de lutte des âges plane sur le pays ? Comment expliquer ce climat ?

Une partie de l'opposition à la réforme des retraites retrouve et **combine les aspects d'une lutte de classes sous des formes qui s'apparentent au passé avec une nouvelle mentalité consumériste et hédoniste qui considère l'État comme un prestataire de services** devant répondre au plus vite aux besoins et revendications de tout un chacun. **Les gauchistes ne cessent de dénoncer le capitalisme qu'ils parent de tous les maux, tout en bénéficiant de ses acquis et d'un mode de vie qui est le fruit de son évolution et de ses transformations.** Ce paradoxe est au cœur d'un nouveau type de militantisme individualiste exacerbé **dont la cohérence n'est pas le souci premier.**

La vision d'un monde chaotique et d'un pays qui ne sait plus où il va favorise les replis corporatistes et les revendications catégorielles dans une logique de « sauve-qui-peut ».

Jean-Pierre Le Goff

Ce mouvement reflète plus globalement le désarroi d'une société qui depuis des dizaines d'années est appelée à se réformer, à opérer une sorte de grande révolution culturelle dans tous les domaines alors que **les dirigeants ne parviennent pas à définir clairement un avenir pour le pays.** Les injonctions managériales à être « responsables » et à s'adapter au plus vite tombent à plat, d'autant plus quand ceux qui les énoncent et appellent aux sacrifices bénéficient de confortables situations. **Depuis des années, les réformes succèdent aux réformes en affirmant constamment que cette fois-ci sera la bonne pour « reformer en profondeur » le pays.** La longue liste des réformes passées, en cours et à venir, assenées le soir du 31 décembre par le président de la République, a des allures de panier de la ménagère qu'on ne cesse de remplir en s'efforçant de ne rien oublier, sans pour autant que l'on sache où tout cela va nous mener.

La vision d'un monde chaotique et d'un pays qui ne sait plus où il va favorise les replis corporatistes et les revendications catégorielles dans une logique de «sauve-qui-peut». Dans le même temps, **l'impuissance de l'État dans certains domaines, au premier rang desquels les questions de la sécurité et du contrôle de l'immigration, sape la crédibilité des gouvernants et la confiance des citoyens envers les institutions.** **Sans vouloir jouer le pessimiste de service, le tout donne l'image d'une France morcelée qui peine à affronter le nouveau monde du XXIe siècle, malgré le volontarisme affiché et l'activisme forcené de son président.**

18 janvier 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/social/un-quart-des-plus-pauvres-meurent-ils-vraiment-avant-62-ans-20211217>

Réforme des retraites : «un quart» des Français sont-ils déjà morts à 62 ans ?

Par [Wladimir Garcin-Berson](#)

Publié le 17/12/2021 à 11:41, mis à jour hier à 20:21



«Quand on arrive à 65 ans, c'est un tiers des gens qui sont morts», a souligné la députée Clémence Guetté, récemment. *Alain JOCARD / AFP*

LA VÉRIFICATION - De nombreux élus de gauche ont cité depuis quelques jours des chiffres soulignant les inégalités devant la retraite et la mort. À raison ?

C'est un chiffre repris à l'envi par les opposants à la réforme des retraites, au grand dam de l'exécutif : un quart des Français seraient déjà décédés avant d'atteindre l'âge légal actuel de départ à la retraite, fixé à 62 ans, selon certains, quand d'autres parlent plutôt des Français «*les plus pauvres*». «*Quand on arrive à 65 ans, c'est un tiers des gens qui sont morts*», a aussi alerté la députée insoumise Clémence Guetté, sur France 5, début janvier, soulignant le rôle déterminant du travail dans ce constat.

L'élue est loin d'être la seule à citer ce chiffre macabre, symbole d'une inégalité face à la retraite et à la mort. «*On nous explique qu'il va falloir allonger l'âge de la retraite. Je vous signale qu'un quart des Français sont déjà morts à 62 ans*», assurait ainsi la maire de Paris, Anne Hidalgo, durant la campagne présidentielle, en mars dernier. Un peu plus tôt, en décembre 2021, la candidate de gauche avait déjà insisté sur le «*droit fondamental au repos après une vie de travail*». Mais le chiffre sur lequel elle se fondait était un peu différent : «*25% des plus pauvres meurent avant 62 ans*», précisait-elle alors.

«*Non, 25% des Français ne sont pas morts à l'âge de la retraite*», a nié de son côté le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran. Alors, que disent vraiment les chiffres ? Le constat dressé par les élus de gauche s'appuie sur les données de l'Insee, plus particulièrement sur les tables de la mortalité partagées par les statisticiens nationaux. Les dernières données ont été publiées en février 2018 et portent sur la période 2012-2016.

Complexes de prime abord, ces tables illustrent un constat général que résumait l'Insee à l'époque dans un texte accompagnant la publication : «*Plus on est aisé, plus l'espérance de vie est élevée*». Dans le détail, les tables montrent la part de personnes survivantes par âge, selon le niveau de vie et selon le sexe. Pour l'ensemble des hommes, ainsi, 10% sont décédés à 60 ans, 12% à 62 ans, 14% à 64 ans, 25% avant 73 ans, 50% avant 84 ans, 90% avant 95 ans et 95% avant 97 ans.

Des différences marquées chez les hommes selon le niveau de vie

Particulièrement intéressante, l'analyse par niveau de vie montre que les plus pauvres meurent effectivement bien plus tôt. Le premier vingtile, soit les 5% les plus pauvres, regroupe les individus ayant un niveau de vie mensuel moyen de 466 euros. De 45% à 50%, le niveau de vie atteint 1556 euros, et pour les 5% les plus aisés, 5796 euros. Un écart important – 2500 euros environ – sépare le niveau de vie mensuel moyen de ce dernier groupe et celui de tous les autres.

Si l'on regarde la survie des différents groupes d'hommes, le palier des 10% de personnes décédées est atteint avant 51 ans pour les 5% les plus pauvres, et celui de 25% avant 62 ans. Chez les plus précaires, à 64 ans, 29% des individus sont décédés, de même, et 31% à 65 ans - soit un peu moins que le chiffre cité par Clémence Guetté. De l'autre côté de l'échelle, le vingtile le plus élevé - autrement dit, les 5% les plus riches - atteint le palier de 10% à 70 ans, et celui de 25% à 81 ans. Une différence importante, de près de vingt ans, entre les deux catégories. À 62 ans, à titre de comparaison, seuls 5% des plus riches sont décédés.

Il est donc vrai de dire qu'un quart des hommes les plus pauvres décèdent avant de souffler leur soixante-deuxième bougie. Néanmoins, le propos selon lequel *«25% des plus pauvres meurent avant 62 ans»* est exagéré : les femmes, en effet, vivent plus longtemps que les hommes, y compris au sein des populations les plus démunies. Ce ne sont pas tous *«les plus pauvres»* qui meurent plus tôt, mais plutôt les hommes : le palier de 25%, pour les femmes les plus pauvres n'est en effet franchi qu'à 73 ans, soit onze ans plus tard. *«Les femmes vivent plus longtemps que les hommes et souvent même plus longtemps que les hommes les plus aisés»*, note d'ailleurs l'Insee. Pour l'ensemble des femmes, les paliers sont franchis plus tard : 10% sont décédées avant 70 ans, 25% avant 82 ans, 50% avant 89 ans, 90% avant 98 ans et 95% avant 101 ans.

«Il y a un différentiel très fort entre les hommes et les femmes, commente Isabelle Robert-Bobée. Les femmes vivent en moyenne plus longtemps, et les différentiels sociaux sont moins marqués chez elles», indique au *Figaro* la chef de la division des enquêtes et études démographiques à l'Insee. Une partie de la différence peut s'expliquer par le parcours professionnel, les femmes n'ayant *«pas forcément les mêmes métiers que les hommes, notamment sur les métiers à risque»*. Les femmes sont aussi plus attentives à leur santé, *«font plus attention à la prévention»*, ont moins de *«comportements à risque»* et leur expérience de la maternité pourrait les rendre plus attentives aux questions de santé, explique l'experte.

Des nuances à apporter dans l'analyse

À ce stade de l'analyse, plusieurs nuances doivent être apportées. D'abord, les 5% des plus pauvres cités par les élus de gauche sont des individus vivant avec quelques centaines d'euros seulement par mois. *«On parle de personnes qui, par définition, n'ont pas de travail et qui sont en très grande précarité, qui sont sans domicile fixe pour la plupart»*, a expliqué le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, mi-janvier. En d'autres termes, difficile de s'appuyer sur cette population marginalisée pour établir une comparaison, et pour parler de la retraite.

Ensuite, le lien entre l'espérance de vie et le travail, ou entre l'espérance de vie et le départ à la retraite, est difficile à quantifier. Certains facteurs sont connus : *«Les cadres [...] sont moins soumis aux risques professionnels (accidents, maladies, exposition à des produits toxiques) que les ouvriers»*, indique ainsi l'Insee. Mais rappelons que de nombreux dispositifs permettent aux salariés, en particulier à ceux soumis à des tâches éprouvantes ou à des carrières longues, de partir à la retraite de façon anticipée, limitant au moins partiellement l'effet du travail sur l'espérance de vie. Dans un rapport, en octobre 2019, la Cour des comptes expliquait ainsi que *«les dispositifs de départ anticipé [...] ont été, en 2017, à l'origine de près d'un départ à la retraite sur deux»*. Selon un document de la Drees, rattachée au ministère de la Santé, en 2017, les ouvriers et artisans partageaient

plus tôt à la retraite (61,8 ans) que les cadres (62,8 ans) et artisans, commerçants et chefs d'entreprise (63 ans), par exemple, notamment grâce à ces dispositifs.

L'Insee souligne d'ailleurs que de nombreux facteurs liés non directement au travail mais plutôt au niveau de vie expliquent aussi pourquoi les individus plus aisés vivent plus longtemps. Le travail *«fait partie des éléments mis en avant pour expliquer ces différences»*, mais il n'est pas le seul, souligne Isabelle Robert-Bobée. *«Les difficultés financières peuvent limiter l'accès aux soins»*, citent en exemple les statisticiens nationaux, qui ajoutent que les personnes moins diplômées sont aussi plus associées aux *«comportements moins favorables à la santé»*, comme la cigarette ou l'alcool. Aujourd'hui encore, les ouvriers fument plus que les cadres, fragilisant leur santé. En d'autres termes, établir un lien entre les inégalités de survie et le travail n'est pas si évident.

Si le diplôme peut participer d'un meilleur démarrage dans la vie, il n'est pas tout : *«A niveau de diplôme donné, l'espérance de vie augmente aussi avec le niveau de vie»*, pour les deux sexes. Autrement dit, deux personnes ayant le même diplôme peuvent avoir une espérance de vie différente : *«Le niveau d'éducation»* n'explique donc pas toute la différence.

Enfin, il est intéressant de noter que l'espérance de vie a augmenté pour toutes les catégories socioprofessionnelles - l'Insee ne fournissant par de données historiques sur les niveaux de vie. On constate aussi que l'écart entre les CSP, lorsqu'on regarde les cadres, d'un côté, et les ouvriers, de l'autre, est stable, en matière d'espérance de vie à 35 ans, de l'ordre de six années.

En résumé, il est faux de dire qu'un quart des Français sont morts à 62 ans - la réalité est de moins de 15% pour les hommes et de moins de 7% pour les femmes. Un constat qui diffère peu à 65 ans. En revanche, concernant les plus pauvres, un quart des hommes sont bien décédés à 62 ans, contre seulement 13% des femmes. Mais attention, cette population étant particulièrement marginalisée, difficile d'établir un lien avec la retraite et le travail.

En outre, plusieurs raisons peuvent expliquer ces différences de survie, qu'il s'agisse des conditions de travail, de la santé ou des conditions de vie, pour ne citer que quelques exemples : le lien entre une *«vie de travail»* et l'espérance de vie n'est pas exclusif.

18 janvier 2023 (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/kleiner-leitfaden-wie-man-einen-diskurs-totschlaegt-ld.1715487>

GASTKOMMENTAR

Einen Diskurs totschiagen – was man tun kann, damit man auf die Argumente eines anderen gar nicht erst eingehen muss

In einem offenen Gespräch mit guten Argumenten um Klarheit in der Sache ringen, das war einmal. Der postmodern-poststrukturalistische Diskurs hat allerlei Methoden hervorgebracht, einen Austausch im Dienst der Aufklärung zu verhindern. Ein kleiner Leitfaden.

Eduard Kaeser

18.01.2023, 05.30 Uhr



Bis hierher und nicht weiter: Sprech- und Denkverbote schleichen sich leider immer öfter auch in den öffentlichen Diskurs ein.

Simon Tanner / NZZ

Rhetorik ist die listige Schwester der Logik. Sie tut so, als argumentiere sie zwingend, dabei will sie vor allem eines: manipulieren. Sie kann auch Gespräche totschiagen. Hier eine kleine Auswahl von Keulen, die gegenwärtig im Schwange sind.

Zwischen zwei Personen, A und B, spielt sich folgende Diskussion ab.

A: «Ich finde die Hinrichtung von Homosexuellen in Iran eine gottverdammte Schande!»

B: «Wie wagst du es, ein solch schlimmes Wort zu gebrauchen!»

A: «Glaubst du nicht auch, dass das Töten von Menschen schlimmer ist als der Gebrauch eines <schlimmen> Wortes?»

B: «Ich höre nicht auf jemanden, der ein solches Wort in den Mund nimmt.»

A: «Gut, ich nehme es zurück. Aber was ist mit Iran?»

B: «Ich bin jetzt zu genervt, um diese Diskussion überhaupt noch fortzusetzen.»

In einschlägigen Kreisen heisst diese Keule «tone trolling» oder «tone policing». Der Ton-Troll stösst sich am Ton seines Gesprächspartners, an einem unglücklich gewählten Wort. Es tut nichts zur Sache, und doch bauscht der Ton-Troll es zur «Sache» auf. Er trägt die Keule des Beleidigtseins, Betroffenseins, Empörtseins immer schlagbereit mit sich, wartet auf jeden falschen Ton: Schock! Skandal! Shit!

Auf die Eingeweide hören

Von sich reden macht eine spezifische Variante dieses Arguments: die Keule des Unwohlseins, traditionell bekannt als «reductio ad nauseam». «Dein Argument erzeugt bei mir Unwohlsein bis zur Übelkeit, also nimm es gefälligst zurück.» Ein duseliges Allheilmittel aus den Eingeweiden.

Gewiss, gerade ein gutes Argument bereitet oft Unwohlsein. Daraus folgt aber nicht: Mir ist unwohl, also habe ich ein gutes Argument. Der bündige Bescheid darauf lautet: «Nimm ein Alka Seltzer, oder geh frische Luft schnappen.» Umso bedenklicher, dass nun zum Beispiel Verlage Lektoren – «sensitivity readers» – beschäftigen, um Texte zu erschnüffeln, die «Unwohlsein» erzeugen könnten. Diese vorausseilende Überempfindlichkeit stumpft ab gegenüber einer anderen Sensibilität, jener für Witz, Satire, Ironie, Mehrdeutigkeit, Widerspruch, ja Provokation – kurz, für fröhlich-streitbare Intelligenz. Ein Virtuose dieser Intelligenz war der kürzlich verstorbene Hans «der Grosse», Hans Magnus Enzensberger.

Das Banner der Identität

Besonders eine Keule wird heute gern geschwungen: «identity first». «Ich als postkoloniales Subjekt . . .», «Ich als Frau und Lesbe . . .». Die Redewendung macht vorweg klar, dass die Identität vor der Sache steht. A priori errichtet man zwischen Ich und Gegenüber eine halbdurchlässige Wand, die meine Aussagen an dich passieren lässt, aber nicht in umgekehrter Richtung.

«Ich als X . . .» ist potenzieller Gesprächsabbruch. Auf diese Eröffnung kann man mit «Und ich als Y . . .» reagieren. «Ich als X . . .» ist das Banner der Identitätspolitik. Man duckt sich in eine diskursive Schützenstellung. Der amerikanische Politikwissenschaftler Mark Lilla bemerkte 2017: «Früher hätte eine Diskussion im Klassenzimmer vielleicht mit den Worten begonnen: <Ich denke A, und dies aus den folgenden Gründen.> Heute heisst es: <Ich als X fühle mich beleidigt, weil du B behauptest.> Anstelle einer Auseinandersetzung findet eine Tabuisierung konträrer Denkweisen und Meinungen statt.

Aufmerksamkeit durch Opferstatus

Komplementär dazu ist das «Du als X . . .». A sagt: «Die ganze Wokeness-Unkultur ist Symptom dafür, Aufmerksamkeit durch Opferstatus zu erheischen.» B erwidert: «Das sagst du doch nur als frustrierter alter weisser Cis-Mann, dem die Aufmerksamkeit fehlt.»

Das klassische Argumentum ad hominem also. Der irische Schriftsteller Clive Staples Lewis hat es 1941 unvergesslich auf die Schippe genommen mit seiner fiktiven Figur Ezeiel Bulver. Ezeiels Vater erklärte der Mutter, die Summe zweier Seiten eines Dreiecks sei grösser als die dritte Seite. Die Mutter schmetterte die Beweisführung ab: Du sagst das nur, «weil du ein Mann bist».

Aus heutiger Sicht könnte man sagen, die Mutter reagiere auf das Mansplaining des Vaters. Aber Lewis zielt auf etwas anderes: «In diesem Moment durchfuhr meinen sich öffnenden Geist die Einsicht (. . .): Nimm einfach an, dein Gegner liege falsch, erkläre seinen Irrtum, und die Welt liegt dir zu Füssen.» Das klingt frappant nach «querdenkerischer» Kritik an der Wissenschaft in der Pandemie. Die Experten liegen sowieso falsch, also erkläre man ihren Einfluss durch Verschwörungstheorien. Im Englischen nennt man die Keule «Bulverism».

Fiese Schuldvermutung

Eine Variante, das «Brunnenvergiften», mischt Bulverismus mit dem Appell an Emotionen, insbesondere an moralische. Das Argument erzeugt eine delegitimierende Voreingenommenheit gegenüber dem Gesprächspartner: «Woher nimmst du das Recht, als weisser Historiker über den afrikanischen Sklavenhandel zu schreiben . . .?» Oder eine [Kritik der hanebüchernen homophoben Äusserungen des katarischen WM-Botschafters](#) sieht sich als implizit rassistisch «entlarvt». Das fiese Axiom der Cancel-Culture ist die Schuldvermutung: Im Zweifel gegen den Angeklagten – du stehst unter Verdacht einer «schuldigen» Haltung, bis deine Unschuld bewiesen ist. Und exakt das sucht Cancellen zu verunmöglichen. Eine extreme Spielart dieser Taktik ist die Nazi-Keule oder «reductio ad Hitlerum»: «Dein Engagement für die Tiere erinnert mich daran, dass auch Hitler ein grosser Tierschützer war.»

Das Thema umschiffen

Altbekannt ist die Keule des Tu-quoque-Arguments, des «Du-auch». Geläufig heute unter der Bezeichnung Whataboutismus. A wirft B vor: «Mit deinem Fleischkonsum trägst du zum Klimawandel bei.» B erwidert: «Fliegst du nicht viermal pro Jahr in die Ferien?» Beide Gewohnheiten haben natürlich mit dem Klimawandel zu tun. Aber ein heikles Thema lässt sich mit Whataboutismus elegant umschiffen, deshalb ist er ein beliebtes Instrument von Politikern und Verbandschefs.

Während der US-Präsidentenwahl 2016 wütete der Whataboutismus in den amerikanischen Medien. Wer Trump pathologisches Lügnerum vorwarf, lief umgehend in den Konter: Was ist denn mit Hillary Clintons Schwindeleien? Jüngst entdeckte der Fifa-Boss Gianni Infantino das Argument. Gegen Kritik am Unrechtsstaat Katar schwang er die [«Was ist denn mit Europa?»-Keule](#): «Ich bin Europäer. Für das, was wir im Laufe von 3000 Jahren rund um die Welt getan haben, sollten wir uns in den nächsten 3000 Jahren entschuldigen, bevor wir moralische Lektionen erteilen.»

Pseudowissenschaftler greifen auch gern zum Whataboutismus: Wie steht es denn mit den Wissenschaftlern; auch sie verletzen Forschungsnormen, sind Querdenker oder schummeln? Der Fehlschluss der falschen Äquivalenz: Man schliesst von einem gemeinsamen besonderen Merkmal auf die allgemeine Gleichwertigkeit. Natürlich ist Schummeln keine Bagatelle, aber es spielt in Wissenschaft und Pseudowissenschaft eine unterschiedliche Rolle. Darauf einzugehen, verlangt Differenzierungskraft. Und genau das vermeidet der Whataboutismus. Er ist ein falsches Pfund, mit dem sich in Debatten üppig wuchern lässt.

Benimm des Denkens

Wie gesagt, es handelt sich hier um eine Auswahl. Sie genügt meines Erachtens, um eine allgemeine Diagnose zu stellen: Es fehlt an Benimm des Denkens. Man hört jetzt oft, dieser Benimm sei ja allzu lange von den alten, weisen, cis-männlichen Türhütern der Diskurse – Intendanten, Chefredaktoren, Universitätsprofessoren – definiert worden. Daran mag etwas sein, aber das ist kein Grund zum Keulenschwingen.

Offene Diskurse haben eine Verfassung, die Werte wie Objektivität, Faktentreue, Wahrheit, Schlüssigkeit hütet. Sie definieren rationale Fairness in der Kritik. Freie Meinungsäußerung basiert bei allem Kampf um soziale und ethnische Gerechtigkeit auf der Bereitschaft zu einer solchen Fairness. Ihr Schwächeln kann man als trauriges Symptom des «Verfassungsbruchs», ja der Verluderung unserer Gesprächskultur deuten.

Also den Benimm neu lernen, Keulen weglegen. Wenn das nur so einfach wäre.

Eduard Kaeser ist Physiker und promovierter Philosoph. Er ist als Lehrer, freier Publizist und Jazzmusiker tätig.

18 janvier 2023 (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/01/18/l-allemande-detient-la-cle-de-l-accelereur-de-l-aide-militaire-occidentale-a-l-ukraine-au-moment-strategique-ou-cette-assistance-doit-s-intensifier_6158286_3232.html

« L'Allemagne détient la clé de l'accélérateur de l'aide militaire occidentale à l'Ukraine, au moment stratégique où cette assistance doit s'intensifier »

[Chronique](#)

Sylvie Kauffmann Editoriale au « Monde »

Libérer des chars Leopard ou autoriser des pays européens à en céder à l'Ukraine est une décision lourde pour Berlin, jusqu'ici très réticent, observe, dans sa chronique, Sylvie Kauffmann, éditoriale au « Monde ».

Publié aujourd'hui à 05h45, mis à jour à 06h44

« *Accélération* ». Le mot est du premier ministre britannique, Rishi Sunak, et se décline aussi en ukrainien, mais, à l'approche du premier anniversaire de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, il est dans la tête de tous les dirigeants occidentaux : pour donner les moyens à Kiev de faire face à la nouvelle offensive russe qui se prépare d'ici au printemps, il faut accélérer les livraisons d'armements et monter en gamme dans les équipements lourds.

Ce mot d'ordre va dominer les discussions des ministres de la défense des pays alliés de l'Ukraine qui se réuniront, vendredi 20 janvier, sur la base américaine de Ramstein, en Allemagne. Très en pointe dans l'assistance aux forces ukrainiennes, les Britanniques ont pris la tête du mouvement en annonçant, le 14 janvier, l'expédition d'un escadron de quatorze chars Challenger 2 « *dans les semaines à venir* ». Ce seront les premiers chars lourds de fabrication occidentale déployés sur le théâtre ukrainien.

En quoi est-ce une accélération ? Ces dernières semaines, explique Camille Grand, ancien haut responsable à l'OTAN, aujourd'hui expert du think tank European Council on Foreign Relations, « *plusieurs verrous successifs ont sauté* » dans l'aide militaire à l'Ukraine. D'abord sur les systèmes de défense sol-air, [dont les Etats-Unis et l'Allemagne s'apprêtent à livrer l'un des plus performants, le système Patriot](#).

Puis est venu le tour des véhicules blindés légers de combat : là, c'est la France qui a pris les devants, lorsque le président [Emmanuel Macron a annoncé, le 4 janvier, l'envoi prochain de chars AMX-10 RC](#) ; le lendemain, Berlin et Washington lui ont emboîté le pas.

Le « verrou » suivant portait sur les chars de combat occidentaux, qui permettraient à l'armée ukrainienne de mener des offensives moins coûteuses en pertes humaines. Le chef d'état-major ukrainien, le général Valeri Zaloujny, estime les besoins actuels à 300 chars.

Les renforts, c'est maintenant

C'est beaucoup. A titre de comparaison, en 2020, la France disposait de 222 chars Leclerc de ce type. Les quatorze Challenger de Rishi Sunak (le Royaume-Uni en possède 227) ne feront donc pas le poids. Mais Londres, convaincu qu'« *une fenêtre s'est ouverte* » dans le conflit, avec une « *Russie sur la défensive en raison de problèmes d'approvisionnement et de baisse de moral* », veut lancer le mouvement. Pour Downing Street, « *une guerre longue et statique ne sert que les intérêts de la Russie* » : les renforts, c'est maintenant.

Le message vise en particulier deux pays, deux pays qui ont beaucoup de mal à accélérer, pour des raisons parfois différentes : la France et l'Allemagne. A Paris, on estime avoir déjà franchi un grand pas avec la livraison de chars légers et l'engagement répété que la France fera tout pour assurer « *la victoire de l'Ukraine* ». Pour le reste, chaque pays fait selon ses possibilités ; la France déploie des chars Leclerc en Roumanie, pour renforcer le flanc est de l'OTAN, mais n'envisage pas à ce stade d'en envoyer en Ukraine.

Il se trouve que, en matière de possibilités, le pays qui peut le plus, c'est l'Allemagne. Non pas que les hangars de la Bundeswehr regorgent de chars lourds rutilants, prêts à rugir sur les plaines du Donbass, même si ses stocks sont les plus importants avec 245 chars Leopard 2. Mais surtout, les ateliers de Rheinmetall, l'entreprise qui les fabrique, en ont produit et vendu des milliers à travers l'Europe. Le Leopard 2 en quelque sorte, c'est la Rolls des chars, « Deutsche Qualität » en prime. Certains pays, comme la Pologne, l'Espagne ou la Finlande, ne demandent pas mieux que d'en céder à l'Ukraine, mais il leur faut pour cela le feu vert de Berlin, qui contrôle les licences d'exportation.

C'est ainsi que l'Allemagne détient aujourd'hui la clé de l'accélérateur de l'aide militaire occidentale à l'Ukraine, au moment stratégique où cette assistance doit s'intensifier. La situation est d'autant plus paradoxale que, pour des raisons historiques, ce pays a été le plus réticent à livrer des armes au début de la guerre.

Débats politiques complexes

Commencer à le faire a été une révolution, convoquée par le chancelier Olaf Scholz dans son discours décrétant la *Zeitenwende*, une « nouvelle ère », le 27 février 2022, trois jours après le déclenchement de la guerre en Ukraine.

Puis chaque pas a coûté, chaque montée en gamme a été le fruit d'intenses mobilisations dans les think tanks et les médias, chaque palier franchi a fait l'objet de débats politiques complexes. La tension a même atteint la coalition gouvernementale, avec la pression des Verts et des libéraux du FDP, favorables à une Allemagne plus engagée contre la Russie, sur le chancelier indécis, dont le Parti social-démocrate (SPD) conserve un courant pacifiste.

Aucun pays européen, et certainement pas la France, ne connaît un débat sur la Russie de la profondeur de celui qu'affronte l'Allemagne aujourd'hui. Un chemin considérable a été accompli depuis onze mois, mais il faut maintenant lâcher. Libérer les Leopard, même si l'opinion publique est divisée : par peur de l'escalade et d'une riposte russe, par peur aussi, selon certains, de l'image symbolique du retour de chars allemands sur les terres d'Ukraine.

La [démission, lundi 16 janvier, de la ministre de la défense, Christine Lambrecht](#) (SPD), très critiquée, prépare sans doute le terrain. L'amicale pression de Lloyd Austin, le secrétaire américain à la défense, sur [son successeur, Boris Pistorius](#), et de ses collègues européens vendredi à Ramstein, devrait faire le reste. Ce verrou-là aussi sautera.

Avec un bonus possible : ce saut du Leopard pourrait pousser Paris et Berlin à aborder ensemble, le 22 janvier, à la faveur du conseil des ministres franco-allemand, soixante ans après la signature du traité de l'Élysée, cette nouvelle phase de la guerre russe en Ukraine non plus à reculons, non plus en ordre dispersé, mais résolument – et solidairement.

17 janvier 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/manifestations-anti-charbon-a-luetzerath-l-allemande-devrait-ecouter-les-conseils-de-greta-thunberg-20230117>

Manifestations anti-charbon à Lützerath : «L'Allemagne devrait écouter les conseils de Greta Thunberg»

Par [Jean-loup Bonnamy](#)

Publié il y a 2 heures, mis à jour il y a 1 heure



Samedi 14 janvier, plusieurs milliers de personnes ont protesté contre l'extension d'une mine de charbon, à ciel ouvert, en Allemagne à Lützerath. *INA FASSBENDER / AFP*

FIGAROVOX/TRIBUNE - L'opposition à l'extension du site minier de Lützerath, transformé en ZAD, s'est conclue sur de violentes échauffourées entre policiers et militants anti-charbon le 14 janvier. Pour Jean-Loup Bonnamy, l'Allemagne paye aujourd'hui le prix de sa politique démagogique anti-nucléaire.

Ancien élève de l'École normale supérieure, Jean-Loup Bonnamy est docteur en philosophie.

Depuis le début de la Révolution industrielle, le charbon est un enjeu politique majeur. En France, on se souvient du roman de Zola *Germinal*, inspiré de la grève des mineurs d'Anzin (Nord) en 1884. Au Royaume-Uni, Margaret Thatcher fit face à la grande grève des mineurs, qui dura un an (de mars 1984 à mars 1985). Des milliers de policiers affrontèrent 80.000 mineurs grévistes. Il y eut des centaines de blessés de part et d'autre et six mineurs furent tués. Ce long épisode marqua la culture populaire britannique, avec le soutien du groupe punk *The Clash* aux mineurs ou des films comme *Pride* et *Billy Elliott*. Aux États-Unis, les positions d'Hillary Clinton en faveur de la fermeture des mines de charbon au profit des énergies renouvelables jouèrent un rôle important dans sa défaite face à Donald Trump, qui récupéra les voix des mineurs et de leurs familles, d'habitude soutiens du Parti démocrate.

L'Allemagne n'échappe pas à la règle. Toutefois ici, il ne s'agit plus de défendre les mines et les mineurs, mais au contraire de protester contre l'ouverture de nouvelles mines de charbon. En effet, le gouvernement allemand prévoit l'extension d'une mine de lignite à ciel ouvert à Lützerath (entre Düsseldorf et Cologne, dans le bassin rhénan). Cela doit entraîner la destruction du hameau voisin. Mais cette décision a suscité de vives protestations. Des activistes anti-charbon occupent le site. Samedi 14 janvier, environ 15.000 manifestants selon la police - 35.000 selon les organisateurs -, dont la célèbre suédoise Greta Thunberg, ont défilé pour protester contre l'extension de cette mine et soutenir les activistes que la police a entrepris de déloger. Des violences ont éclaté. 70 policiers ont été blessés. Ces événements fragilisent le gouvernement social-démocrate du chancelier Olaf Scholz, à la tête d'une coalition où figurent les Verts. Et de nombreux écologistes allemands accusent la direction des Verts de trahir leurs engagements en participant à un gouvernement qui rouvre les mines de charbon. Il faut savoir que dans le monde germanique (Allemagne, Pays-Bas, pays nordiques), le lien avec la nature est beaucoup plus fort qu'en France ou dans les pays méditerranéens. Ce goût de la nature, de la forêt, des promenades se traduit politiquement par un mouvement écologiste plus puissant. Et ce depuis les années 70.

Contrairement au nucléaire, le charbon est une énergie extrêmement polluante.

Jean-Loup Bonnamy

Or, Greta Thunberg et les manifestants anti-charbon ont raison. Contrairement à certaines de leurs (mauvaises) habitudes, les militants écologistes ne se sont pas trompés de cible pour une fois. Comme l'a dit Greta Thunberg, fustigeant le gouvernement Scholz, «*l'Allemagne doit rendre des comptes*». Greta Thunberg a ainsi défendu à plusieurs reprises le nucléaire face au charbon. Dans une récente interview, elle a déclaré : «*Puisque les centrales nucléaires sont là, ce serait une grave erreur de les fermer et de recourir aux centrales à charbon*». Face au réchauffement climatique qui l'angoisse et qui l'obsède (à juste titre), la très médiatique militante a su faire preuve de réalisme et de cohérence. Elle a compris qu'il était totalement impossible de se défaire de la dépendance aux énergies fossiles sans passer par l'énergie nucléaire. Elle a également compris que dans la vie il existait des priorités. En effet, Greta Thunberg a souligné qu'elle comprenait les inquiétudes de certains écologistes sur la question du nucléaire, mais que cela était tout à fait secondaire et infiniment moins urgent en comparaison de la gravité du péril climatique. On voit d'ailleurs bien là que la jeune activiste est suédoise. En effet, la Suède compte aujourd'hui trois centrales (contrairement à son voisin danois qui a misé sur le gaz et sur l'éolien et ne produit pas d'énergie nucléaire). La Suède se situe ainsi au 12^e rang des pays producteurs d'électricité nucléaire dans le monde : 38 % de l'énergie électrique produite en Suède est d'origine nucléaire. Contrairement au nucléaire, le charbon est une énergie extrêmement polluante. C'est même la plus polluante qui soit. Sa pollution fait sentir ses effets catastrophiques tant au niveau local qu'au niveau mondial, jouant un rôle prépondérant dans le réchauffement climatique. De plus, la destruction du hameau de Lützerath s'inscrit dans un mouvement global de destruction des paysages, des identités locales et des écosystèmes. Enfin, l'ouverture de cette mine de lignite est la conséquence directe des choix catastrophiques du gouvernement allemand en matière d'énergie. C'est uniquement parce que l'Allemagne a renoncé au nucléaire qu'elle doit aujourd'hui ouvrir ou étendre des mines de charbon.

L'Allemagne est aujourd'hui le sixième pollueur mondial, loin devant la France, émettant plus du double de CO2 par rapport à nous.

Jean-Loup Bonnamy

En abandonnant le nucléaire et en portant l'éolien au pinacle, Angela Merkel a considérablement développé le charbon, ce qui a fait exploser la pollution émise par l'Allemagne, au grand détriment de la qualité de l'air en Allemagne et dans le monde. L'Allemagne est aujourd'hui le sixième pollueur mondial, loin devant la France, émettant plus du double de CO2 par rapport à nous. Avec une industrie peu polluante et grâce au nucléaire, la France émet moins de 1% du CO2 mondial. En Allemagne, 17 % de l'énergie provient du charbon (contre seulement 3 % pour la France). Et 61 % provient du gaz et du pétrole (contre 45 % en France). Certains jours, les écarts sont même extrêmes : ainsi, au soir du 20 septembre 2021, la France émettait 68 grammes de CO2 par kWh – excellent score – tandis que l'Allemagne en émettait 460, soit 6,5 fois plus. Les 30 000 éoliennes allemandes (contre 8 000 en France) ne produisent que 4 % de l'électricité du pays ! Il faut donc du gaz et du charbon. Pire encore : l'Allemagne s'est activée afin que le nucléaire ne soit pas considéré comme une énergie renouvelable par l'UE, ce qui aurait des conséquences dramatiques pour la France. Ce travail de sape n'a pas abouti, mais l'Allemagne n'a pas dit son dernier mot puisqu'elle se démène aujourd'hui pour que l'hydrogène produit grâce au nucléaire ne reçoive pas le label européen d'énergie renouvelable. Le nucléaire français – synonyme d'indépendance stratégique, d'excellence technologique, d'électricité peu chère et d'énergie décarbonée – a pour principal ennemi les manigances allemandes, car notre voisin germanique ne supporte pas que l'industrie française puisse jouir d'un avantage comparatif sur le plan énergétique. Avec un coût du travail plus élevé en France qu'outre-Rhin, des impôts plus lourds, une formation moins efficace, des entreprises souvent moins bonnes à l'export, le nucléaire est le dernier avantage compétitif dont la France dispose face à l'industrie allemande. Plus généralement, l'abandon du nucléaire est un choix anti-écologique : les centrales nucléaires émettent en moyenne 80 fois moins de CO2 par kilowattheure produit que les centrales à charbon et 45 fois moins que les centrales à gaz. Comme l'écrivent l'essayiste Ferghane Azihari et l'ingénieur

Philippe Charlez dans Le Figaro , «Entre 2006 et 2021, 5 000 milliards de dollars ont été affectés aux énergies renouvelables à l'échelle mondiale. Pourtant, les 1300 GW mis en œuvre ne produisent que 12% de l'électricité mondiale. Et, durant les périodes hivernales très gourmandes en électricité, il n'y a souvent ni vent ni soleil. Le développement des renouvelables apparaît comme une vaste opération de "greenwashing". Leur échec doit nous inciter à revoir notre stratégie. La seule source d'énergie décarbonée, abondante, pilotable, efficace à grande échelle et disponible à ce jour est le nucléaire. Si les 5 000 milliards de dollars investis dans les renouvelables l'avaient été dans le nucléaire classique, ce dernier produirait aujourd'hui plus de la moitié de l'électricité mondiale et les émissions de gaz à effet de serre se seraient contractées de 18%.» Davantage de renouvelables au détriment du nucléaire signifie en fait davantage de gaz et de charbon. Et donc davantage de dépendance à Vladimir Poutine et davantage de réchauffement climatique.

Le discours antinucléaire des années 2010 a détourné beaucoup de jeunes de ce secteur. Nous avons déjà une pénurie de soudeurs nucléaires. Et la baisse du niveau scientifique des élèves français fait que nous risquons bientôt d'être aussi confrontés à une pénurie d'ingénieurs.

Jean-Loup Bonnamy

Mais ne nous réjouissons pas trop vite du nucléaire français. Certes, si nous nous en sortons mieux que nos voisins, c'est grâce au nucléaire. Mais si nous connaissons toutefois des difficultés, c'est parce que nous n'avons pas assez investi dans ce secteur, qui en est aujourd'hui fragilisé. Il a déjà fallu rouvrir la centrale à charbon de Saint-Avold (Moselle). La fermeture des réacteurs de Fessenheim se solde déjà par l'émission annuelle supplémentaire de 8 millions de tonnes de CO2 en Europe, soit l'équivalent de 15 % des émissions annuelles d'une région comme l'Île-de-France, et par un approvisionnement plus coûteux et moins fiable. Le projet de François Hollande et d'Emmanuel Macron (avant que celui-ci ne fasse volte-face sous la pression des réalités) de réduire la part du nucléaire a eu des conséquences catastrophiques, gênant les investissements et les recrutements. Les défaillances et les défauts de maintenance se sont multipliés. Le discours antinucléaire des années 2010 a détourné beaucoup de jeunes de ce secteur. Nous avons déjà une pénurie de soudeurs nucléaires. Et la baisse du niveau scientifique des élèves français fait que nous risquons bientôt d'être aussi confrontés à une pénurie d'ingénieurs. Il est donc urgent d'investir dans ce secteur et de la valoriser tant matériellement que symboliquement. L'urgence du réchauffement climatique le confirme : 2022 a été l'année la plus chaude enregistrée en France, avec canicule et feux de forêts. Mais nos dirigeants sauront-ils écouter la leçon de Greta Thunberg ?

17 janvier 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/les-robots-replaceront-ils-bientot-les-cols-blancs-20230117>

Les robots remplaceront-ils bientôt les cols blancs ?

Par [Aziliz Le Corre](#)

Publié il y a 10 minutes, mis à jour il y a 10 minutes



Daniel Susskind. *fc*

EXCLUSIF - Dans *Un monde sans travail*, qui paraît ce mercredi 18 janvier et dont nous publions les bonnes feuilles, Daniel Susskind, économiste et professeur à Oxford à Londres, explore les conséquences des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle sur le marché du travail.

Primé par de nombreux médias anglo-saxons, *A World Without Work: Technology, Automation, and How We Should Respond*, sorti en décembre 2020, a été traduit en français et paraît ce mercredi 18 janvier chez Flammarion, sous le titre *Un monde sans travail*. Daniel Susskind propose des solutions pour penser cette révolution technologique, qui bouleverse et reconfigure déjà l'ensemble de notre modèle économique et social.

Jusqu'où s'étendra l'empire des machines?

Petit à petit, obstinément, les machines pénètrent dans le royaume des tâches réservées aux êtres humains. Il suffit de prendre le moindre appareil qui vous tombe sous la main - [votre smartphone](#), votre ordinateur portable: vous savez qu'un jour il sera obsolète.

Cette tendance générale est ce que j'appelle l'«empiètement sur les tâches». Un des meilleurs moyens de la voir à l'œuvre est de penser aux trois capacités principales sur lesquelles nous comptons, nous. D'abord, des compétences manuelles, des aptitudes physiques et psychomotrices. Ensuite, des fonctions cognitives, une aptitude à raisonner et penser. Enfin, des affects, l'aptitude à éprouver des sentiments et des émotions. Désormais, ces trois facettes sont sous la pression croissante de l'automatisation. (...)

Les machines empiètent aussi sur des tâches qui demandent d'avoir des capacités relationnelles. C'est ainsi qu'est né un domaine baptisé «informatique affective», qui s'attache à créer des dispositifs pouvant détecter et réagir aux émotions humaines.

La leçon à tirer de la révolution pragmatiste, c'est que c'est inutile : les machines arrivent à surpasser les hommes sans chercher à les copier

Ces systèmes examinent un visage pour savoir si la personne est heureuse, perdue, surprise, ravie... En Chine, Wei Xiaoyong, professeur de l'université du Sichuan, s'en sert pour déterminer si ses élèves s'ennuient pendant ses cours. Ces appareils ne s'en tiennent pas à [la reconnaissance faciale](#). Ils peuvent écouter une conversation entre un enfant et une femme et dire s'ils ont un lien de parenté, ou examiner la démarche de quelqu'un qui entre dans une pièce et savoir si elle s'apprête à commettre un geste répréhensible. Ils sont souvent plus précis que nous quand ils interprètent nos émotions. Ils sont notamment plus justes quand ils distinguent un sourire sincère d'un sourire de façade, ou un visage qui exprime une vraie douleur d'un visage qui exprime une douleur feinte. Par ailleurs, il existe un logiciel permettant de repérer les gens qui mentent au tribunal avec une exactitude proche de 90 % - alors que les êtres humains y arrivent à 54 %, soit à peine mieux que si vous vous prononciez au hasard. Ping An, une compagnie d'assurances chinoise, utilise le même genre de logiciel pour savoir si les demandeurs de prêt sont honnêtes ou non: les personnes sont enregistrées alors qu'elles répondent à des questions sur leurs revenus et leurs plans de remboursement, un ordinateur évaluant la vidéo pour établir si elles disent la vérité.

Venons-en maintenant au domaine de la «robotique sociale». Le nombre total de robots existant actuellement dans le monde est de 10 millions, et les sommes dépensées pour la robotique devraient quadrupler, passant de 15 milliards de dollars (12,850 milliards d'euros) à 67 milliards (57,5 milliards d'euros) en 2025. Les robots sociaux forment un ensemble qui se distingue de leurs cousins mécaniques parce qu'ils sont capables de reconnaître et de réagir aux émotions. Les cas les plus frappants sont ceux que l'on utilise dans le domaine de la santé. Paro, par exemple, est un bébé phoque thérapeutique qui sert à reconforter les personnes souffrant de troubles cognitifs, démence ou [maladie d'Alzheimer](#). Pillo, un petit robot avec de grands yeux adorables, aide le personnel soignant à organiser la distribution de médicaments. [Pepper](#) est un robot humanoïde qui accueille les patients de plusieurs hôpitaux belges avant de les diriger vers le bon service. Tout le monde n'est pas très à l'aise avec ces engins. Pepper, par exemple, est devenu mondialement célèbre en 2015, le jour où un patient ivre, Kiichi Ishikawa, est entré dans une boutique de téléphones et l'a agressé au moment où il l'accueillait parce qu'il «*n'aimait pas son attitude*».

Les robots qui détectent nos émotions sont un cas à part, mais, en insistant trop sur eux, on risque de sous-estimer l'empiètement sur les tâches qui demandent des capacités relationnelles. Car Pepper, Paro et les systèmes similaires tendent à reproduire les capacités relationnelles que nous utilisons en accomplissant ces tâches. Or la leçon à tirer de la révolution pragmatiste, c'est que c'est inutile: les machines arrivent à surpasser les hommes sans chercher à les copier.

Un marché du travail bousculé

Pendant longtemps, on pouvait retrouver un emploi en surfant sur les vagues du progrès technique. Au XIX^e siècle, quand les machines ont obligé les hommes à quitter les champs, la transition vers l'industrie manufacturière a été relativement facile. Passer de la terre à la fabrique signifiait changer de travail, mais les compétences requises étaient à la portée des nouveaux venus. Il s'agissait toujours d'un travail manuel. En revanche, plus la Révolution industrielle a pris de l'ampleur, plus les machines ont gagné en complexité, plus les méthodes de production sont devenues élaborées et les industries volumineuses. La demande de cols bleus plus qualifiés - ingénieurs, machinistes, électriciens et autres - a augmenté, ainsi que la demande de cols blancs pour diriger les opérations et fournir les services indispensables.

Passer du travail manuel au travail cognitif était plus difficile pour les travailleurs qui voulaient progresser vers le haut. Comme le rappelle Ryan Avent, journaliste de *The Economist*, peu de gens y étaient préparés, car la majorité ne savait «*ni lire ni compter*». Cela dit, il était encore possible d'acquérir de nouvelles compétences, et la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle sont marqués par un remarquable élan en faveur de l'éducation des masses, qui a contribué à soutenir une grande partie de la population. Le XX^e siècle a vu le niveau des compétences augmenter partout dans le monde, tandis que les gens luttent pour obtenir un emploi mieux rémunéré. Les économistes parlent d'une

«course» entre l'homme et la machine qui obligeait à accumuler de plus en plus de savoir-faire pour ne pas perdre le rythme. (...)

Les machines étant de plus en plus capables, il est probable qu'un jour elles seront mieux placées que les personnes

Si nous imaginons que l'économie est un gâteau, le progrès technologique contribue à agrandir ce gâteau. Ce qui signifie que les travailleurs évincés de certaines tranches peuvent compter sur une demande de main-d'œuvre dans d'autres tranches.

Aujourd'hui, la force complémentaire bénéficie indirectement aux êtres humains, puisque l'augmentation des revenus crée une demande plus importante de travail ailleurs. Désormais, les gâteaux continueront sans aucun doute d'augmenter, les revenus seront plus importants qu'ils ne l'ont jamais été, et la demande de biens explosera. Mais on ne peut pas compter sur ce mouvement pour assurer la demande de travail humain, comme ce fut le cas jusqu'ici. Pourquoi? Parce que, comme l'effet productivité, l'effet du gâteau plus grand est vain si les personnes, et non les machines, sont mieux placées pour accomplir les tâches qui servent à produire ces biens.

Pour l'instant, il est encore raisonnable de le penser. Nous sommes encore à l'Âge du travail, et, si de nouvelles tâches se présentent, nous sommes plus ou moins sûrs que les hommes seront mieux armés pour les accomplir. Mais l'empiètement sur les tâches poursuit son cours et risque de mettre à mal cette confiance. Les machines étant de plus en plus capables, il est probable qu'un jour elles seront mieux placées que les personnes. Auquel cas la nouvelle demande de biens n'impliquera nulle demande de main-d'œuvre - mais de machines.

Les défis de l'éducation

Les personnes qui conseillent davantage d'éducation pour répondre à la menace de l'automatisation mesurent rarement la gravité des enjeux. Elles parlent de nouvelles compétences comme si c'était une manne tombée du ciel, une panacée inépuisable qu'il suffirait d'apprendre à saisir avec un minimum d'efforts. Mais l'éducation désigne autre chose. C'est un parcours difficile. Il est bien beau de dire que, si les travailleurs sont évincés par les machines mais qu'il existe des emplois ailleurs, il suffit qu'ils s'y mettent - tout est bien qui finit bien. En pratique, les choses ne marchent pas comme ça. La difficulté à se reconvertir est en partie responsable du chômage technique frictionnel: il y a peut-être des emplois qui tendent les bras aux travailleurs, mais ces emplois appartiennent à un autre monde, très tentant, mais hors de portée pour eux, car ils n'ont pas les qualifications pour. C'est la première limite de l'éducation: pour beaucoup de gens, ces compétences sont souvent inaccessibles. (...)

L'OCDE a consacré un rapport récent à évaluer les compétences de la population adulte dans le monde. Le but était de comparer les aptitudes à lire, à compter et à résoudre des problèmes des hommes et des machines - ce qu'on appelle le PIAAC, le Programme international pour l'évaluation des compétences des adultes. Les résultats sont frappants et peuvent se résumer à l'extrait qui suit: *«Nous n'avons aucun exemple de systèmes éducatifs préparant la majorité des adultes à obtenir de meilleurs résultats que les machines aux trois tests de compétence du PIAAC. Certains systèmes ont de meilleurs scores que d'autres, mais ces différences ne signifient pas qu'une majorité de la population dépasse les ordinateurs en ce qui concerne les compétences du PIAAC.»* Autrement dit, même les systèmes éducatifs les plus efficaces ne fournissent pas les qualifications de lecture, calcul et résolution de problèmes requises pour qu'une majorité de travailleurs rivalisent avec les machines actuelles - sans compter celles de demain. Pour l'heure, selon ce rapport, seuls 13 % des travailleurs utilisent ces qualifications au quotidien avec un niveau de maîtrise nettement supérieur à celui des ordinateurs.

L'imposition des Big Tech

L'État va devoir imposer les très grandes entreprises, celles que l'on appelle [les Big Tech](#). En analysant les facteurs d'inégalité, nous avons vu que le marché a tendance à être dominé par un nombre plus faible de très grandes entreprises, une évolution décisive dans la mesure où ces «sociétés superstars» sont en partie responsables de la chute du revenu du travail. Cette domination signifie non seulement moins de travailleurs, mais des bénéficiaires bien plus élevés. Dans un monde où le travail se raréfie, il sera donc sans doute nécessaire d'imposer aussi ces bénéficiaires.

Mais, d'un point de vue pratique, cela s'avère délicat. Ces dernières années, de nombreuses grandes entreprises - en particulier des entreprises technologiques - ont réussi à réduire leurs impôts de façon spectaculaire. Tout se passe comme si le pouvoir économique allait avec une très forte irresponsabilité. En 2014, Apple, pour ne citer qu'elle, s'est débrouillée pour ne payer presque aucune taxe en Europe. Forts d'une gestion fiscale ultra-sophistiquée, les dirigeants du géant américain ont payé l'équivalent de 0,005 % d'impôts, soit 50 maigres dollars pour chaque tranche d'un million de chiffres d'affaires. Le tour de passe-passe n'a été possible que grâce aux faveurs de l'Irlande, où, histoire que le lecteur se repère, les citoyens aux revenus les plus faibles ont un taux d'imposition 4000 fois plus élevé. (...) Là encore, [les paradis fiscaux](#) jouent un rôle important: depuis 1984, la part des bénéficiaires des entreprises américaines déclarée dans des pays comme les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Irlande, les Bermudes, Singapour et la Suisse a été multipliée par plus de huit.

(...) Le fait qu'une entreprise aussi rentable exploite toutes sortes de failles et de subtilités juridiques pour éviter de payer un niveau d'impôts raisonnable est jugé moralement répréhensible, car il s'agit d'une trahison de la confiance que les citoyens ont dans ladite entreprise.

Vers une société de loisirs?

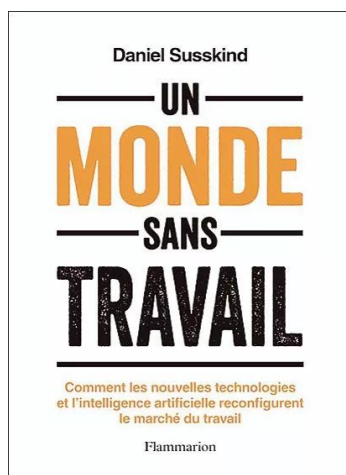
Alors, que faire? Comment les personnes sans emploi occuperont-elles leur temps, et que pouvons-nous envisager - le cas échéant - pour qu'elles aient le même sentiment d'utilité que si elles avaient un emploi? (...)

Première leçon: si la quantité de temps libre augmente, il est probable que le rôle de l'État augmentera lui aussi. De même qu'à l'Âge du travail l'État intervient pour modeler notre vie professionnelle, de même à l'Âge du moins de travail aura-t-il besoin d'outils comparables pour modeler notre temps libre. J'ai indiqué trois voies pour y parvenir. D'abord, en repensant la politique de l'éducation de façon à préparer les enfants à s'épanouir dans un monde pauvre en travail. Ensuite, en comptant sur l'État pour encourager, voire obliger, les gens à occuper leur temps de certaines manières. Enfin, s'il s'en trouve encore pour continuer à «travailler», l'État doit contribuer à définir le profil de ces postes, même s'ils ne sont pas rémunérés. Voilà déjà trois directions, mais je sais qu'il y en aura de nouvelles.

Dans un monde pauvre en travail, il va falloir revoir la fin que nous visons. Il ne s'agit plus de vivre, mais de vivre bien

Seconde leçon: le travail a un sens qui dépasse le cadre purement économique. Comme nous venons de le voir, le rapport entre sens et travail ne va pas de soi. Pour certains, le travail est exclusivement un gagne-pain. Pour d'autres, c'est un but porteur de sens, un moyen d'avoir une identité et de savoir où se situer. (...)

La plupart des sociétés du XX^e siècle avaient le même objectif - avoir le gâteau à partager le plus large possible. Comme l'écrivait Isaiah Berlin: *«Quand on est d'accord sur la fin, il ne reste que la question des moyens, qui ne sont pas politiques mais techniques, c'est-à-dire qu'ils peuvent être résolus par des experts ou des machines, comme un débat entre ingénieurs ou médecins.»* Tant que la fin était d'ordre économique, nous nous en remettions aux économistes, qui sont les ingénieurs et les experts de la vie moderne, pour assurer la croissance du gâteau. Dans un monde pauvre en travail, il va falloir revoir la fin que nous visons. Il ne s'agit plus de vivre, mais de vivre bien. Nous sommes obligés de réfléchir pour savoir ce que signifie avoir une vie riche de sens.



Un monde sans travail. Comment les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle reconfigurent le marché du travail, David Susskind, trad. (anglais) Céline Alexandre, Flammarion, 432 p., 24 €, parution le 18 janvier. *Flammarion*

17 janvier 2023 (NZZ)

<https://www.nzz.ch/wirtschaft/die-unsensible-bevoelkerung-warum-es-falsch-ist-wenn-der-staat-uns-staendig-sensibilisiert-ld.1721481>

Die unsensible Bevölkerung – warum es falsch ist, wenn der Staat uns ständig sensibilisiert

Ständig will uns die Politik für irgendetwas sensibilisieren. Dabei geht es weniger um Sensibilitäten als um Meinungsmache und Geld. Höchste Zeit, damit aufzuhören.

Claudia Wirz

17.01.2023, 05.30 Uhr



Staatliche Botschaften zur Sensibilisierung der Bevölkerung gibt es nicht nur bei der Anti-Raucher-Kampagne des Bundesamtes für Gesundheit.

Was müssen wir bloss für unsensible Grobiane sein! Fast täglich können wir lesen oder hören, dass wir von Staates wegen wieder einmal ganz dringend für irgendetwas sensibilisiert werden müssen. Weil die Bevölkerung offenbar nicht imstande ist, ihre Sinne selber zu schärfen, ist das Spektrum des Nachhilfeunterrichts im Fach Sensibilisierung so bunt wie das Leben selber.

Und so werden wir dauersensibilisiert für das Unheil, das im Tabak, in Süssgetränken und in der Fertigpizza, aber auch im stundenlangen Rumsitzen, im exzessiven Medienkonsum oder im Glücksspiel auf uns lauert. Das sind die Klassiker in dieser Disziplin. Aber die Sensibilisierungssaga ist damit noch lange nicht zu Ende.

Sensibilisierung gibt es grundsätzlich in zwei Varianten. Die positive Variante will uns zu politisch erwünschtem Verhalten erziehen. Man sensibilisiert uns etwa für die Organspende, für die Sicherheit auf Strassen und Trottoirs, für den korrekten Umgang mit Antibiotika, für das Energiesparen, für die Segnungen der familienexternen Kinderbetreuung und des Frauenfußballs oder für das elektronische Patientendossier.

Von Autoposern bis zu Neophyten

Die andere Variante wiederum will uns unerwünschtes Verhalten austreiben, etwa übermässiges Essen und Trinken, Autoposing, Littering oder andere umweltschädliche Konsumgewohnheiten bis hin zum unbedachten Auspflanzen von Neophyten. Und selbstverständlich sensibilisiert man

uns bei jeder Gelegenheit für die Problematik der sexuellen Belästigung am Arbeitsplatz und im öffentlichen Raum.

Weil das Leben an sich voller Widersprüche ist, kommt es auch beim Sensibilisieren bisweilen zu Kollisionen. So werden wir für gutes Steuergeld über die Gefahren der angeblich grassierenden Übergewichtsepidemie aufgeklärt, aber wehe dem, der «hochgewichtigen Menschen» mit Vorurteilen begegnet! Hier muss dringend für die Gewichtsdiskriminierung sensibilisiert werden. Kurzum: Man kann einfach nie genug sensibilisieren.

Ob die Dauerberieselung mit obrigkeitlichen Belehrungen wirkt und – falls ja – in welcher Form, kann an dieser Stelle nicht geklärt werden. Zwei Dinge stehen jedoch auch ohne Wirkungsanalyse fest: «Sensibilisierung der Bevölkerung» ist erstens ein lukratives Geschäft, ja eine Industrie. Und zweitens geht es bei vielen einschlägigen Kampagnen weniger um Sensibilitäten als um Meinungsmache und betreutes Denken.

Bankrotterklärung an das Bildungssystem

Wer glaubt, die Bevölkerung lebenslang mit solcherlei kollektivistischen Methoden erziehen zu müssen, hat die Idee vom «mündigen Bürger» bereits entsorgt. Der Sensibilisierungswahn ist nicht zuletzt eine Bankrotterklärung an das Bildungssystem. Es wäre nämlich dessen Aufgabe, aus jungen Leuten autonome und verantwortungsbewusste Persönlichkeiten zu machen, wie es sich für eine liberale Demokratie der Erwachsenen gehört.

Natürlich ist der Mensch fehlbar, und die menschliche Vernunft wird vermutlich überschätzt. Aber das ist noch lange kein hinreichender Grund für staatstragende Dauerbelehrungen, ganz im Gegenteil. Politiker mitsamt ihren Beratern, Beamten und professionellen Kümmerern sind nämlich auch nur Menschen.

17 janvier 2023 (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/frankreich-will-mehr-spielraum-fuer-foerderung-gruener-industriezweige-18606773.html>

GRÜNE TRANSFORMATION:

Alte neue Industriepolitik

VON [WERNER MUSSLER](#)

-AKTUALISIERT AM 16.01.2023-18:04



Mit Sendungsbewusstsein: Frankreichs Finanzminister Bruno Le Maire vor dem Treffen der Eurogruppe Bild: AFP

Frankreich fordert wieder einmal mehr Spielraum für die Förderung grüner Industriezweige. Geht es nur um gelockerte Beihilferegeln oder um eine gezielte Investitionsförderung in ganz Europa?

Bundesfinanzminister Christian Lindner (FDP) war gar nicht dabei, als sein französischer Amtskollege **Bruno Le Maire vor dem Treffen der Eurofinanzminister am Montag in Brüssel eine „neue“ deutsch-französische Initiative für eine „grüne europäische Industriepolitik“** ankündigte. Er sei mit der Bundesregierung einig, dass die europäischen Beihilferegeln „schockartig“ einfacher werden müssten, **damit die Mitgliedstaaten ihre Industrie vor allem bei der „grünen Transformation“ unterstützen könnten**, sagte Le Maire. **Nur so lasse sich die ganze EU „reindustrialisieren“.**

Außerdem müssten „massive Subventionen“ für ganze Industriezweige möglich werden, etwa die Wasserstoff- und Brennzellentechnologie, die Batterieherstellung und die Halbleiterindustrie. All diese Sektoren müssten auf eine Liste von „Projekten strategischer europäischer Bedeutung“ kommen. Massive Staatshilfen für diese Sektoren müssten sowohl in der Form von Zuschüssen als auch von Steuernachlässen möglich werden.

Wie reagieren auf das US-Milliardenpaket?

Neu ist diese Initiative nicht wirklich; Le Maire bezog sich auf einen Vorstoß für eine europäische grüne Industriepolitik, den er vor Weihnachten nicht zusammen mit [Lindner](#), sondern mit Wirtschaftsminister Robert Habeck (Grüne) vorgelegt hatte. **Der Franzose fügte am Montag hinzu, das gemeinsame europäische Interesse sei immer ein Argument, um die grüne europäische Industrie „zu schützen und voranzubringen“.**

Die bestehenden Regeln, die eine Förderung der Projekte von gemeinsamen Interesse (IPCEI) erlauben, müssten so vereinfacht werden, dass eine erheblich schnellere Genehmigung möglich werde. **Deutschland und Frankreich wollen durchsetzen, dass europäische Unternehmen mindestens so stark staatlich gefördert werden können, wie amerikanische. Die EU diskutiert seit dem Herbst, wie sie auf das US-Milliardenpaket für grüne Technologien vom Sommer („Inflation Reduction Act“, IRA) reagieren soll.**

Mit Blick auf die EU-Beihilferegeln hat die EU-Kommission dazu erste Entscheidungen getroffen. In einem Brief an die EU-Finanzminister hat **Wettbewerbskommissarin Margrethe Vestager angekündigt, sie wolle weitere Ausnahmen von diesen Regeln zulassen**. Der bestehende „temporäre Krisenrahmen“, den die Kommission zunächst in Reaktion auf die Corona-Pandemie geschaffen und im vergangenen Sommer an die Hilfen wegen der ökonomischen Folgen des Ukraine-Kriegs angepasst hatte, soll zu einem „temporären „Übergangsrahmen“ erweitert werden. Damit ist gemeint, dass Unternehmen großzügiger subventioniert werden können, die den Übergang zu einer „grüneren“ Wirtschaft ermöglichen. „Diese neuen Vorschriften sollten das Risiko mindern, dass Investitionen unfair in Drittländer umgeleitet werden“, schreibt die Kommissarin.

„Nur“ 940 Milliarden Euro ausgegeben

Ganz im Sinne von Le Maires Forderungen will **Vestager** zudem die bestehenden Regeln grundsätzlich vereinfachen. Die gesamte Förderung erneuerbarer Energien solle künftig einfacher und schneller genehmigt werden können. Eine Ausweitung der IPCEI-Regeln sei überdies in Arbeit. **Die Kommissarin wies aber auch darauf hin, dass die Mitgliedstaaten schon jetzt mehr als 90 Prozent ihrer Staatshilfen ohne eine Brüsseler Genehmigung gewähren könnten.**

Nach Vestagers Angaben hat die Kommission seit Sommer spezielle Hilfen zum Ausgleich der ökonomischen Härten infolge des Ukraine-Kriegs in Höhe von 672 Milliarden Euro genehmigt. Davon kämen mehr als zwei Drittel aus zwei Mitgliedstaaten, gemeint sind Deutschland und Frankreich. Sie sehe unverändert Gefahren für den Binnenmarkt, weil nicht alle Mitgliedstaaten denselben finanziellen Spielraum hätten, ihrer Wirtschaft zu helfen. Die EU müsse Mittel und Wege finden, dieser Ungleichheit abzuhelpen, schreibt Vestager. „Zusätzliche Finanzmittel“ seien nötig. Diese könnten entweder aus dem Corona-Wiederaufbauplan oder aus einem „gemeinsamen europäischen Fonds“ kommen.

In einer ähnlichen Ausgangssituation – einer Ungleichverteilung nationaler Subventionen – **hatte die EU-Kommission in der Corona-Krise im Frühjahr 2020 eine erstmalige gemeinsame EU-Verschuldung vorgeschlagen, die dann in den Wiederaufbauplan mündete. Dieser soll nach bisheriger Beschlusslage nicht verlängert werden.** EU-Kommissionschefin Ursula von der Leyen hat sich bisher nicht offiziell entschieden, ob sie für die EU-Antwort auf den IRA abermals gemeinsame Schulden vorschlagen will. In der vergangenen Woche sagte sie, derzeit würden mehrere Optionen geprüft. Wenn überhaupt, dürfte die Kommission ihren Vorschlag aber erst im Frühjahr vorlegen.

EU-Diplomaten machten am Montag darauf aufmerksam, dass die staatlichen Subventionen im Jahr 2020 unter den EU-Staaten nicht so ungleich verteilt gewesen seien wie von Vestager damals dargestellt. Zwar hätten die Mitgliedstaaten in jenem Jahr insgesamt 3 Billionen Corona-Hilfen angemeldet und genehmigt bekommen. Ausgegeben seien davon aber „nur“ 940 Milliarden Euro worden. Von diesem Betrag seien 226 Milliarden Euro auf Deutschland entfallen, 223 Milliarden Euro auf Frankreich und 205 Milliarden Euro auf Italien. Vor allem die Regierung in Rom hatte damals mit dem Argument schuldenfinanzierte EU-Hilfen gefordert, Italien werde ungerecht behandelt, weil es aus eigenen Mitteln keine Corona-Hilfen zahlen könne.

17 janvier 2023 (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/das-opfer-hat-keine-mitschuld-an-kriegsverbrechen-18605974.html?premium>

IUS EX BELLO:

Das Opfer hat keine Mitschuld an Kriegsverbrechen

VON DARREL MOELLENDORF

-AKTUALISIERT AM 17.01.2023-07:27



Wie kommt man heraus aus solch einem Krieg, ohne den Schutz von Unschuldigen und die Frage von Recht und Unrecht aus dem Auge zu verlieren? Zerstörtes Wohnhaus in Saltivka, einem Stadtteil von Charkiw Bild: dpa

Wann entsteht eine moralische Pflicht zum Kriegaustritt? Reinhard Merkel beurteilt die Lage der Ukraine falsch. Ein Gastbeitrag.

Am 28. Dezember 2022 [schrieb Reinhard Merkel im Feuilleton der F.A.Z.](#), die Regierung in Kiew sei in der Pflicht, „Verhandlungen ex bello zu akzeptieren und deren konzessionslose Ablehnung zu beenden“. Sein Argument stützt sich auf einen Teil der Theorie des gerechten Krieges, das ius ex bello, an dessen Ausarbeitung ich maßgeblich beteiligt war. In meinen Augen geht es um zwei Kernfragen. Erstens: Ist es zulässig, einen Krieg fortzusetzen? Zweitens: Falls er beendet werden muss, wie sollte dies, in moralischer Hinsicht, geschehen? Merkels Antwort auf die erste Frage scheint zu sein, dass die [Ukraine](#) die Verantwortung habe, sich auf Verhandlungen mit Zugeständnissen einzulassen, um ein Ende des Krieges zu bewirken. Ich halte dieses moralische Urteil für grundfalsch und lehne auch dessen politische Implikationen ab.

Merkel hat mit vielem recht, etwa mit seiner Unterscheidung zwischen dem völkerrechtlichen Anspruch der Ukraine auf Selbstverteidigung und der moralischen Frage, ob die Ukraine den Krieg fortführen sollte, um ihre Souveränität zu verteidigen. Zudem zieht er die Ungerechtigkeit der russischen Invasion nicht in Zweifel. Merkel zufolge ist das ius ex bello gerade dann besonders bedeutsam, wenn eine gerechte Sache nicht oder zumindest nicht innerhalb der Grenzen der Moral verwirklicht werden kann. Das macht das ius ex bello zu einer bedrückenden Doktrin; was sie rät, ist schwer zu akzeptieren, vor allem wenn ein gerechter Grund, weiterzukämpfen, bestehen bleibt. Allerdings liefert Merkel kein überzeugendes Argument dafür, dass die Ukraine, die unter den Kriegsverbrechen eines anderen Landes, das nach Kolonialherrschaft trachtet, leidet, um des Friedens willen Zugeständnisse machen sollte. Gute Gründe sprechen vielmehr für die Annahme, dass ein solches Argument unter den gegenwärtigen Bedingungen nicht triftig ist.

Kriege sind im Regelfall ungerecht

Das ius ex bello teilt einige der formellen Gesichtspunkte des ius ad bellum, das festlegt, wann der Eintritt in einen Krieg moralisch zulässig ist. Es geht in beiden Fällen darum, den gerechtfertigten Einsatz von Kampfmitteln zu begrenzen. Die Theorie des gerechten Krieges, zu der das ius ex bello wie auch das ius ad bellum gehören, unterscheidet sich vom Pazifismus dadurch, dass sie einige Kriege prinzipiell zulässt. Mitunter ist der Lehre vorgehalten worden, sie sei eine Ansammlung von Kriegsapologien. Dem ist jedoch nicht so. Sie geht davon aus, dass Kriege ungerecht sind, es sei denn, sie erfüllen eine Reihe von Bedingungen. In der Theorie des gerechten Krieges kann es starke Differenzen darüber geben, was diese Bedingungen sind und ob und wie genau sie auf einen bestimmten Fall anwendbar sind.

Jene, die zur Theorie des gerechten Krieges forschen, stimmen immerhin darin überein, dass ein Krieg nur zulässig ist, wenn er eine Reaktion auf ein gravierendes Unrecht darstellt. Es kann unterschiedliche Meinungen dazu geben, was genau einen „gerechten Grund“ ausmacht. In jedem Fall gilt jedoch, dass ein gerechter Anlass allein noch keinen Krieg rechtfertigen kann. Denn möglicherweise gibt es moralisch weniger kostspielige Wege, diplomatische zum Beispiel, um der **Gerechtigkeit** Genüge zu tun. Und selbst wenn dies nicht der Fall ist, können die Kosten, die eine Partei mit der militärischen Durchsetzung einer gerechten Sache verursacht, zu hoch oder die Erfolgsaussichten zu gering sein. Diese Kriterien werden als „Notwendigkeit“, „Verhältnismäßigkeit“ und „hinreichende Aussicht auf Erfolg“ bezeichnet.

Wie der Anfang, so die Fortsetzung

Im Rahmen des ius ad bellum darf ein Krieg, so würde ich argumentieren, nicht begonnen werden, es sei denn, ein gerechter Grund liegt vor, er ist notwendig, um für Gerechtigkeit zu sorgen, seine moralischen Kosten stehen in einem angemessenen Verhältnis zum normativen Ziel, und die Erfolgsaussichten sind günstig. Meiner Vorstellung des ius ex bello nach gelten dieselben Bedingungen, wenn die Fortsetzung eines Krieges, dessen Beginn gerecht gewesen ist, zur Debatte steht.

Ich kann nicht erkennen, dass Merkel anderer Meinung ist als ich, was die Bedeutung des gerechten Grundes sowie der Notwendigkeit, Verhältnismäßigkeit und der Erfolgsaussichten betrifft. Ein Vorteil eines solchen moralischen Gerüsts ist, dass man sein Augenmerk auf bestimmte Streitpunkte richten kann. Merkel und ich sind uns einig, dass die Ukraine einen gerechten Grund hat, sich gegen die russische Aggression zu wehren. Aber wir sind anderer Meinung, was die Verhältnismäßigkeit und die Erfolgsaussichten des Verteidigungskrieges anbelangen.

Die Idee der Verhältnismäßigkeit besagt, dass es einen Punkt des Gleichgewichts gibt zwischen der Gerechtigkeit, die ein Krieg verfehlt, und den Kosten, die er verursacht. Ein Streben nach Gerechtigkeit, das Folgen nach sich zöge, die über diesen Gleichgewichtspunkt hinausgehen, wäre falsch, selbst wenn ein Sieg möglich ist. Kein Gut ist jeden Preis wert. In der wissenschaftlichen Literatur zur Theorie des gerechten Krieges wird fortlaufend diskutiert, wie dieser Punkt genau zu verstehen und wie er zu rechtfertigen ist.

Zweierlei Kosten

Außer Frage steht aber, dass Merkel sich mit seiner Zurechnung der Folgen des ukrainischen Verteidigungskrieges täuscht. Er scheint die irrtümliche Ansicht zu vertreten, dass, sollten die moralischen Gesamtkosten des Krieges vorhersehbar massiv sein, die Ukraine aus Gründen der Verhältnismäßigkeit verpflichtet sei, den Krieg zu beenden – unabhängig davon, welche Partei das Elend erzeugt. Das Prinzip der Verhältnismäßigkeit erfordert zwar, wie gesagt, die Folgen der Kriegsführung in Grenzen zu halten. Allerdings unterscheidet Merkel nicht klar zwischen Kosten, die auferlegt, und Kosten, die erlitten werden. Seine Sichtweise würde der Ukraine aufgrund russischer Kriegsverbrechen die Verantwortlichkeit aufbürden, den Frieden zu suchen.

Da politisch viel auf dem Spiel steht, ist moralische Klarheit ausgesprochen wichtig. Deshalb möchte ich näher erläutern, warum sich Merkel irrt. Zunächst behauptet er, dass die Ukraine die Verantwortung für die Todesfälle in dem polnischen Dorf Przewodów nicht von sich weisen könne, falls sie sie tatsächlich verursacht habe, um sich vor einem russischen Angriff zu schützen. Es stimmt: Unbeabsichtigte Todesfälle sind auch jenen anzulasten, die für eine gerechte Sache kämpfen. Obwohl die Ukraine die Kriegsoffer nicht beabsichtigt hat, hat sie sie herbeigeführt. Deshalb sind sie ihr zuzuschreiben, obwohl sie mit ihrem Verteidigungskrieg zweifellos eine gerechte Sache verfolgt.

Erstaunlicherweise ist der polnische Fall jedoch das einzige konkrete Beispiel für eine ukrainische Verantwortlichkeit, das Merkel heranzieht, um die übermäßig hohen Kosten des Verteidigungskrieges zu betonen. Im Vergleich zu den Todesopfern und dem gewaltigen Elend, das die russische Terrorkampagne mit ihren gezielten Angriffen auf die Bevölkerung sowie die Infrastruktur des Landes verursacht hat, war das ukrainische Militär bemerkenswert zurückhaltend. Die Vielzahl russischer Verbrechen als Grund gegen den Verteidigungskrieg der Ukraine gelten zu lassen ist jedoch schlicht Opferbeschuldigung: „Die Ukraine mag diesen Krieg am Ende gewinnen können, politisch und vielleicht auch militärisch, aber allenfalls mit einer Zerstörungsbilanz, die dem Begriff eines solchen Sieges keinen fassbaren Sinn mehr einräumt.“ Das Elend wird nicht nur jenen angelastet, die es auferlegen, sondern auch jenen, die es erleiden.

Verteidigung wäre schnell unverhältnismäßig

Merkel antizipiert den Vorwurf der Opferbeschuldigung, doch sein Ausweichmanöver misslingt. Die Ukraine trage Verantwortung für die Destruktivität des Krieges, behauptet er, obwohl Russland der Täter sei: „Regierungen haben Schutzpflichten gegenüber den Bürgern ihrer Länder. Dazu gehört auch die Verteidigung des Staates gegen Aggressoren, aber der Schutz von Leib und Leben und Zukunft seiner Bürger ebenso.“ Das ist in diesem Zusammenhang keine moralisch überzeugende Sichtweise. Jeder Verteidigungskampf kann dazu führen, dass der Aggressor die Bürger des sich verteidigenden Staates malträtiert und ermordet. Dies gegen die Gerechtigkeit des Grundes, sich zu wehren, aufzuwiegen hätte zur Folge, dass Verteidigungskriege rasch unverhältnismäßig wären. Der Invasor müsste einfach genug Unheil anrichten. Das Kernproblem ist, dass die Dimension des Leids ausreichen würde, um einen Verteidigungskrieg zu delegitimieren.

Anders sähe es aus, wenn die Bürger der Ukraine gegen ihr Leid protestieren und von ihrer Regierung fordern würden, Konzessionsverhandlungen aufzunehmen. In dieser kontrafaktischen Situation würde sich Merkels Behauptung, dass die ukrainische Regierung eine Ex-bello-Pflicht habe, auf das schwindende Vertrauen in die Legitimität des Verteidigungskrieges berufen. In der derzeitigen Berichterstattung gibt es jedoch keine Hinweise darauf, dass viele Ukrainer solche Ansichten tatsächlich vertreten. Kurzum, die Aussage, die ukrainische Regierung schulde es ihren Bürgern, umgehend eine Verhandlungslösung zu suchen, ist nicht haltbar.

Letztlich sind es vier Gründe, die dafür sprechen, dass die Ukraine das Recht hat, ihren Kampf fortzusetzen. Erstens ist das Ziel, den russischen Beherrschungsversuch abzuwehren, gerecht. Zweitens ist der Einsatz des Militärs hierfür das einzig wirksame Mittel. Drittens sei daran erinnert, dass, obgleich die Erfolgsaussichten schwer abzuschätzen sind, die Wahrscheinlichkeit eines ukrainischen Sieges von Anfang an unterschätzt worden ist. Zuletzt: Solange man der Ukraine nicht fälschlicherweise die Schandtaten des ungerechten russischen Eroberungskrieges indirekt zuschreibt, sind ihre Verteidigungsbemühungen verhältnismäßig.

Damit soll nicht gesagt sein, dass nie ein Zeitpunkt erreicht werden kann, an dem Verhandlungen ein vernünftiges Mittel wären, um die Feindseligkeiten zu beenden. Doch die Anwendung des *ius ex bello* auf den Ist-Zustand hat nicht zur Folge, dass sich die Ukraine mit Konzessionen um eine Lösung bemühen sollte. Diese Schlussfolgerung beruht auf einem moralischen Missverständnis.

Darrel Moellendorf lehrt Internationale politische Theorie und Philosophie an der Goethe-Universität in Frankfurt. Sein Artikel wurde von Amadeus Ulrich aus dem Englischen übersetzt.

17 janvier 2023 (NYT)

<https://www.nytimes.com/2023/01/16/business/china-birth-rate.html>

China's Population Falls, Heralding a Demographic Crisis

Deaths outnumbered births last year for the first time in six decades. Experts see major implications for China, its economy and the world.



Children playing in the village square after school in Xiasha Village in Shenzhen, China, in November. Credit...Qilai Shen for The New York Times

By [Alexandra Stevenson](#) and [Zixu Wang](#)

Published Jan. 16, 2023 Updated Jan. 17, 2023, 2:18 a.m. ET

[阅读简体中文版](#) [閱讀繁體中文版](#)

HONG KONG — The world's most populous country has reached a pivotal moment: China's population has begun to shrink, after a steady, yearslong decline in its birthrate that experts say will be irreversible.

The government said on Tuesday that 9.56 million people were born in China last year, while 10.41 million people died. It was the first time deaths had outnumbered births in China since the Great Leap Forward, Mao Zedong's failed economic experiment that led to [widespread famine](#) and death in the 1960s.

Chinese officials have tried for years to slow down the arrival of this moment, loosening a one-child policy and offering incentives to encourage families to have children. None of those policies worked. Now, facing a population decline, coupled with a long-running rise in life expectancy, the country is being thrust into a demographic crisis that will have consequences not just for China and its economy but for the world.

Over the last four decades, China emerged as an economic powerhouse and the world's factory floor. The country's transformation from widespread poverty to the world's second largest economy led to an increase in life expectancy that contributed to the current population decline — more people were getting older while fewer babies were being born.

That trend has hastened another worrying event: the day when China will not have enough people of working age to fuel the high-speed growth that made it an engine of the global economy.

"In the long run, we are going to see a China the world has never seen," said Wang Feng, a professor of sociology at the University of California at Irvine who specializes in China's

demographics. “It will no longer be the young, vibrant, growing population. We will start to appreciate China, in terms of its population, as an old and shrinking population.”

Births were down from 10.6 million in 2021, the sixth straight year that the number had fallen, according to the National Bureau of Statistics. By 2035, 400 million people in China are expected to be over 60, accounting for nearly a third of its population. Labor shortages that will accompany China’s rapidly aging population will also reduce tax revenue and contributions to a pension system that is already under enormous pressure.



Workers on the packaging line at a factory producing tools and accessories for grills in Yangjiang, China, in January. Credit...Gilles Sabrie for The New York Times

Whether or not the government can provide widespread access to elder care, medical services and a stable stream of income later in life will affect a long-held assumption that the Communist Party can provide a better life for its people.

The news of China’s population decline comes at a challenging time for the government in Beijing, which is dealing with the [fallout from the sudden reversal last month of its zero-tolerance policy](#) toward Covid.

The data on Tuesday showed a small increase in mortality last year, to 10.41 million deaths compared to around 10 million in recent years, raising questions about how a recent Covid surge may have contributed to the numbers.

Last week, officials unexpectedly revised the Covid death figures for the first month after reporting single-digit daily deaths for weeks. But experts have questioned the accuracy of [the new figure](#) — 60,000 deaths between Dec. 8 and Jan. 12.

On Tuesday, Kang Yi, the commissioner of the National Bureau of Statistics, said the Covid death figures for December had not yet been incorporated into the overall death totals for 2022.

China also on Tuesday [released data](#) that showed the depth of its economic challenges. The country’s gross domestic product, the broadest measure of its commercial vitality, grew just 2.9 percent in the last three months of the year after widespread lockdowns and the recent surge in Covid infections. Over the whole year, China’s economy grew only 3 percent, its slowest rate in nearly four decades.

Image

This historical demographic moment was not unexpected. Chinese officials last year conceded that the country was on the verge of a population decline that would likely begin before 2025. But it came sooner than demographers, statisticians and China’s ruling Communist Party had anticipated.

China has followed a trajectory familiar to many developing countries as their economies get richer — fertility rates fall as incomes rise and education levels increase. As the quality of life improves, people live longer.

“It’s the kind of situation that economists dream of,” said Philip O’Keefe, the director of the Aging Asia Research Hub, ARC Centre of Excellence in Population Aging Research.

But the government shortened its timeline to prepare for this moment by moving too slowly to loosen restrictive birth policies. “They could have given themselves a little more time,” said Mr. O’Keefe.

Officials have taken several steps in recent years to try to slow the decline in births. In 2016, they relaxed [the one-child policy](#) that had been in place for 35 years, allowing families to have two children. In 2021, they raised the limit to three. Since then, Beijing has offered a range of incentives to couples and small families to encourage them to have children, including cash handouts, tax cuts and even property concessions.

China’s situation is a stark contrast with India, whose total population is poised to exceed China’s later this year, according to a recent estimate from the United Nations. But India’s fertility rate is also declining rapidly.

Xi Jinping, China’s top leader, recently made the country’s demographic challenges a priority, pledging “a national policy system to boost birthrates.” But in reality, experts said, China’s plunging birth figures reveal an irreversible trend.

“The aggregate decline in population and decline in working-age population — both of those are irreversible,” Mr. O’Keefe said. “I don’t think there is a single country that has gone as low as China in terms of fertility rate and then bounced back to the replacement rate.”

Together with Japan and South Korea, China has one of the lowest fertility rates in the world, below what demographers call the fertility replacement rate required for a population to grow. That figure would require every couple, on average, to have two children.

Image

So far, the government’s measures have failed to change the underlying fact that many young Chinese people simply do not want children. They often cite the increasingly high cost of raising them, especially with the economy in a precarious state.

Rachel Zhang, a 33-year-old photographer in Beijing, decided before she married her husband that they would not have children. Sometimes, elders in the family nag them about having a baby.

“I am firm about this,” Ms. Zhang said. “I have never had the desire to have children all along.” The rising costs of raising a child and finding an apartment in good school district have hardened her resolve.

Other factors have contributed to such reluctance to have more children, including the burden that many younger adults face in taking care of aging parents and grandparents.

China’s strict “zero Covid” policy — nearly three years of mass testing, quarantines and lockdowns, resulting in some families being separated for long periods of time — may have led even more people to decide against having children.

Luna Zhu, 28, and her husband have parents who are willing to take care of their grandchildren. And she works for a state-owned enterprise that provides a good maternity leave package. But Ms. Zhu, who got married five years ago, is not interested.

“Especially the past three years of the epidemic, I feel that many things are so hard,” Ms. Zhu said.

Alexandra Stevenson is the Shanghai bureau chief for The Times.

17 janvier 2023 (WSJ)

https://www.wsj.com/articles/natos-electoral-message-for-erdogan-elections-president-membership-russia-middle-east-weapons-expulsion-11673903724?mod=hp_opin_pos_6#cxrecs_s

NATO's Electoral Message for Erdoğan

The alliance ought to put Ankara's membership on the chopping block if the Turkish president meddles in the upcoming contests.

By

John Bolton

Jan. 16, 2023 5:55 pm ET



Recep Tayyip Erdoğan delivers a speech in Ankara, Turkey, Jan. 11.

PHOTO: ADEM ALTAN/AGENCE FRANCE-PRESSE/GETTY IMAGES

With Recep Tayyip Erdoğan at the helm, Turkey is again “the sick man of Europe,” albeit for reasons different from those that inspired the original 19th-century epithet. Mr. Erdoğan’s performance has consistently been divisive and dangerous. His belligerent regional policies have been similarly perilous, from subverting key elements of Turkey’s post-Ottoman secular constitution to repeatedly compromising its financial system and economic stability. Turkey is a member of the North Atlantic Treaty Organization, but it isn’t acting like an ally.

Yet there’s a chance he can be stopped, if the West takes bold action to help ensure his domestic opposition gets a fair shake in upcoming presidential elections. To do so, the alliance ought to put Ankara’s membership on the chopping block. Considering expulsion now will allow for the alliance to debate the pros and cons of its membership and emphasize—both to Turkish voters and NATO members—the high stakes of the coming election.

Turkish voters will have a chance to take their country back in June, or May if Mr. Erdoğan [manipulates](#) the polling schedule. Opposition candidates stand a real chance. They won key municipal elections in 2019, in cities including Istanbul, Ankara and Izmir. This was despite Mr. Erdoğan’s efforts to corrupt the electoral process by using prosecutions to cripple

the opposition and filing trumped-up [charges](#) against its leaders, including the Istanbul mayor he tried so hard to defeat.

There are troubling signs of similar behavior this time around. Mr. Erdoğan and his allies are accusing the opposition of disloyalty to Turkey and [harassing](#) the few independent media that remain in the country. Mr. Erdoğan is likely to pile on additional measures against Turkey's [Kurds](#), such as defunding one of its main political parties, and [arrest](#) followers of the dissident cleric Fethullah Gülen on specious terrorism charges.

The West can prevent this outcome by putting a spotlight on Mr. Erdoğan's duplicity by encouraging increased international monitoring and media reporting of the Turkish elections. NATO, likewise, can make clear that Turkey's failure to conduct free and fair elections would be the final trigger in deciding whether to revoke its NATO membership. The alliance's founding charter doesn't provide for expulsion or suspension, but the international-law principle of *rebus sic stantibus*—"as things now stand"—provides more than ample basis to do so. NATO's governing body, the North Atlantic Council, would have plenary authority to take the necessary measures to protect its institutional security.

No country is entitled to participate in the alliance, and Mr. Erdoğan hasn't been behaving like an ally. His worst offense in recent years was purchasing Russia's sophisticated S-400 air-defense system in December 2017. That decision was incompatible with existing NATO defense measures and compromised America's F-35 stealth technology, thereby threatening the security of NATO allies and Middle Eastern partners.

President Trump should have promptly imposed strict sanctions under the Countering America's Adversaries Through Sanctions Act, but his affinity for Mr. Erdoğan and [Vladimir Putin](#) prevailed. [Sanctions](#) weren't announced until Dec. 14, 2020—after Turkey had accepted delivery and begun testing the S-400s, and after Mr. Trump had lost re-election. Congress barred Turkey from F-35 production and sales in 2018-19, but Mr. Trump's delays in approving sanctions sent mixed signals, further encouraging Mr. Erdoğan's intransigence. Other aspects of Mr. Erdoğan's foreign policy are equally treacherous. He holds "neo-Ottoman" aspirations of regaining Turkey's influence in Middle Eastern affairs. These drove his effort to establish Turkish hegemony over northern Syria amid the country's civil war. Expressed at times in direct threats to insert Turkish forces where potentially dangerous contact with U.S. and U.S.-led coalition forces was likely, Ankara endangered American efforts to defeat ISIS' territorial caliphate, prevent its resurgence and keep Islamist prisoners incarcerated inside Syria. During the lengthy post-Arab Spring regional wars, Mr. Erdoğan has blackmailed Europe by enabling [refugee flows](#) through Turkey into neighboring countries, all while meddling in the anarchy that prevails across Syria. His consistent antagonism toward Israel similarly reflects his broader hegemonic designs in the Middle East.

While Mr. Erdoğan won plaudits for providing Ukraine with drones after Russia's February 2022 invasion, the move was more a publicity stunt to advertise his drone program and

shouldn't obscure his continuing threats elsewhere. Perhaps the most visible of these is his scheme to obstruct NATO membership for Finland and Sweden, extorting measures to assist his anti-Kurdish crusade and suppress dissent inside Turkey and the Turkish diaspora. This thuggish treatment of the two applicants—whose admission is supported by the entire alliance except Hungary—is classic Erdoğan behavior. The White House is apparently conditioning sales of F-16s to Turkey on supporting Finnish and Swedish accession, but [congressional opposition](#) to the sales is strong, reflecting widespread U.S. discontent with Turkey's obstructionism.

Turkish and outside observers agree that Mr. Erdoğan will be defeated in the election if the process is free and fair and the opposition stays sufficiently united to wage an effective campaign. It will be much harder for him to subvert the vote if NATO brings international attention to his efforts with the threat of expulsion. And if Mr. Erdoğan manages to steal the presidential and legislative elections, NATO can no longer afford to ignore the damage he has inflicted on the alliance and its members.

Seriously considering Turkey's expulsion or the suspension of its membership is obviously a grave business. But things will only get worse if the alliance fails to confront Mr. Erdoğan's poisonous behavior.

Mr. Bolton is author of "The Room Where It Happened: A White House Memoir." He served as the president's national security adviser, 2018-19, and ambassador to the United Nations, 2005-06.

17 janvier 2023 (WSJ)

https://www.wsj.com/articles/the-new-structural-racism-virginia-national-merit-scholarship-civil-rights-high-school-students-education-11673904727?mod=hp_opin_pos_6#cxrec_s

The New Structural Racism

In Northern Virginia, affirmative action has hardened into a war on high achievers.

By [William McGurn](#) Follow

Jan. 16, 2023 5:58 pm ET



Fairfax County Public Schools in Merrifield, Va., March 4, 2019.

PHOTO: MATTHEW BARAKAT/ASSOCIATED PRESS

Before the Supreme Court renders its decision on **Harvard's and the University of North Carolina's use of race preferences in admissions**, the justices might take a glance across the Potomac. **Northern Virginia today offers a snapshot of how affirmative action, intended as a benevolent effort to prevent discrimination, has hardened into an ugly war on achievement.**

The latest fuss was kicked off before Christmas when Asra Nomani, an India-born mom and reporter, wrote a [piece](#) for the Manhattan Institute's City Journal detailing how her son's Virginia high school never informed him he'd been recognized by the National Merit Scholarship Program.

Other students at Thomas Jefferson High School for Science and Technology—known as “TJ” and regularly ranked America's No. 1 high school—said they had the same experience. So Virginia Attorney General Jason Miyares launched a civil-rights investigation on Jan. 4. **Days later, principals at two more Fairfax County high schools, Westfield and Langley, admitted they too had failed to inform student award winners.**

Mr. Miyares then expanded his investigation to all Fairfax County. No sooner had he done so than neighboring Loudoun County reported that three of its high schools had delayed notifying its students—though officials insisted it wasn't intentional. On Friday, four *more* Fairfax high schools fessed up, followed by another on Monday.

The National Merit Scholarship Program is a competition of 1.5 million students, based on their scores on the Preliminary Standard Achievement Test/National Merit Scholarship Qualifying Test. “Commended Students” rank in the top 3%, while “Semifinalists” test in the top 1%.

It’s an achievement that can make a difference on a college or scholarship application. **But the kids who weren’t told they were National Merit winners, or were told too late, couldn’t include it on their applications.**

Given that the program leaves notifications up to the individual schools, it’s possible that all these failures were bureaucratic snafus. But the context offers a less generous reading. **Public education in Fairfax County has become the front line for an equity agenda that has hardened into a war on achievers, who are disproportionately Asian-American.**

As a federal judge pointed out in 2022 in a case contesting TJ’s new admissions policy, **the Fairfax County School Board eliminated the merit-based entrance exam to make room for African-American and Hispanic students by reducing the number of Asian-Americans. In that sense it “worked.”**

The class admitted before the change was 73.05% Asian-American, 3.29% Hispanic and 1.23% African-American. After the change, these figures went to 54.36%, 11.27% and 7.09%, respectively. The share of white students grew from 17.70% to 22.36%.

Meantime, in October district officials signed a \$455,000 contract for strategic planning with consultant Mutiu Fagbayi of Performance Fact Inc. A PowerPoint [presentation](#) he’d already delivered at a September 2022 Fairfax County School Board retreat defines equity as “equal outcomes for every student, without exception.”

Or consider Shawna Yashar, another TJ mom, whose son wasn’t told he was a commended student until after the deadline for his early admissions application. Ms. Yashar says that when she complained to TJ’s director of student services, Brandon Kosatka, he told her that the school wants “to recognize students for who they are as individuals, not focus on their achievements,” and that it delayed informing winners to spare the feelings of those who didn’t qualify.

It’s hard not to notice that those who paid the price for this approach were overwhelmingly Asian-American, judging by the names on the National Merit Semifinalists’ list published by Fairfax County. Asian-Americans at TJ accounted for 101 of the 132 winners, or 77%. At Langley it was 10 of 15 (66%), and for Westfield it was four of five (80%).

Asian-Americans make up only 18.97% of the student population of the Fairfax County public schools.

What makes Asian-American achievement so resented by our equity warriors is that it exposes as false the narrative about an irredeemably racist America where minorities can't succeed. This progressive disdain for Asian-Americans is amplified by a resentment of moms and dads who believe they should have a say in their kids' educations.

In Virginia, parents watched teachers unions agitate to keep classrooms closed during Covid. They learned the National School Boards Association asked the Biden administration to regard angry parents who showed up to public meetings demanding accountability as domestic terrorists. And they heard a schools superintendent in Loudoun County lying to them about a brutal sexual assault of a 15-year-girl in a school bathroom.

Now these same officials want parents, especially Asian-American parents, to believe that not informing their children that they won a prestigious academic competition was an innocent oversight. We'll see what the attorney general finds. But nothing these school officials have done has earned them a presumption of trust.

17 janvier 2023 (The Economist)

<https://www.economist.com/britain/2023/01/16/why-super-strict-classrooms-are-in-vogue-in-britain>

The silent treatment

Why super-strict classrooms are in vogue in Britain

An instructive visit to the Michaela school in north London



Jan 16th 2023 | WEMBLEY, NORTH LONDON

To understand how discipline is changing in British schools, go to Michaela Community School in north London. Among the first things you see are vast bright billboards. Whereas other schools coax pupils, cosset them with congratulations and avoid marking in red pen lest they sear young souls, Michaela has no truck with such softness. “I am the MASTER of my fate”, reads one billboard, in unrepentantly large capitals. “Work HARD Be KIND”, reads another. “Especially”, barks a third, “when it is DIFFICULT”.

And pupils at Michaela do work. HARD. As breathless news reports relate, they listen attentively in lessons; walk in silence in corridors; chant poetry in the lunch hall—and ace exams. Almost a quarter of its pupils are on free school meals yet almost three-quarters of its a-Levels (exams usually taken at 18) were graded a or a*. It is rated “outstanding” by Ofsted, a state inspectorate, and its most recent Progress 8 score (a nerdy educational tool used to measure the value added by a school) is not just the best in the country but, according to Tom Bennett, a former teacher who is now the government’s behaviour tsar, “the best that there’s ever been. It is extraordinary.”

Michaela, which opened in 2014, is also extraordinarily disliked. Because it and its exam-acing children and its charismatic head teacher, Katharine Birbalsingh, are at the centre of an argument over how strict discipline should be in British classrooms. The debate is bitter, has deep roots and is itself strikingly undisciplined: Ms Birbalsingh, an outspoken figure who stepped down as chair of the government’s social-mobility commission this month, has received death threats.

One reason this debate is so bitter is that classroom politics in Britain are intimately tied up with class politics. Once, education in Britain was scrupulously egalitarian in its disciplinary methods, with the children of princes and paupers alike beaten till they bled (“the agony”, wrote Roald Dahl, was “unbelievable”). Then, in the 1960s, grammar schools closed, new comprehensive schools opened and the stern old ways were comprehensively rejected by many.

At this time a comfortable Rousseauvian consensus was growing, which held that children were eager sunbeams who really wanted to learn and that teachers merely had to assist them. Strict discipline, silence, chalk and talk were out; games, group work and good vibes were in. Which, says Mr Bennett, is a pity, as the Rousseauvian ideal is “rubbish. You can have dancing bears and holograms...but if kids don’t want to learn they’ll tell you to get stuffed.”

Left-wing sociologists rejoiced at this turn (I have no interest, wrote one, in seeing “school as a launching pad for educational sputniks”). Traditionalists went into a moral panic. But the old methods weren’t rejected by private schools. Pay enough money and you could continue to have your child caned until 1999. Private schools were seen to stand for odd uniforms, antiquated methods and excellent results; state schools conjured up an image of progressive methods and poor results. The fact that this was a gross over-simplification was irrelevant. For a time a sign outside Michaela’s premises read: “Private School Ethos—No Fees”.

Momentum now seems to be with Michaela’s approach. Walk into other high-achieving academies in London (King Solomon Academy in Marylebone, at which every pupil learns a musical instrument, is one; Mossbourne Academy in Hackney, another) and you are likely to see similar techniques. This is the rise, says Mr Bennett, of what you might call the “neo-strict” school.

The “neo-” bit matters. This is not Gradgrind. The old-fashioned version of discipline controlled largely through punishment. Neo-strictness does use sanctions but chiefly it weaponises praise. Merit points are handed out and children strive for them. When a question is asked in Michaela, every arm rises in unison.

Critics of neo-strictness argue that it leads to the exclusion of children who can’t cope: the exclusion rate for Michaela is comparable to the national average. But, says Ian Patterson, a former head teacher who now advises London academies, chaotic classrooms are “certainly not egalitarian”: kids with settled home lives manage disruption better and disadvantaged ones flounder.

Moreover, children like discipline. What adults see as strictness, they often perceive as safety and the promise of success. Michaela pupils are unnervingly keen on their school. Your correspondent was shown around by a pupil who said that she wanted to be “a doctor or a surgeon” and study at “Cambridge or Oxford”. Sociologists may not want to launch educational sputniks; children often want to be them.

The discipline debate is far from over but it is open in a way that it hasn’t been in years. Back at Michaela the bell rings for lunch, and the children file into the dining hall where the lunchtime poetry recital begins. A young teacher stands at the front and shouts the first word of each line; the pupils respond with the rest.

Today, the poem is “Invictus”. “Out—” he shouts; “—of the night that covers me,” they shout back at once. On the poem goes, call and response, louder each line, until the final couplet. This, like everything in Michaela, is done in capitals. “I—” he shouts; “AM THE MASTER OF MY FATE,” shout back 170-odd children. “I—” he shouts and, in capitals, the children shout back: “AM THE CAPTAIN OF MY SOUL.”

17 janvier 2023 (The Economist)

<https://www.economist.com/business/2023/01/16/how-the-young-spend-their-money>

Buying time

How the young spend their money

They are woke, broke and complicated. Businesses should take note



Jan 16th 2023

Young people have always perplexed their elders. Today's youngsters are no different; indeed, they are baffling. **They have thin wallets and expensive tastes.** They prize convenience and a social conscience. They want their shopping to be at once seamless and personal. **They crave authenticity while being constantly immersed in an ersatz digital world.** As these youngsters start spending in earnest, brands are trying to understand what **these walking paradoxes want and how they shop.** The answers will define the next era of consumerism.

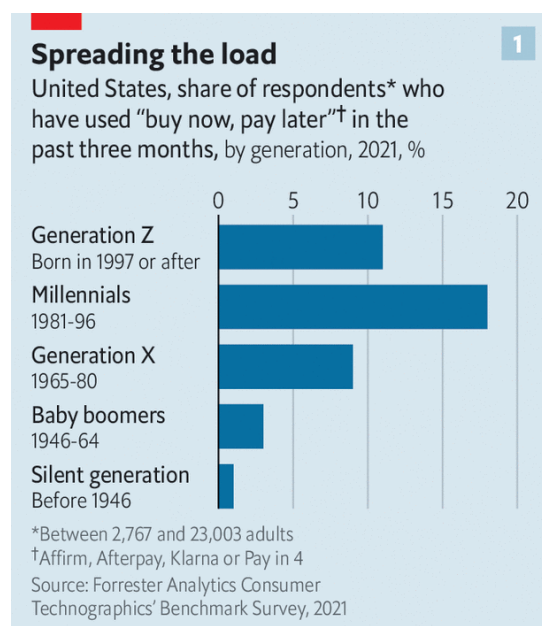
Their absolute numbers are formidable. The European Union is home to nearly 125m people between the ages of ten (who will become consumers in the next few years) and 34. America has another 110m of these Gen-zs and millennials, a third of the population. The total annual spending of households headed by American Gen-zs and millennials hit \$2.7trn in 2021, around 30% of the total. Although they are the group with the least to spend per head today, by 2026 American Gen-zs (those born between 1997 and 2012) may make up the majority of the country's shoppers.

A good place to start dissecting the [psyche](#) of the young consumer is to consider the economy that has moulded them. At the older end of the scale, today's 30-somethings came of age in the midst of **the global financial crisis of 2007-09 and the ensuing recession.** Their younger peers had a bit more luck, beginning their careers in years when tightening labour markets had pushed up wages. Until, that is, **the covid-19 pandemic** upended many of their lives.

These two big shocks, of the sort that their parents were mostly spared in a more benign economic era between 1990 and the mid-2000s, **have fostered pessimism among the young people** who experienced them. A study by McKinsey, a consultancy, published in 2022, found that a quarter of Gen-zs doubted they would be able to afford to retire. Less than half believed they would ever own a home.

Uncertainty about the future may be encouraging impulsive spending of limited resources in the present. The young were disrupted more by covid than other generations and are now enjoying the rebound. According to McKinsey, American millennials (born between 1980 and the late 1990s) spent 17% more in the year through to March 2022 than they did the year before. Despite a short-term rebound from the dark days of the pandemic, their long-term prospects are less good. American millennials and Gen-zs have accumulated less wealth than Gen-x or Boomers at the same age.

Easy access to means of spreading payments may also encourage splashing out. According to another McKinsey survey from October 2022, 45% of Europeans in their teens and early 20s intended to make some kind of splurge in the next three months whereas 83% of baby boomers, born before 1964, said “no” to such profligacy. Forrester, a market-research firm, found that most users of “buy now, pay later” apps are a few years either side of 20. Megan Scott, a 20-year-old student from London, speaks for many of her peers by admitting that, when it comes to shopping, she has no restraint—until, she chuckles, the bill arrives.



The Economist

In many ways youngsters’ shopping habits—like their lives—are defined by the “attention economy”, where buying stuff has been made far easier without a trip to the shops. A proliferation of social media means that there are many new ways of attracting consumers’ eyeballs. Most young shoppers never knew a world without smartphones. More than two-thirds of 18- to 34-year-old Americans spend four hours or more on their devices each day. A heightened expectation of convenience comes with being raised in the age of Airbnb, Amazon and Uber. Young people want their shopping to be totally hiccup-free.

The light-speed online world also appears to have lowered tolerances for long delivery times. A study by Salesforce, a business-software giant, found that Gen-z Americans are the likeliest of all age groups to want their groceries delivered within an hour. They are more likely than the rest of the population to use their phones to pay for shopping, according to Forrester, and are put off if the range of payment methods is limited.

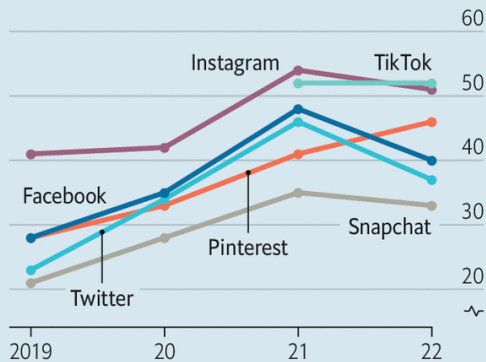
These “always-on purchasers”, as McKinsey has christened them, often shun a weekly shop for quicker fixes of everything from fashion to furniture. They like subscriptions, frequently favouring shared access to products rather than outright ownership. This has buoyed online-rental sites (like Rent the Runway for fashion) and streaming services. Investors may have fallen out of love with Netflix but Gen-z has not; the company remains one of the most popular brands among that age group in America.

The internet has also changed the way the young discover brands. Print, billboard or television advertising has given way to social media. Instagram, part of Meta’s empire, and TikTok, a Chinese-owned video-sharing app, are where the young look for inspiration, particularly for goods where looks matter such as fashion, beauty and sportswear. TikTok’s user-generated videos can propel even tiny brands to speedy viral fame. Such apps are increasingly adding features that allow users to shop without ever leaving the platform. According to McKinsey, by 2021 six in ten Americans under the age of 25 had completed a purchase on a social-media site. Some are following the Chinese model of “social commerce” by mixing live-streamed entertainment with the chance to shop.

Marketing by post

2

United States, share of respondents* who have purchased from a brand they recently discovered on social media, %



Source: Cowen Millennial Tracker Survey

*Aged 18-24

The Economist

For the time being, though, young Western consumers prefer to make purchases outside social media, and often scour sites like Amazon for bargains from the brands they have discovered. According to a survey by Cowen, an investment bank, spending on subscriptions to Prime, Amazon's home delivery and entertainment service, trails only phone bills, food and travel in young people's shopping baskets.

Physical shops are not entirely shunned, as long as the experience feels personal and, ideally, integrates virtual and physical worlds. Nike, for example, is successfully targeting young buyers by allowing them to design their own trainers on its website, to pick up in person after attending an in-store dance class, and then encouraging them to tag the brand in a review on TikTok or Instagram.

The new world of shopping has also allowed the young to take a more informed view of the companies that they buy from. The attention economy's information overload has not dulled youngsters' senses. On the contrary, it appears to have made them hypersensitive, especially to any brand that pretends to be something it isn't. Edelman, a public-relations firm, found that seven in ten Gen-zs across six countries fact-check claims made in adverts. Citing survey data that show some teens have stopped using certain brands because of their shady ethics, Forrester has taken to calling young consumers "truth barometers".

Brands that do not match up to the long list of requirements had better watch out. If they do not get what they want and how they want it, youngsters are happy to try something new. According to another McKinsey survey from October 2022, nine in ten Gen-z and millennial Europeans had changed how they shopped, where they shopped or the brands they bought in the previous three months.

How the young shop is clearly in flux. What they buy, too, is changing. What older generations consider discretionary, such as wellness and luxury, have become essentials. Self-care is all the rage. On the hunt for clothing that will set them apart, the young are turning to posh brands at an ever more tender age. According to Bain, a consultancy, the average Gen-z shopper makes their first luxury purchase when they are 15; their 30-something counterparts were 19 when they entered the luxury market. Some buy posh items as a hedge, believing that such items can hold value even during tough times. Helpfully, these can now be traded easily on second-hand sales platforms such as Vinted and Vestiaire Collective.

More broadly, young consumers profess to be more values-driven than previous generations. Research by Forrester shows that this attitude is even more common among teenagers and 20-somethings than among slightly older counterparts. Some of these values are centred around identity (race, gender and so on). Others stem from things the young care about, such as climate change. kpmg, an accounting firm, found that the Gen-z crowd across 16 countries worry more about climate change

and natural disasters than any other generation. According to a survey by Credit Suisse, a bank, the young in emerging markets are more fretful still.

Revealed preferences paint a more nuanced picture. On the one hand, Forrester has identified Patagonia, a premium outdoor-clothing brand with a record of green do-goodery, as a Gen-z favourite in the rich world. The young are the most likely of all age groups to try—and stick with—alternative proteins such as oat milk and plant-based meat alternatives. But not at any price. Credit Suisse found that on average, consumers globally will pay an average premium of 9% for more environmentally friendly grub. Young consumers in the rich world are less willing to pay premiums for these alternatives than their counterparts in emerging markets.

Youngsters' appetite for instant gratification is also fuelling some distinctly ungreen consumer habits. The young generation has virtually invented quick commerce, observes Isabelle Allen of kpmg. And that convenience is affordable because it fails to price in all its externalities. The environmental benefits of eating plants rather than meat can be quickly undone if meals are delivered in small batches by a courier on a petrol-powered motorbike. Shein, a Chinese clothes retailer that is the fastest in fast fashion, tops surveys as a Gen-z favourite in the West, despite being criticised for waste; its fashionable garments are cheap enough to throw on once and then throw away. Like everyone else the young are, then, contradictory—because, like everyone else, they are only human.

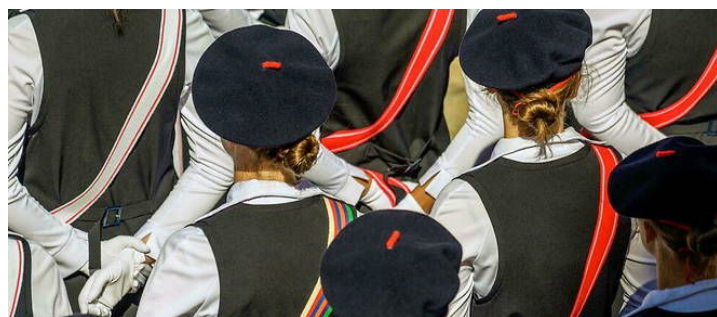
17 janvier 2023 (Le Point)

https://www.lepoint.fr/education/uniforme-a-l-ecole-decryptage-historique-d-un-faux-symbole-17-01-2023-2505041_3584.php

Uniforme à l'école : décryptage historique d'un faux symbole

Alors que la question refait surface, l'historien de l'éducation Claude Lelièvre revient sur les origines d'un vieux débat et en pointe tous les contresens.

Propos recueillis pas [Alice Pairo-Vasseur](#)



« L'égalité, que l'on brandit généralement comme l'argument numéro un, repose sur une histoire totalement erronée de l'uniforme... » explique l'historien Claude Lelièvre. © ERIC BERACASSAT / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

Faut-il rendre obligatoire l'uniforme à l'école ? La question est une antienne dans le débat politique et médiatique. Relancée par Les Républicains, le Rassemblement national, mais aussi plusieurs élus de la majorité Renaissance, elle ressurgissait, le 12 janvier dernier, à l'occasion d'une proposition de loi du RN – depuis rejetée par l'Assemblée nationale. La première dame Brigitte Macron livrant elle aussi sa position en faveur de la tenue unique.

Entre volonté de gommer les marqueurs sociaux et respect de la laïcité, la question continue de susciter le débat. L'historien de l'éducation Claude Lelièvre revient pour *Le Point* sur les raisons d'un tel intérêt, retrace sa genèse et pointe ses inexactitudes. C'est parce que chacun voit en l'uniforme ce qu'il souhaite, « à l'image d'un test de Rorschach, que le débat apparaît peu audible », expose le spécialiste.

Le Point : Que vous inspire le retour du débat sur l'uniforme à l'école ?



Claude Lelièvre

Claude Lelièvre : Je suis d'abord frappé par sa récurrence, on parle de l'uniforme à l'école depuis une vingtaine d'années déjà ! Mais j'observe surtout un hiatus entre le débat politico-médiatique qu'il constitue et le fait qu'on ne passe jamais à l'acte. Comme si l'on manquait d'allant et que l'uniforme était, *in fine*, plus de l'ordre du souhait, voire du vague désir, que du projet opérationnel. Déjà, quand le RPR ou l'UDF étaient au pouvoir, le débat ne menait à aucune loi effective – malgré la majorité et alors même qu'il était porté par des secrétaires d'État. Aussi, je ne crois pas que le débat actuel donnera lieu à quelque mesure que ce soit.

Comment est-il devenu un tel serpent de mer ?

Ce sujet est un symbole fort, celui d'un retour à des dispositions anciennes, qui peuvent rassurer. Rappelons à ce titre, et à rebours de ce que l'on entend régulièrement, qu'il n'a jamais été obligatoire en France. De plus, il n'a émané du pouvoir central qu'une seule fois, lors de la création des lycées de garçons par Napoléon. Mais je pense que sa récurrence tient surtout au fait que chacun peut lui attribuer le sens qu'il souhaite, à l'image d'un test de Rorschach [en psychanalyse, planches graphiques proposées à la libre interprétation, NDLR]. C'est sa force et sa faiblesse. Car alors même que le respect de l'institution, l'égalité et la laïcité (soit les principaux arguments de ses défenseurs) sont des préoccupations bien réelles, le débat autour de l'uniforme apparaît peu audible.

Par ailleurs, l'égalité (recherchée à travers l'effacement des distinctions vestimentaires) que l'on brandit généralement comme l'argument numéro 1, repose sur une histoire totalement erronée de l'uniforme...

C'est-à-dire ?

L'idée selon laquelle l'uniforme aurait à voir avec ce principe tient plus de la croyance, sinon du vœu, que de la réalité. Les rares établissements dans lesquels il s'est imposé au fil de l'Histoire sont à grande majorité privés. Et l'uniforme y revêt une toute autre signification : celle de la distinction et d'une forme de « patriotisme d'établissement ». C'était d'ailleurs l'objectif visé lors de son imposition dans les lycées de garçons sous Napoléon.

Cela n'est pas incompatible avec une forme d'égalité...

C'est vrai. Et cela n'empêche pas de convoquer, aujourd'hui, l'argument de l'égalité. Mais c'est un contresens que de recourir pour cela au « passé » ou à la « tradition républicaine ». Rappelons que si l'uniforme s'est imposé chez les Anglo-saxons, il y a plusieurs siècles, c'est par communautarisme religieux, afin de distinguer les obédiences protestante, catholique et anglicane. Ce qui est à l'exact opposé de la tradition française et laïque.

Par ailleurs, rappelons que dans les lycées de garçons fondés par Napoléon cohabitaient des élèves dont les parents finançaient eux-mêmes la scolarité de leurs enfants et d'autres qu'on accueillait par charité. Et si ces derniers étaient traités différemment, notamment en matière d'accès à la cantine ou d'attribution des places en classe, pour autant, tous portaient l'uniforme.

17 janvier 2023 (Le Point)

https://www.lepoint.fr/politique/reforme-des-retraites-les-francais-soutiennent-massivement-la-greve-17-01-2023-2505035_20.php

Réforme des retraites : les Français soutiennent massivement la grève

Alors que les syndicats appellent à la mobilisation ce jeudi, le projet de l'exécutif est très mal perçu par l'opinion, selon un sondage Cluster17 pour « Le Point ».

Par [Thibaut Déléaz](#)



Fin 2019, la dernière tentative de réforme des retraites avait déclenché un important mouvement social, paralysant notamment les transports pendant plusieurs semaines. © STEPHANE DE SAKUTIN / AFP

Publié le 17/01/2023 à 07h00

Les Français jugent sévèrement le projet de réforme des retraites du gouvernement. Ils ne lui attribuent que 3,4/10 en moyenne, selon un sondage Cluster17* pour *Le Point*. Dans notre précédent sondage, les trois quarts de la population semblaient déjà peu emballés. La présentation détaillée par la Première ministre et les multiples opérations déminage de l'exécutif dans les médias n'y auront rien fait : le projet est encore très mal perçu.

Il n'y a guère que les électeurs d'Emmanuel Macron qui lui donnent la moyenne (7/10) et ceux de Valérie Pécresse (5,8/10). Ceux qui ont voté Yannick Jadot notent le projet de réforme 3,2/10 ; 2,5/10 pour les électeurs de Marine Le Pen et les abstentionnistes ; à peine 0,9/10 du côté de Jean-Luc Mélenchon... Près de la moitié des Français estiment que la réforme va conduire à un système plus injuste, pour seulement 18 % soutenant l'inverse.

Mouvement social du 19 janvier en vue

De là à s'engager dans une mobilisation massive ce jeudi 19 janvier, premier jour de grève générale ? **Près des deux tiers des sondés soutiennent ce mouvement social. Sans surprise, ce sont les électeurs de gauche (jusqu'à 95 % côté Jean-Luc Mélenchon) ou de Marine Le Pen (76 %) qui affichent leur soutien, contre seulement 18 % des électeurs d'Emmanuel Macron.**

Les Français soutiennent d'autant plus la mobilisation qu'ils sont jeunes (75 % des 18-24 ans), tandis que ceux qui ne seront pas concernés sont plus partagés (**49 % de soutien chez les plus de 65 ans**). Une opinion très défiante envers le gouvernement et son projet, loin d'être l'assurance d'une mobilisation massive. **Les sondés se montrent en effet plutôt résignés : 47 %**

d'entre eux pensent que le gouvernement parviendra à mener sa réforme à bout, contre 37 % ayant encore un espoir de le faire plier.

17 janvier 2023 (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/01/17/reforme-des-retraites-si-les-syndicats-et-la-gauche-jouent-groupes-c-est-que-marine-le-pen-est-dans-toutes-les-tetes_6158166_3232.html

Réforme des retraites : « Si les syndicats et la gauche jouent groupés, c'est que Marine Le Pen est dans toutes les têtes »

[Chronique](#)

Françoise Fresso Editorialiste au « Monde »

A gauche, mais aussi à droite, le combat sur la réforme des retraites préfigure celui de 2027. Disputer à la fondatrice du RN l'avance dont elle dispose dans l'électorat populaire est devenu vital, explique Françoise Fresso, éditorialiste au « Monde ».

Publié aujourd'hui à 09h12

Tous unis ! La détermination avec laquelle les syndicats et la gauche se battent pour tenter de mettre en échec la réforme des retraites ne s'explique pas seulement par leur volonté d'infliger un revers au président de la République dont ils contestent l'orientation idéologique. Elle ne tient pas non plus uniquement à la crainte de se laisser déborder par des colères incontrôlées, comme ce fut le cas lors du mouvement des « gilets jaunes ».

Si, pour la première fois depuis douze ans, les syndicats jouent groupés dans la bataille, avec en appui des partis de gauche soudés contre le projet de retraite à 64 ans, c'est qu'un autre adversaire s'est enkysté dans le paysage politique. **Marine Le Pen est dans toutes les têtes. Le risque que la fondatrice du Rassemblement national (RN) puisse faire basculer le pays dans quatre ans, après trois échecs consécutifs au scrutin présidentiel, est passé de faible à sérieux. L'élection, en juin 2022, de 89 députés RN a été un coup de semonce d'autant plus brutal que personne ne l'avait anticipée.**

Faire barrage au RN n'est plus vécu comme un combat moral mais comme l'obligation de regagner des points dans l'électorat populaire perdu dont une partie sert aujourd'hui de force de propulsion à Marine Le Pen. **Au premier tour de la présidentielle, la candidate a obtenu 36 % des suffrages exprimés chez les ouvriers et autant chez les employés, selon l'enquête Ipsos-Sopra Steria, réalisée du 6 au 9 avril 2022, auprès de 4 000 personnes inscrites sur les listes électorales. Dans l'ensemble du salariat, elle a devancé de 4 points Emmanuel Macron (28 % contre 25 %).**

Electorat perdu

A gauche, la première réunion publique de mobilisation contre la réforme des retraites a été organisée, mardi 10 janvier, à l'initiative de François Ruffin. Cela ne doit rien au hasard. Le député de La France insoumise (LFI) de la Somme est l'homme qui a jeté un pavé dans la mare au lendemain de la séquence électorale du printemps, en osant relativiser la performance accomplie par Jean-Luc Mélenchon : après avoir obtenu près de 22 % des suffrages à l'élection présidentielle mais raté la qualification pour le second tour, le leader des « insoumis » est parvenu à regrouper sous la bannière de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) des forces de gauche jusque-là éparses en vue du combat législatif. Résultat : 149 élus mais pas de majorité. Pour que réussisse il y ait, encore eût-il fallu que la gauche ne subisse pas le revers que lui a infligé le RN dans les bourgs et les campagnes, a constaté en termes polis l'« insoumis ».

Depuis, **François Ruffin** se démultiplie pour tenter de ramener à la gauche l'électorat perdu. Fustigeant « un monde où il y a ceux qui se gavent et ceux en bas qui sont rationnés en permanence », il renvoie dos à dos **Marine Le Pen et Emmanuel Macron**, accusés de faire les yeux doux aux patrons. Jouant sur la corde de la considération, il s'érige en défenseur des « *auxiliaires de vie sociale, des agents d'entretien, des caristes* »,

bref de tous ceux dont le rôle avait été salué pendant la crise due au Covid-19 et qui vont devoir travailler deux ans de plus pour toucher leur retraite.

Le communiste Fabien Roussel affiche la même stratégie. « *L'enjeu est d'aller conquérir un électorat populaire que nous avons perdu et d'unir le monde du travail. Je veux m'atteler à briser le mur de l'abstention et celui de l'extrême droite* », proclame-t-il, [samedi 14 janvier, dans *Le Journal du dimanche*](#), sans garantie d'y parvenir. Son score à la présidentielle a été faible (2,28 % des suffrages exprimés), et **Marine Le Pen** veille jalousement sur son électorat. En déplacement samedi à Fismes (Marne), la cheffe du groupe parlementaire a qualifié la réforme des retraites de « *véritable escroquerie* » et promis de mener la bataille à l'Assemblée nationale pour compenser l'absence de ses troupes dans les manifestations. **Son pari : continuer d'incarner une forme de respectabilité, face à de possibles désordres dans la rue.**

Le slogan de la retraite à 60 ans, validé par l'accord Nupes, est le signe le plus manifeste de l'évolution d'une gauche en rupture avec son passé gestionnaire. Certes, il ne recouvre pas le même projet selon que l'on s'affiche communiste, « insoumis », Vert ou socialiste, mais sa mise en avant, sur fond de guerre fratricide au Parti socialiste, témoigne de l'ampleur de la remise en cause.

Réviser la Constitution

A droite, c'est autour d'un autre nombre fétiche, 65 ans, que s'incarne le changement en cours. « *Pour maintenir les retraites, il va falloir travailler à terme plus longtemps. La retraite à 65 ans, c'est inéluctable* », proclamait pendant la campagne présidentielle **Valérie Pécresse, fidèle à la ligne libérale et européenne affichée cinq ans plus tôt par François Fillon.**

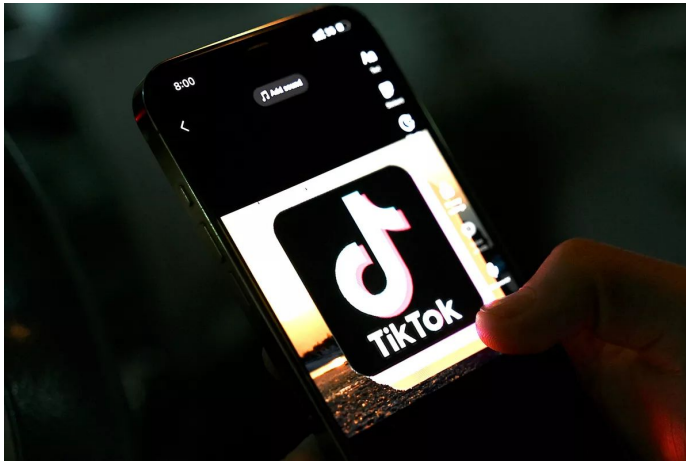
17 janvier 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/michel-desmurget-comment-tiktok-utilise-la-psychologie-pour-asservir-la-jeunesse-occidentale-20230116>

Michel Desmurget: «Comment TikTok utilise la psychologie pour asservir la jeunesse occidentale»

Par [Pierre-alexis Michau](#)

Publié hier à 16:08, mis à jour hier à 23:19



«Les réseaux sociaux s'appuient sur les failles internes les plus primitives de notre cerveau.» *Wakil Kohsar / Afghanistan / AFP*

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Le docteur en neurosciences analyse les effets des réseaux sociaux sur la jeunesse. Selon lui, ces plateformes, dont TikTok, s'appuient sur les failles internes les plus primitives de notre cerveau. Et elles pourraient déterminer l'avenir de nos sociétés.

*Docteur en neurosciences, Michel Desmurget est chercheur au CNRS et directeur de recherche à l'Inserm. Il est l'auteur de **La fabrique du crétin digital. Les dangers des écrans pour nos enfants** (Éditions du Seuil, 2019).*

FIGAROVOX. - Selon Tristan Harris, ancien employé chez Google, la Chine abrutirait nos enfants via TikTok, tout en protégeant les siens avec une version bridée. Pensez-vous que les réseaux sociaux vont déterminer l'avenir de nos sociétés ?

Michel DESMURGET. - On observe déjà une véritable différence entre les pays de l'OCDE et les pays asiatiques. En 2009, lorsque la Chine a rejoint le programme PISA, qui évalue les compétences des enfants, ça a été un électrochoc pour l'Occident. Obama lui-même a parlé d'effet Spoutnik, ce qui renvoie au traumatisme des Américains lorsque les Russes ont lancé leur premier satellite. C'est ça qui a poussé les États-Unis à créer la Nasa et à mettre en place des programmes spatiaux colossaux. Ainsi, lorsque la Chine et les autres pays asiatiques ont rejoint le programme, l'Occident a réalisé son retard absolument considérable. Leurs enfants ont des performances bien supérieures aux nôtres, mais cette fois-ci nous n'avons pas réagi, et ça pourrait bien être déterminant pour l'avenir de nos sociétés.

Les réseaux sociaux, à l'heure où la Chine contrôle sévèrement leur utilisation, sont en grande partie responsables. **Le gouvernement chinois a limité à 40 minutes par jour le temps d'usage**

de TikTok, et a drastiquement réduit le temps quotidien de jeux-vidéos des jeunes. **Alors que nos enfants européens passent sept à huit heures par jour devant les écrans.** La version de TikTok que l'on a en Occident n'est absolument pas limitée, ni en termes de contenu, ni en termes de temps. Et on nous sort régulièrement des effets positifs de ces réseaux, qui ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan des dégâts qu'ils causent. Le tabac a pour effet positif de faire perdre du poids, mais pour autant personne n'est assez stupide pour le recommander.

Quels sont concrètement les effets négatifs des réseaux sociaux, en particulier TikTok ?

Les réseaux sociaux ont des **effets indirects, en prenant du temps sur d'autres activités, telles que le sommeil ou la lecture**, qui est pourtant fondamentale dans le processus de développement du langage. On nous dit parfois que les jeunes lisent sur TikTok et Instagram, je n'en suis guère convaincu et le peu qu'ils lisent est à mille lieues de ce qu'apporterait même la lecture d'un piètre roman. **Les conséquences sur les capacités langagières sont terribles.** Et il y a **des effets directs, comme sur l'attention, ces réseaux sont des sollicitations sensorielles permanentes.** Ils sont également de gigantesques **plateformes à créer des normes sociales, à imposer une pression terrible sur les adolescents.**

Les réseaux sociaux s'appuient sur les failles internes les plus primitives de notre cerveau.

Michel Desmurget

Les réseaux sociaux s'appuient sur les failles internes les plus primitives de notre cerveau. L'évolution a par exemple retenu l'importance de glaner un maximum d'informations dans notre environnement, et d'avoir des liens sociaux en grand nombre. **Donc à chaque fois que l'on obtient une information sur TikTok, ou que l'on crée un nouveau lien sur Instagram, on reçoit un petit shoot de dopamine. Comme un singe en laboratoire qui reçoit sa cacahuète lorsqu'il a accompli la bonne tâche.** Ces plateformes jouent sur ces mécanismes et **nous asservissent** à travers eux. **Et ces réseaux nous apprennent à être distraits, ce sont de véritables machines à structurer la distraction dans le cerveau.** On vient ensuite se glorifier que les jeunes sont plus réactifs aux événements qui surviennent dans leur environnement, sans comprendre que c'est avant tout dû à la mort de l'attention.

Faudrait-il envisager de brider TikTok comme l'a fait le gouvernement chinois ?

On a demandé à un officier chinois pourquoi ils limitaient le temps d'usage des jeux-vidéos et des réseaux sociaux, au risque de tuer leur secteur technologique. Et il a répondu très simplement et spontanément **«Ces enfants sont l'avenir de notre nation»**. Je ne sais pas si la France doit prendre de telles mesures, je n'ai jamais été pour les mesures coercitives. **Mais il faudrait déjà mettre fin à cette espèce de barrage lobbyiste, de désinformation massive sur ces sujets, qui tombe constamment sur les gens, pour leur expliquer que ces enfants-là sont plus intelligents grâce aux jeux-vidéo et aux réseaux sociaux, qu'ils ont de meilleures capacités cognitives...** Alors que toutes les études montrent le contraire, et on prend quelques effets positifs marginaux pour nous vendre absolument n'importe quoi. Les gens commencent à se rendre compte qu'il y a un problème. **C'est exactement pareil pour le digital dans l'éducation scolaire. On nous explique envers et contre tout qu'il faut investir massivement là-dedans, alors que de nombreuses études ont montré que plus les investissements dans le numérique à l'école augmentent, plus les résultats baissent.**

Offrez un smartphone à un gamin, et en trois mois son système attentionnel est cuit.

Michel Desmurget

Le décrochage du niveau scolaire, en langues, en mathématiques, en compétences verbales, et à l'écrit, est absolument monstrueux. L'élève moyen d'aujourd'hui a le même niveau que celui qu'on considérait être en extrême difficulté il y a 25 ans. Ca fait des années que l'on voit cela,

et que les études montrent l'influence désastreuse des réseaux sociaux et du sur-usage du numérique, mais on laisse faire parce que quelques lobbystes intéressés continuent leur propagande.

L'algorithme et les modes de fonctionnement de TikTok influent-ils plus sur nos capacités cognitives que les autres réseaux sociaux ?

Non, c'est toujours le même principe. Leur algorithme est basé sur les mêmes mécanismes de rétention de l'attention et de stimulation du système de récompense. Il faut bien comprendre que si ces plateformes sont gratuites, alors le produit c'est l'enfant qui passe sa journée dessus. **Enfinement les Chinois sont assez malins, ils font comme les PDG de la Silicon Valley, ils protègent leurs enfants tout en vendant leur produit aux nôtres.** Nous sommes les dindons de la farce. Il y a eu des enquêtes assez poussées du *New-York Times* qui montrent que les gens qui sont dans ce business-là, interdisent brutalement à leurs enfants d'employer ces technologies, car ils connaissent mieux que personne les effets désastreux de ce qu'ils vendent.

Il ne faut pas négliger l'importance des lobbys sur ce sujet. Il y a des industries qui pèsent des milliards de dollars, que ce soit derrière les réseaux sociaux ou les jeux-vidéos. Si on avait commercialisé le même produit sans qu'il y ait d'immenses entreprises derrière, ça fait bien longtemps que des mesures sanitaires drastiques auraient été prises. C'est devenu un des problèmes majeurs en matière de santé publique, et les gens commencent bien à le voir, mais rien ne se passe. C'est consternant, il va falloir se réveiller un jour. **Donnez une console de jeux-vidéos à un enfant dans un milieu favorisé, et à raison d'une demi-heure par jour, ses résultats scolaires vont chuter. Offrez un smartphone à un gamin, et en trois mois son système attentionnel est cuit. Les réseaux sociaux sont des usines à créer des distraits pathologiques.**

16 janvier 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/jean-louis-bourlanges-il-y-a-un-decalage-entre-la-timidite-de-la-reforme-des-retraites-et-l-indignation-qu-elle-suscite-20230116>

Jean-Louis Bourlanges: «Il y a un décalage entre la timidité de la réforme des retraites et l'indignation qu'elle suscite»

Par [Eugénie Bastié](#)

Publié il y a 1 heure, mis à jour il y a 1 heure



Jean-Louis Bourlanges. *Fabien Clairefond*

ENTRETIEN - Le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale et député MoDem estime qu'au nom de l'intérêt général la réforme des retraites doit aboutir, mais regrette que celle-ci ne soit pas suffisamment ambitieuse.

Agrégé de lettres, ancien élève de l'ENA et conseiller maître honoraire à la Cour des comptes, Jean-Louis Bourlanges a été député européen de 1989 à 2007. Il est président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

LE FIGARO. - Le débat sur la réforme du régime de retraites commence dans des conditions très difficiles pour le gouvernement. Sommes-nous engagés dans un simple psychodrame ou dans une épreuve de force à haut risque pour la cohésion nationale?

Jean-Louis BOURLANGES. - Difficile de prévoir l'arrivée des courses. Ce qui est frappant, et profondément inquiétant, c'est le décalage entre la prudence, et même la timidité, de la réforme proposée et la véhémence, voire l'indignation, qu'elle suscite dans le pays. Le rejet est massif alors qu'au terme du processus de réforme l'âge de départ à la retraite restera l'un des plus bas d'Europe et la pension minimum des futurs retraités, 85 % du smic, l'une des plus élevées ; la prise en compte des carrières longues sera sensiblement améliorée et l'extinction des régimes spéciaux se fera, du fait de la «clause du grand-père», à un rythme que beaucoup pourraient trouver excessivement long. En outre, le pouvoir d'achat global des Français progressera alors qu'il régresserait si l'on passait à la retraite à 60 ans. La dénonciation de la «violence sociale inouïe» et du démantèlement de notre système de protection qu'on entend monter dans les partis et les syndicats semble parfaitement irrationnelle mais n'en est pas moins très puissante. Ce décalage entre le réel et le ressenti est le signe du profond malaise qui traverse le pays. N'oublions jamais qu'une opinion fautive est aussi un fait vrai!

Sur le plan économique et géopolitique, notre problème, c'est que nous devons travailler plus et mieux

Jean-Louis Bourlanges

N'est-il pas naturel que les Français se refusent à annuler un acquis social des années 1980? N'est-ce pas un retour en arrière?

La retraite à 60 ans instituée au mépris de tout bon sens économique est sans doute le pire service que François Mitterrand ait rendu au pays. La France s'est alors installée dans le déni de réalité et elle n'en finit pas d'y rester accrochée. Les Français retrouvent, pour évoquer leur système de retraite, les mots de Faust à Marguerite: «*Reste encore un instant, tu es si belle.*» Le déni est à la fois démographique et budgétaire, économique et géopolitique. Sur le plan démographique et budgétaire, au nom de quelles arguties peut-on imaginer que le nombre de retraités puisse augmenter de 40 % en quelques années, passant de 14 à 19 millions, et le ratio retraités sur actifs se détériorer massivement sans que rien d'important soit amené à changer dans le système?

Sur le plan économique et géopolitique, notre problème, c'est que nous devons travailler plus et mieux. Le taux d'emploi des plus de 60 ans en France est de 10 % de moins que dans le reste de l'Europe et de 17 % de moins que dans l'OCDE. Le caractère structurel de notre déficit commercial montre que nous nous sommes habitués à consommer plus que nous ne produisons. Cette situation ne peut pas durer. La combinaison de la durée hebdomadaire du travail, des temps de congé et de l'âge de départ à la retraite ne nous permet pas de créer en quantité suffisante les biens et les services dont nous avons besoin pour vivre. La réforme des retraites est une réforme pro-croissance. Elle est indispensable même si elle doit s'accompagner d'un effort d'enrichissement qualitatif - par la formation, la mobilité et l'ergonomie notamment - du travail lui-même, et tout particulièrement du travail des seniors. C'est là qu'il y a du grain à moudre pour le dialogue social.

Vous avez déclaré que l'hostilité à cette réforme des retraites traduit un nouveau rapport des Français au travail. En quoi consiste-t-il?

Oui, il me semble que la diabolisation de la fixation d'une borne d'âge - 65 ou 64 ans - pour le départ à la retraite et la valorisation du nombre d'années de travail véhiculent des représentations différentes du rapport de l'homme au travail et à la société. Fixer une borne d'âge pour accéder à la retraite, c'est poser en principe que l'homme a le devoir de travailler tant qu'il en a la force physique et intellectuelle, c'est-à-dire depuis l'âge de 3 ans, quand il accède à l'école, jusqu'à ce que ses forces ne le lui permettent plus, en raison de son âge, fixé par la borne, ou de son état de santé ou encore de la pénibilité de son métier. Le contrat social est simple: la société vous permet de vivre et vous contribuez par votre travail à la survie de la société. Pas de place pour les rentiers!

Moduler non seulement le montant des futures pensions mais la date du départ à la retraite en fonction du nombre d'années de travail effectuées renvoie en revanche à l'idée que l'homme doit à la société une certaine quantité de travail mais qu'au-delà il est quitte vis-à-vis d'elle de toute obligation et que, pour lui, peut commencer la vraie vie. C'est l'opposition entre la libération marxiste par le travail et la libération marcusienne du travail.

Cette seconde conception semble aujourd'hui plébiscitée par l'opinion, y compris par Éric Zemmour. Elle n'en pose pas moins un problème éthique: qui doit payer pour ces années d'inactivité heureuse offerte à des hommes ou à des femmes qui auraient par hypothèse la capacité physique et intellectuelle de continuer à travailler? Pour que le système fonctionne bien, il faudrait s'inscrire dans une logique actuarielle, une logique de capitalisation, en vérité, et garantir l'équilibre entre le montant cumulé des cotisations prélevées et le montant prévisionnel cumulé des pensions versées. Comme la période de retraite dure entre la moitié et le tiers de la période d'activité, il faudrait deux ou trois années d'activité de plus pour avancer d'un an le départ en retraite. Les Français n'aiment guère cette arithmétique de la capitalisation. Ils se contentent de vouloir corriger par un départ précoce les inégalités de la vie professionnelle. Ce n'est toutefois pas ainsi que l'on peut espérer réconcilier chacun avec la valeur travail: deux ans de vie de rentier ne compensent pas quarante-trois ans de galère. La solution est ailleurs.

Alors même que le niveau de vie des retraités ne cesse d'augmenter, que les retraites augmentent plus vite que les salaires, n'y a-t-il pas une forme d'injustice générationnelle à demander des efforts aux nouvelles générations et jamais aux retraités (qui votent)?

Tout le monde est en réalité bénéficiaire de la réforme, en particulier les 50-60 ans, dont elle garantit les toutes prochaines retraites. Seuls les retraités y sont cependant à peu près favorables. Il ne serait pas illégitime de leur demander un effort car leur niveau moyen de revenu est supérieur à celui des actifs, mais alors, là, le gouvernement risquerait de gonfler encore le camp des opposants à sa réforme. Reconnaissons que cela peut faire hésiter.

Pensez-vous que le gouvernement a les moyens de mener son vaisseau au port?

Ce que je pense, c'est que le pays, et pas seulement le gouvernement, joue gros dans cette affaire. La conjonction d'un déni assez général de réalité, d'une fragmentation véhémement du corps social et d'un abus de pouvoir annoncé par des minorités activistes met gravement en cause le fonctionnement du gouvernement représentatif et l'état de droit. Ni la paralysie institutionnelle ni le blocage de la vie sociale ne sont des options légitimes. C'est l'intérêt de tous que le gouvernement fasse aboutir cette réforme raisonnable et équilibrée dont le seul défaut est, en vérité, d'être un peu trop modeste.

16 janvier 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/les-entreprises-francaises-doivent-contribuer-au-renouveau-de-l-education-dans-les-territoires-abandonnes-20230111>

«Les entreprises françaises doivent contribuer au renouveau de l'éducation dans les territoires abandonnés»

Par [Tribune collective](#)

Publié le 11/01/2023 à 18:03, mis à jour le 11/01/2023 à 18:57



L'école élémentaire privée (hors contrat) «Cours La Boussole», dans le quartier du Val Fourré, à Mantes-la-Jolie (Yvelines), fait partie des établissements du réseau Espérance banlieues. *Sébastien SORIANO/Le Figaro*

FIGAROVOX/TRIBUNE - Dans ce texte collectif, trois entrepreneurs expliquent les raisons pour lesquelles ils soutiennent le projet déployé par Espérance banlieues depuis 10 ans dans les quartiers difficiles et appellent les entreprises à investir dans ces écoles.

Laurent Vronski est directeur général d'Ervoe, Nordine Hachemi est PDG de Kaufman & Broad, Marie Saltiel est directrice générale d'Amplegest, et Sophie le Tanneur est administratrice de sociétés.

Seuls 60% des enfants des quartiers prioritaires savent lire correctement en CP en 2022 ; 50% seulement de ces jeunes obtiennent leur brevet en troisième et plus de 40% sont au chômage, une fois devenus adultes. Espérance banlieues est implanté dans les villes où le besoin d'agir est criant : à Mantes-la-Jolie, Roubaix ou encore Argenteuil, le nombre de sans-emploi dans la tranche d'âge de 16 à 25 ans oscille entre 21% et 45%.

Déjà en difficulté en terme scolaire par rapport aux autres pays développés, la France semble faire encore moins bien pour l'égalité des chances. Cette réalité bien palpable obère dès la naissance la réussite des moins chanceux.

Les raisons de ce fossé éducatif sont connues. Outre le contexte familial et socio-culturel, la France peine à valoriser le métier d'enseignant. Il en aurait manqué 4000 quelques jours avant la rentrée 2022, dont une bonne partie dans les établissements des quartiers «prioritaires», justement là où les efforts devraient être démultipliés.

Il serait intéressant de s'inspirer des pistes d'innovation appliquées par **Espérance banlieues** depuis 2012 dans les quartiers. **Ce projet éducatif et social, lancé par un entrepreneur, Éric Mestrallet, vise à transmettre aux jeunes les fondamentaux, tant sur le savoir-faire que sur le savoir-être, pour qu'ils puissent s'épanouir et s'investir ensuite dans la société française.** Ce projet entrepreneurial est aujourd'hui un réseau de 17 «écoles de la première chance», où dès la maternelle, l'équipe pédagogique veut faire réussir scolairement et donner des perspectives positives aux jeunes souvent défavorisés mais aussi mobiliser autour d'eux pour créer de la valeur et de la cohésion dans les territoires autour des dites écoles. De nouvelles classes ouvrent et plusieurs nouvelles villes sont à l'étude. Bordeaux, ouvrira ses portes à la rentrée 2023.

Espérance banlieues s'attache à transmettre aussi à ces futurs citoyens les codes et la culture française pour en faire des hommes et femmes fiers de leur pays et facilement employables.

Laurent Vronski, Nordine Hachemi, Marie Saltiel.

L'école, est la première société où les jeunes construisent leur personnalité et le lieu d'apprentissage de la vie sociale. Dans les 17 établissements primaires et secondaires labellisés par Espérance banlieues, tous financés aujourd'hui par des dons privés de particuliers et fondations, l'enseignement mixe bon sens et exigence. **Ces principes répondent d'ailleurs parfaitement à ceux de «l'Ecole du futur» appelée de ses vœux par le président Emmanuel Macron en 2021.** Ces établissements font preuve d'une part d'exigence académique, au lieu de niveler vers le bas, et éduquent d'autre part les élèves en leur apprenant respect et considération vis-à-vis de leurs camarades comme des enseignants. **Notons d'ailleurs au passage que le réseau n'a aucun problème de motivation et ni de recrutement.** Enfin, Espérance banlieues s'attache à transmettre aussi à ces futurs citoyens les codes et la culture française pour en faire des hommes et femmes fiers de leur pays et facilement employables.

Preuve qu'il n'y a aucune fatalité au déclin éducatif, ça marche, **chiffres à l'appui puisque 80% des jeunes en fin de CP présentent un niveau satisfaisant en compréhension orale de la langue française, contre 71% en REP. Et en troisième, 75% ont leur brevet des collèges, quand il s'agit de 50% en REP.**

Les entreprises françaises, déjà très nombreuses à financer le réseau Espérance banlieues, auraient tout intérêt à amplifier ce soutien en appelant les acteurs publics à les rejoindre. Ancrées dans leur territoire, elles ont bien conscience de l'enjeu de former et d'accompagner les jeunes en amont, afin qu'ils puissent révéler leur talent et réussir leur insertion et leur projet professionnel.

Nous soutenons chacun une école du réseau à se déployer sur son territoire. Nous ne sommes jamais assez nombreux quand il s'agit de l'avenir des jeunes et d'investir pour leur vie d'adulte car cet avenir se construit ensemble !

16 janvier 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/peut-on-sortir-du-marche-europeen-de-l-electricite-20230111>

Marché européen de l'électricité : le dessous des cartes

Par [Ronan Planchon](#)

Publié le 11/01/2023 à 19:17, mis à jour le 13/01/2023 à 17:21



Jean-Michel Quatrepoint *F Clairefond*

ENTRETIEN - Le journaliste économique et essayiste Jean-Michel Quatrepoint décrypte avec précision le fonctionnement du marché européen, et les modalités d'une réforme ou d'une sortie de ce dernier.

LE FIGARO. - Alors que le prix de l'électricité explose au point de menacer l'avenir de certaines entreprises, nombre d'observateurs pointent le marché européen de l'électricité. Comment ce dernier fonctionne-t-il?

Jean-Michel QUATREPOINT. - Les anciens patrons d'EDF sont quasiment unanimes pour dire que ce marché européen n'a pas bien fonctionné, ou en tout cas au détriment de la France. Il faut se rappeler pourquoi il y a eu ce marché européen et comment cela s'est fait. Le marché a été fondé sur deux principes plus un objectif politique allemand. Le premier principe est un libéralisme pur et dur, qui était très à la mode à la fin des années 1990.

Si l'on sortait du marché européen de l'énergie, rien n'empêcherait d'avoir des contrats avec nos voisins, notamment l'Allemagne, pour s'approvisionner en électricité à un certain prix

On a décidé que l'électricité était une marchandise comme les autres, et que ses prix devaient donc être régulés par l'offre et la demande. Jusqu'alors, ses prix dépendaient des coûts de production. C'est là où l'on a introduit un mécanisme pervers pour l'électricité qui est un bien qui ne se stocke pas. Ce principe libéral se fonde sur l'idée que l'offre et la demande doivent s'équilibrer en permanence. Donc aux périodes de pointe, notamment le soir ou le matin de bonne heure, c'est la dernière centrale en activité qui équilibre la demande. Or, il se trouve que cette dernière centrale marche généralement au gaz, et a donc un coût de production plus élevé que les centrales nucléaires. Tant que le prix du gaz restait relativement bas, cela ne posait pas de problèmes. Lorsqu'il s'est mis à grimper, le prix de gros de l'électricité aux périodes de pointe a explosé.

Le second principe est celui de la concurrence, qui avait pour but de mettre fin au monopole des sociétés de production d'électricité, spécialement EDF, qui était la société de production la plus puissante en Europe. C'était un véritable modèle. L'idée était d'ouvrir le marché à la concurrence pour le bien du consommateur. Mais comme EDF bénéficiait d'une rente nucléaire, on lui a demandé de mettre à disposition des nouveaux concurrents une partie de sa production nucléaire (25 %) pour ne pas les défavoriser, au prix courant de l'époque, soit 42 euros.

Ces 42 euros prenaient en compte le coût de production et de maintenance de l'énergie nucléaire, mais pas le développement des futures centrales. Ce qui a posé des problèmes à EDF, qui se voyait amputé

d'une partie de ses ressources pour investir. L'idée était que les nouveaux participants devaient avoir un prix d'achat de l'électricité intéressant, pour qu'ils puissent investir dans de nouvelles capacités de production, notamment dans le renouvelable. Mais ces nouveaux entrants ont proliféré sans investir. Ils se sont, pour la plupart, contentés d'acheter l'électricité à 42 euros à EDF pour la revendre au consommateur avec une bonne marge. Ce qui a contribué à affaiblir EDF.

Quant à l'Allemagne, à cette époque, elle était en train d'abandonner le nucléaire pour deux raisons. La première parce qu'il y avait la pression des Verts, et la seconde parce que Siemens, qui participait au développement du nucléaire avec Framatome, est sorti de Framatome à ce moment-là, et n'avait plus d'intérêts industriels dans le développement du nucléaire. C'est pourquoi, entre 2008 et 2011, les Allemands vont faire pression sur Bruxelles pour affaiblir EDF et faire en sorte que l'économie française bénéficie de moins en moins de l'avantage compétitif que représentait une électricité nucléaire à bon marché.

Le gouvernement soutient qu'il serait aujourd'hui très difficile de sortir de ce marché européen. Est-ce le cas?

On entend deux principaux arguments en faveur du marché européen de l'électricité. Le premier est de dire que nous avons besoin de cette interconnexion, notamment le soir aux heures de pointe, car elle nous permet d'approvisionner le marché français par la production des centrales à gaz allemandes. Il est vrai que l'on importe aujourd'hui de l'électricité d'Allemagne, à un prix très élevé. Et cela s'est aggravé avec la non-disponibilité de 22 réacteurs nucléaires du fait de la maintenance retardée par la crise sanitaire et des problèmes de corrosion sur des circuits de secours sur un certain nombre de réacteurs. On se dit alors qu'il est heureux d'avoir cette interconnexion, sans laquelle nous ne pourrions pas avoir suffisamment d'électricité aux heures de pointe.

Mais il est vrai aussi que l'interconnexion existait avant le marché européen, et elle existe aujourd'hui avec des pays comme la Suisse et l'Angleterre, qui ne font pourtant pas partie de l'Union européenne. Si l'on sortait du marché européen de l'énergie, rien n'empêcherait d'avoir des contrats avec nos voisins, notamment l'Allemagne, pour s'approvisionner en électricité à un certain prix. Cela n'empêcherait donc pas un approvisionnement depuis l'étranger. En outre, nous importons à la pointe, mais nous exportons durant le reste de la journée, notamment vers l'Allemagne, car nos centrales nucléaires produisent en continu. Et lorsque le vent et le soleil ne sont pas au rendez-vous, notre voisin est bien content d'avoir notre électricité nucléaire à bon marché qui lui permet de mettre au repos ses centrales au gaz... qu'elle ouvre le soir pour nous vendre ses mégawatts (MW) d'origine gazière au prix fort. Nous nous tenons donc par la barbichette... **À VOIR AUSSI** - Crise énergétique: Marine Le Pen plaide pour une sortie du marché européen de l'électricité

Certes, mais nous avons signé des traités...

Sortir unilatéralement du marché européen de l'énergie poserait effectivement un problème juridique et politique. Reste que Bruno Le Maire s'est montré, depuis plus d'un an, très critique de ce marché européen de l'énergie, expliquant qu'il n'était pas adapté aux énergies renouvelables et au nucléaire français, qui a un coût de production très faible. Le coût de production du nucléaire est d'environ 45 euros, et celui de la production hydraulique aux alentours de 20 euros. Globalement, le coût moyen de production de l'électricité en France tourne autour de 65 euros le MW.

C'est bien en dessous des 500 euros que vont devoir payer cette année des PME et des artisans. Leurs nouveaux contrats sont totalement déconnectés des coûts réels de production. Aujourd'hui, Bruno Le Maire nous dit que sortir du marché européen serait une folie. Comment engager un bras de fer, une négociation avec Bruxelles et Berlin, s'il commence par dire que de toute façon nous resterons dans ce marché? C'est comme si le président de la République, en cas de montée des tensions, disait que l'utilisation de notre force de frappe serait une folie. En excluant par principe une sortie on ne se met pas en position de force pour négocier une réforme de fond en comble de ce marché.

Est-il est possible de réformer le marché européen sans pour autant en sortir?

C'est ce que voudrait faire le gouvernement. Le président de la République souhaitait que le problème soit réglé fin novembre, mais les Allemands font traîner les choses en longueur, car ce n'est pas dans leur intérêt. Soyons clairs, les Allemands ne sont pas de gentils partenaires, mais de véritables concurrents qui défendent leurs intérêts. Et leur intérêt c'est que la France n'ait pas accès à une énergie bon marché.

Il faudrait une réforme du marché pour que l'on prenne beaucoup plus en compte les vrais coûts de production, et les nôtres sont bien inférieurs à ceux de l'Allemagne quand elle fait tourner ses centrales à gaz, ses éoliennes, et son énergie solaire. Aujourd'hui notre production est décarbonée à 95 %, nous sommes les meilleurs élèves de l'Europe grâce au nucléaire qui représente 65 % de notre production.

16 janvier 2023 (FAZ)

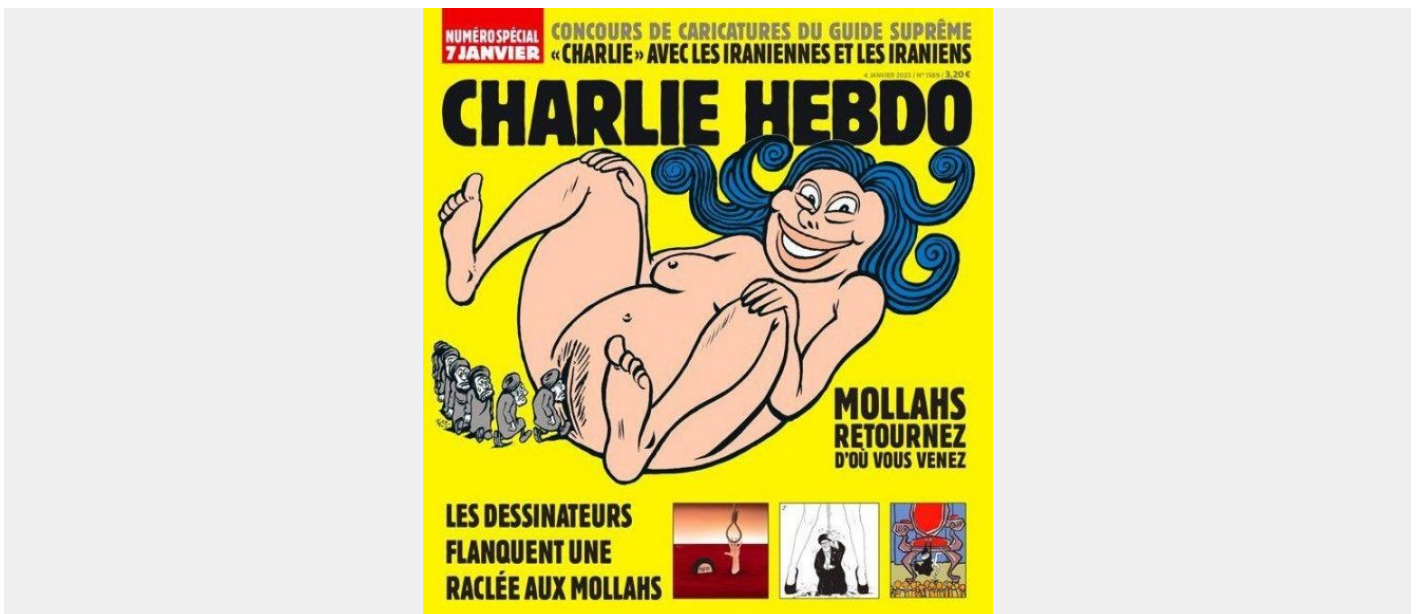
<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/medien/charlie-hebdo-nimmt-sich-8-jahre-nach-dem-massaker-mullahs-in-iran-vor-18579087.html>

SONDERAUSGABE „CHARLIE HEBDO“:

Acht Jahre nach dem Massaker

VON MARC ZITZMANN

-AKTUALISIERT AM 05.01.2023-11:45



Die Redaktion der Satirezeitung „Charlie Hebdo“ wurde von Islamisten fast ausgelöscht. In einer Sonderausgabe erinnert sie daran und blickt auf die Gegenwart: das Mullah-Regime in Iran.

Am 7. Januar jährt sich der Anschlag auf „[Charlie Hebdo](#)“ zum achten Mal. Aus diesem Anlass hat das Pariser Satireblatt gestern eine Sonderausgabe herausgebracht. Diese blickt nicht zurück in die blutige Vergangenheit, sondern befasst sich mit einer nicht minder brutalen Gegenwart: der Niederschlagung der Proteste in Iran.

Aufhänger ist eine typische „Charlie“-Aktion: ein im Dezember ausgeschriebener Wettbewerb für Karikaturen des iranischen Revolutionsführers [Ali Khamenei](#). Die Initiative beruft sich maliziös auf einen Wettbewerb aus dem Jahr 1993, in dem Verantwortliche der Islamischen Republik dazu aufgerufen hatten, Salman Rushdie zu karikieren, den Autor des ihnen verhassten Romans „Die satanischen Verse“. Von den mehr als 300 Zeichnungen, die „Charlie Hebdo“ aus aller Welt erhalten hat, publiziert es die 35 „ausgereiftesten, originellsten und treffendsten“. 2015 war die Redaktion wegen Mohammed-Karikaturen fast ausgelöscht worden – zum Jahrestag des Terroranschlags warten die nach wie vor unter Polizeischutz stehenden Überlebenden und ihre neuen Kollegen jetzt mit einer geballten Ladung Khamenei-Spottbildern auf.

Zwei Hauptthemen dominieren. Zum einen geißeln die Zeichner die Gewalt gegen Protestierende. Ein Bild zeigt Khamenei mit einem Schraubenaufsatz anstelle der rechten Hand; vor ihm liegen Prothesen mit einem Schlagstock, einer Pistole, einem Messer – „which one this time?“, fragt eine Sprechblase. Etliche Karikaturen zeigen Henkersknoten: als Turban auf dem Haupt des Revolutionsführers; als Rettungsseil, an dem sich dieser aus einem blutigen Meer herausziehen sucht; als Tau, an dem Protestierende zerren, um dem Ajatollah die Zähne aus dem aufgesperrten Mund zu ziehen. Zum andern lassen viele Zeichnungen [Irans](#) Frauen als starke, stolze Kämpferinnen hochleben. Ein Cowgirl sucht einen panisch fliehenden Khamenei mit dem Lasso einzufangen. In ein schwarzes Ungeziefer

verwandelt, wird der Revolutionsführer durch den Stilettoabsatz eines Pumps aufgespießt. Vier Rapunzeln drehen aus ihrer Haarpracht einen Strick, an dem der Ajatollah baumelt, vergeblich nach einer Schere hangelnd, die eine der vier ihm neckisch vor die Nase hält.

Frage nach einem reformierten Islam

„Alle Teilnehmer haben einen Platz in der Hölle gewonnen“, schreibt „Charlie Hebdo“. Iranische Trollfarmen haben den Twitteraccount des Satireblatts mit Beistandsbekundungen an Khamenei überschwemmt. So zu lesen in einem der 17 Artikel. Diese beleuchten Aspekte der gegenwärtigen Protestbewegung. Eine gewisse Linke, „die seit je zarte Gefühle für die kaputtsten Regimes auf Erden hegt, solange diese nur Amerika hassen“, moniert [Gérard Biard](#), zeige nur wenig Interesse für die „neue iranische Revolution“. Jene von 1979 betreffend erinnert Yann Diener an die Verblendung von Jean-Paul Sartre und Simone de Beauvoir, vor allem aber von Michel Foucault. Diese hätten „an der Banalisierung einer im Entstehen begriffenen Theokratie“ mitgewirkt.

Ob auch ein anderer, reformierter [Islam](#) denkbar sei, stellt Laure Daussy eine zigmal wiedergekäute Frage. Die Antwort ist indes originell: Die Reporterin hat eine Reflexionsgruppe sogenannter Neo-Mu'tazilisten aufgespürt, Anhänger einer Strömung, die ihre Blütezeit zwischen dem 9. und 11. Jahrhundert erlebte. Ihre Maximen – kontextualisieren, analysieren, interpretieren, kritisieren – beschwören das westliche Ideal eines aufgeklärten Islams. Mitglieder der Gruppe, mit denen Daussy spricht, haben gegen weibliche Imame, gleichgeschlechtliche Ehen, zur Not Mohammed-Karikaturen nichts einzuwenden. Dass die Neo-Mu'tazilisten sich wegen der Bedrohung durch Islamisten heimlich treffen müssen, spricht Bände.

Schließlich thematisieren etliche Beiträge die sexuelle Befreiung und die Frauenemanzipation in Iran und seinen Nachbarstaaten. Auslöser der seit Mitte September andauernden Proteste war bekanntlich die mutmaßliche Tötung von Mahsa Amini durch Mitglieder der Sittenpolizei nach ihrer Festnahme wegen inkorrekten Tragens des Hidschabs. Die 22-Jährige war kurdischer Abstammung – die gegenwärtig auf Irans Straßen skandierte Losung „Frauen, Leben, Freiheit“ stammt aus Kurdistan, erklärt Natacha Devanda in einem Artikel, der an die Rolle kurdischer Frauenbrigaden im Kampf gegen die Terrororganisation „Islamischer Staat“ erinnert. Von stupender Aktualität sind zwei Artikel aus dem Frühjahr 1979. Sylvie Caster reiste da für „Charlie Hebdo“ mit 15 weiteren Feministinnen (darunter Alice Schwarzer) nach Iran. Die Autorin schreibt über ihr Missbehagen am Schleiergebot und über die Verwerfungen, die dieses unter Linken zeitigt; über schiitische „Feministinnen“, die Erfüllung im Kochen und Kinderkriegen suchen; und über die Legalisierung von Polygamie und die strafrechtliche Ahndung von Homosexualität im Mullah-Regime. Sieben Wochen nach Khomeinis Machtergreifung war schon alles gesagt.

16 janvier 2023 (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/atomkraft-renaissance-erderwaermung-ist-schlimmer-als-ein-endlager-18600301.html?premium>

RENAISSANCE DER KERNKRAFT:

Die Erderwärmung ist schlimmer als ein Endlager

EIN KOMMENTAR VON [MORTEN FREIDEL](#)

-AKTUALISIERT AM 16.01.2023-09:00



Das Kernkraftwerk Doel in Belgien, dessen Laufzeit die Regierung um zehn Jahre verlängert hat. Bild: EPA

Lange haben deutsche Politiker gehofft, der Atomausstieg würde in Europa Schule machen. Doch gerade passiert das Gegenteil. Sind wir wirklich klüger als unsere Nachbarn?

Viele Politiker in Deutschland hofften, dass der Atomausstieg Schule machen würde in Europa. Schon allein, weil er nur dann sinnvoll gewesen wäre. Nach Fukushima ging es in der Debatte immer um den schlimmstmöglichen Unfall. Der wäre für die Deutschen auch dann katastrophal, wenn er in einem Meiler ein paar Kilometer hinter der Grenze passiert. Also sollten am besten alle Reaktoren in der Nähe weg. Es ging den Atomkraftgegnern aber noch um etwas anderes, um einen symbolischen Sieg. Um das Gefühl, auf der richtigen Seite der Geschichte zu stehen und früher als andere erkannt zu haben, dass die Zukunft nur ohne **Kernenergie** gut ist.

Noch heute steckt das in den Aussagen mancher Grüner. Kürzlich etwa sagte **Jürgen Trittin**, man erlebe „gerade global das Ende der Atomkraft“. Doch das Gegenteil ist wahr. Die Hoffnungen der deutschen Atomkraftgegner haben sich nicht erfüllt. Europa erlebt eine Renaissance der Kernenergie. In dieser Woche kündigte Schwedens Regierung an, mehr Atomkraftwerke zu bauen, auch kleinere, modernere. Belgien verlängerte die Laufzeit zweier Kernkraftwerke um zehn Jahre, Polen plant zwei Meiler, in der Tschechischen Republik sollen ebenfalls welche entstehen. Und in Frankreich konnte von einem Ausstieg ohnehin nie die Rede sein. Die Atomenergie bildet dort schon lange das Rückgrat der Energieversorgung.

Doch die deutschen Kernkraftgegner wollen davon nichts wissen. Sie führen immer wieder die gleichen Argumente ins Feld, obwohl sie längst widerlegt sind: „Wir machen uns von Russlands Uran abhängig!“ Richtig ist, dass Deutschland jahrelang russisches Uran gekauft hat. Man kann es aber auch aus anderen Ländern beziehen. „Aber das Endlagerproblem ist ungelöst!“ Richtig, in der Zwischenzeit stirbt allerdings niemand am Atommüll in provisorischen Lagern. Und das, was an abgebrannten Brennstäben dazukommen wird, macht kaum einen Unterschied. „Aber jetzt neue Atomkraftwerke zu bauen kommt für das Klima zu spät!“ Dann wäre es erst recht geboten, alle Meiler in Deutschland wieder ans Netz zu nehmen, bei denen das noch irgendwie geht. Und ist es wirklich so, dass es nichts bringt, neue Atomkraftwerke zu bauen? Warum wollen es dann unsere Nachbarn tun?

In der Politik geht es immer darum, abzuwägen

Weil es in Wahrheit sie sind, die erkannt haben, was die Zukunft bringen wird. Nämlich eine Welt, in der alle viel mehr Strom verbrauchen, weil mehr Leute mit Elektroautos fahren, ihre Häuser mit Wärmepumpen heizen, und weil die Industrie nicht mehr mit Gas arbeitet, sondern mit Wasserstoff. Alles Dinge, die den Grünen besonders wichtig sind. Sie stellen dafür aber nicht genug Energie bereit. In ihrer Fixierung auf ferne Risiken blenden sie naheliegende aus. Dass Deutschland der Saft fehlen könnte, um seine Energietransformation so ambitioniert zu verwirklichen wie angekündigt. Dass das Stromnetz extremen Schwankungen ausgesetzt wird. Dass Energie zu teuer bleibt.

In der Politik geht es immer darum, abzuwägen. Für die Atomkraft heißt das: Man muss sich fragen, was beherrschbarer ist, eine ungebremste Erderwärmung oder eine Energieform, die Vorsicht gebietet. Man muss sich entscheiden, was wichtiger ist, genug klimafreundliche Energie, oder ausschließlich Energie aus Wind und Sonne, die dann aber nicht für alle reichen könnte. Die Antworten darauf sind einfach. Nur in Deutschland müssen sie noch Gehör finden.

16 janvier 2023 (The Economist)

<https://www.economist.com/united-states/2023/01/15/incomes-are-rising-in-america-especially-for-the-poorest>

The stuck middle

Incomes are rising in America, especially for the poorest

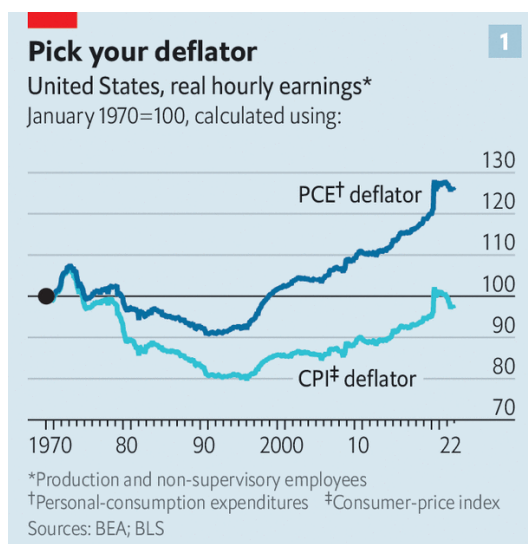
But those in the middle, hit by inflation, have less to cheer about



Jan 15th 2023

Cardi b, better known for her punchy hip-hop than her economic analysis, recently observed that the price of a lettuce had soared to as much as \$7. “If I think that shit is crazy, I can only imagine what middle-class people or people in the hood are motherfucking thinking,” she said. Cardi B is right. Paying that much for a head of lettuce is indeed crazy. Inadvertently or not, she also opened a window onto a more fraught topic than the price of greens: are incomes in America going up or down?

Answering this question might seem easy. Hourly wages today are, on average, about 15% higher than on the eve of the pandemic—the biggest increase over any three-year period since the early 1980s. But soaring prices for everything from vegetables to vehicles has reminded consumers that what really matters is how much they can actually buy with their paycheques. When looking at real earnings—that is, accounting for inflation—the picture is more complex. If anything, low-income Americans appear to have fared the best in the upside-down post-pandemic period. In the longer run, the range of estimates is so vast that some economists argue that median incomes have stagnated for half a century whereas others insist that the American dream of upward mobility is alive and well. A closer look at the data points towards the more optimistic end of the spectrum, albeit with some big caveats.

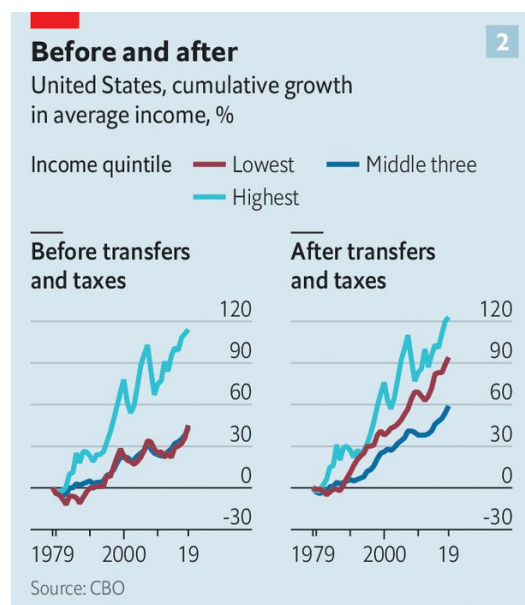


The Economist

Much of the confusion stems from different ways of measuring prices. Media coverage about inflation typically focuses on the consumer-price index (cpi), a gauge of prices for a wide array of goods and services. An alternative measure, preferred by the Federal Reserve but not by headline writers (perhaps because of its ungainly name), is the personal-consumption-expenditure (pce) price index. One crucial distinction is how often they are re-weighted to reflect changing consumption patterns: only once every two years for the cpi; monthly for the pce. The latter is a more accurate snapshot of how people spend their money. To expand on Cardi B's point, the cpi in effect assumes that people go on buying lettuce even after it has become a luxury item, whereas the pce allows them to replace it with more reasonably priced veggies. Over time such substitution adds up. When adjusting wages by the cpi, people appear to make a bit less today than in 1970. Adjusted by the pce, wages are about a quarter higher today (see chart 1).

That may not seem like much to cheer about, given that it works out to real wage increases of less than 0.5% per year for the past half-century. Yet it is not bad. The slowness is overstated by a dreadful stretch for workers from 1970 to the mid-1990s, a period when unions broke down and companies spent heavily on the labour-saving technology of the modern workplace. Since 2000, partly thanks to that investment, income growth has consistently been faster, working out to nearly 1.5% a year. That puts income growth in America near the top among large, wealthy countries.

The more serious problem is that while average incomes look pretty good in America, many people have not experienced them. The gains have been disproportionately captured by the rich. In a report in November the Congressional Budget Office (cbo) examined changes in incomes—a metric that is broader than wages alone, including extras such as social insurance and capital gains. From 1979 to 2019 it found that incomes for the highest quintile of households rose by 114%. Income growth for the remaining four-fifths of households was, by contrast, a paltry 45%.



The Economist

The government's fiscal policies mitigate some of this imbalance. The lowest quintile of income earners see their tax bills shrink while also receiving more benefits, especially in the form of health insurance. As a result their after-tax income growth since 1979 amounts to 94%, roughly twice their pre-tax rate (see chart 2). But there are sharp limits to this redistribution.

Shifts in taxation have failed to keep up with the explosive growth in incomes for America's wealthiest. The top 1% earners' share of post-tax incomes rose from 7% in 1979 to 13% in 2019, while the share going to middle earners has fallen. For all but the lowest quintile of Americans, taxation has become less of an equaliser over time. Tax rates have declined for the wealthiest, giving them a bigger share of the country's post-tax incomes. That leaves America with the most unequal income distribution in the G7 group of rich countries.

Believers in the promise of America will note one major flaw in the foregoing analysis: the rich as a group may be betting richer, but the rich are not necessarily the same people today as yesterday. Put more technically, the composition of income quintiles changes when, for example, children make more—or less—than their parents. Studies show that nearly two-thirds of children born into the lowest quintile of America's income earners—many of them the children of immigrants—eventually rise to higher strata. Such movement is a wonderful thing. Unfortunately, there is not more of it. Raj Chetty of Harvard University has found that America's rate of upward mobility is roughly half that of Canada's.

The mushy middle

So far, this is a mostly bleak assessment of income trends in America. But are things now improving? The recent cbo report shows that the distribution of after-tax income was basically steady in the decade before the pandemic. That is, while America was not getting more equal, it was, for the first time since 1979, also not getting much more unequal. Even before taxes, wage trends were a little rosier, too. In a paper published in October, Clem Aeppli of Harvard and Nathan Wilmers of mit found that earnings inequality basically reached a plateau after 2012. The gap between top and middle-income workers persisted, but low-wage earners began to catch up to the middle. This, they concluded, stemmed from a tight labour market: the unemployment rate fell steadily from nearly 10% in 2010 to 3.5% in early 2020, a five-decade low at the time.

These trends appear to have been amplified since the pandemic. Just before covid, wages for the bottom half of income earners were growing roughly half a percentage point faster than those for the upper half, according to data from the Federal Reserve's Atlanta branch. Over the past year the outperformance for the bottom half has widened to about two percentage points. David Autor of mit and Arindrajit Dube and Annie McGrew, both of the University of Massachusetts, find that these gains have been driven almost exclusively by job switchers at the low end of the income ladder. This, they argue, could benefit the economy because it suggests that Americans are moving not only to better-paid work but also to more productive employers.

There are, however, two nagging worries. The first is whether the good times can continue. Current wage growth is predicated on an ultra-tight labour market, which might stop if recession strikes (as many soon expect). Second, although the poorest Americans are doing well, the middle class is seeing less uplift. That even appears to be the case after accounting for inflation. Normally rising prices hit the poorest the hardest. But research by Xavier Jaravel of the London School of Economics shows that over the past couple of years, inflation has been particularly cruel for middle-income tiers in America, in large part because they seem to be more reliant on cars, and hence gas, for getting around to their jobs. Unlike \$7 lettuce, that is not something they can opt out of. It would also imply that while income stagnation in America is a myth, the squeezed middle is all too real.

16 janvier 2023 (WSJ)

https://www.wsj.com/articles/britains-healthcare-meltdown-national-health-service-single-payer-medicare-for-all-rishi-sunak-jeremy-hunt-11673648911?mod=hp_opin_pos_1

REVIEW & OUTLOOK

Britain's National Health Service Meltdown

The single-payer system is failing patients, with deadly consequences.

By [The Editorial Board](#)

Jan. 15, 2023 3:04 pm ET



A paramedic enters an ambulance outside the Accident and Emergency department at Manchester Royal Infirmary during strike action by ambulance workers in Manchester, UK, Jan. 11.

The American left can't seem to quit its desire for single-payer Medicare for All. So it's worth **noting that the United Kingdom, which already has a system resembling that socialist dream, is rethinking it amid another winter of healthcare misery.**

The National Health Service's winter crisis has become an annual tradition, but this year's troubles for the free-at-point-of-service system are significantly worse. The NHS never recovered from the Covid pandemic. That means the normal winter wave of flu, Covid and other respiratory ailments is swamping hospitals and doctors' offices already coping with a backlog of patients awaiting tests and treatments deferred by lockdowns.

Meanwhile, unions representing nurses and ambulance drivers have gone on strike for days at a time to demand higher pay from their government employer. Perhaps sensing the political weakness of Prime Minister Rishi Sunak's Conservative Party, **the unions are resisting calls for work-rule changes to boost efficiency.** They claim strikes don't affect critical care, **but work stoppages inevitably mean more treatment delays.**

The effects of all this on patient care can be lethal. Waiting times for ambulances for the most serious calls [are getting longer](#), with the average response time reaching 10 minutes 57 seconds in December, compared to a target of seven. Once patients reach the emergency room, [35% now face waits](#) above four hours between a decision to admit and transfer to an appropriate bed for treatment, the worst performance since 2010.

Care is no better for non-emergency patients. As of November, [some 7.2 million patients](#) have been referred for treatment but are waiting for it to start. Of those, 2.9 million have been waiting more than 18 weeks. The NHS considers itself a success if it starts treatment within that four-month window, which is the epitome of defining failure down.

NHS delays may be contributing to the 1,000 weekly excess deaths in recent weeks—deaths above the normal average level, excluding the pandemic years—according to [an analysis by the Times of London](#). Excess deaths in 2022 were the most since 1951, excluding the pandemic.

This is occurring despite ever-growing NHS demand for more taxpayer money. Former Prime Minister [Boris Johnson](#) in 2021 pledged an additional £36 billion over three years for the NHS and related home and nursing-home care, funded by a payroll-tax increase. Mr. Sunak and Chancellor Jeremy Hunt followed in November with another £3.3 billion a year for the next two years. The service's total annual budget is £153 billion.

One sign of the severity of this year's crisis is that more people are speaking openly about a private option. Britons who can afford it buy private health insurance, which generally requires them to use the NHS for routine matters but lets them skip queues for specialist care, physical therapy and the like.

This second, better tier of healthcare is embarrassing in a country where the NHS's supposed egalitarianism is a point of national pride. Now private care is looking like a solution. Some NHS hospitals are [offering patients the option to pay](#) out-of-pocket for diagnostics or treatments to skip NHS queues, the Observer newspaper reports.

A senior politician in the opposition center-left Labour Party has even suggested that the NHS fund more treatments at private hospitals and clinics. Using taxpayer money to pay the market rate for these treatments would help the NHS clear its patient backlog. Despite Labour's deep attachment to the NHS, party leader Keir Starmer now says it shouldn't be treated "[as a shrine rather than a service](#)."

The U.K. is probably years away from NHS reforms that could permanently fix the system. For all its flaws, the NHS and its false promise of healthcare equality remains deeply rooted in British culture. But that shouldn't stop Americans from learning some lessons.

The U.S. suffers a chronic problem of healthcare financing but not of health-care delivery. Britain shows that with single-payer you end up with both. The U.K. also shows that single-payer's biggest victims are low-income people who can't afford to opt out. Sen. Bernie Sanders and other Medicare for All spinners will always be able to afford quality care. Will you?

16 janvier 2023 (NZZ)

<https://www.nzz.ch/meinung/der-andere-blick/fachfremde-minister-fuer-expertise-gibt-es-keinen-ersatz-ld.1720930>

Nicht alles ist machbar, Frau Nachbar: Zu viele fachfremde Minister schaden der Politik

Ohne abgeschlossenes Studium Ressortchef der Finanzen werden, ohne fachliche Qualifikation Verteidigungs- oder Justizministerin? In Deutschland liegt das im Trend. Die Entkoppelung von Kompetenz und Autorität lässt aber das Ansehen der Politik weiter erodieren.

Alexander Kissler, Berlin

13.01.2023, 05.30 Uhr



Plötzlich Minister: Doreen Denstädt und Bernhard Stengele sind im Bundesland Thüringen künftig für Justiz und Energie zuständig.

Alexander Kissler ist politischer Redaktor der NZZ in Deutschland.

In Thüringen wurde nun eine Sachbearbeiterin ohne juristisches Studium zur Justizministerin nominiert und ein Schauspieler zum Energieminister. Doreen Denstädt und Bernhard Stengele erhalten demnächst diese neuen Aufgaben, weil die thüringischen Grünen eine geringe Personaldecke, aber hohe identitätspolitische Ansprüche haben. Quote schlägt im Zweifel Qualität. So bizarr der Fall aus Deutschlands Mitte auch anmuten mag: Fachliche Qualifikation ist immer seltener die Eintrittsbedingung für Ministerämter. Wenn die Ausnahme aber zur Regel zu werden droht, nimmt der Bürger die Politik nicht mehr ernst.

Die derzeit prominenteste fachfremde Ressortchefin ist zwar eine erfahrene Juristin und Anwältin, hatte aber vor ihrer Ernennung zur Verteidigungsministerin kaum Berührungspunkte mit der Bundeswehr. Für Christine Lambrecht waren das denkbar schlechte Voraussetzungen, und es wurde in den letzten Monaten immer schlimmer. [Kein Berliner Kabinettsmitglied ist unbeliebter, keines gilt als inkompetenter.](#)

Politisches Handwerk überdeckt nicht jede Wissenslücke

Lambrechts absehbares Scheitern zeigt: Man kann sich nicht in jede Materie rasch einlesen, kann durch politisches Handwerk nicht jede Wissenslücke überdecken, nicht in jeder Lage auf den Apparat vertrauen. Wer in Friedenszeiten die Befehls- und Kommandogewalt über die Streitkräfte innehat, sollte diese nicht nur vom Hörensagen kennen. Es braucht Gespür, Erfahrung und Expertise.

Die Lücke zwischen Autorität und Kompetenz fällt in diesem Amt besonders auf, zumal in geopolitisch bewegten Zeiten. Bereits Lambrechts ebenso fachfremde christlichdemokratische Vorgängerin, die Medizinerin Ursula von der Leyen, verliess das Bundesministerium der Verteidigung als Gescheiterte.

Seiner besonderen Verantwortung für Amt und Behörde kaum gerecht werden kann aber auch jemand, der zuständig wird für den Justizvollzug und die Juristenausbildung, ohne je ein juristisches Seminar besucht zu haben. Doreen Denstädt ist Sachbearbeiterin bei der thüringischen Polizeivertrauensstelle und Polizeihauptkommissarin.

Nun loben die Grünen die designierte Justizministerin für ihr «gelingendes Verwaltungshandeln», den «direkten Zugang zu den Menschen», das «hohe Bewusstsein für Strukturen» und das jahrelange Engagement gegen Rassismus. Denstädt sei «als schwarze Frau» ein «hervorragendes Zeichen» – ein Symbol also. Da das Justizministerium in Erfurt ein «Ministerium für Migration, Justiz und Verbraucherschutz» ist, das Recht also nur an zweiter Stelle rangiert, hat diese Wortgirlande einen wahren Kern. Es soll offenbar mehr auf Moral- als auf Rechtspolitik ankommen.

Wenn Gesinnung wichtiger ist als Kompetenz

Die weltanschauliche Überformung der Justizministerien ist nicht auf Thüringen beschränkt. Wenn linke Parteien an der Regierung beteiligt sind, lassen sie sich das Ressort selten entgehen. Zu gross ist die Neigung, auf dem Rechtsweg den Umbau der Gesellschaft zu unterstützen. Im Bundesland Berlin leitet Lena Kreck, Mitglied der Partei Die Linke und im Besitz des ersten juristischen Staatsexamens, die Senatsverwaltung für Justiz, Vielfalt und Antidiskriminierung.

In Hamburg steht die grüne Senatorin Anna Gallina der Behörde für Justiz und Verbraucherschutz vor, wofür sie sich durch ein Studium der Politikwissenschaft, der Philosophie und auch des öffentlichen Rechts qualifizierte. In Sachsen wiederum gibt es ein Staatsministerium der Justiz und für Demokratie, Europa und Gleichstellung. Es wird geleitet von der grünen Politikerin Katja Meier. Sie studierte Politikwissenschaft, Geschichte und Soziologie, nicht Jurisprudenz.

Einerseits mag es konsequent sein, die fachlichen Hürden für die Leitung von Ministerien zu senken, denen zahlreiche ideologische Neben- und Hauptzwecke aufgebürdet werden. [Dann wird Gesinnung tatsächlich wichtiger als Kompetenz.](#) Andererseits ist das Signal fatal und keineswegs «hervorragend»: Fachliche Expertise, heisst das, ist entbehrlich, sofern die Haltung stimmt. Auf diese Weise geben die Regierungen einen bemerkenswerten Kommentar zum allseits beklagten Fachkräftemangel ab.

Drei bedenkliche Tendenzen

Nicht nur in der Landesverteidigung und im Rechtswesen, sondern auch bei der Verwaltung der öffentlichen Gelder wäre ein fachliches Minimum bitter nötig. Wie sonst soll der Respekt in den Augen der Bürger und der Untergebenen wachsen? Wie will ein Amtsinhaber ohne eigene Spezialkenntnisse immun sein gegen die Einflüsterungen von interessierter Seite? Allein auf das Talent politisch zuverlässiger Quereinsteiger zu hoffen, ist eine riskante Wette.

Nach dieser Methode verfuhr man etwa in Schleswig-Holstein, wo für die Grünen eine Erzieherin als Finanzministerin wirkt. In Brandenburg blickt die sozialdemokratische Ministerin der Finanzen und für Europa auf eine Ausbildung zur Regierungsassistentin zurück. Der grüne Berliner Finanzsenator wiederum studierte zehn Jahre lang Geschichte und Kunstgeschichte, ohne einen Abschluss zu erreichen.

In keinem dieser und der zahlreichen anderen Fälle berechtigt die geringe berufliche Qualifikation zu einem moralischen Werturteil – und natürlich kann eine Wette aufgehen, kann der Fachfremde sich als Glücksfall entpuppen. Der Schauspieler Ronald Reagan wurde ein bedeutender Präsident der Vereinigten Staaten. Er hatte jedoch keine spezifische Ressortverantwortung.

Drei bedenkliche Tendenzen verdichten sich im Siegeszug der fachfremden Minister. Erstens demonstriert ein Aufstieg ohne entsprechende Qualifikation auf erschütternde Weise die Übermacht der Parteien. Sie entscheiden, wen sie nominieren. Für ein Ministeramt qualifiziert man sich nicht unbedingt durch ministrable Leistungen, wohl aber durch erfolgreich bestandene innerparteiliche Kämpfe. Nicht Qualität, sondern Durchhaltevermögen und Netzwerktauglichkeit werden prämiert.

Im egalitären Wunderland

Bei den Grünen kommt ein stupide durchgezogenes Paritätsdenken hinzu. Selbst wenn Thüringens Ministerpräsident Bodo Ramelow Zweifel hätte an der Eignung von Denstädt und Stengele, müsste er sie am Kabinetttisch akzeptieren. So sieht es der Koalitionsvertrag vor.

Zweitens verbirgt sich hinter der rollierenden Zuständigkeit der Berufspolitiker ein destruktives Denken, die Überzeugung nämlich, jeder könne prinzipiell alles. Im egalitären Wunderland linker Parteien soll niemand sich vor den anderen auszeichnen. Sonst bekäme ein Menschenbild, das auf Respekt für schlichtweg jeden Lebenslauf beruht, Risse. Die Illusion kollabierte, alle Menschen seien gleich an Talenten, sie müssten nur in die richtige Struktur gebracht werden.

Drittens und vor allem drückt sich in der Inflation der Fachfremden eine enorme Geringschätzung des jeweiligen Fachs aus. [Wer wirklich vom Fach ist, wird als «Fachidiot» gesehen](#), weil ihm angeblich fehlt, wofür die Unqualifizierten stehen sollen, das Denken in Zusammenhängen. An der Spitze einer Fachbehörde braucht es aber Fachkompetenz.

Niemand liesse eine Herz-OP von einem Bibliothekar vornehmen oder sich ein Haus vom Gärtner bauen. Am offenen Herzen der Republik aber, in den Ministerien, die die Sicherheit, die Rechte, die Gelder der Bürger treuhänderisch verwalten, soll jeder herumdoktern dürfen. Die Bundesrepublik muss viel Glück haben, sollte eine solche Leistungsverachtung sich nicht eines Tages bitter rächen.

16 janvier 2023 (FAZ)

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/warum-die-rentenreform-in-frankreich-fuer-proteste-sorgt-18600371.html?premium>

RENTENREFORM IN FRANKREICH:

Aus der Traum vom süßen Ruhestand

EIN KOMMENTAR VON [MICHAELA WIEGEL](#)

-AKTUALISIERT AM 16.01.2023-07:09



Französisches Rentnerpaar unter einem Sonnenschirm am Strand von Cavaliere an der Cote d'Azur. Bild: picture alliance / Ulrich Baumga

Die von Macron geplante Anhebung des Rentenalters dürfte für viel Zorn auf den Straßen sorgen. Am Rande der Anarchie steht Frankreich deshalb aber noch nicht. Die Proteste dienen auch der Selbstvergewisserung.

Die widerspenstigen Gallier sind zurück. In Frankreich zieht Präsident [Emmanuel Macron](#) die geballte Wut seiner Landsleute auf sich, weil er sie dazu bringen will, länger zu arbeiten. Nicht bis zum 67. Lebensjahr, wie es in Deutschland schon vor einem Jahrzehnt für die Geburtsjahrgänge von 1964 an beschlossen wurde. Macron will das Renteneintrittsalter von derzeit 62 schrittweise auf 64 Jahre anheben. 2031, wenn in Deutschland die Rente mit 67 zum Regelfall wird, soll sie in Frankreich bei 64 Jahren liegen. Nicht für alle, es soll weiterhin Ausnahmen für bestimmte Berufsgruppen geben; für die Tänzer der Pariser Oper oder für Polizisten, für Leute, die früh angefangen haben zu arbeiten und für besonders schwere körperliche Arbeiten.

64 Jahre! „Brutal“ finden das unisono [Gewerkschaften](#) und Oppositionsparteien von der Linkspartei LFI bis zum Rassemblement National. Das bedeute ein Leben „von der Maloche auf den Friedhof“, klagte der CGT-Gewerkschaftschef Philippe Martinez.

Kurz vor dem 60. Jahrestag des deutsch-französischen Freundschaftsvertrages wollen die Gewerkschaften bei einem Protesttag am 19. Januar in seltener Einmütigkeit vorführen, wie wenig sie sich „deutschen Verhältnissen“ annähern wollen. Der schwarze Donnerstag ist schon im Kalender eingetragen, Präsenztermine werden vertagt, Livestreams organisiert.

Es ist mehr als nur ein Klischee: Der Traum vom süßen Ruhestand sitzt fest in den Köpfen der Franzosen. Deswegen werden in der kommenden Woche in ganz Frankreich Züge und Metros stillstehen, Flüge ausfallen, Raffinerien bestreikt und Demonstrationzüge durch die großen Städte ziehen. Sogar gezielte Stromausfälle sind geplant. Tatsächlich stößt die Reform in fast allen Altersgruppen auf starke Ablehnung. Nur die Rentner, die nicht davon betroffen sind, haben mehrheitlich nichts dagegen.

Die Franzosen gehen im Schnitt mit 60 Jahren in Rente

Von demographischen Rechenmodellen, die aufzeigen, dass immer weniger Berufstätige für die Renten aufkommen müssen, lassen sich die meisten nicht überzeugen. Tatsächlich ist die Überalterung der französischen Gesellschaft nicht ganz so dramatisch wie in Deutschland. Aber die Kluft zwischen Erwerbstätigen und Rentenempfängern weitet sich auch in Frankreich. Deutschland hat gegenüber Frankreich den Vorteil, dass die Erwerbsbeteiligung älterer Arbeitnehmer in den letzten Jahren stark gestiegen ist. Die Franzosen scheiden im Durchschnitt schon im Alter von gut 60 Jahren aus dem Arbeitsmarkt aus.

Noch ist indessen nicht entschieden, dass Frankreich jetzt wieder in sozialer Unrast versinkt wie während der langen Gelbwestenproteste. In der Nationalversammlung bahnt sich eine schnelle Entscheidungsfindung an, nachdem die Republikaner ihre Unterstützung zugesichert haben. Premierministerin Elisabeth Borne könnte auch ohne Rückgriff auf den ungeliebten Paragraphen 49.3 die parlamentarische Schlacht gewinnen.

Auf der Straße hingegen dürfte sich der Zorn über den gestohlenen Traum vom frühen Ruhestand noch länger austoben. Nichts deutet jedoch darauf hin, dass Frankreich deswegen am Rande der Anarchie steht. Letztlich sind die Protestzüge, die Tränengaswolken und die grimmigen Gewerkschaftsparolen Teil einer seit Langem eingeübten sozialen Folklore. Sie dienen der Selbstvergewisserung, dass Frankreich seine revolutionären Träume noch nicht ganz aufgegeben hat.

16 janvier 2023 (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/reforme-des-retraites-ces-autres-signaux-qui-rassureraient-tout-autant-les-marches-financiers-et-nos-partenaires-europeens-sur-l-etat-de-la-france-euro-entreprises-economie-marche-du-travail-indicateurs-allemande-bce-don-diego-de-la-vega>

CRÉDIBILITÉ PERDUE

Réforme des retraites : ces autres « signaux » qui rassureraient tout autant les marchés financiers et nos partenaires européens sur l'état de la France

Même si le gouvernement met en avant l'équilibre du régime des retraites comme argument central, toute discussion avec un pilier du système français sur le sujet en vient inmanquablement à une toute autre justification, la nécessité de restaurer la crédibilité française.



Emmanuel Macron et la Première ministre Elisabeth Borne lors d'une cérémonie officielle en septembre 2022.

[Don Diego De La Vega](#)

Atlantico : Si le gouvernement met en avant l'équilibre du régime des **retraites comme argument central de sa réforme, on entend souvent une autre justification : la nécessité de restaurer la crédibilité française. Que vaut cet argument ?**

Don Diego de la Vega : Depuis les années 1980, le mot **crédibilité est un concept central.** Ce fut le cas d'abord pour les banques centrales. Toute une littérature s'est constituée (Alesina, Summers, etc.), posant l'idée qu'obtenir ce saint Graal qu'est la **crédibilité** permet à toute l'action qui suit d'être plus facile et moins coûteuse pour la **collectivité**. Par exemple, pour l'inflation, la **crédibilité** permettrait d'avoir à agir moins drastiquement car les anticipations d'inflation seraient ancrées. Cette littérature a mené à une indépendance maximaliste des banques centrales. On a vu la limite du processus en 2022 puisque les anticipations d'inflation sont restées stables **mais les banques centrales ont monté fortement les taux. C'est ce que l'on appelle le sado-monétarisme. Une forme de perversion du monétarisme friedmanien, un néo-monétarisme dévoyé.** Et aujourd'hui, on voit la notion de **crédibilité**, et cette dérive, dans le champ budgétaire, par exemple pour la réforme des retraites. **Sauf qu'aujourd'hui, ce n'est pas tant restaurer la crédibilité de la France que préserver l'image du président.** Quand on regarde la réforme, elle ferait économiser 9 milliards par an. Pour un pays qui en dépense 1100 chaque année (en comptant l'ensemble des administrations publiques), ça ne va pas changer grand-

chose à la crédibilité française. Mais ça change quelque chose au narratif du président en France et à Bruxelles. Et ce, alors même que ce n'est pas une réforme, mais un coup de rabot, une continuation de la réforme Touraine. Ce n'est ni ambitieux ni à l'échelle des problèmes français. **Et en particulier alors que nous faisons des milliards de déficit hors-bilan. Ces 10 milliards ne financeront même pas ce qu'on est en train de donner pour la filière hydrogène. La notion de crédibilité a été dévoyée. D'ailleurs, le marché ne demande plus ça. Il n'a pas demandé la réforme des retraites.** Et ce n'est pas ça qui guide les taux d'intérêts. Mais comme nous sommes dans le sado-budgétarisme, avec des réformes guidées par des tableurs Excel, cela a son utilité pour plaire notamment à Bruxelles. Mais c'est une utilité cosmétique. Mais défendre cette réforme par la volonté de restaurer la crédibilité est presque le seul moyen de le faire. Car ce projet n'est ni urgent, ni à l'échelle, ni très juste, etc. **Elle sert à combler un second mandat vide.**

Cela a-t-il du sens de continuer de donner des gages aux Allemands qui, jusqu'à présent, ont surtout fait prévaloir leur intérêt propre ?

Des pays plus petits que nous ont réussi à avoir des clauses d'opting-out sur les sujets qui leur tenait à cœur : le Danemark sur l'immigration, l'Espagne sur le marché de l'électricité. L'Europe reste malgré tout en partie à la carte. Si un pays veut une exception, il peut l'avoir. **On pourrait ne pas être systématiquement derrière les règles européennes, a fortiori si celles-ci sont en fait allemandes.** Il suffit de faire la liste de ce que Berlin s'est permis de faire : elle est la première, avec la France, à avoir violé le traité de stabilité. Elle a fait disparaître des milliards de dettes via les banques en 2009 et on n'en a jamais plus entendu parler. Ils ont un track record catastrophique en matière d'énergie. **Les Allemands appliquent leurs propres règles quand ça les arrange. L'Allemagne est le dernier pays gaulliste, notamment sur la monnaie.** Elle s'affranchit actuellement tranquillement des objectifs d'électrification dans le marché automobile. La France doit certes faire les choses bien, ça ne veut pas dire suivre aveuglément Bruxelles ou Berlin. Bien sûr, ce n'est pas parce que les Allemands trichent que l'on doit faire comme eux, mais ça devrait nous donner de la latitude. Mais pour ça, il faudrait définir quelles sont nos priorités. **Et faire de la pédagogie contre la soi-disant irréprochabilité de l'Allemagne.** La conscientisation commence heureusement à se faire.

Si la réforme des retraites n'est que poudre aux yeux. Quelles seraient, à l'inverse, les vraies réformes susceptibles de restaurer la crédibilité française auprès des marchés et de Bruxelles ?

Les marchés se fichent royalement de la France, ils ne la regardent plus vraiment. Le Cac 40, ça vaut l'équivalent d'un GAFAM, la R&D des quarante meilleures entreprises françaises est équivalente à celle d'Amazon seul. Ce que le marché demande, c'est que la France reste, avec l'Allemagne, le toutou de la BCE. C'est d'ailleurs le problème, puisque toute entreprise qui voudrait différer du chemin traditionnel verrait sa crédibilité testée par les huiles de Francfort. Le marché demeure par ailleurs toujours intéressé par les gains de productivité. Or quand on voit que le marché du travail se porte bien, que les salaires sont dynamiques mais qu'il n'y a pas de gains de productivité, ce n'est pas bon signe et le marché n'est pas content. Les marchés estiment -plutôt à raison - que nos entreprises sont trop

bureaucratiques, qu'on ne respecte pas assez l'actionnaire et qu'il y a trop de rigidité. Si on souhaitait faire plaisir aux marchés, on pourrait le faire : par un désarmement réglementaire, une capacité à mieux tenir la dépense publique. Le marché ne nous réclame rien, mais si on voulait on pourrait le faire. Pour satisfaire les marchés, on pourrait éviter le protectionnisme actuel, par exemple la taxe carbone à l'entrée de l'UE.

Quid de la manière de travailler notre crédibilité auprès des européens, Bruxelles, Francfort et Berlin en tête ?

Pour rassurer Bruxelles, il faut continuer les réformes technocratiques et s'attaquer aux retraités, aux chômeurs, etc. non seulement ce n'est pas prioritaire mais en plus c'est clivant. Une idée pourrait être de s'attaquer aux différences entre les CDI et les CDD. Mettre fin au système dual permettrait une grande bassine de l'emploi et non pas des simili castes. Ce serait efficace et sans doute bien vu, mais pas évident à mettre en place. On ne peut plus s'attaquer aux services publics qui ne tiennent qu'à un fil donc il faut s'attaquer aux dépenses de transferts. Il faut se demander comment libéraliser le marché du travail sans qu'il y ait trop de perdants.

Faudrait-il creuser le poids de la technocratie ?

Oui bien sûr. Le problème étant maintenant surtout l'inflation textuelle plutôt que la dépense publique, car la dépense publique est en partie souhaitée par le corps social. On peut agir, mais ce n'est pas du tout consensuel. Alors que dénoncer le fait que la complexité administrative devient un monstre qui se nourrit lui-même, tout le monde commence à le comprendre. Il pourrait y avoir une action, mais cela demande de casser la demande qui sous tend cette inflation textuelle, de casser aussi un certain nombre de lobbys, de se débarrasser d'un certain nombre de parlementaires, etc. C'est un travail de longue haleine, mais il y a des choses qu'on pourrait faire plus rapidement.

Quels sont les vrais sujets selon vous ?

Le problème est que les vrais sujets sont des sujets qui fâchent. Cela commencerait par établir un bon rapport avec la BCE, pour cesser d'être ses toutous. Un second sujet intéressant, serait de décider ce qu'on peut faire avec les dettes, et réfléchir à des remises de dette ainsi que réfléchir à un audit des dettes de la France et notamment des dettes implicites de la France. On pourrait aussi s'intéresser aux vrais chiffres de l'immigration ou notre vulnérabilité énergétique, après avoir organisé un pillage d'EDF. Plus largement, il faut s'emparer du sujet de nos vulnérabilités dans tous les domaines afin de reconstituer des *limes*, comme les Romains : quelles priorités et quels objectifs ?

16 janvier 2023 (Le Point)

https://www.lepoint.fr/monde/gerard-araud-le-conflit-israelo-palestinien-un-probleme-sans-solution-15-01-2023-2504848_24.php

Gérard Araud – Le conflit israélo-palestinien, un problème sans solution ?

CHRONIQUE. Le retour de Netanyahu est l'occasion de faire le point sur un sujet qui suscite des passions à ce point opposées que tout dialogue serein devient quasi impossible.

Par [Gérard Araud](#)



Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu au mur des Lamentations le 1er janvier 2023. © GIL COHEN-MAGEN / AFP

Publié le 15/01/2023 à 10h30

L'intronisation à Jérusalem d'un nouveau gouvernement qui réunit la droite et l'extrême droite me fournit l'occasion de revenir sur le conflit israélo-palestinien. J'ai consacré de longues années à ce sujet au cours de ma carrière diplomatique qui m'a conduit, en particulier, à deux reprises à notre ambassade à Tel-Aviv, la seconde fois comme ambassadeur, mais **j'ai jusqu'à présent évité de le traiter ici parce qu'il suscite des passions à ce point enflammées et oppose des narratifs à ce point opposés que tout dialogue serein en devient quasiment impossible.**

Je rappelle que la mission du diplomate n'est pas de distribuer des bons points, de dire qui a tort ou qui a raison, mais de trouver une voie vers la paix s'il en existe une sur la base des faits, c'est-à-dire des demandes des deux adversaires et des rapports de force entre eux.

Un rapport de force déséquilibré

Première constatation : Israël est le vainqueur ; les Palestiniens, les vaincus. Le propos est brutal, je le concède, mais il ne sert à rien de nier la réalité. **Israël est militairement et économiquement une superpuissance régionale. Il bénéficie du soutien jusqu'ici indéfectible des États-Unis, d'un traitement de faveur de l'UE et de l'alliance de facto de la majorité des pays arabes qui voient en lui une garantie contre l'Iran.**

En face, la « Palestine », Cisjordanie et bande de Gaza, non seulement ne représente qu'un PIB de 18 milliards de dollars (Israël de 490 milliards, soit 25 fois plus !), **mais elle est divisée entre deux mouvements irréconciliables engagés dans une guerre civile de fait.** Gaza est une prison à ciel ouvert dont les geôliers israélien et égyptien coopèrent ; de son côté, la Cisjordanie, occupée depuis cinquante-cinq ans, est fermement tenue en main depuis l'échec de la deuxième intifada, il y a presque vingt ans.

À l'extérieur, le temps est passé de la mobilisation de la communauté internationale sur la question palestinienne. **Ce n'est pas seulement le monde arabe qui sacrifie sans états d'âme la solidarité avec les Palestiniens à ses préoccupations de sécurité ; c'est aussi l'Europe où les uns assument une posture résolument pro-israélienne et où les autres ont conclu que rien n'était possible et qu'il n'y avait donc aucune raison de consacrer du capital diplomatique à un conflit dans l'impasse. Par ailleurs, Russie, Inde et Chine entretiennent les meilleures relations du monde avec Israël** quitte, de temps en temps, à voter des textes qui n'engagent à rien et ne servent à rien à l'Assemblée générale des Nations unies.

Dominer sa victoire

Lorsqu'un conflit révèle un rapport de force à ce point déséquilibré, il n'y a de paix possible que si le vainqueur domine sa victoire et le vaincu accepte sa défaite. Le premier doit proposer des termes qui reflètent la réalité mais qui soient acceptables par son interlocuteur, et le second comprendre qu'il doit faire des concessions proportionnées à sa faiblesse. **C'est ainsi que de tout temps se sont conclues les guerres.** Il n'y a aucune raison qu'il en soit différemment en l'espèce. **Or, force est de conclure qu'aucune des deux parties n'est prête à consentir à cet effort.**

Du côté palestinien, personne n'a la légitimité nécessaire pour entraîner son peuple derrière lui dans cette voie. **Autoritarisme et corruption minent les deux autorités qui gouvernent, chacune de son côté, Gaza et la Cisjordanie. Il est vrai qu'en face, rien ne les incite au compromis. En effet, les gouvernements israéliens prouvent par leurs actes et par leurs déclarations qu'ils ne veulent pas d'un État palestinien.** La colonisation israélienne en Cisjordanie se poursuit à un tel rythme qu'elle y rend impossible la création d'un État palestinien viable et contigu. En politique étrangère, on fait rarement des concessions quand on est aussi comparativement fort que ne l'est Israël.

Les Américains découragés se sont d'ailleurs retirés du jeu après des décennies d'efforts diplomatiques infructueux. Récemment, **Trump seul s'y est risqué, mais il avait mis sur la table un plan de paix à ce point favorable à Israël qu'il n'avait aucune chance de constituer même une base de discussion. Il n'y a donc aujourd'hui même plus de semblant de « processus de paix » entre les deux ennemis.** Or, **le nouveau gouvernement de Benyamin Netanyahou comporte des partis qui appellent à l'annexion de la Cisjordanie, voire à l'expulsion des Palestiniens. Une négociation en devient inconcevable.**

Alors qu'attendre de l'avenir ? Les Palestiniens eux-mêmes comprennent que la perspective d'un État, au moins en Cisjordanie, est plus lointaine que jamais. Ils voient les implantations israéliennes qui parsèment le paysage et les grues qui les dominent ; ils suivent les débats politiques israéliens et y constatent la montée inexorable de l'extrême droite.

Dans ce contexte, le scénario le plus vraisemblable est la poursuite de la colonisation israélienne en Cisjordanie et l'absence de toute négociation entre un vainqueur assuré de sa force et un vaincu impuissant avec de temps en temps des bouffées de violence suivies de trêves. Il n'y a dans cette analyse ni satisfaction ni cynisme de ma part, mais un constat que je crois ancré dans la réalité du moment. « Malheur aux vaincus », nous prouve l'histoire. Au vainqueur de ne pas abuser de sa victoire : c'est loin d'être acquis.

16 janvier 2023 (Le Point)

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/sophie-coignard/coignard-reforme-des-retraites-attention-elements-de-langage-glissants-16-01-2023-2504919_2134.php

Coignard – Réforme des retraites : attention, éléments de langage glissants

CHRONIQUE. Le gouvernement a multiplié les déclarations « rassurantes » pour défendre sa réforme contestée des retraites. Gare aux incohérences !

Par [Sophie Coignard](#)



La Première ministre Élisabeth Borne, lors de la présentation de son projet de loi de réforme des retraites, le 10 janvier 2023. © BERTRAND GUAY / POOL / AFP

Publié le 16/01/2023 à 07h41 - Modifié le 16/01/2023 à 07h51

Dans *La Septième Fonction du langage*, paru en 2015, le romancier [Laurent Binet](#) évoque le caractère performatif du verbe, qui lui donnerait le pouvoir de convaincre et même de faire advenir ce qu'il affirme. Un vrai rêve pour tous les professionnels de la communication. Mais un rêve seulement ! La Première ministre, et avec elle tous les membres du gouvernement ainsi que les parlementaires de la majorité chargés de « vendre » le projet de réforme sur les retraites, répète inlassablement les mêmes éléments de langage : il s'agit d'une réforme de « justice » et de « progrès ».

Élisabeth Borne n'a pas ménagé ses efforts, depuis près d'une semaine, pour mettre en avant les « avancées sociales » sur les carrières longues, les « métiers difficiles », et la revalorisation des petites pensions. Elle avait auparavant pris l'engagement de maintenir coûte que coûte la durée de cotisation à 43 ans. Las ! Il y a un – petit – trou dans la raquette : ceux qui ont commencé à travailler à 20 ans partiront à la retraite à 64 ans, et devront donc cotiser... 44 ans. Injuste, donc ! Une objection qu'a tenté de balayer la cheffe du gouvernement samedi sur [France Inter](#) : les personnes concernées devront « travailler jusqu'à 64 ans, c'est-à-dire un an de plus ». « Mais je rappelle qu'on est dans une réforme dans laquelle on demande aux Français de travailler deux ans de plus. » La justification est valide, mais est-elle audible par le public concerné ?

À l'euro près

Un autre point de faiblesse concerne la situation globale des finances publiques. « Aucun déficit n'est négligeable pour un État qui a 3 000 milliards d'euros de dette », a martelé [Bruno](#)

Le Maire mardi dernier, lors de la conférence de presse où Élisabeth Borne a présenté son projet avec quelques membres du gouvernement. Une déclaration en droite ligne de celle que le ministre de l'Économie et des Finances avait faite fin septembre, au moment de la discussion budgétaire : « La France est à l'euro près. » Tout cela est vrai. Comme il semble évident que financer les pensions par la dette serait non seulement une aberration économique, mais aussi et surtout un scandale éthique, qui reviendrait à se débarrasser du problème sur les générations futures.

Mais c'est le même Bruno Le Maire qui, avec le « quoi qu'il en coûte », a distribué de l'argent magique pendant la pandémie. Et qui risque de se voir pris à partie par les opposants à la réforme : pourquoi l'État accumule-t-il les déficits année après année mais ne tolère-t-il pas le moindre déséquilibre pour les retraites ? Bref, pourquoi est-il si désinvolte pour ce qui le concerne et si pointilleux envers les salariés ? Une question non dénuée de démagogie, mais potentiellement efficace...

Enfin, l'exécutif doit aussi se garder de sembler trop laxiste, et de perdre en route la minorité de Français convaincue du bien-fondé de la réforme. Ceux-là ne descendront pas dans la rue. Mais ils ont bien noté que le futur âge légal de départ est passé de 65 à 64 ans. Qu'un tiers environ des économies engendrées sera consommé par les mesures compensatoires sur les carrières longues, la pénibilité et les petites pensions. Si des voix se font entendre pour dénoncer « une réforme pour rien », Emmanuel Macron aura perdu son pari politique.

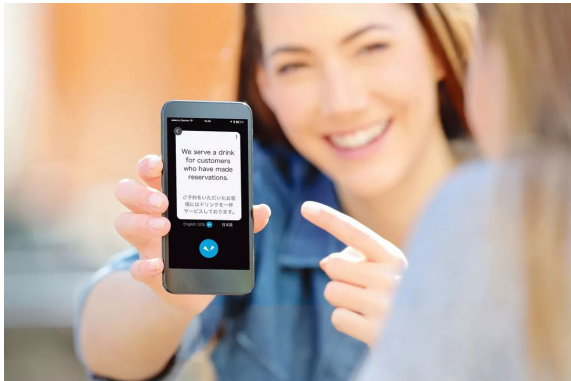
16 janvier 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/comment-apprendre-une-langue-etrangere-grace-aux-applis-de-son-smartphone-20230115>

Comment apprendre une langue étrangère grâce aux applis de son smartphone

Par [Pascal Grandmaison](#)

Publié hier à 18:27, mis à jour hier à 18:27



L'application mobile Pocketalk permet de traduire instantanément n'importe quel texte visuel en 82 langues. *Pocketalk*

DÉCRYPTAGE - Grâce à des techniques avancées exploitant l'intelligence artificielle, il est possible d'acquérir une langue étrangère en un temps record.

Et s'il suffisait de télécharger un fichier numérique dans son cerveau pour acquérir de nouvelles connaissances, à la manière du Neo de Matrix qui pouvait devenir un expert du kung-fu et maîtriser de multiples idiomes en quelques secondes? La réalité est malheureusement loin d'égaliser la fiction. Pour autant, des progrès significatifs ont vu le jour, notamment avec l'introduction de la reconnaissance vocale ou de l'intelligence artificielle, qui accélèrent significativement l'apprentissage des langues.

Voilà une bonne nouvelle pour **les Français qui ont la réputation d'être de mauvais élèves en la matière**. Selon l'indice annuel d'Education First basé sur les performances au test d'anglais EF SET, **la France traîne ainsi dans le dernier tiers du classement des pays européens, derrière la Roumanie, la Pologne ou la Bulgarie, mais devant les Espagnols et les Italiens**.

Les raisons de s'initier ou de perfectionner son aptitude à communiquer dans un langage différent sont pourtant multiples: évolution professionnelle, recherche d'emploi, désir de voyager, plaisir de stimuler ses neurones... Les salariés et les étudiants sont les premiers à s'intéresser aux cours de langues, par professeur interposé ou en ligne. Mais les offres existantes se heurtent à de multiples problèmes financiers ou d'organisation.

On citera évidemment le pionnier des cours de langues en ligne, **Babbel**, qui permet de s'initier aussi bien au suédois, au turc qu'à l'indonésien (14 langages au total). Par le biais d'une application mobile, il développe des leçons courtes (pour un total de 30 à 240 minutes par semaine) axées sur des conversations réelles, mais aussi des classes en direct dans le but de dialoguer frontalement avec des professeurs qualifiés. Avec ses fiches de vocabulaire extrêmement fouillées, cette solution est particulièrement recommandée pour les utilisateurs avancés et les personnes très appliquées. Elle présente l'avantage d'être accessible quels que soient le lieu où l'on se trouve et le temps dont on dispose. Son prix varie en fonction de la durée d'abonnement. Comptez 10 € mensuels pour une langue (250 € pour une période illimitée).

Dans le même esprit, Rosetta Stone se distingue avec une offre en ligne combinant image et langage et exploitant la reconnaissance vocale. Cette méthode s'appuie sur l'immersion pour deviner intuitivement le sens des nouvelles phrases, sans avoir besoin de les traduire. Basé sur des cours simples de 5 à 10 minutes, Rosetta Stone dispose d'un catalogue de 24 langues, dont le tagalog ou le farsi. Osez-vous vous lancer? 12 € mensuels.

Pratiquer le geste vocal

«Pour parler une langue, il faut absolument pratiquer le geste vocal, assure Grégoire Tomatis, cofondateur de la société Polyglot. *Le problème des nouvelles technologies est qu'elles nous rendent passifs alors qu'il faudrait s'immerger activement. De même, la reconnaissance vocale fonctionne imparfaitement car elle reconnaît les mots mais pas le rythme, ni l'accent, ni la fluidité. Elle n'est utile que pour inciter les gens à parler.*» **Selon un avis de l'Union européenne, il faudrait cumuler 1200 heures de conversation pour parler une langue. Les élèves de la sixième à la terminale bénéficient d'un total de 730 heures de cours mais seulement de quelques heures de véritables dialogues.** Pour répondre à ces problématiques, Polyglot a développé un casque autonome d'apprentissage de l'anglais, reposant sur une approche disruptive. *Pronounce (249 €) se concentre exclusivement sur l'oral dans une logique de répétition où le son est plus important que le sens. L'objectif consiste à acquérir des réflexes par mimétisme afin que la conversation devienne intuitive.*

La société a analysé les mécanismes d'apprentissage mis en œuvre entre 0 et 7 ans, qui structurent la phonétique de la langue maternelle, empêchant ensuite d'ouvrir son oreille à d'autres musicalités, d'autres plages de fréquences et d'autres rythmes linguistiques. Pour contrer cette orientation, le casque Pronounce active une série de filtres audio, sur le son mais également par le biais de la conduction osseuse (on entend aussi les résonances de sa propre voix par vibration des os), afin d'intensifier les différences tonales spécifiques à une langue, sur la voix d'un interlocuteur comme sur celle de l'utilisateur.

À force de répétition, sans passer par la case lecture qui accapare une part du cerveau pour la traduction et limite la fluidité, on finit par se laisser aller et acquérir une réelle dextérité. **Le casque Pronounce permettrait d'apprendre à parler anglais deux fois plus vite que d'ordinaire.** Conseillé aux personnes disposant d'un niveau scolaire, il intègre 45 heures de leçons sur deux niveaux. En lui consacrant 15 à 30 minutes quotidiennement, il faudrait trois à six mois pour terminer le premier niveau. Et disposer des acquis pour arpenter une rue de New York en toute confiance.

Citons enfin la stratégie de l'organisme de formation **Beyond Words** d'exploiter la réalité virtuelle pour immerger intensément l'élève au cœur de la scène. Flanqués d'un casque VR, ces derniers afficheraient un taux de rétention des informations de 80 % après un an, contre 20 % pour un parcours classique. Réservé aux formations professionnelles (300 € les 30 heures).

Traducteur universel

Si la technologie pourvoit de nouvelles méthodes d'apprentissage, elle génère également des outils efficaces pour traduire des langues parfaitement inconnues. On citera **l'incontournable application mobile gratuite Traduction de Google** qui assure la prise en charge de 133 langues, avec ou sans connexion internet (il convient de télécharger la langue adéquate en amont). **On peut déchiffrer instantanément les propos vocaux ou écrits, mais aussi les textes saisis par l'appareil photo. Pratique pour identifier les panneaux de direction en Grèce!**

On pourra lui préférer l'application mobile **Pocketalk** (pour iOS et Android, 82 langues, 2,95 € mensuels, essai gratuit de trois jours). Plus spécialisée, elle évite la plupart des pièges linguistiques ou phonétiques dans lesquels tombe Google Traduction. Elle se positionne en parallèle de l'offre de terminaux de poche de la marque, notamment Pocketalk S (249 €) qui ajoute l'indépendance (on épargne la batterie de son smartphone) et d'ingénieux exercices de prononciation des phrases déjà utilisées, pour lesquelles on peut diminuer puis augmenter progressivement la vitesse. Veillez

cependant à disposer d'une bonne connexion internet puisque les données sont stockées dans le cloud. L'accès à l'internet mobile, même à l'étranger, est gratuit pendant vingt-quatre mois, puis facturé 50 € par an. C'est cher! Mieux vaut privilégier le Wi-Fi.

La formule du Vasco Translator V4 (389 €) est légèrement différente. Ce traducteur de poche se démarque par l'usage de l'intelligence artificielle pour la reconnaissance vocale et par un accès internet gratuit à vie dans 200 pays (108 langues traduites). À l'aise avec le langage familier ou technique (juridique, médical...), il permettrait d'entrer en communication avec 90 % des habitants de la planète. Seul Neo en était capable jusqu'à présent!

16 janvier 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/international/la-chute-de-la-population-italienne-est-elle-irreversible-20230115>

La chute de la population italienne est-elle irréversible?

Par [Valerie Segond](#)

Publié hier à 17:52, mis à jour hier à 17:52



Les jeunes Italiens s'émanent particulièrement tard du foyer parental. *MARCO BERTORELLO/AFP*

GRAND DÉCRYPTAGE - La démographie transalpine, en berne depuis des années, semble d'autant moins pouvoir se relever que le recours à l'immigration est rejeté.

Rome

Une fois de plus, en 2022, l'Italie aura eu moins de bébés: près de 394.000 naissances, soit une grosse moitié des naissances en France. La démographie italienne poursuit sa descente amorcée en 2010. Et sa population, de 60,8 millions en 2015, a déjà chuté à moins de 59 millions, malgré une immigration dynamique depuis 2000. En vingt ans, le nombre d'étrangers est passé de 1 million à 5,2 millions.

Le déclin peut-il être enrayé?

Un phénomène en entraîne un autre pour expliquer cette chute continue des naissances: l'effondrement du taux de fécondité, de 2,51 enfants par couple en 1963 à 1,44 en 2010 et 1,25 aujourd'hui. Soit le deuxième plus bas en Europe après celui de l'Espagne. S'il paraît enfin se stabiliser, sa chute est si ancienne que chaque génération est moins nombreuse que celle qui la précède. Aussi, explique Alessandro Rosina, professeur de démographie à l'Université catholique de Milan, *«les femmes en âge de procréer étant de moins en moins nombreuses, les naissances vont continuer à baisser même si nous parvenions à relever le taux de fécondité au niveau de celui de la France. Plus le temps passe, plus il est difficile d'inverser la courbe»*. Difficile de sortir de l'hiver démographique.

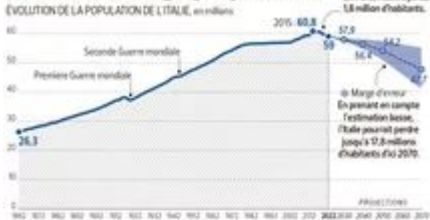
Pourquoi si peu d'enfants?

Au début des années 2000, le problème tenait à la difficulté des familles italiennes de passer de 1 à 2 enfants. Depuis la crise de 2008, il y a moins de premiers nés, car ce sont les jeunes qui peinent à fonder une famille. Un quart des 25-34 ans sont des Neet, «ni en études, ni en emploi», et sont deux fois plus nombreux qu'en France. Et quand ils font des études, ils en sortent à 27 ou 28 ans. En moyenne, deux ans après leur diplôme, 38 % d'entre eux seulement ont un emploi. Aussi les jeunes Italiens s'émanent-ils particulièrement tard du foyer parental: à 29,9 ans en moyenne, selon Eurostat (et 30,9 ans pour les garçons), contre 23,6 ans en France, soit plus de six ans de différence. Le

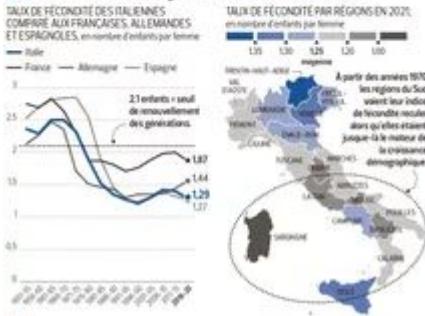
taux est le plus tardif de toute l'Europe. Et ce d'autant que les loyers sont trop élevés pour leurs revenus. Chaque crise diffère un peu plus le projet d'enfant, jusqu'à ce qu'aux deux enfants rêvés il ne soit plus temps que d'en faire un, et parfois plus du tout. En vingt ans, l'âge moyen des mères à l'accouchement est passé de 30,5 à 32,8 ans, et à 31,5 ans pour le premier enfant.

Si on y fait moins d'enfants, c'est aussi parce que les femmes, source du deuxième revenu nécessaire à la vie de la famille, travaillent moins qu'ailleurs: vingt points d'écart entre le taux d'emploi des hommes et des femmes (contre onze en Europe), car rien n'a été fait en Italie pour favoriser le travail des mères. *«Pas de quotient familial, de rares services à l'enfance, et aucune culture de la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale»*, résume Marco Marsili, de l'Istat. Jusqu'à récemment, *«les femmes choisissaient la carrière ou les enfants, et souvent plus la première que les seconds, adoptant le modèle masculin»*, dit Alessandro Rosina. Ce n'est que très récemment que l'état d'esprit a commencé à changer. *«On commence à voir que les régions où les femmes travaillent sont aussi celles qui ont le plus haut taux de fécondité»*, dit Cecilia Tomassini, de l'université du Molise. L'exemple cité est celui du Trentin.

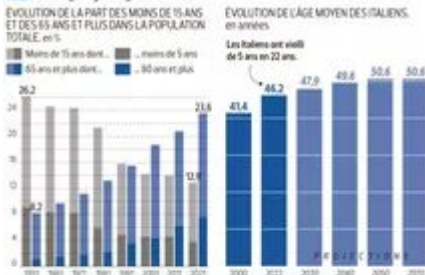
1 L'hiver démographique italien



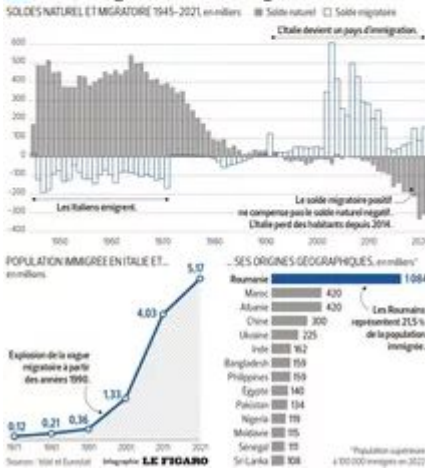
2 L'Italie ne fait plus assez d'enfants



3 Un pays qui vieillit



4 De l'émigration à l'immigration



D'où vient l'absence de politique nataliste?

Longtemps après le fascisme, qui voulait imposer le modèle de 5 enfants par femme, la question fut taboue. Et, plus généralement, explique le professeur de démographie à l'université Bocconi Francesco Billari, «on a eu tendance à considérer que la prise en charge de l'enfant devait reposer *intégralement sur la famille et pas sur la société*». Aussi est-ce d'abord de la famille que vient l'aide pour élever l'enfant: quand 50 % des moins de 2 ans vont à la crèche en France, ils ne sont que 27 % en Italie. Néanmoins, pour contrer la crise démographique, «*de nouvelles politiques de conciliation de la vie active et familiale ont été lancées*, explique Cecilia Tomassini. *Mais*

pendant longtemps, il ne s'est agi que de mesures sporadiques et temporaires disparaissant une fois l'enfant né. Or, ces politiques n'ont d'effets que lorsqu'elles durent.»

Giorgia Meloni, qui a créé un ministère de la Famille, de la Natalité et de l'Égalité des chances, n'a pour l'instant pris que des mesures homéopathiques

Depuis celui de Matteo Renzi, de 2014 à 2016, chaque gouvernement renforce la politique familiale du précédent. Et avec le «Family Act», voté en avril 2022, toutes les politiques convergent désormais vers le soutien des naissances. Les aides à la famille ont été regroupées autour d'une allocation unique, dont une partie est indépendante des revenus. Si celle-ci reste très faible, de 50 euros par enfant et par mois (et 175 euros au troisième enfant), quand élever un enfant coûte en moyenne 650 euros, selon Bankitalia, *«ce fut néanmoins une révolution en Italie, dit Cecilia Tomassini, car pour la première fois on reconnaissait la valeur durable de l'enfant pour la société»*. Quant à Giorgia Meloni, qui a créé un ministère de la Famille, de la Natalité et de l'Égalité des chances, elle n'a pour l'instant pris que des mesures homéopathiques, avec une hausse de 50 % de l'allocation pour les foyers de trois enfants et plus et un départ en retraite anticipé réservé aux femmes en situation économique difficile. Pas de quoi inverser radicalement la courbe.

L'immigration, seule voie de salut?

Dans ce pays qui depuis 2015 s'est crispé sur les débarquements d'étrangers en situation irrégulière, la question peut paraître paradoxale. Néanmoins, c'est la seule réponse rapide à la crise de la population. Alors que cela fait trente ans que la démographie pèse négativement sur la croissance économique italienne, Bankitalia a démontré que celle-ci aurait été bien plus faible sans l'immigration. Et cette fois, l'effondrement de la population en âge de travailler menace directement l'économie manufacturière italienne, car en vingt ans elle pourrait passer de 35 millions à 28 millions en 2041, projettent les Nations unies. D'ici à 2050, selon les scénarios de l'Istat, la population active pourrait baisser dans le meilleur des cas de 6 millions, dans le pire de 10 millions. Pourrait-elle alors rester l'atelier de l'Europe? Déjà les carences de main-d'œuvre ont poussé les gouvernements à augmenter les flux d'entrées légales. Il y en aura 82.700 cette année, vient de décider le gouvernement nationaliste en place. Si l'Italie ne parle pas d'immigration choisie, l'idée fait son chemin. *«Dépassant les polémiques politiques, l'Italie doit aujourd'hui privilégier une immigration formée et sélectionnée sur les métiers en forte tension, des services à la personne aux médecins en passant par les infirmiers, les ouvriers, autant de flux qui ont été fortement réduits»,* dit Marco Marsili, de l'Istat. *Comme ils trouveront du travail, ils s'intégreront sans mal.»*

Mais cela n'y suffira pas. *«Pour seulement maintenir la population à son niveau actuel, il faudrait doubler les flux migratoires, dont le solde est de 150.000 par an aujourd'hui à quelque 300.000 à 350.000 par an»,* dit Marco Marsili. *«Pour contrer la chute de la population dans les cinq à dix prochaines années, c'est la seule solution, tandis que les politiques natalistes ne feront sentir leurs effets qu'à vingt ou trente ans,* défend Francesco Billari. *D'autant que ce sont souvent des familles avec enfants et des parents encore jeunes qui migrent, apportant une réponse rapide.»* En effet, les femmes immigrées deviennent mères plus de trois ans plus tôt que les Italiennes en moyenne (29,3 ans contre 32,7 ans), expliquant en partie un taux de fertilité bien supérieur, bien qu'en baisse. En 2020, les étrangers, qui ne représentent que 8,5 % de la population, ont été à l'origine de 15 % des naissances. Attention, met en garde Alessandro Rosina, *«l'immigration ne s'intégrera que si elle trouve des emplois et des services à l'enfance lui permettant de mettre elle-même au monde des enfants»*. En fait, renchérit Francesco Billari, *«pour que les immigrés s'installent, il ne faut pas se limiter à l'immigration de travail, mais bien intégrer tous les éléments de la famille, y compris leurs enfants à naître. Cela suppose que l'on dépasse le discours sur "les Italiens d'abord", et que l'on accepte l'idée que les enfants des migrants vont être les nouveaux Italiens»*.

16 janvier 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/xavier-laurent-salvador-peut-on-encore-montrer-mahomet-dans-les-universites-americaine-et-francaise-20230115>

Xavier-Laurent Salvador: «Peut-on encore montrer Mahomet dans les universités américaine et... française?»

Par [Xavier-laurent Salvador](#)

Publié hier à 20:17, mis à jour hier à 20:17



Xavier-Laurent Salvador. *Fabien Clairefond*

TRIBUNE - Une enseignante de l'université Hamline dans le Minnesota a été licenciée après avoir montré à sa classe des peintures médiévales représentant le prophète Mahomet. L'agrégé de lettres et maître de conférences dénonce la victoire de l'iconoclasme islamiste, et rappelle que l'université française est, elle aussi, soumise aux pressions communautaristes.

Xavier-Laurent Salvador est agrégé de lettres modernes et maître de conférences en langue et littérature médiévales. Il codirige l'Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires, qui dispose d'un site internet: decolonialisme.fr.

Premier acte d'un drame: au sein de l'université privée Hamline de Saint Paul (Minnesota), pendant son cours en ligne consacré à «l'art islamique» (Islamic art), l'assistante de Mark Berkson - doyen du département d'anthropologie religieuse - a présenté aux étudiants une image d'un calendrier islamique du XIV siècle représentant l'annonce de Gabriel à Mahomet. Le professeur avait auparavant pris soin de s'excuser du caractère offensant de l'image et de respecter un temps pour que les étudiants concernés puissent éteindre la vidéo du cours. Le but poursuivi était de dénoncer l'idée selon laquelle il n'existerait qu'un seul bloc islamique s'accordant unanimement sur la condamnation des représentations prophétiques.

Deuxième acte: nonobstant les figures de prétériton et les mesures précautionneuses, un étudiant du cours, Aram Wedatalla, par ailleurs président de l'Association musulmane étudiante locale (la MSA, Muslim Students Association), a aussitôt dénoncé l'enseignante à son administration, s'estimant «*offensé*» par cet «*incident islamophobe*»; en réalité par le blasphème. Troisième et dernier acte: le doyen, malgré les excuses présentées par l'enseignante, a condamné «*l'intolérance*» du cours et exclu l'enseignante de la «*communauté universitaire*».

Tout est donc affaire de représentation: c'est en voulant apporter e la nuance que le professeur s'est retrouvé coupable aux yeux des communautaristes de mal les représenter. C'est en voulant lutter contre des représentations du Prophète que des croyants ont érigé comme un droit absolu celui de représenter leur communauté islamique. C'est enfin parce que la représentation de l'institution ne

fonctionne pas qu'elle en vient à qualifier d'islamophobe un cours d'anthropologie religieuse. Cette affaire illustre parfaitement la manière dont l'idéologie œuvre sournoisement au sein des institutions pour museler la science à son avantage dans un but de conquête culturelle.

Dans une démocratie républicaine qui connaît la laïcité et dont la Constitution est fondée sur les droits de l'homme, la représentation est fondée sur ce qui rassemble les citoyens au sein d'une seule communauté. L'indifférence aux questions de genre, de race ou de religions n'est pas une privation: elle est au contraire la garantie de l'exercice de cette liberté dans le respect des droits de chacun. Dans la démocratie communautaire, la représentation ne porte que sur les différences qui opposent distinctement les communautés entre elles. Cette prime à la différence est une double négation: de l'individu, sommé d'intégrer la communauté qui le représente ; et des autres communautés concurrentes.

Terreur inspirée du fanatisme

Le communautarisme craint en réalité l'ambivalence: il lui préfère les contours nets et bien dessinés, les frontières infranchissables et les affirmations péremptoires qui permettent de représenter clairement une identité distincte et clairement identifiable par des logos, des drapeaux à l'image d'une marque. Dans l'affaire du Mahomet de Hamline, on assiste à une surenchère radicale de l'étudiant qui impose sa foi contre la science de l'universitaire: il oppose son droit coutumier à la science, et emporte le débat. Fort logiquement dirais-je, puisque l'institution ne représente qu'elle-même, quand le jeune étudiant représente légitimement sa communauté.

Le christianisme médiéval avait déjà affronté la question de l'iconoclasme: le conciliabule d'Hiéréia avait consacré la notion, aussitôt contredit par Nicée II. Le Mahomet aux enfers de la basilique de Bologne inspiré de Dante est aujourd'hui menacé d'attentats. C'est l'honneur de la République italienne de le protéger. Que lui arriverait-il si le doyen de l'université de Hamline était au pouvoir? L'iconoclasme de certaines sectes islamiques en France peut en effet être combattu au nom de la protection des citoyens contre tout discours séparatiste, tandis que le séparatisme est le fondement même de l'entreprise communautariste. Mais aujourd'hui, la terreur inspirée par le fanatisme en arrive à imposer sa rhétorique dans les classes, les amphithéâtres des universités et les médias eux-mêmes...

Il y a un an éclatait ainsi en France l'affaire de l'IEP de Grenoble. Deux professeurs, Vincent Tournier et Klaus Kinzler, étaient accusés «d'islamophobie» par des étudiants. Même si la justice aujourd'hui rétablit les deux collègues dans leur dignité, de son côté la collègue américaine n'a rien à attendre de l'institution qui l'a condamnée.

Il n'existe pas « un seul bloc islamique »: la science donne évidemment raison au professeur de Hamline

Xavier-Laurent Salvador

La République retourne contre elle-même ses principes. Une partie de ses territoires symboliques est conquise à son tour par une idéologie communautariste: on le voit dans l'imposition par exemple dans le débat politique d'un outil rhétorique comme «l'islamophobie», instrumentalisé pour réintroduire le délit de blasphème supprimé en France depuis 1791 et ce alors même que des représentants musulmans comme Chems Eddine Hafiz se refusent à l'utiliser. Mais on le remarque également par l'introduction dans la loi d'une notion comme le «discours de haine», alors que cela n'a rien de juridique mais entre en concurrence avec d'autres expressions plus légitimes comme la lutte contre les «discours racistes et antisémites».

Comme l'a montré l'historien Pierre Vermeren, des images de calendriers musulmans montrant Mahomet circulent librement jusqu'au milieu du XX^e siècle dans le Maghreb et encore aujourd'hui dans les pays chiïtes, preuve s'il en était qu'il n'existe pas «un seul bloc islamique»: la science donne évidemment raison au professeur de Hamline. Mais qui s'en soucie encore? Alors que s'expriment sans

cesse, y compris au sein même de l'université française, les passions des communautés contre la science, il est important d'insister sur ce qui nous rassemble au sein de la même citoyenneté. À l'heure où les universités iraniennes s'enflamment pour défendre la liberté d'étudier en même temps que les pires obscurantistes se parent du nom de «taliban», ce qui dans leur langue, ne l'oublions pas, signifie les «étudiants», nous assistons en Occident à une régression sans précédent de l'universalisme du savoir dont l'université devrait être le temple.

16 janvier 2023 (Le Figaro)

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/immigration-illegale-la-france-et-l-europe-sous-pression-maximale-20230115>

Immigration illégale : la France et l'Europe sous pression maximale

Par [Jean-Marc Leclerc](#)

Publié hier à 10:55, mis à jour hier à 19:44



La pression migratoire qui pèse sur les pays de l'Union au sortir des années Covid est manifestement plus forte que prévu. *Darko Vojinovic/AP*

ANALYSE - Alors que l'agence européenne de contrôle aux frontières annonce 330.000 passages illégaux en 2022, la France aura recensé plus de 130.000 demandeurs d'asile sur son sol.

La France s'apprête à annoncer ses propres chiffres sur les demandeurs d'asile qui ont bondi à plus de 130.000 en 2022. Une source gouvernementale évoque au *Figaro* un total de demandes «proche de 135.000». De son côté, l'agence européenne de contrôle aux frontières **Frontex a choisi de révéler sans attendre son bilan pour l'année 2022** : «*Environ 330.000 franchissements irréguliers de la frontière ont été détectés à la frontière extérieure de l'UE*», selon elle. Il s'agit du «*nombre le plus élevé depuis 2016*». Une augmentation de 64 % par rapport à 2021.

Par ailleurs, si l'on en croit les chiffres de Frontex, **le nombre de franchissements illégaux vers la Grande-Bretagne est largement supérieur aux 50.000 à 60.000 tentatives redoutées outre-Manche pour 2022**. Dans la zone, principalement depuis la France, «*plus de 71.000 franchissements irréguliers de la frontière ont été détectés*», dont une large part de tentatives et de passages réussis. «*Plus de 50 nationalités différentes ont été enregistrées dans la Manche, la plupart d'entre elles provenant du Moyen-Orient, d'Albanie et de la Corne de l'Afrique*», précise l'agence européenne.

La pression migratoire qui pèse sur les pays de l'Union au sortir des années Covid est manifestement plus forte que prévu. **Selon Frontex, la route des Balkans occidentaux est la plus empruntée de toutes, avec 145.600 passages détectés. Une hausse de 136% en un an ! Loin devant la route de la Méditerranée centrale qui aura vu les passages enregistrés monter à plus de 102.000 en 2022, soit une hausse de 51%.**

Sur la route des Balkans, les Syriens, Afghans et Tunisiens représentaient ensemble 47 % des détections en 2022. «*Le nombre de Syriens a pratiquement doublé pour atteindre 94.000*», selon Frontex. «*Les femmes représentaient moins d'une détection sur dix, tandis que la part des mineurs signalés a légèrement diminué pour atteindre environ 9 % de toutes les détections*», note l'agence.

Selon elle, **sur la route de la Méditerranée centrale, «les Égyptiens, les Tunisiens et les Bangladais étaient les trois principales nationalités dans une année qui a vu le plus grand nombre d'arrivées dans cette région en provenance de Libye depuis 2017 et le plus grand nombre en provenance de Tunisie dans l'histoire récente».** De nombreux Nigériens arrivent, de leur côté, par la Méditerranée orientale.

Ces chiffres excluent les quelque 13 millions de réfugiés ukrainiens recensés à leur entrée aux frontières terrestres extérieures de l'UE en provenance d'Ukraine et de Moldavie entre le 24 février 2022 et la fin de l'année. C'est dire le poids économique qui pèse, de manière globale, sur les épaules de l'UE. Pour Frontex, l'augmentation constante du nombre de franchissements irréguliers, démontre **«la nécessité de disposer d'un corps de gardes-frontières et de gardes-côtes européens fort et efficace, avec Frontex en tant que soutien solide des États membres».**

En 2022, **«Frontex a mené une vingtaine d'opérations aux frontières extérieures de l'UE et au-delà, et déployé en moyenne 2000 agents du corps permanent».** Mais le départ fracassant de l'ancien directeur exécutif de l'agence, **Fabrice Leggeri**, le 1er juillet dernier, **laisse planer un doute sur la philosophie de cette institution.** L'ex-patron français de l'agence s'en était ouvert dans sa lettre de démission, datée du 28 avril dernier : **«Tout au long de ces deux dernières années, je peux constater que, discrètement mais efficacement, un récit envahit notre environnement. Ce récit raconte que le mandat principal de Frontex devrait être transformé en pratique en une sorte d'organe des droits fondamentaux contrôlant ce que les États membres font à leurs frontières extérieures»**, écrivait-il. Ce n'était pas la feuille de route initiale, selon lui.

Concernant l'axe balkanique, principale voie de l'immigration illégale en Europe, la France a souhaité renforcer sa coopération avec les autres polices européennes. **«Nous posons les bases d'échanges opérationnels pour frapper le plus en amont possible les réseaux qui alimentent les phénomènes migratoires jusqu'en Grande-Bretagne, où les Albanais, par exemple, sont devenus la première nationalité arrivant en small boat»**, expliquait, le 10 novembre dernier au *Figaro*, le nouveau directeur central de la police aux frontières, Fabrice Gardon.

Le 1er janvier dernier, la Croatie a rejoint l'Union européenne, entrant dans l'espace Schengen. Ce qui en fait de facto l'une des frontières extérieures de l'UE, avec 1200 kilomètres de bande terrestre - sans parler des côtes - à contrôler pour le compte de tous les États membres. **Face au défi de l'immigration de masse, la coopération entre Paris, Frontex et Zagreb contre les réseaux de passeurs, est plus indispensable que jamais.**

15 janvier 2023 (SZ)

<https://www.sueddeutsche.de/meinung/luetzerath-klima-aktivisten-protest-demokratie-politik-kommentar-1.5731559>

Klimabewegung:

Politik geht anders, liebe Aktivisten

13. Januar 2023, 12:09 Uhr



Die Aktionen der Aktivisten in Lützerath erregen Aufmerksamkeit, zeugen aber auch von wenig Interesse an den Prozessen einer pluralistischen Gesellschaft.

(Foto: Rolf Vennenbernd/dpa)

In Lützerath offenbaren einige Demonstranten ein höchst eigenwilliges Verständnis davon, wie eine Demokratie funktioniert. Und nein: Es erfordert nicht mehr Mut, Barrikaden zu bauen, als politische Kompromisse zu erstreiten.

Kommentar von [Meredith Haaf](#)

In den Auseinandersetzungen um [Lützerath](#) geraten ausgerechnet die Grünen zunehmend zum Feindbild der Klimabewegung. Dass das so ist, sagt aber weniger über die Partei aus als über das Politikverständnis jener, die für die Bewegung sprechen und handeln. Und das wirkt ziemlich abgekapselt und völlig desinteressiert an Prozessen, die in einer pluralistischen Gesellschaft nötig, wenn auch nicht immer begrüßenswert sind.

In den sozialen Medien ist von der "[Grünen Räumung](#)" die Rede, Wirtschaftsministerin Mona Neubaur (Grüne) wird persönlich für [polizeiliche Gewalt an den Lützerath-Besetzern](#) verantwortlich gemacht. Viele junge Grüne kritisieren die eigene Partei scharf. Robert Habeck hat im Gegenzug Lützerath als ein "falsches Symbol" bezeichnet. Der Ort stehe nicht für die Fortsetzung klimaschädlicher Energiepolitik, sondern für einen Schlussstrich. Formal stimmt das, aber Habeck fehlinterpretiert die Aktivisten.

Zum einen tickt in jedem von ihnen völlig zu Recht die 1,5-Grad-Uhr: In Anbetracht der rapiden [Erderwärmung](#) hätte vor acht Jahren Schluss sein müssen mit der Verbrennung von Braunkohle, nicht erst in acht Jahren. Jedes Kilo Kohle, das noch verfeuert wird, ist eins zu viel. Zum anderen, und hier wird es politisch problematisch: Für deutsche Klimabesorgte ist Lützerath Sinnbild einer strategischen Kompromissbereitschaft, die sie grundsätzlich ablehnen. Sie lehnen nicht nur diesen speziellen Deal ab, sie lehnen es ab, dass einem Energieriesen wie RWE überhaupt noch Zugeständnisse gemacht werden. Sie sehen, um eine viel verwendete Formulierung aus einem anderen Kontext zu verwenden, keinen Raum für Verhandlungen.

Die Aktivisten haben kein Problem mit der Demokratie, sondern mit Politik

Dahinter steht ein Gesellschaftsbild, in dem nur noch zwei Paradigmen erkennbar sind: Hier das 1,5-Grad-Ziel, da die Profitgier von Energiekonzernen und die Politiker, die ihnen willfährig sind. Natürlich soll dem grünen Milieu mit der Besetzung vor allem eine Lektion für die Zukunft erteilt werden. Aber es wirkt fast

narzisstisch, wenn Luisa Neubauer, wie vor einigen Tagen vor Demonstranten in Lützerath, skandiert: "Die haben den Mut nicht, wir haben den Mut schon." Und: "[Klimagerechtigkeit bleibt Handarbeit.](#)" Denn politische Handarbeit braucht mehr Werkzeuge als eine Alarmsirene und einen Vorschlaghammer. Und es braucht durchaus Mut, Kompromisse zu erstreiten, in der Politik wie anderswo.

Den Aktivisten wird oft Demokratiefeindlichkeit vorgeworfen, aber das ist ungerecht; Politikfeindlichkeit trifft es besser. Sie bezieht sich auf das Wesen der Demokratie, durch Politik Lösungen zu finden. Und zwar im besten Fall auf sozial und juristisch verträglichem Weg, auch mal mit Partnern, die einem nicht schmecken. Wer fordert, dass solche Lösungen nur noch auf Basis von wissenschaftlichen Modellierungen verhängt werden, ignoriert erstens die Tatsache, dass es in einem Volk mehr als einen Willen zu beachten gibt; und zweitens, dass dieser Rechtsstaat nun mal auch die Interessen von Unternehmen schützt.

Diese Politikverachtung herrscht selbstverständlich nicht in der gesamten Bewegung: Die Gruppe "Scientists for Future" hat vorgeschlagen, ein Moratorium in Lützerath zu verhängen, um zu erörtern, wie energiewirtschaftlich nötig eine weitere Kohleverstromung ist. Am Ende geht es beim Lützerath-Kompromiss nicht um diese Frage, und der Vorschlag kommt spät. Aber immerhin ist es einer, der funktionieren könnte - das ist mehr, als die Aktivisten auf den Barrikaden und in den sozialen Netzwerken zu bieten haben.

15 janvier 2023 (NYT)

<https://www.nytimes.com/2023/01/14/opinion/rape-kenya.html>

NICHOLAS KRISTOF

How to Help Girls Enduring the Unendurable

Jan. 14, 2023



Muriel and her daughter at the Kara Olmurani safehouse in Nairobi, Kenya. Credit...Giles Clarke for The New York Times

By [Nicholas Kristof](#)

NAIROBI, Kenya — She is impossibly young to have endured what she did, and what still haunts her is the job of the man responsible: a police officer.

“He said that if I tell, he will kill me,” whispered the 11-year-old girl, whom I’ll call Nancy (the names of the girls in this column have been changed). “I have dreams that he is coming to kill me.”

Nancy was walking home last year when the policeman chased her. She might have been able to outrun him on her own, but her mom had entrusted her to walk her 5-year-old brother home. They ran together but the boy was slow and she was too responsible to let go of his hand — so the officer caught her and then, she said, raped her.

Afterward, she delivered her brother home but was bleeding so badly she soon lost consciousness. Her family rushed her to the hospital.

The authorities are still searching for the police officer, but because she is a prospective witness, the family fears for her safety. So now she is rebuilding her life in a safe house on the edge of Nairobi run by a nonprofit called [Kara Olmurani](#).

Two dozen girls spill out of the seven-bedroom safe house, telling stories that sear the heart. They underscore that sexual violence is a global scourge that we haven’t done enough to fight.

Image



The shelter takes in girls 14 and under. Credit...Giles Clarke for the New York Times



A girl plays hide and seek in the courtyard of the shelter. Credit...Giles Clarke for the New York Times

One unpublished survey found that a majority of women in the Kibera slum here in Nairobi had their first sexual experience through rape or sexual assault. The World Health Organization estimates that almost one-third of women worldwide have experienced physical or sexual violence, with rates particularly high in developing countries. A 2013 United Nations survey found that almost [a quarter](#) of men in six Asian countries acknowledged that they had raped someone.

This is part of the unfinished business of #MeToo, and it could use more American leadership. For many years, the bipartisan [International Violence Against Women Act](#) has languished in Congress; it would make permanent an office in the State Department for women's issues and elevate issues of gender violence.

How much difference would this make in practice? I don't know, but a similar [approach to human trafficking](#) has been fairly effective at applying American pressure on foreign countries to end impunity for traffickers.

Sexual violence persists because it's hard to talk about. It thrives in silence, leaving children nowhere to turn.

"I could not tell anyone," Muriel, 14, told me. "My mum would not have understood."

Muriel says that her stepfather abused her beginning when she was 8. "I started asking myself questions," she said. "God, why did you allow this to happen? What did I do to you, God, to allow this? Did I bring this about? Who's to blame, me or my dad?"

Eventually Muriel did tell her mother, but it didn't help. "My mum was blaming me, scolding me, warning me not to tell anyone else," she said.

Things changed only after Muriel was raped while at school at age 13 by a young man who entered the school grounds and drugged her. She became pregnant from that rape, and hospital authorities informed the police. The perpetrator has not been found, and there was never an attempt to prosecute the stepfather.

The impunity is typical. The Kara Olmurani shelter has 24 girls, and in only one case has there been a prosecution. That case involved a man who was regularly raping his 9-year-old stepdaughter.

“I told my mum, and she wouldn’t believe it,” the girl told me.

The abuse in that case ended only when some men smoking marijuana in a field saw the stepfather raping the girl and intervened, leading to arrest and prosecution.



“People are not willing to talk about the sexual abuse of children,” said the Rev. Terry Gobanga, who founded Kara Olmurani shelter. Credit...Nitashia Johnson for The New York Times

Gobanga speaks from experience. On the morning of her planned wedding in 2004, she was on a street in Nairobi when several men shoved her into a car and then [gang-raped](#) her, stabbed her and threw her from the moving car.

The wedding party gathered at the church without her, unaware of what had happened: When she was supposed to be celebrating her marriage, she was fighting for her life in a hospital.

Seven months later, after she had recovered, she and her fiancé married. She regularly counseled sexual assault survivors and was frustrated that abused children often had no safe place to go, so she started Kara Olmurani and runs it on a shoestring. It takes in girls 14 and under but can’t begin to meet the need. If Gobanga can raise the money, she would like to expand the safe house and open a similar home for abused boys.

These are hard stories to hear, I understand. But change will come only when we talk about these difficult topics — and prosecute perpetrators.

One girl in the safe house told me that after a pastor raped her at the age of 12 she tearfully told her father: “He did something to me. I don’t know what it was.”

We know what it is, though: an enormous global human rights issue. We won’t eliminate it, but passing the International Violence Against Women Act would help to end the impunity, reducing the number of children traumatized by something that they don’t even understand.

Nicholas Kristof joined The New York Times in 1984 and has been a columnist since 2001. He has won two Pulitzer Prizes, for his coverage of China and of the genocide in Darfur.

15 janvier 2023 (NYT)

<https://www.nytimes.com/2023/01/14/opinion/prince-harry-spare-royal-family.html>

Harry's Fractured Fairy Tale

Jan. 14, 2023



By [Maureen Dowd](#)

Opinion Columnist

WASHINGTON — I am, faith and begorrah, no monarchist.

Yet I found myself, over the last few years, exhausted by the exodus of Harry and Meghan, quitting palace life for the Netflix lobby, spilling secrets to accrue the gazillion that would be needed for a Vinyasa-and-Oprah lifestyle in Montecito.

If Meghan Markle wanted to change the world, couldn't she do it more effectively from within the monarchy, blowing the dust off old rituals, as she did with her wedding? How could Meghan be "shocked to discover institutional racism in the very institution that created the most enduring business model for it?" Alicia Montgomery [wrote](#) in Slate.

Couldn't Harry and Meghan rise above Rupert Murdoch and salacious tabloid coverage, as the Obamas rose above the vile coverage on Murdoch's Fox News? (And shouldn't the royals stop having the tabloids laid out with their breakfast?)

Harry thought he'd find closure in disclosure. He will never feel the crown's heaviness, but was his burden so unbearable that it needed multimedia unburdening? The family spats seemed sitcom-worthy, the drama as puffed up as a flower girl's dress. As someone who has maneuvered sibling friction over politics, I learned to bite my tongue so I could remain close to my siblings.

Couldn't the couple have played the inside game, as Diana did, more effectively torturing Harry's "villain," Camilla?

Now that I have read "Spare," however, these questions seem pointless. It's like asking Orestes, "Couldn't you just have made nice with your mother?"

The unfathomable 1997 accident in the Pont de l'Alma tunnel in Paris, the crash that extinguished Diana's radiance, a luminosity recalled so lovingly by her son in his memoir, turned the House of Windsor into the House of Atreus.

Much to the shock and discomfort of the royal family, Diana's death opened a flood of emotion for the stiff-upper-lip Brits, and Harry is determined to keep that torrent flowing and make sure his mother is avenged.

The book is about hunting and being hunted. Harry hunted for the Taliban in Afghanistan and game in Africa and Balmoral — and love. When he killed a rabbit as a child, his nanny "blooded" him — smeared the animal's blood on his forehead. When a teenage Harry killed a stag, his guide stuck his head in the carcass, giving him a "blood facial."

Harry often identifies with the quarry. Once, when he was high on weed at Eton, he saw a fox and felt more connected to it than to his classmates or his family. He loathes being hunted by what he terms the "sadists" from the tabloids, just as his mother was, to the point where he thinks both sanity and life are endangered, for him and Meghan.

This is a prince who needs a hug. He couldn't get one from his "Pa," who couldn't get one from his mother. (Maybe that's why Charles kept his tattered teddy bear into adulthood.) Harry's brother, preoccupied with primogeniture, often kept his affectionate younger brother at arm's length, oddly calling him "Harold" and earning a place as Harry's "arch nemesis."

So Harry married Meghan, a hugger, like his mother, and moved to hug-at-hello Southern California where a stranger like Tyler Perry offered up his L.A. compound to the homeless couple and A-listers welcomed the former "Suits" actress to their ranks.

I have to admit, if it were me, I would have put up with a lot to live through history, to see the end of the Elizabethan era. I would have loved to be bouncing over the Scottish highlands with the queen in her Land Rover, nursing a thermos of Scotch and hearing anything she had to say about anyone.

Harry, winningly self-deprecating in the book, recalls his moniker of "Prince Thicko" and concedes he was not literary. He feels intimidated that Meghan has read "Eat, Pray, Love." He is also so uninterested in history — even though it was his own family he was studying — that a teacher presented him with a wooden ruler engraved with the names of every British monarch since 1066. When he got a chance to chat with his great-grandmother, he did not quiz Gan-Gan about her illustrious and notorious relatives. He taught her how to say "Booyakasha," Ali G-style.

He couldn't get into Shakespeare, despite his father's love of the Bard. "I opened Hamlet," Harry wrote. "Hmmm: Lonely prince, obsessed with dead parent, watches remaining parent fall in love with dead parent's usurper ...? I slammed it shut. No, thank you." Harry is not an intellectual, like Hamlet, although he is aggrieved and obsessed with his mother and following what he thinks are the desires of his parent's ghost, even if it leads to a collapse of the court.

Harry's internal struggle was not "To be or not to be" but "To split or not to split." He split, he spilled and now, as at the end of all Shakespearean tragedies, the stage is covered in blood and littered with bodies.

Harry [told](#) a Telegraph writer that it could have been worse and that he left out a lot of damaging material about his father and brother. He is just, he said, "trying to save them from themselves."

15 janvier 2023 (WSJ)

https://www.wsj.com/articles/france-gets-back-in-the-reform-game-retirement-age-64-pension-system-emmanuel-macron-11673470265?mod=hp_opin_pos_3#cxrecs

France Gets Back in the Retirement Reform Game

Macron makes another bid to raise the age for retirement to, gasp, 64.

By [The Editorial Board](#)

Jan. 13, 2023 6:38 pm ET



French President Emmanuel Macron

PHOTO: GONZALO FUENTES/AGENCE FRANCE-PRESSE/GETTY IMAGES

The West’s democracies won’t triumph over bold authoritarian powers without stronger economies, which requires economic and social-welfare reform. That’s one reason to welcome President Emmanuel Macron’s renewed attempt to reform France’s archaic and anti-growth pensions.

Mr. Macron tried reform in his first term but foundered amid the yellow-vest protests against his misguided energy tax increases. Now, after his re-election last year, he’s trying again to fulfill what was one of his original campaign promises, albeit without a majority in the National Assembly.

“We must work longer,” Mr. Macron declared in his New Year address, and isn’t that a refreshing message from a national leader? France has one of the [lowest retirement ages](#) in Europe at 62. (See the nearby chart for comparisons.)

Comparative retirement ages by country

	Current	Future as legislated
Belgium	65	67
France	62	62
Germany	65 & 10 months	67
Greece	67	67*
Netherlands	66 & 7 months	67*
Spain	67 & 2 months	67
U.K.	66	68
U.S.	62-70	67

*Retirement age rises with life expectancy
Source: Finnish Centre for Pensions

PHOTO: WSJ

Prime Minister Elisabeth Borne said Tuesday the Macron government wants to raise the retirement age to 64 by 2030, with minimal exceptions. Beginning in 2027 France would require 43 years of work to qualify for a full pension, up from the current 42.

France currently has 42 different government-funded pension programs, which vary in retirement age and payout. Mr. Macron wants to wind down some of these programs and transition more French workers to a general pension scheme. That would make it easier for workers to change jobs, and it would also be a step toward a fairer pension system. This job mobility point is crucial and would benefit most workers and employers.

The proposal would also increase the minimum pension for a full career to 85% of the net minimum wage, or a pre-tax sum of nearly €1,200 a month. That amounts to an increase of some €100 a month over the current payment.

Opponents of reform note the pension system recorded a surplus in 2022. **But the French system scored a D grade, or 40.9 out of a possible 100, on financial sustainability on the Global Pension Index 2022, created by the consulting firm Mercer, academics at Australia's Monash University and the CFA Institute.** France spends some 14% of its gross domestic product on pensions—far more than the U.S., Canada and all European countries except Italy and Greece.

The French system is a pay-as-you-go model in which current workers fund retiree pensions. **Yet today there are only 1.7 workers for each retiree, compared to 3-to-1 in 1970 and headed to 1.4-to-1 by 2050.** **The government says without reforms the French system will reach an accumulated deficit of some €150 billion over the next decade.** Reforms could put the system in balance by 2030.

Mr. Macron will face ferocious opposition from the labor-left, no doubt including nationwide strikes. Frédéric Souillot, head of the Force Ouvrière union, warned over the weekend that “if Emmanuel Macron wants to make this the mother of all reforms, for us it will be the mother of all battles.”

Nothing short of French economic vitality is at stake. Mr. Macron twice won the Presidency with a vision of a more energetic, entrepreneurial France with more opportunity for young people. A more rational pension system is an essential part of the project.

15 janvier 2023 (The Economist)

<https://www.economist.com/international/2023/01/12/the-age-of-the-grandparent-has-arrived>

The generation game

The age of the grandparent has arrived

The ratio of grandparents to children is higher than ever before. That has big consequences



Jan 12th 2023 | BEIJING, DAKAR, MEXICO CITY AND STOCKHOLM

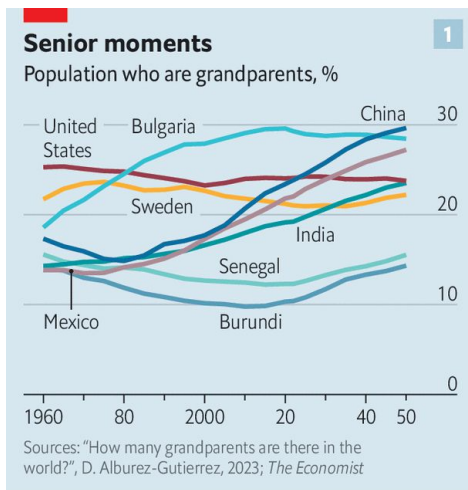
The most saccharine song of 1980 was “There’s No One Quite Like Grandma”, performed by the St Winifred’s School choir from Stockport, England. It shot to the top of the British charts as kids everywhere gave it to granny for Christmas. “Grandma, we love you,” they sang. “Grandma, we do. Though you may be far away, we think of you.”

Today, as the once-cherubic choristers start to become grandmas and grandpas themselves, grandparenting has changed dramatically. **Two big demographic trends are making nana and gramps more important. First, people are living longer. Global life expectancy has risen from 51 to 72 since 1960. Second, families are shrinking. Over the same period, the number of babies a woman can expect to have in her lifetime has fallen by half, from 5 to 2.4. That means the ratio of living grandparents to children is steadily rising.**

Surprisingly little research has been done into this. *The Economist* could not find reliable figures for how many living grandparents there are, so we asked **Diego Alburez-Gutiérrez of the Max Planck Institute for Demographic Research in Germany** to produce some estimates by crunching un age and population data with models of kinship structures in each country.

We found that there are 1.5bn grandparents in the world, up from 0.5bn in 1960 (though the further back one goes, the fuzzier the estimates become). **As a share of the population they have risen from 17% to 20%.** And the ratio of grandparents to children under 15 has vaulted from 0.46 in 1960 to 0.8 today.

By 2050 we project that there will be 2.1bn grandparents (making up 22% of humanity), and slightly more grandparents than under-15s. That will have profound consequences. The evidence suggests children do better with grandparental help—which usually, in practice, means from grandmothers. **And it will help drive another unfinished social revolution—the movement of women into paid work.**



The Economist

Since fertility rates and life expectancy vary enormously from country to country, the age of the grandparent has not yet dawned everywhere (see chart 1). **They are 29% of Bulgarians but only 10% of Burundians.** Their average age varies widely, too, from 53 in Uganda to 72 in Japan (see chart 2). To understand what a difference plentiful grandparents make, a good place to start is in a country where they are still scarce.



The Economist

Consider Senegal. Most rural **Senegalese** are subsistence farmers. **Although fertility has dropped from 7.3 babies per woman in 1980 to 4.5 today, large families remain the norm. Children under 15 outnumber living grandparents by 3.5 to 1.**

Amy Diallo, an 84-year-old matriarch wrapped in a blue and white hijab, has to think carefully when asked how many she has. "Thirty," she concludes, looking up from her cross-legged position on the floor of her home in Tally Boubess, outside Dakar, the capital, on a street where horses and carts jostle with sheep and cars.

As the oldest member of her family, she commands respect. She offers moral guidance to the young: be honest and pious, uphold tradition and stop hitting your younger brother. Every year she leads a family pilgrimage to Tivaouane, a Muslim holy city, with children, grandchildren, great-grandchildren and various in-laws, perhaps a hundred in all.

Grandparents pass on traditional beliefs, stories, songs and a sense of history. More prosaically, they bring an extra pair of hands. That helps both parents and children. A study in rural Gambia, for example, found that the presence of a maternal grandmother significantly increased a child's chance of

living to the age of two. In sub-Saharan Africa the odds of being in school are about 15% higher for children living with a grandfather and 38% higher for children who live with a grandmother.

As for Mrs Diallo, she has never worked outside the home. But she has helped some of her offspring to do so. Ndeye, one of her daughters, got a job in an office despite having eight kids herself, because Mrs Diallo helped out with the children.

Yet for all her sense of love and duty, Mrs Diallo cannot babysit all 30 grandkids. The state offers little help. Unlike Ndeye, many of Mrs Diallo's daughters and granddaughters have never worked outside the home. This is common: barely a third of working-age women in Senegal are either in work or seeking it. Grandparents in the poorest countries do their best, but there are not enough of them.

She's there in times of need

In richer places, fertility has fallen much further than in Africa. **A typical Mexican woman, for example, can expect to have only two children, down from nearly seven in 1960.** Mexico's ratio of living grandparents to children is three times higher than Senegal's. Mexican *abuelas* thus have more time to lavish on each grandchild.

Irma Aguilar Verduzco lives with her daughter, also called Irma, and two grandchildren, Rodrigo and Fernanda. She cooks, does school runs and reads with her grandchildren. Ever since he was three, Rodrigo, now 16, has liked to take a cup of coffee and sit down for a chat with his grandmother. Fernanda, now 12, still likes to get into bed with her. Irma junior, meanwhile, has long worked 12-hour days, currently as a manager at the Maya Train, a big rail project. She is divorced, and says her ex-husband "does not help". She "could not have done anything" without Irma senior's help.

Grandmothers are the main source of non-parental child care for young children in Mexico, especially since covid-19 forced many nurseries to close. They watch over nearly 40% of sprogs under six. Before grandma moved in, Irma was struggling. "There is no understanding or flexibility for working mothers in Mexico," she complains. Her kids were often home alone. "Sometimes I paid people to look after them but it was hard to afford and hard to trust people." One day, years ago, Rodrigo came home from nursery with a broken bone; Irma suspects mistreatment. With her mother around, she feels relaxed.

Miguel Talamas of the Inter-American Development Bank and his colleagues have tried to estimate how much Mexican grandmothers help their daughters get paid work. They looked at what happened to families after grandmothers die. An *abuela's* death reduced by 27%, or 12 percentage points, the chance that her daughter was in the labour force, and reduced her earnings by 53%. (The same study found no effect on the employment rate of fathers.)

Living with grandparents is not always easy. They may have outdated ideas or demand too much deference. In India, where couples traditionally live with the husband's parents, a genre of television drama turns on the fraught relations between wives and mothers-in-law. A study of rural Indian women in 2018 found that those who lived with their *mummyji* (mother-in-law) had little freedom. Only 12% were allowed to visit friends or relatives alone.

A grandma who enforces old-fashioned norms of wifely subjugation can make it harder for her daughter-in-law to work outside the home. But an intriguing study finds that on average, this effect is outweighed by the help the mother-in-law gives with domestic chores. Such help has become more concentrated as India's fertility rate has fallen, from six in 1960 to just over two today. Madhulika Khanna of Amazon and Divya Pandey of 3ie, a think-tank, looked at what happened to Indian women if *mummyji* died. They found the daughters-in-law were 10% less likely to do or seek paid work, probably because they had to spend more time collecting firewood and minding their children. Even overbearing grandmothers can inadvertently do their bit for female emancipation.

Rich countries generally provide services that help women juggle child-care and work. But many parents seek extra help from grandparents nonetheless. Old-age pensions help, by allowing grandparents to give up work. According to one survey, 50% of very young children, 35% of primary-school-aged children and 20% of teens in America spend time with their grandparent in a typical week.

This can make a big difference. Janice Compton of the University of Manitoba and Robert Pollak of Washington University crunched American census data and found that living within 25 miles of a grandmother raised the labour-force participation rate for married women with small children by 4-10 percentage points.

“Granny nannying”, as some call it, can have downsides, too. A British study found grandparents are more likely to leave their wards near fire hazards than nurseries or nannies. Studies from America, Britain, China and Japan suggest that a child around grandparents is more likely to be obese, though whether this is due to spoiling or other factors is unclear.

To us a book she'll read

And although grandmas help daughters return to the workforce, that often means withdrawing from it themselves. “There is a clear trade-off,” says Mr Talamas. Back in Mexico, Hermelinda Coapango Vázquez works as a manicurist but takes appointments only at times that fit around caring for her grandson. “My grandson is my life,” she says. “I don’t have a partner and I am not one for having lots of friends.” A study from Brazil found that when children aged 0-3 were randomly assigned formal childcare, the family collectively earned more, mainly because grandparents and older siblings were freed up to work.

Another pitfall is that families that rely heavily on grandma for child-care are less likely to move and find a better job. A study by Eva Garcia-Moran of the University of Wurzburg and Zoe Kuehn of the Autonomous University of Madrid found that west German women who lived near their parents-in-laws earn about 5% less and commute for longer than their peers.

Children parented solely or mostly by grandparents tend to be worse off than their peers. In America, where roughly 2% of children are raised primarily by a grandparent, Laura Pittman of Northern Illinois University found more emotional and behavioural problems among such adolescents than their peers. That is perhaps not surprising. If children are not living with their parents, it is often because something has gone badly wrong: a father in jail; a mother dead or incapable. In these circumstances, living with a grandparent is usually far better than the alternatives.

Katie Clark, a 68-year-old from Baton Rouge, Louisiana, has had sole custody of one grandchild and has temporarily cared for five others because of her daughter’s addiction to opiates. She took charge of her daughter’s first baby soon after she was born. About 12 years later, the daughter arrived, homeless, with five more. She abandoned her children in Katie’s home, before returning with police to demand them back. The daughter currently has custody of the five children, and Katie fears she is neglecting them again. The child raised entirely by Katie is now at university.

In rural China, grandparents help reduce the harm caused by the government. Under the apartheid-like *hukou* (household registration) system, rural Chinese who move to cities are treated as second-class citizens. Their children are barred from local public schools, so they are often left behind with their grandparents in their parents’ home village. But rural schools are often dire. Grandparents, though well-meaning, are often barely literate. Scott Rozelle of Stanford University finds that more than half of toddlers in rural China are cognitively delayed, partly because their grandparents do not realise that it is important to talk to them.

In Chinese cities the story is different. The one-child policy (which became a three-child policy in 2021) was always enforced more strictly in cities than the countryside. So many urban families consist

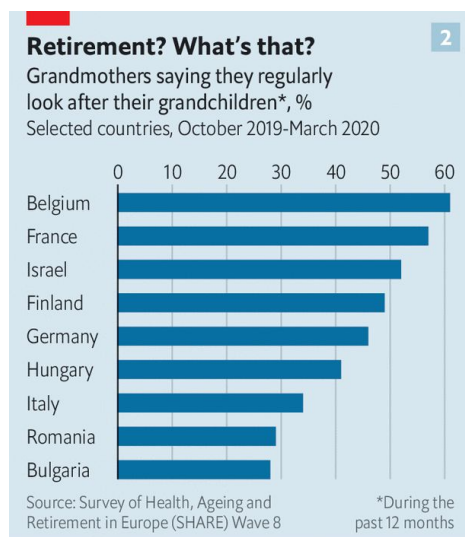
of four grandparents, two parents and just one child. Thus, there is no shortage of caring hands. Urban children often live with grandparents during the week and see their hard-working parents on weekends.

Nurseries are pricey and distrusted in China. Grandmothers often retire in their 50s to watch over the precious only grandchild. This works well enough. The labour-force participation rate for Chinese women is, at 62%, slightly higher than America's. "If you want to give your child a good education, you have to work hard to earn a lot of money," says Zhou Bao, an architect and mother in a "4-2-1" family who has used both sets of grandparents for child-care. But "in the process of making money, you can lose the time spent with your child." And she expresses a common fear that grandparents tend to spoil their only grandchildren. "They can be too attentive," she says, "making them less independent."

The Communist Party promotes traditional values, such as family members caring for each other so the state does not have to. In Beijing the government even set up a school in 2005 to teach grandparents how to look after children better. But the next generation may not wish to shoulder the same responsibilities. Few middle-class parents today expect to be bringing up their children's children in a few decades, reckons Dan Wang of Hang Seng Bank. If they opt out of grandparenting, that could make it harder for their daughters to combine motherhood and work, fears Ms Dan.

Just stays a little while

Overall, looking after kids appears to be good for grandparents. Those who spend time with their grandchildren report lower levels of depression and loneliness. But one can have too much of a good thing. Youngsters can be exhausting, frustrating and objectionable. A study in Singapore, with mainly ethnically Chinese families, found that many looked after their grandchildren more out of duty than because they relished it. Many find it harder as they age. Some are squeezed in the "grandsandwich generation"—relied upon to help both their grandchildren and their own ailing parents. Some hanker for a more relaxing retirement. Grandma Irma in Mexico admits she would like to travel more as her grandchildren grow more independent.



The Economist

One place where grandparents have plenty of time to relax is Sweden, where a strong welfare state means parents seldom rely on them. For each child, a Swedish couple can take 16 months of parental leave, for most of which the state pays them most of their previous wages. (The man must take three months, or they are lost; many split the time off equally.) Afterwards, there are subsidised nurseries, and the norm is for both parents to go back to work. Since child-care is everywhere, Swedes find it relatively easy to move cities to find a better job.

"Once in a while a grandparent might pick up a kid from pre-school or babysit, but not always," says Andreas Bergh of Lund university. Rather than allow a daughter to go back to work, grandparents

might enable her to go out to dinner with her husband. Grandparental help is “a bonus”, says Andreas Heino of Timbro, a think-tank in Stockholm.



A lot on her plate

Subsidies for parental leave are so generous that even entrepreneurs take a fair chunk of it. Sandra Kastås runs two companies in Stockholm. When her son was born in 2021 she took two months off, then spent a year working half-time, as did her husband, an IT specialist. Despite her hectic schedule, Mrs Kastås expects no regular help from her parents. They live on Gotland, a remote island, and do not visit often. Her mother “shows her love by sending gifts”, such as books and jumpers she has knitted. She talks to her grandson, on FaceTime. “He hugs the phone when she calls. It’s cute,” says Mrs Kastås.

Most Swedes are happy with their system. But some of the elderly complain of loneliness. Nearly half of Swedish households consist of one person, the highest level in Europe after Finland. In a population of 10.4m, some 900,000 people are over 60 and living alone. Of these, a fifth are considered socially isolated, meaning they do not meet friends or family more than twice a month. During the pandemic, Swedes joked darkly that it would be easy to isolate the elderly because “We don’t visit our grandparents much anyway.” Immigrants from places such as Africa or the Middle East are often shocked at how atomised Swedish families are.

Lars Tragardh, a historian, praises Sweden’s “statist individualism”. The state looks after people as individuals, so they can make their own choices and not have to rely on others, he says. Parents elsewhere envy the help that their Nordic peers receive, despite the higher taxes needed to pay for it. Still, even the most generous welfare state cannot offer love.

Helena Paues, who works for an association of local authorities in Sweden, describes how her father enjoys taking her dyslexic son, Wille, to museums. “He loves facts and science. I think his grandfather has taken him to all the museums in Stockholm: the science museum, the Viking museum, and so on. They have a very close bond. My father also struggled with learning to read and write when he was young.”

In the summer, the grandkids stay at their grandparents’ summer house, swim in the lake, and drink lemonade in a tree house. They clamour to do the same thing every year. Ms Paues says her father instils values such as respect for others. “He doesn’t need to talk about it, he does it by being himself. He teaches them that their opinions matter, because he listens to them.” She concludes: “As a child, you need more grown-ups than just your parents.”

15 janvier 2023 (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/n-2013-thomas-piketty-predisait-que-l-augmentation-inexorable-des-inegalites-entraînerait-la-chute-du-capitalisme-ce-fut-aussi-l-annee-ou-elles-cesserent-de-croitre-pierre-bentata>

INÉGALITÉS

En 2013 Thomas Piketty prédisait que l'augmentation inexorable des inégalités entraînerait la chute du capitalisme. Ce fut aussi l'année où elles cessèrent de croître...

Les prédictions de Thomas Piketty se sont révélées inexactes, notamment du fait des choix arbitraires de l'économiste.

[Pierre Bentata](#)



L'observation des inégalités par Thomas Piketty est très partielle car il n'observe pas les inégalités et les patrimoines de la même façon en fonction des pays.

Atlantico : En 2013 Thomas Piketty prédisait que l'augmentation inexorable des inégalités entraînerait la chute du capitalisme. Or, c'est l'année où elles ont commencé à diminuer. Partagez-vous ce constat ?

Pierre Bentata : Il y a une forme de stagnation ou de ralentissement des inégalités, mais rien de flagrant. **En réalité, dans l'ensemble des pays développés, les revenus tendent à se stabiliser chez les plus riches, augmentent chez les plus pauvres et se stabilisent, voire diminuent, chez la classe moyenne.** Cette catégorie stagne car elle n'est jamais ciblée par les mesures gouvernementales et elle contribue en majorité à l'effort des dépenses publiques. Dans l'ensemble, on peut donc dire que les revenus des plus pauvres progressent plus vite que les autres, mais il y a des catégories qui peuvent avoir le sentiment que les inégalités se creusent véritablement, particulièrement en regard des catégories qui avaient des revenus plus faibles.

Le constat est donc plutôt celui d'une stagnation des inégalités ?

Oui, c'est juste une stabilisation. Concernant les revenus des plus riches, la baisse est due principalement à la crise financière qui était larvée et qui commence à apparaître sur les marchés financiers. Mécaniquement, quand les marchés financiers baissent, les perdants sont d'abord ceux dont les revenus sont calculés à partir de leur patrimoine et de ces marchés financiers, c'est-à-dire les plus riches.

Pourquoi les inégalités ont-elles, a minima, cessé d'augmenter ?

C'est une question sur laquelle il n'y a pas encore de consensus au sein des économistes. Les économistes favorables à l'interventionnisme diront que c'est lié à des mesures d'aide et à un comportement proactif de la part des gouvernements. Une autre partie des économistes considère que la cause fondamentale est les dégâts sur les marchés financiers. Et là aussi, il y a un désaccord. Est-ce dû

à une crise financière parce qu'on a produit trop de monnaie ? Ou est-ce lié à un ralentissement qui vient de la pandémie et de la mécanique de déglobalisation ? Pour l'instant, on n'a pas vraiment de consensus pour une raison simple : comme toute observation, il faut des données. Et ces données concernent quelque chose qui est en train de se passer. Il va falloir attendre pour être capable de détailler quelles sont les véritables causes de cette stagnation.

Thomas Piketty expliquait que l'augmentation inexorable des inégalités entraînerait la chute du capitalisme. S'est-il trompé dans ses prédictions ?

Il y a déjà eu énormément de réponses à ce que dit Piketty. **La première chose, c'est que l'observation des inégalités par Piketty est très partielle** car il n'observe pas les inégalités et les patrimoines de la même façon en fonction des pays. Parfois il va intégrer les rentes immobilières, d'autres fois non. **C'est un choix qui est purement arbitraire et vise à soutenir son propos. C'est ce qu'on appelle du cherry picking, le fait de choisir les données qui vous arrangent.** Quand on intègre la totalité des types de revenus et qu'on applique la même méthode dans tous les pays, on voit qu'au niveau global, **sa fameuse inégalité $r > g$, le rendement du capital supérieur au taux de croissance**, devient une égalité. Ce qui veut dire que l'économie fonctionne à peu près correctement. C'est assez logique en réalité car vous ne pouvez pas avoir un accroissement des revenus des plus riches sans une augmentation de la croissance et donc des revenus les plus pauvres. **Pour une raison qui est très simple : s'il y a des rentabilités effarantes en investissant dans le capital, beaucoup de gens vont le faire et en le faisant tous, par un effet d'équilibre de l'offre et de la demande, la rentabilité du capital va baisser. Cela, Piketty ne le prend pas en compte.** Il ne prend pas en compte non plus la dépréciation du capital, comme si toutes les dépenses en capital étaient de l'investissement qui permettrait de s'enrichir alors que c'est très souvent du maintien du capital. **Pour toutes ces raisons, ce que disait Piketty en 2013 ne tenait pas la route ; et ça ne tient toujours pas la route aujourd'hui.**

Dire que les inégalités amènent nécessairement un effondrement du capitalisme, c'est considérer que vous pouvez observer une tendance ou une photographie à un moment donné et projeter des trajectoires. **Or, ce n'est pas ce qu'on voit, et principalement dans les pays qui assurent le plus une liberté économique.** Dans les pays qui sont les plus libres, la catégorie des plus riches est évolutive. Les enfants des riches ne sont pas nécessairement les gens qui seront les plus riches. Il y a des effets de débordement des catégories, avec par exemple des riches qui gèrent mal l'argent de leurs parents, des gens qui sont des entrepreneurs et qui s'enrichissent alors qu'ils ne venaient pas des catégories riches, etc. Cette évolution est corrélée au niveau de laisser faire qu'il y a dans le pays.

En soi, ce n'est pas tant le capitalisme qui est le plus intéressant, c'est que les pays riches qui sont très interventionnistes sont ceux dans lesquels les inégalités tendent à se perpétuer. Et de ce point de vue, la conclusion de Piketty est à nuancer parce que **c'est très souvent en fait une tentative de venir résorber les inégalités qui tendrait à figer les situations. C'est typiquement le cas français : on a très peu de mobilité sociale avec un niveau d'interventionnisme et de redistribution qui est très fort. C'est bien la preuve que ce n'est pas le marché en tant que tel qui crée de l'inégalité, c'est la tentative de modifier ou de résorber ces inégalités par des mesures qui ne sont pas bien pensées et qui tendent à désinciter à entreprendre.**

A-t-on des indices qui montreraient qu'une diminution des inégalités est en train de s'amorcer ?

Oui. Le premier, qui est évident, est qu'on va vers une situation de crise économique. On a une inflation forte, une récession, et les grosses entreprises capitalistes sur les marchés tendent à voir une baisse de leur capitalisation. Tout ça diminue les revenus des plus riches. Ajoutons à cela le fait qu'on a, sur le marché de l'emploi, une pénurie dans certains secteurs peu qualifiés. Or, le fait de changer d'entreprise est une des premières causes d'augmentation des salaires. Il y a donc un effet de rattrapage pour certaines classes populaires qui peuvent bénéficier d'une augmentation de leur revenu. La troisième chose, c'est que les innovations techniques, aujourd'hui, menacent principalement les emplois intermédiaires. Les intelligences artificielles et les algorithmes ne remplacent pas des serveurs, des carreleurs, des serruriers, ni le top management, mais les emplois intermédiaires. Ces catégories auront

donc des difficultés pour négocier des salaires plus élevés. Tout ça donne un phénomène d'enrichissement des plus pauvres, une stagnation des salaires de catégories intermédiaires et on peut anticiper une baisse des revenus des plus riches. A moyen terme, il y a donc de fortes chances que les inégalités se stabilisent.

Mais la vraie question, c'est quand même de se demander si c'est grave d'avoir des inégalités dans une économie ou si au contraire, une baisse des inégalités n'est pas le symptôme de quelque chose qui ne va pas bien. Cela peut paraître immoral ou politiquement incorrect de dire cela, mais la mécanique d'une économie de marché fait que les rémunérations ne dépendent pas principalement du mérite ou de l'effort. C'est une combinaison de chance, en grande partie, parce que les entreprises ou les secteurs qui fonctionnent, fonctionnent sans que personne ne sache exactement pourquoi. Il est impossible de retracer les raisons du succès, sinon toutes les entreprises fonctionneraient. Au-delà de la chance, le succès dépend aussi de la satisfaction des consommateurs. La combinaison de ces deux phénomènes fait que dans une économie de marché, vous pouvez très bien avoir des inégalités.

Ce qui est intéressant, c'est que dans nos sociétés, on n'est pas contre les inégalités en tant que telles. On a une levée de boucliers face à des revenus qui sont élevés uniquement quand ça concerne des métiers qu'on ne comprend pas. Peu de gens se plaignent des revenus faramineux des sportifs professionnels ou des artistes, qui d'ailleurs sont les premiers à nous dire qu'il faut diminuer les inégalités. En revanche, on a énormément de critiques sur les revenus des managers de grandes entreprises, ou sur l'ensemble des activités financières, les fameux spéculateurs. Pour une raison très simple : on a l'impression que leur plus-value sociale est faible, voire négative. Car on ne comprend pas ce qu'ils font et qu'on ne voit pas leur rôle dans l'économie. C'est là-dessus qu'on devrait faire de la pédagogie. Parce que vouloir que tous les revenus s'égalisent, ou fixer des critères tels qu'un multiplicateur de revenu entre le plus bas et le plus haut salaire dans une entreprise, ça amène nécessairement à des distorsions de marché, à des transformations dont on est incapable de prédire les effets. Sans pour autant que vous ayez une quelconque justification.

Il y a un effort de pédagogie à faire pour qu'on accepte simplement de vivre avec ces inégalités en se souvenant que le vrai problème, et du point de vue d'un économiste, la vraie menace, ce ne sont pas les inégalités, c'est la pauvreté. Or, très souvent, la lutte contre les inégalités et contre la pauvreté sont deux objectifs antagonistes. A choisir, il vaut mieux tout mettre en place pour réduire la pauvreté, quitte à ce qu'il y ait des inégalités entre les plus riches et les pauvres, que de tenter d'avoir de l'égalité et se dire « l'égalité, ça veut dire qu'une partie de la population ne s'enrichira pas pour l'instant ».

15 janvier 2023 (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/comment-les-fils-et-filles-de-profs-ont-pris-le-contrôle-de-la-planete-alexandre-delaigue>

ELITES

Comment les fils (et filles) de profs ont pris le contrôle de la planète

Tous les systèmes méritocratiques ont un certain nombre de voies à suivre, et ces enfants de professeurs les connaissent mieux que les autres.

[Alexandre Delaigue](#)



Dans le Financial Times, un éditorialiste avait constaté il y a quelques semaines que des gens influents se trouvent en effet être des enfants de professeurs.

Atlantico : Emmanuel Macron, Benjamin Netanyahu, Justin Trudeau, Volodymyr Zelensky ... Parmi les grands dirigeants politiques de la planète, beaucoup sont fils de professeurs. Comment expliquer ce phénomène ? Sont-ils tout simplement les mieux placés pour comprendre et exploiter le système méritocratique ?

Alexandre Delaigue : *Dans le Financial Times*, un éditorialiste avait constaté il y a quelques semaines que des gens influents se trouvaient en effet être des enfants de professeurs, et notamment des professeurs d'université. Les enfants sont ensuite bien placés pour connaître les arcanes du système méritocratique. Tous les systèmes méritocratiques ont un certain nombre de voies à suivre, et ces enfants de professeurs les connaissent mieux que les autres.

Ce sont des gens qui ont toujours vécu dans le monde des idées, mais l'essentiel de ce que produit un universitaire est extrêmement peu lu, pouvant donner lieu à une certaine fatigue et les conduisant à changer de regard au cours de leur carrière, ce qui influera sur les choix de leurs enfants. Ces derniers ont pu s'orienter vers la politique pour mettre en pratique leurs idées car cela est beaucoup plus difficile dans le monde universitaire.

L'enfant de professeur aspire-t-il plus que les autres à avoir un impact sur le monde ?

Il y a un vrai changement car ce sont des professions qui sont dévalorisées. De ce point de vue, l'aspiration pour ceux qui ont vécu dans ce type de milieu est forcément différente. Le message envoyé à leurs enfants n'est pas optimiste quant aux perspectives sur les opportunités de carrière des professeurs.

Les professeurs sont très solidement dans la classe moyenne, mais la connaissance des voies à suivre ou à ne pas suivre fait que les enfants de professeurs ont beaucoup plus de chance de connaître une mobilité sociale ascendante par rapport à des gens qui gagneraient le même revenu. D'autant qu'ils fréquentent les élites depuis longtemps, même si financièrement ce n'était pas forcément le cas. Ils ont été élevés dans une institution qui leur donnait les codes des élites, ce qui explique que ceux dont on parle, qui ont autour de la quarantaine aujourd'hui, ont hérité d'un capital social assez tôt.

La prochaine génération d'enfants de professeurs sera-t-elle porteuse d'une idéologie différente ?

La nouvelle génération d'universitaires est beaucoup plus marquée à gauche que ne l'était la génération de leurs parents. Celle-ci était davantage au centre. Ce qui nous fait dire que ces enfants seront confrontés à quelque chose de bien différent. Mais ce n'est pas aussi marqué qu'on pourrait le penser : à y regarder de plus près, on s'aperçoit que les professeurs d'histoire et de droit n'ont pas du tout les mêmes caractéristiques idéologiques que ceux dans les sciences sociales.

14 janvier 2023 (The Economist)

<https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2023/01/13/the-arab-worlds-rulers-have-turned-journalists-into-courtiers>

Hard to believe

The Arab world's rulers have turned journalists into courtiers

Intimidation and financial pressure make real reporting hard



Jan 13th 2023 | ABU DHABI AND LONDON

In much of the world the closure of independent media triggers an uproar. Not in Algeria. Only a handful of reporters attended a press conference on January 7th called by the lawyers of Ihsane el-Kadi, a journalist, after he was arrested and the radio station and website he owned were closed. Goons confiscated his journalists' mobile phones and computers. "People are too shocked and scared by the arrest to publish it," says Tin Hinane, his daughter, a respected Algerian analyst. **"Algeria's media have all been co-opted by the state or forced to shut down."**

This was not always so. For decades Arab rulers put up with an independent press of sorts. Some saw it as a safety-valve and a way to gauge public opinion. They kept a tight grip on journalists but did not dictate coverage. **"We wrote about corrupt arms deals, local support for jihadists and the suppression of women's rights,"** recalls a nostalgic Saudi journalist of the 1990s.

No longer. Eight of the 15 worst abusers of press freedom are in the Middle East, says Reporters Without Borders, an international watchdog, up from five 20 years ago. The despots who swept back the Arab spring of 2011 have reduced journalists to mere mouthpieces. In 2019 most of Egypt's main newspapers printed the same 42-line obituary for Muhammad al-Morsi, its deposed president. "An intelligence officer oversees your work, so you just have to adjust and write about the leader's great projects—his bridges and roads," laments a seasoned Egyptian journalist.

Increasingly for Arab regimes, the only permissible news is good news. Last summer the United Arab Emirates (uae) closed a local newspaper, *Al Roeya*, and sacked its editor and dozens of journalists, after it reported on cheaper petrol prices in Oman. "If you are working in a government institution you have to toe the institution's line," explained an official. Regimes also buy up advertising agencies so that wayward newspapers can instantly be deprived of revenue. As funds dry up, governments or their friends snap up independent outlets—or let them fold.

Some governments have brought in laws banning news deemed to disturb social stability. Journalists can be hounded with software such as Pegasus, an Israeli-made system which snoops on smartphones. Many are simply being locked up. Egypt is the world's third-largest jailer of journalists. **The killing in 2018 of Jamal Khashoggi, a Saudi journalist, scared many into silence, reckons the Committee to Protect Journalists, an ngo in New York.**

Today three Gulf states—Qatar, Saudi Arabia and the uae—dominate the pan-Arab market. Lebanon, whose capital, Beirut, was once the media hub of the Arab world, still hosts the leading Shia stations. But it is too broke to invest in big outlets.

Foreign broadcasters used to offer an alternative. When Egypt announced during the 1967 Arab-Israeli war that Israeli warplanes were falling from the sky like flies, the bbc reported that Israel's forces were advancing on all fronts. But in September the bbc said it was ending 84 years of transmission by its Arabic radio service and cutting many of its staff. "The bbc is being neutered," says **Hugh Miles, author of a book on Arab media. "It's become very frightened of tackling Gulf regimes."**

Other Western-owned outlets, such as Bloomberg and Sky News, are arranging partnerships with Gulf regimes; these may limit their reporting. Regimes stymie foreign reporting by expelling journalists, restricting visas and blocking news sites.

For over a century Arab journalists sought refuge in the West when things became too bad at home. After civil war swept Lebanon in the 1970s, London became the Arab world's media capital. But there are signs that Arab governments may be hauling their London-based media home, the better to control them. *Al Arab*, a newspaper, and Al Ghad, a satellite tv channel, both Emirati-financed, have recently retreated from London. In August Al-Araby Al-Jadeed, a Qatari-owned satellite channel, moved its headquarters from London to Doha, Qatar's capital. "Hires in most of the Arab world would have to do what you tell them to," says Abdulrahman ElShayyal, until recently the channel's boss. **"Editors behave like government ministers."**

Under greater surveillance, standards slip. Demoralised editors copy and paste press releases as news. tv presenters are so nervous of departing from the official text messages received during broadcasts that they sometimes include "brought to you by Samsung" in their bulletins. The numbers in prison have declined a bit; in 2021 there were 72 detained journalists in the Arab world, just 25% of the global total, down from 32% in 2020. But that is only because their reporting has become less critical.

Circulation and audience figures are treated as state secrets, so it is unclear whether ratings have slumped as programmes become more anodyne. But it is a fair bet. "Arabs are deserting the mainstream media," says Abdel Bari Atwan, a Palestinian journalist in London. In a survey of Arab youth in 2019 by Asda'a, a uae-based pollster, 80% favoured social media for their news, up from 25% in 2015.

Governments are delighted that their citizens seem keener on dramas and sport than current affairs. Saudi Arabia and Qatar have invested heavily in sports. The Saudi-owned mbc Group, the Arab world's largest media provider, shows multiple tv soap operas simultaneously. **Still, Arab rulers may yet regret silencing the fourth estate, predicts Abdelaziz Alkhamis, a Saudi journalist. "If you can't alert leaders to the anger and problems in society, another Arab spring might surprise them again."**

14 janvier 2023 (The Economist)

<https://www.economist.com/europe/2023/01/12/the-war-has-devastated-ukraines-environment-too>

Little green mayhem

The war has devastated Ukraine's environment, too

Trees, animals, fish and crops all suffer



Jan 12th 2023 | OSKIL

Before the Russian invasion, people from nearby villages used to flock to the banks of the Oskil reservoir, which stretches for about a hundred kilometres south of Kupyansk, in eastern Ukraine, to swim, listen to birdsong and catch fish. Today, much of the area is changed beyond all recognition. Destroyed villages, recaptured by the Ukrainians during a counter-offensive four months ago, charred trees and the husks of Russian tanks line the reservoir's eastern banks. Last spring, to prevent Russian troops from crossing the Donets River, downstream from the Oskil, Ukrainian forces blew up the reservoir's floodgates. The move helped slow the Russian advance. But it also spelled doom for the Oskil. Over 350m cubic metres of water gushed out of the reservoir. The water level plunged, exposing great swathes of the reservoir's bed. Birds that once nested in the area disappeared. Some 2m fish are thought to have died. Local wells have dried up.

Forests ravaged by fires caused by relentless shelling, or cut down to build trenches; groundwater and soil contaminated by heavy metals and toxic chemicals from detonated munitions; and wild animals killed or driven from their habitat: these are some of the less talked-about victims of the war in Ukraine. Because about 18% of the country remains occupied by Russian forces, measuring the impact of the invasion may be impossible as long as the fighting rages. But even the fragmented data available reveal a picture of environmental catastrophe.

Since the start of the war, Ukraine's environment ministry has recorded almost 2,300 instances of environmental damage caused by the fighting. About 2.9m hectares of the country's protected areas, home to thousands of species of plants and animals, are at risk of destruction, the ministry estimates. Another 3m hectares of forests, about a third of the total, have been affected by the fighting already. Of these, at least 23,300 hectares have completely burned down. Illegal logging has been documented at many of the 18 national parks and nature reserves that have been illegally occupied by the Russians. The war, say Ukrainian officials and scientists, is also to blame for the deaths of thousands of dolphins in the Black Sea, killed by mines and sonar from Russian submarines. (On the other hand, air quality in parts of Ukraine has improved because of lower traffic.) Other dangers, notably the risk of damage to the Zaporizhzhia nuclear power plant, occupied by the Russians since early March, lurk ahead.

So far, the combined damage already amounts to more than \$46bn, which Ukraine will in time demand as war reparations from Russia, according to Ruslan Strilets, the Ukrainian environment minister. Air pollution, at \$27bn, accounts for the bulk of the sum. In only ten months, over 42m tonnes of carbon dioxide, roughly the same as the annual emissions of Bulgaria, have been released into the atmosphere

as a result of the war, the ministry says. Forest fires caused by shelling, as well as Russian attacks on Ukrainian depots, which have caused 680,000 tons of oil and fuel to go up in flames, are mostly to blame for the emissions.

The war has poisoned large areas of Ukrainian farmland. Dangerous chemicals and fuels, released from exploded rockets and the tens of thousands of artillery shells that are being fired by both sides every day, have leaked into the ground along the length of the front line. Such contamination can harm local ecosystems and crops decades after the guns have gone quiet, says Olexiy Angurets, the author of an upcoming report on the war's impact on the environment. Damage to farmland has already cost Ukraine \$18bn, says the environment ministry.

Ukraine's environmental record was hardly stellar before Russia invaded. The country ranked 52nd (out of 180) in last year's Environmental Performance Index, a measure compiled by experts at Yale and Columbia universities. Post-war reconstruction may offer a unique chance for improvement. "What we're afraid of is that recovery will be just a few green projects here and there," says Tetiana Riabokin of the World Wide Fund for Nature Ukraine. The country needs to place the transition to a low-carbon economy at the heart of its recovery plan, she says. This would also make the programme more palatable to foreign donors and taxpayers, and improve Ukraine's prospects for eu membership.

For the most part, repairing the harm done to the environment will have to wait until the end of the war. But some projects are already going ahead. Over the past year, Ukraine's forest agency has planted over 180m new trees as part of a reforestation programme. In late September its foresters opened a tree nursery a few kilometres from the border with Belarus, from where one wave of the Russian assault came in February 2022. "We showed them we're not scared," says Mr Strilets, "and that victory will come."

14 janvier 2023 (The Economist)

<https://www.economist.com/britain/2023/01/10/prince-harrys-autobiography-is-an-ill-advised-romp>

Spare us

Prince Harry's autobiography is an ill-advised romp

A review of a royal kiss-(and-kill-and-mount-)and-tell



Jan 10th 2023

What is the most embarrassing moment in “Spare”? Is it when [Prince Harry](#) describes how he lost his virginity to an older woman who “smacked my rump” and used him “not unlike a young stallion”? Or when he talks about his frostnipped “todger”? Or when he reveals that [Meghan](#) calls her pet dogs—British readers, look away—“fur babies”? Or, or, or...

Distance, Harry explains at one point in this book, “between Yourself and Them”—which is to say between Us and Him—is “an essential bit of being royal”. But there is no distance here. None. You even get the freckles on his body as he strips naked and is checked for ticks at Balmoral.

When leaks from “Spare” started appearing on January 5th, a mood of delighted disbelief settled on British newsdesks. Royal correspondents used to subsisting on crumbs—an innuendo buried in six hours of anodyne Netflix nonsense here, a plucky first day of school for Prince George there—suddenly found themselves glutted by revelations on everything from how many Taliban (25) he killed in Afghanistan to his “nether regions”. Best of all, these came not from press skulduggery but were offered up voluntarily by Harry for cash. The press had an embarrassment of riches; Harry had the riches of embarrassment.

In one way, this book is fun. Penguin, the publisher, had threatened a “literary memoir”; happily “Spare” is nothing nearly so dull. Its style is manly thriller. Its sentences are simple; *troubling thoughts occur to Harry in an italic font*; paragraphs are short and punchy.

For effect.

It is, in short, a romp. And obviously the access is excellent. Alan Bennett once wrote a novella about the queen in which he imagined the humdrum side of royal life, and this book does Bennettian humdrum better than Bennett himself. You learn that footmen served the young princes their tv dinners under silver domes, like kings in a cartoon; that his granny made a mean salad dressing; that King Charles III does headstands against a door in his boxers to help his back.

It is all very engaging. But it also feels somehow iffy. “Autobiography”, George Orwell once wrote, “is only to be trusted when it reveals something disgraceful...since any life when viewed from the inside is simply a series of defeats.” This book manages to feel both like a series of defeats and somewhat untrustworthy at the same time. Things are rarely just Harry’s fault. A decision to go to a fancy-dress party as a Nazi is explained away by saying that he was merely following the orders of Herr und Frau

Obergruppenführer William and Kate. They look the sort. Camilla is a scheming villain; Charles is a duffer; an editor is a “pustule”. Only Meghan—“she’s perfect, she’s perfect”—is exempt.

For all the romps, and the rumps, this book feels less like a lark than a terrible miscalculation. Harry presents himself as a creature in a gilded cage. Perhaps he hoped that, by writing a memoir, he’d set himself free. The cage isn’t fashioned by the royals, however, but by the eyes of the audience upon them. By revealing so much, all he has done is draw the bars in closer. The Firm would have stopped him from producing a book like this. And that would have been a service.

14 janvier 2023 (Atlantico)

<https://atlantico.fr/article/decryptage/le-francais-se-meurt-qui-pour-le-reanimer-langue-declin-vocabulaire-anglais-chinois-enseignements-professeurs-education-nationale-eleves-france-michel-fize>

LANGUE EN DÉCLIN

Le français se meurt... qui pour le réanimer ?

La faillite de la langue touche à la fois l'orthographe, la grammaire, le vocabulaire, la lecture, l'écriture et la compréhension du sens de ce qui est lu ou écrit.

[Michel Fize](#)



Dans mon livre *L'École à la ramasse* (L'Archipel, 2019), j'ai évoqué la faillite de la langue française, orthographe en tête. En menant mon enquête, j'ai été surpris de découvrir que le constat était ancien en réalité. On le faisait déjà, en 1893, pour un cours élémentaire. De nombreuses fautes sont commises dans les dictées, notait un observateur de l'époque : « entre douze et quinze dans un texte de six lignes ». *Bis repetita* quelques années plus tard. Un arrêté du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts en date du 26 février 1901 recommandait aux correcteurs d'examens de faire preuve de tolérance envers les fautes commises par les élèves. C'est l'époque où il se disait [déjà] que l'on parlait mal, écrivait mal.

Mais le « mal », tout de même circonscrit à l'époque, est plus profond aujourd'hui. La faillite de la langue est en effet *globale*, touchant à la fois l'orthographe, la grammaire, le vocabulaire, la lecture, l'écriture, la compréhension du sens ce qui est lu ou écrit. Et elle est *pluri-générationnelle*, concernant aussi bien les enfants, les adolescents et les jeunes que les adultes, comme nous le montrerons dans un instant. Dans sa récente communication à la presse, le ministre de l'Éducation Pap Ndiaye indique qu'à l'entrée en 6^{ème} par exemple, 27 % des élèves ne savent pas lire ou comprendre correctement un texte. Pour le reste, comme nous le rappelions aussi il y a trois ans, les élèves d'aujourd'hui font, dans une dictée de dix lignes, deux fois plus de fautes que leurs devanciers en 1987, avec une dégringolade continue depuis trente-cinq ans : 11 fautes en 1987, 15 en 2007, 18 en 2015 et 19 en 2021. Une étude récente du CNESEO (Conseil national d'évaluation du système scolaire) précise que seul un tiers des élèves de 3^{ème} écrit lisiblement. Selon une autre enquête (de 2007), réalisée par Cogis -Manesse, en 2005 un élève de 5^{ème} avait juste le niveau d'un écolier de CM2 vingt ans plus tôt. Enfin, une étude menée en 2005 auprès d'élèves de seconde indiquait que 56 % d'entre eux (contre 28 % en 2000) avait obtenu un « 0 » pour une dictée simple, commettant une quinzaine de fautes pour un texte de dix lignes et que seuls 18 % obtenaient la moyenne.

Cette faillite de la langue touche aussi presque toutes les catégories sociales d'appartenance des élèves, y compris les enfants de l'« élite » qui, du coup, ont perdu au fil des ans ce « capital

linguistique » dont parlait Bourdieu. Bref, le fait est là : il n'y a plus d'élèves qui ne font plus du tout d'erreurs en orthographe.

Naturellement, les fautes de français se transmettant d'une génération à l'autre, l'on ne sera pas surpris de retrouver des étudiants qui, eux-aussi, parlent mal, écrivent mal. Ici encore le fait n'est pas nouveau, il s'est simplement aggravé, étendu. Comme nous le rapportons aussi dans notre livre, il y a plus de soixante ans, l'inspecteur général de l'enseignement secondaire, Le Gall, s'appuyant sur des témoignages de professeurs d'université, notait que l'on trouvait dans les copies d'étudiants de licence des fautes d'orthographe et de syntaxe du niveau d'élèves du certificat d'études. La baisse de niveau est aujourd'hui observée tant à l'université que dans les Grandes écoles (d'ingénieurs en particulier). Comme un certain nombre de ces étudiants vont devenir des enseignants, ces derniers vont à leur tour prendre des « libertés » avec l'orthographe, en commettant par exemple des erreurs de conjugaison de verbes, d'accords du participe passé, en employant des formules ou expressions inexactes, comme « les cahiers à Charlotte (au lieu des cahiers de Charlotte), « un film à la télé qui était trop bien (au lieu de très bien), etc.

Ainsi, est-il clair que ce ne sont plus les enfants, adolescents ou jeunes qui massacrent la langue française, mais aussi les adultes, et cela jusqu'aux plus hauts niveaux de responsabilités tant du secteur privé que du secteur public. Chefs d'entreprises et hauts-fonctionnaires sont désormais à « égalité d'erreurs de français ».

A la faillite de l'orthographe s'ajoute celle de la grammaire. Il n'y a plus respect ni des règles d'accord et de conjugaison ni de syntaxe.

La conséquence, de l'aveu de tous les spécialistes, est que les élèves actuels ne comprennent tout simplement plus ce qu'ils lisent (selon des observations menées en 1997 par le président du Conseil national de l'époque, Luc Ferry, 35 % des élèves de 6^{ème} étaient dans ce cas, 9 % étant même incapables de tirer des informations ponctuelles d'un écrit – comment imaginer que ces chiffres ne soient pas plus élevés aujourd'hui ?).

L'on observe encore une méconnaissance profonde de vocabulaire. Interrogée il y a quelques années, une institutrice de Seine-Saint-Denis notait : « quand on lit un texte, on est obligé en permanence de montrer des images correspondant aux mots, car les élèves n'ont pas le vocabulaire. » En 2006, François Bégaudeau, alors professeur dans le secondaire, rapportait dans son livre *Entre les murs* (Ed. Verticales) une liste de mots inconnus de ses élèves. Parmi ceux-ci : contraception, combustible, gabarit, prosélytisme, crédible, factice, résignée, stimuler, objecter, suggérer, et beaucoup d'autres.

Comment expliquer ce déclin de la connaissance de la langue française qui semble inexorable ? Plusieurs facteurs peuvent être énoncés, comme le recul de la culture classique – les Belles-Lettres étant détrônées par la culture scientifique (à cet égard, le ministre de l'Education Olivier Guichard faisait observer, dès 1970, que cette culture était désormais aussi étrangère à 90 % des classes aisées qu'aux enfants du peuple), comme la montée vertigineuse des langages numériques (textos surtout) permettant le recours à un vocabulaire pauvre, limité, à un troncage des mots. N'oublions pas non plus, après

l'ouverture du collège à tous ans les années 1960, l'omission par l'Education nationale elle-même de procéder à des évaluations régulières du niveau des élèves.

La conséquence est que les élèves de 2023 écrivent sur leurs écrans tout simplement comme ils parlent dans la vie courante... et qu'ils écrivent en classe comme ils écrivent sur leur smartphone.

Que faire ? Poursuivant les efforts de son prédécesseur, Jean-Michel Blanquer, qui voulait qu'à l'avenir tous les élèves soient capables de lire correctement à haute voix, puissent s'exprimer convenablement à l'oral et à l'écrit, en respectant le mieux possible l'orthographe et la grammaire, l'actuel ministre Pap Ndiaye vient de présenter à son tour une série de mesures destinées à enrayer le déclin de notre langue : dictées quotidiennes (brèves) en CM1 et CM2, une heure de soutien hebdomadaire en 6^{ème} soit en français soit en mathématiques, renforcement de la lecture (les élèves devront acquérir la capacité de lire rapidement – soit 120 mots à la minute en CM2), établissement de deux heures quotidiennes de lecture et d'écriture en CM1 et CM2.

Sera-ce suffisant ? Probablement pas. C'est d'un plan GLOBAL de sauvetage du français dont notre école a besoin. En commençant par l'apprentissage du vocabulaire. Il faut apprendre aux élèves les mots de français comme on apprend les mots d'anglais, d'allemand ou d'espagnol car leur pauvreté de vocabulaire est proprement ahurissante. Il faut évidemment faire plus de dictées, dès le CE2, pour réconcilier tous les élèves avec l'orthographe et la grammaire, afin qu'ils maîtrisent mieux conjugaisons de verbes, singulier et pluriel, accords du participe passé. Il faut régulièrement évaluer la compréhension de ce qu'ils lisent, écrivent, entendent. L'objectif est que le français redevienne la 1^{ère} langue vivante dans nos écoles et ne connaisse pas le triste sort du latin, aujourd'hui langue morte. L'objectif encore est qu'à l'entrée en 6^{ème} tous les élèves sachent lire, écrire et comprendre correctement notre langue.

Soyons-en conscients, avec la perte de la langue, c'est la culture française elle-même que l'on met en danger... et ce n'est pas acceptable.

14 janvier 2023 (Le Point)

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/franz-olivier-giesbert/fog-quand-macron-cassera-son-pipeau-14-01-2023-2504766_70.php

FOG – Quand Macron cassera son pipeau

ÉDITO. S'il veut laisser une trace dans l'histoire de France, le président devrait avoir le courage de s'attaquer aux déficits abyssaux dont souffre le pays.



Du palais de l'Élysée, le président Emmanuel Macron présente ses vœux aux Français, le 31 décembre 2022.

Publié le 14/01/2023 à 09h00

« **Si tu avances, tu meurs. Si tu recules, tu meurs. Alors, pourquoi reculer ?** » Emmanuel Macron serait bien inspiré de méditer ce célèbre et génial proverbe dont l'Asie comme l'Afrique - on ne tranchera pas - revendiquent la paternité.

La marche arrière n'est pas la vitesse recommandée pour qui est censé incarner l'État. Surtout après six ans ou presque de parolotes, de tractations en tout genre sur le sujet. L'âge de la retraite en France devait, à ce qu'on croyait, être fixé à 65 ans. Finalement, non, ce sera 64. **Avant, peut-être, de reculer à 63, voire de revenir à 62, alors que la plupart des pays européens l'ont fixé à 65 quand ce n'est pas à 67, comme l'Allemagne et l'Italie.**

L'immobilisme est toujours en marche dans notre pays et c'est ce qui explique notre descente vertigineuse du toboggan, **avec un trou du commerce extérieur qui a doublé l'an dernier pour atteindre 154 milliards**, désastre qui ne trouble apparemment pas la digestion de ceux qui nous gouvernent. **La France est trop grevée de déficits, sur fond d'endettement endémique, pour continuer à tout laisser filer. Sinon, la hausse des taux d'intérêt et une crise financière sur le modèle grec de 2012 siffleront la fin de la récréation, doublée d'un buffet campagnard gratuit, qui dure depuis plus de quatre décennies.**

Abreuvée à la pensée magique ou au pseudo-marxisme pour lesquels les déficits fabriquent de la croissance, la France peut-elle retomber, un jour, sur terre ? La réforme des retraites telle qu'elle est partie ne donnera pas assez d'air à **un pays qui dépense beaucoup plus que ce que lui rapportent ses recettes fiscales.** Si Macron veut laisser une trace dans l'histoire de France, ce qui n'est pas gagné, loin de là, il faut qu'il consente, enfin, à réduire les dépenses publiques après avoir enivré le pays en les augmentant sans arrêt. Politique à courte vue qui rend si pertinente la blague **de l'économiste Jean-Marc Daniel invitant à envoyer le président et son équipe en « cellule de dégrisement ».**

Il faut se méfier du joueur de flûte, comme nous l'a appris le conte du même nom des frères Grimm. Après avoir dératé jadis la ville de Hamelin (Hameln) en Allemagne qui refusa ensuite de le payer, il revint une nuit et, au son de l'instrument, emmena les enfants du village derrière les montagnes, où ils disparurent à jamais. **Le pipeau est tout aussi dangereux, et celui de Macron prépare des lendemains qui déchantent pour les futures générations.** Barre fut, au temps

de ses plans de rigueur, un Premier ministre impopulaire mais très respecté, adjectif qu'on ne peut, hélas, appliquer au président, qui cherche surtout à être aimé. Le règne de Louis XV lui montrerait, s'il prenait la peine de l'étudier, qu'on ne devient pas nécessairement aimé parce que l'on se montre aimable. Giscard n'y est pas parvenu non plus, malgré son accordéon.

Allez, encore une cuillerée, ça ira mieux... Si notre État-providence est tombé si bas, c'est qu'il n'est pas assez nourri : telle est la rumeur qui monte dans le pays, et Macron, Père Noël tous les jours de l'année, le fait accroire en continuant à faire des promesses tous azimuts. N'est-il pas temps de se demander pourquoi la France est le pays du monde qui dépense le plus pour ses hôpitaux en ayant moins de lits que l'Allemagne ? La bureaucratisation et la paperasserie sont les deux mamelles de tous nos maux. En multipliant les canaux de dérivation, elles contribuent au coulage dans des services publics gavés de subventions, qui se dégradent à grande vitesse. Et il faudrait encore remettre des pièces dans la machine !

Le « benchmarking » est un vilain mot franglais qui fait fureur dans le monde de l'entreprise. C'est ce qu'on appelle, dans notre belle langue, l'analyse comparative : il permet de confronter les résultats des uns et des autres avant de prendre les bonnes décisions. **Au lieu de remplir sans cesse le tonneau des Danaïdes en nous endettant toujours plus, n'est-on pas arrivé à un moment de notre histoire où il faut repenser l'État-providence, aujourd'hui menacé, pour le renforcer et le pérenniser ?** C'est possible. **La preuve par le Danemark**, qui, sous l'égide des sociaux-démocrates, a décidé de tout revoir, à commencer par ses flux migratoires, qu'il réduit. **Il y a dix ans, ce petit pays de 6 millions d'habitants avait un niveau de dépenses publiques équivalent au nôtre : autour de 56 % du PIB. Aujourd'hui, il est tombé à 50 %, soit 6 points de moins, sans réelle casse.** Il lui reste maintenant à baisser le taux - un record mondial - de ses prélèvements obligatoires (48,8 % du PIB), légèrement supérieur au nôtre (47 %).

Puisse Macron ranger ou casser son pipeau, qui lui a tant et trop servi. Maintenant qu'il n'a plus de réélection en vue, qu'il songe aux **prochaines générations, sur lesquelles pèse chaque jour davantage le fardeau de la dette, dont la charge annuelle est déjà, en attendant pire, à peu près l'équivalent du premier budget de l'État, celui de l'Éducation nationale !**

14 janvier 2023 (Le Point)

[https://www.lepoint.fr/monde/retraites-en-allemande-l-inquietude-du-pouvoir-face-aux-departs-anticipes-12-01-2023-2504603_24.php#xtatc=PUB-\[Blocs ventre HP\]-\[-\[les grandes enquetes du point\]-\[2504603\]](https://www.lepoint.fr/monde/retraites-en-allemande-l-inquietude-du-pouvoir-face-aux-departs-anticipes-12-01-2023-2504603_24.php#xtatc=PUB-[Blocs ventre HP]-[-[les grandes enquetes du point]-[2504603])

Retraites : en Allemagne, l'inquiétude du pouvoir face aux départs anticipés

Une loi votée en 2012 fixe un âge progressif de départ à la retraite à 67 ans en 2031. Dans la réalité, les Allemands choisissent de partir bien avant.

De notre correspondante à Berlin, [Pascale Hugues](#)



Les Allemands ne travaillent pas assez longtemps selon le chancelier Olaf Scholz. © FELIX ZAHN / Photothek / dpa Picture-Alliance via AFP

Publié le 12/01/2023 à 17h00

Les Allemands ne travaillent pas assez longtemps. C'est ce que leur reproche leur chancelier Olaf Scholz. Sur le papier, ils devraient travailler beaucoup plus longtemps que la plupart de leurs voisins, Français en tête : jusqu'à 67 ans d'ici à 2031. Mais dans la réalité, ils sont de plus en plus nombreux à choisir de partir avant l'âge légal.

Une situation qui inquiète Olaf Scholz alors que l'Allemagne souffre d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Il a tiré la sonnette d'alarme avant Noël : « Il est nécessaire d'accroître le nombre de ceux qui peuvent travailler jusqu'à l'âge légal de la retraite. » Celui-ci est de 65 ans et 11 mois aujourd'hui en Allemagne. La loi votée en 2012 sous le gouvernement Merkel prévoit qu'il grimpera progressivement jusqu'à 67 ans en 2031. Or plus de la moitié des Allemands choisissent aujourd'hui de partir avant l'heure. Ils préfèrent prendre une retraite anticipée, même s'ils doivent subir une décote fixée à 0,3 % par mois travaillé en moins. Si bien qu'en 2021, l'âge réel du départ à la retraite était de 64,1 ans.

Les jeunes ne veulent pas suivre le chemin de leurs parents

Une tendance qui, selon les économistes, risque de se confirmer dans les années à venir. Selon un récent sondage commandité par le ministère du Travail plus de la moitié des salariés allemands aimeraient partir à 62 ans et même avant. 10,7 % seulement veulent travailler jusqu'à 67 ou davantage. Ce sont surtout les jeunes entre 30 et 39 ans qui rêvent de quitter plus tôt que leurs parents une vie active qu'ils jugent harassante.

Avec une espérance de vie de plus en plus longue, les Allemands perçoivent une pension plus longtemps. En 2021, la durée moyenne de la retraite était de 20,5 ans, soit 4 ans de plus qu'il y a

20 ans et 10 ans de plus qu'en 1960. En 2040, il y aura moins de deux actifs pour un retraité. Cette situation risque d'avoir des conséquences désastreuses sur le système de retraites par répartition. L'Allemagne est un pays de vieux et la grande vague des baby-boomers nés avant 1964 s'apprête à déferler sur un pays où la natalité est en chute libre depuis des années.

Pas question, pourtant, stipule le contrat signé par les partenaires de la coalition tricolore (sociaux-démocrates, verts, libéraux), de toucher à l'âge de la retraite à 67 ans. Certains souhaitent encore le repousser. On parle de 70 ans et plus. Grandement responsable de cette situation : « la retraite à 63 ans », un dispositif que les sociaux-démocrates eux-mêmes ont introduit en 2014. Contre toute attente, cette retraite anticipée sans décote (deux ans avant l'âge légal à condition que l'on ait cotisé pendant 45 ans) ou avec décote (à condition que l'on ait cotisé pendant 35 ans) a fait un tabac. Andrea Nahles, la ministre sociale-démocrate du Travail de l'époque, avait tablé que 200 000 personnes saisiraient cette occasion.

Selon la Fédération des caisses de retraite, ils étaient 300 000 nouveaux retraités à profiter de cette mesure en 2021. Cela représente un tiers de tous les Allemands ayant pris leur retraite cette année-là. Si l'on ajoute tous ceux qui partent en renonçant à la pension plein pot, 58,2 % des Allemands quittent leur travail avant l'âge légal. La retraite anticipée est donc devenue la règle en Allemagne. Elle profite principalement aux salariés qualifiés aux salaires confortables et à formation longue. Autre mesure qui risque d'inciter encore davantage d'Allemands à partir plus tôt. Depuis le 1^{er} janvier, ceux qui prennent leur retraite anticipée peuvent continuer à exercer une activité rémunérée tout en touchant leur pension complète. Des aménagements qui au bout du compte coûtent cher aux caisses de retraite et contribuent à mettre le système allemand sous pression.

14 janvier 2023 (Le Point)

https://www.lepoint.fr/politique/cohn-bendit-la-mobilisation-des-syndicats-contre-les-retraites-est-has-been-14-01-2023-2504760_20.php

Cohn-Bendit : « La mobilisation des syndicats contre les retraites est has been »

ENTRETIEN. Immigration, réforme des retraites, affaire Houellebecq, démission de Le Graët... L'ex-meneur de 68 et député européen fait feu de tout bois.

Propos recueillis par [Jérôme Cordelier](#), [Mégane Chiecchi](#) (vidéo)

Publié le 14/01/2023 à 08h00

Que serait la France sans les Polonais [Marie Curie](#) et [Guillaume Apollinaire](#), l'Italien [Lino Ventura](#) ou l'Espagnol Pablo Picasso ? [Daniel Cohn-Bendit](#) et le journaliste Patrick Lemoine se sont plongés dans les destins – souvent incroyables – de ces « étrangers qui ont fait la France ». Leur livre, titré non sans provocation « Français mais pas Gaulois » (Robert Laffont), arrive à propos alors que les questions touchant l'immigration tendent les passions françaises et que se profile la discussion parlementaire autour du [projet de loi immigration porté par le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin](#). Plutôt tourné vers le passé que concentré sur le présent, cet ouvrage ne prend pas de front le problème mais ouvre des perspectives dans un débat souvent réduit à la question de l'identité. Nous avons saisi cette occasion pour passer au grill des – nombreuses – questions d'actualité l'intarissable acteur puis commentateur de la vie politique à la parole libre, à cheval entre l'Allemagne et la France, qu'est Daniel Cohn-Bendit.

Grand amateur de football, l'ex-meneur de 68, qui siégea près de vingt ans au Parlement européen, tacle dans cet entretien les syndicats qui se mobilisent contre la réforme des retraites, le ministre de l'Intérieur en charge de l'épineux dossier de l'immigration, et notamment du sort des « sans-papiers », Michel Houellebecq et Michel Onfray pour leurs propos sur les musulmans, et aussi Noël Le Graët et Didier Deschamps, les patrons du foot français qu'il verrait bien revenir au vestiaire, pour faire jouer à leur place Zinédine Zidane... Daniel Cohn-Bendit est l'invité de l'entretien politique du *Point*.

Le Point : Vous défendez l'idée de « l'immigration, une chance pour la France », comme Lionel Stoléru et Bernard Stasi dans les années 1980. Dans la France des années 2020, vous sentez-vous à contre-courant ?

Daniel Cohn-Bendit : Pas du tout. Ce livre est né par hasard, d'une réaction d'humeur. Avec Patrick Lemoine, on parle foot depuis longtemps et on en avait marre d'entendre parler de nos ancêtres les Gaulois alors que tout le monde vibrait aux exploits des Black-Blanc-Beur de l'équipe de France. À partir de là, nous avons voulu écrire un livre sur tous ces immigrés qui, en un siècle et demi, ont fait la France, et quand on lie bout à bout tous ces destins, c'est époustouflant. Nos sociétés d'un point de vue démographique ont besoin de l'immigration, et ce mouvement peut générer énormément de choses positives. J'ai été adjoint au maire de Francfort de 1989 à 1995 en charge de cette question, je sais de quoi je parle. Nous ne sommes pas confrontés à un grand remplacement, comme le proclame l'extrême droite, mais embarqués dans une grande évolution.

Vous avez obtenu la nationalité française à 68 ans, et pourtant vous vous sentez « Gaulois réfractaire », écrivez-vous. Comme Philippe de Villiers en somme...

Historiquement, l'aristocrate était plutôt franc que gaulois, ce n'est pas la même chose. Mais tout cela ne veut rien dire. On ne va pas demander aux joueurs de l'équipe de France de football ou de rugby s'ils ont des racines de Francs ou de Gaulois, sinon on serait mal barré. Le sport est un miroir de la réalité de l'évolution. Cela étant dit, avec Philippe de Villiers, j'ai un rapport très simple, car il était député européen en même temps que moi, et quand on se croisait je lui disais : « On ne discute pas politique, parce que tu es un con fini sur ce plan. Parlons foot... » On s'entendait très bien là-dessus. Dans ses Mémoires, il raconte que, quand il est revenu au Parlement européen après avoir été gravement malade, le seul qui lui avait demandé des nouvelles de sa santé, c'était moi...



Pourquoi cette obsession anti-Zemmour dans votre livre, alors que celui-ci ne pèse plus grand-chose après son échec à la présidentielle ?

Ce n'est pas une obsession. Je trouve que le Rassemblement national et Éric Zemmour accentuent l'irrationalité du débat, et que c'est dangereux. Car la tentation raciste est quelque chose qui peut faire tache d'huile et désintégrer notre société. On ne joue pas avec cela ! Or, Zemmour et le RN ne cessent de le faire.

Pourtant, le RN paraît se normaliser. Un ministre important nous disait même récemment que ses députés votaient plus de la moitié des textes du gouvernement à l'Assemblée...

Politiquement, oui. Mais le fonds de commerce du RN, ce qui lui permet d'avoir une influence dans les classes populaires reste la théorie du grand remplacement. On peut être raciste ou battre sa femme avec une cravate.

Emmanuel Macron est « très imprégné de la grandeur de la France », écrivez-vous. Pourtant, on lui a souvent reproché d'être « hors sol ». Il ne l'est donc pas, selon vous ?

C'est faux. Emmanuel Macron est très français. Il est extrêmement intelligent. Il a une grande connaissance de l'histoire de France, et une mémoire incroyable, il est fascinant pour cela. La grandeur de la France, c'est quelque chose qu'il a intégré. Il se bat pour une France forte dans une Europe plus grande. Je suis raccord avec lui : je défends l'exceptionnalité nationale. Tous les pays rencontrent le même problème que nous avec l'immigration, y compris les États-Unis, pourtant terre de melting-pot. Dans une époque anxieuse, et dans un monde très compliqué, l'immigration génère la peur, qui est le ciment du rejet de l'autre. Pourtant, et c'est ce que nous voulons souligner à travers ce livre, l'immigration a transformé notre pays de façon intellectuelle, économique et même sur le plan de la sécurité grâce à tous ces soldats venus d'Afrique du Nord

qui sont morts pour la France. Des milliers d'immigrés restent des héros du fonctionnement de la France, vous en trouvez dans toutes les cuisines des restaurants...

« Assimilation ? Intégration ? Cela ne marche pas. Il faut trouver un autre modus vivendi », écrivez-vous. Que proposez-vous ?

L'assimilation est un terme qui ne veut rien dire. Avec ma femme, nous avons deux fils. L'un a épousé une Allemande d'origine marocaine, et l'autre une Allemande d'origine érythréenne. Si vous voyiez les enfants qu'ils ont, c'est extraordinaire. On ne va pas leur demander de se blanchir la peau ! Quant à la question de l'intégration, elle ne se pose pas seulement dans un sens unique : nous nous intégrons tous dans une nouvelle société qui est en mouvement. Mais il faut que nous trouvions ensemble un modus vivendi, puisqu'il y a des conflits. Je prends un exemple. On cite beaucoup la question des rapports hommes-femmes à propos des musulmans. Les luttes des femmes, celles des homosexuels, ont transformé nos sociétés. Beaucoup d'immigrés n'ont pas vécu ces luttes, ils arrivent dans une société qui présente une autre échelle de valeurs, laissons-leur le temps et les moyens de comprendre où ils sont.

Certains remettent en cause cette échelle de valeurs...

De chaque côté, il y a toujours des radicaux. Comme Zemmour, ou le million et demi de personnes qui sont descendues dans la rue contre le mariage pour tous. Je ne parle pas seulement des catholiques : l'hostilité venait de toutes les églises, toutes les mosquées et les synagogues, à part quelques-unes libérales. Quand j'étais adjoint à la municipalité de Francfort, j'avais un collègue, catholique de droite et fort sympathique, qui avait affirmé dans un discours que l'égalité hommes-femmes était la base de la démocratie. Je lui ai dit : « Que toi le catholique de droite tu dises cela, c'est qu'on a gagné, puisque c'était l'une de nos revendications en 68. »

Transgenres, cisgenres, etc. Pour certaines personnes, ça va trop vite en ce moment, vous ne pouvez pas leur reprocher de penser cela, non ?

Mais l'évolution va toujours trop vite ! Comment voulez-vous vous y opposer ? Tout le débat sur wokisme est le suivant : « Arrêtez d'en faire une maladie les uns comme les autres, arrêtez d'imposer aux autres ce que vous pensez ! » Des deux côtés. Citez-moi un moment dans l'histoire où les sociétés n'ont pas été choquées par un progrès. Votre question est infantile. Comme si l'évolution de la société pouvait être régulée comme un moteur de voiture... En 1938, les Américains comprennent que les Juifs doivent partir d'Allemagne, ils convoquent une conférence internationale pour étudier le sujet à Évian. Trente-sept pays envoient des diplomates pour réfléchir à l'accueil des Juifs allemands. Se pose alors très vite la question des Juifs d'autre nationalité. Résultat, tous les pays ont décidé de fermer leurs frontières, par précaution, car on disait que la situation changeait trop vite...

Mieux expulser, c'est tellement facile à dire ou à écrire... Meloni, combien a-t-elle expulsé d'immigrés d'Italie ? Aucun. Parce qu'elle ne peut pas le faire toute seule. Cela répond à des processus politiques et diplomatiques compliqués.

L'ancien ministre de l'Intérieur Gérard Collomb a exprimé ses inquiétudes après l'accueil de l'Ocean Viking, ce navire avec à son bord des dizaines de migrants à Toulon, disant que cela ouvrait une brèche dans notre système de contrôle de l'immigration. Qu'en pensez-vous ?

Eh bien, je pense que Gérard Collomb est un has been. Que faites-vous de ces gens ? Face à une telle situation, il y a deux possibilités : soit le drame déclenche un élan extraordinaire comme il y en eut pour les boat people vietnamiens, avec cette rencontre Sartre-Aron organisée par Glucksmann, soit on ferme et on se replie. Alors, on fait quoi ? On laisse périr ces gens en mer ? On leur demande de retourner en Libye, dans un centre où les femmes sont violées et les hommes torturés ? Ce n'est pas vrai d'affirmer qu'en accueillant un bateau on ouvre une brèche ; de toute façon, ces gens arriveront sur nos terres. Au milieu des années 1950, il y avait 1,5 million de chômeurs en Allemagne. Le gouvernement négocie des plans pour accueillir ceux que l'on appelait des travailleurs « hôtes ». Une résolution unanime au Bundestag, signée de tous les partis et de tous les syndicats s'y oppose en demandant qu'aucun accord ne soit réalisé sur ses travailleurs « hôtes » tant qu'il y avait encore un chômeur. Quinze jours après, le ministre de l'Économie signait le premier accord, parce que les chômeurs ne voulaient pas travailler en usine... Les immigrés qui travaillent, nous avons besoin d'eux. Parfois, j'ai honte de répéter de telles banalités.

« Mieux intégrer et mieux expulser », c'est l'objectif de Gérald Darmanin pour le projet de loi immigration présenté le 1^{er} février en Conseil des ministres. Qu'en pensez-vous ?

Mieux intégrer, c'est une évidence. Mieux expulser, c'est tellement facile à dire ou à écrire... Meloni, combien a-t-elle expulsé d'immigrés d'Italie ? Aucun. Parce qu'elle ne peut pas le faire toute seule. Cela répond à des processus politiques et diplomatiques compliqués. Un demandeur d'asile, c'est quelqu'un qui fuit des persécutions. Mais ce n'est pas une personnalité humaine meilleure. Pendant longtemps, en Allemagne, une partie de la gauche proclamait : « Les immigrés, ne nous laissez pas seuls avec les Allemands ! » C'est la chose la plus bête que j'ai entendue dans ma vie. Il ne faut pas faire des immigrés des symboles de beauté de l'être humain. Nos sociétés doivent apprendre que toute évolution est conflictuelle. Donc, quand Gérald Darmanin dit que son projet vise à « mieux expulser », il réduit le problème à un slogan. Tous les ministres en rêvent, mais face à la réalité ils ne vont pas au bout. Il faut calmer le débat sur l'immigration, et pas le tendre avec des slogans.

Et un titre de séjour pour les métiers en tension, c'est une bonne ou une mauvaise idée ?

Mais c'est pour tous les métiers qu'il faut un titre de séjour ! Pas seulement pour ceux qui sont en tension. En France, il doit y avoir 300 000 à 400 000 sans-papiers, on doit les légaliser. Ils sont là, ils bossent, ils mangent, ils dorment quelque part, ils ont le droit à un titre de séjour.

Comment jugez-vous les sorties récentes de Michel Houellebecq et de Michel Onfray dans la revue *Front populaire* et dans *Le Point* sur les musulmans ?

Je ne suis pas maso, je ne vais pas taper les élucubrations d'Onfray et de Houellebecq. Onfray est comme ces intellectuels des années 1930 qui ont basculé vers l'extrême droite. Le cas Houellebecq est un objet de débat dans notre famille. Ma femme a lu son livre *Soumission*, et elle y a vu une provocation. Moi, j'ai toujours considéré que Houellebecq avait un fond raciste. Il n'est plus dans la provocation, il pense ainsi. Dont acte. Mais je ne vais pas m'ériger en maître moraliste des écrits de Houellebecq.

À la place de Macron et Borne, j'aurais réduit le temps de travail des séniors. À partir de 58 ans, vous travaillez une heure de moins par semaine, et encore une heure de moins l'année suivante.

Vous qui allez avoir 78 ans, vous êtes pour l'allongement de la durée de travail ?

Si la France impose l'âge de départ à la retraite à 64 ans, elle sera le pays d'Europe où les travailleurs cessent leur activité le plus tôt. En Allemagne, c'est 67 ans. En Espagne et au Portugal, des gouvernements de gauche ont posé la retraite à 67 ans. Il est évident que face à l'évolution démographique il va falloir travailler plus longtemps. Mais l'erreur du gouvernement français est de ne pas avoir tenu compte d'une chose : avec l'âge, on a une capacité physique qui diminue. À la place de Macron et Borne, j'aurais réduit le temps de travail des séniors. À partir de 58 ans, vous travaillez une heure de moins par semaine, et encore une heure de moins l'année suivante, et ainsi de suite jusqu'à la retraite. En Allemagne, les séniors peuvent travailler jusqu'à 70 ans. J'ai soumis l'idée à Macron dès le début du premier quinquennat, il m'a dit « c'est pas bête », mais il n'en a pas tenu compte.

Les syndicats ont-ils raison de vouloir bloquer la France pour s'opposer à la réforme des retraites ?

C'est une mobilisation has been, rétrograde. Macron a cru pouvoir se passer des institutions intermédiaires depuis des années, cette attitude a créé un schisme profond entre lui et Laurent Berger. Et maintenant, celui-ci fait payer au président cette humiliation. Je ne vois pas comment côté syndicats les uns et les autres vont s'en sortir. Ils sont tous bloqués dans leur tête.



Vous qui êtes un passionné de football, pensez-vous que Noël Le Graët doit démissionner de son poste de président de la Fédération française de football ?

Ça fait longtemps qu'il aurait dû démissionner. Ce personnage est le symbole d'institutions incapables d'évoluer. Le président inné de la Fédération française de foot devrait être Platini ; malheureusement, il est entravé par ses casseroles.

Êtes-vous plutôt Zidane ou Deschamps ?

Plutôt Zidane. Il est capable de coacher une équipe de stars, puisqu'il s'est occupé du Real Madrid. Car il impose à tous le respect. La dernière Coupe du monde a marqué la fin d'un cycle pour Deschamps, et je ne suis pas sûr qu'il se rende service à lui-même en restant à la tête de l'équipe de France. Mieux vaut partir quand on est en haut, et je pense que le pari de l'Euro sera difficile à tenir car les équipes adverses savent désormais comment joue la France. Il faut que notre jeu évolue, et Zidane est plus à même à mon sens de le faire évoluer.

14 janvier 2023 (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/01/13/caricatures-de-charlie-hebdo-s-opposer-a-l-islamisme-consiste-d-abord-et-avant-tout-a-ne-pas-ceder-au-chantage_6157809_3232.html

Caricatures de « Charlie Hebdo » : « S’opposer à l’islamisme consiste d’abord et avant tout à ne pas céder au chantage »

[Tribune](#)

Eric Delbecque

Expert en sécurité intérieure

Dans une tribune au « Monde », Eric Delbecque, l’ex-directeur sûreté de l’hebdomadaire après l’attentat de 2015, appelle à ne rien abdiquer de l’esprit critique et de la liberté, malgré les menaces. « Charlie Hebdo » a publié récemment des caricatures des mollahs pour les 8 ans des attentats ayant visé le journal.

Publié aujourd’hui à 20h00 Temps de Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

Charlie Hebdo n’est plus un journal comme un autre. Pas simplement parce que féroce satirique, bien évidemment, mais parce que le poids des morts en a fait quelque chose d’autre. Un symbole ? Oui. Toutefois, il faut voir encore au-delà. Les journalistes et dessinateurs qui payèrent de leur vie le droit à user de la liberté d’expression firent de lui un outil de combat contre l’islamisme, c’est-à-dire un totalitarisme.

Il n’y a plus dès lors beaucoup d’intérêt à alimenter un débat visant à savoir si *Charlie* « devrait ou pas » se lancer dans telle ou telle initiative, publier ou pas telle ou telle caricature d’autorités politiques, médiatiques, économiques, religieuses, organiser ou pas un concours international pour dénoncer avec ses crayons les mollahs de Téhéran et soutenir la lutte des Iraniennes et d’Iraniens de plus en plus nombreux.

Les ennemis de la liberté sont partout, divers et nombreux, tout comme les armes pour les combattre. Il convient alors d’identifier correctement l’adversaire et de trouver les moyens les plus appropriés afin de le fragiliser, comme l’eau mène imperceptiblement à l’érosion des roches les plus dures.

Il apparaît clairement que s’opposer à l’islamisme, un fascisme qui reproduit exactement la plupart des méthodes de ses prédécesseurs, à commencer par la guerre idéologique, culturelle et psychologique, consiste d’abord et avant tout à ne pas céder au chantage, celui de se taire sous peine de rétorsions.

Naïveté politique

Il faudra le répéter encore souvent : se taire, c’est faire une double méprise.

La première se définit comme de la naïveté politique. L’islamisme est un mouvement de conquête violent et hégémonique. Il n’a que faire de votre complaisance, il agresse, il avance, il désigne les bons et les mauvais musulmans. Le terrorisme et le soft power islamiste ne se battent pas contre ce que l’on fait, mais contre ce que nous sommes. Ils n’ont besoin de prétextes (et non de raisons) pour frapper des innocents dans une salle de spectacle, ou battre des citoyennes qui résistent à la police des mœurs, et pénétrer, le cœur empli de haine, dans nos écoles et dans nos services publics, visant la laïcité dans le but de mieux exterminer la liberté, l’égalité et la fraternité. C’est une erreur stratégique que de penser le contraire.

La seconde illusion est morale et historique. La docilité n’a jamais fait que servir la cause de nos ennemis. C’est une servitude volontaire qui ne peut conduire qu’à l’abandon ultime de notre liberté de penser, car les motifs pour se taire seront toujours légion : les otages, les négociations sur le nucléaire, les équilibres géopolitiques, etc.

Les dessinateurs de *Charlie Hebdo* ne sont pas des abrutis irresponsables et bêtement provocateurs. Riss et ceux qui l'entourent ont simplement retenu, dans la douleur de ce qu'ils ont vécu et de ceux qu'ils ont perdus, ce que nous devrions nous rappeler très régulièrement : l'esprit munichois est un refuge aussi dangereux que confortable, la peur et l'angoisse sont ses meilleures alliées.

Une part de l'esprit français

Il ne fut jamais question d'« être *Charlie* » parce que l'on apprécie ou pas les dessins de la rédaction. On l'est parce que c'est une part de l'esprit français, capitale, qui exprime par son insolence – vitale à la survie de l'esprit critique – l'exigence de vivre libre, debout, rétif à toutes les formes de domination acharnées à asservir autrui.

On est *Charlie* parce que l'on sait au plus profond de soi que les arguments brandis par « nos munichois » en écho aux pressions des mollahs sont ineptes. Les otages sont un moyen de pression que Téhéran n'a jamais envisagé d'abandonner, car ils permettent de poursuivre des objectifs politiques intérieurs et extérieurs visant la survie de ce régime oppressif.

On est *Charlie*, parce que l'on sait que quelques coups de crayon n'iront pas décider du comportement de dictateurs barbus incurables, et parce que l'on espère qu'ils pourront donner courage et espoir à celles et ceux qui se battent pour un avenir plus éclairé, plus libre.

On est *Charlie* par devoir vis-à-vis de nos valeurs, d'un pays qui s'appelle la France et qui n'a pas le droit de se coucher devant des mollahs que l'on verrait bien sanglés dans des uniformes noirs avec casquettes à tête de mort, baudriers et bottes en cuir. On est *Charlie* parce que l'on est français, que l'on ne se laisse pas traiter comme des laquais par une bande de vieillards, d'idéologues haineux et de brutes salissant le mot « Dieu », et que l'on veut respirer jusqu'à notre mort l'air de la liberté.

Eric Delbecque est expert en sécurité intérieure et ancien directeur délégué à la sûreté de *Charlie Hebdo* après l'attentat de 2015.